This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Digitized by Google

PROPERTY OF
University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

10343
2.40
PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

LES

LIBRE ÉCHANGISTES

ET

LES PROTECTIONNISTES

CONCILIÉS

OU

SOLUTION COMPLÈTE DES PRINCIPALES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

PAR

J. Jules du MESNIL-MARIGNY
ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS
GUILLAUMIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE RICHELIEU, 14
1860

Digitized by Google

HB
173
.L88
1860

HB
173
.L88
1860

Digitized by Google

3436

PRÉFACE

DE LA DEUXIÈME ÉDITION

La première édition de *les Libre Échangistes et les Protectionnistes conciliés* a paru presque en même temps que le traité de commerce avec l'Angleterre. Sans nul doute, cette coïncidence a beaucoup contribué à l'écoulement rapide de cet ouvrage; toutefois nous aimons à croire qu'il renferme quelques idées neuves et utiles qui n'ont pas été complétement étrangères à l'empressement du public.

Dans cette seconde édition, nous avons mis à profit maintes observations qui nous ont été

Digitized by Google

faites, en développant certaines parties où trop de concision nuisait à la clarté.

Ensuite les notions que nous donnons sur la *richesse d'usage* sont plus complètes, et nous démontrons avec plus de rigueur, s'il est possible, que le *libre-échange*, dont parfois l'adoption est avantageuse, ne doit jamais être considéré comme pouvant être appliqué à tous les peuples, quelle que soit leur position commerciale et industrielle.

Les études auxquelles nous nous sommes livré, bien que d'un intérêt majeur, puisqu'elles traitent de la puissance et du bonheur des peuples, sont en général, pour des motifs que nous indiquerons, assez délaissées; aussi, devons-nous vivement remercier la presse du concours bienveillant qu'il lui a plu de nous prêter, en appelant l'attention publique sur ce livre, soit par de nombreux comptes rendus, soit encore en lui attribuant quelque valeur.

Digitized by Google

INTRODUCTION

AVANT-PROPOS ET EXPOSÉ SOMMAIRE

L'homme, chez les natures d'élite, montre, il est vrai, de l'élévation dans les sentiments, de la générosité et même de l'abnégation, mais généralement il est cupide, âpre au gain, rongé d'ambition. Son intérêt, voilà sa loi; il le recherche avec ardeur et le défend avec ténacité. Comment se fait-il, alors, qu'il soit si étranger, la plupart du temps, à la science économique qui lui apprend à sauvegarder ce qu'il possède, ou à obtenir ce qui est l'objet de ses plus vifs désirs?

L'étude des questions relatives aux douanes, aux impôts, au crédit, etc., devrait-elle nous être

Digitized by Google

indifférente, quand il est si facile de s'apercevoir qu'elle a trait directement à la satisfaction de nos besoins les plus impérieux comme les plus futiles? Ces questions importantes ne se trouvent cependant relatées sur aucun programme de l'enseignement universitaire.

Le discrédit qui a frappé jusqu'ici la *science économique* a tenu, il n'en faut pas douter, à ce sentiment généralement répandu, qu'elle peut donner lieu à de brillantes discussions, mais que les matières dont elle traite n'ont pas encore été assez élucidées pour conduire à des conclusions bien incontestables. On regarde généralement les économistes plutôt comme des rhéteurs subtils se complaisant aux exercices oratoires, que comme des gens positifs enseignant une science faite et pratique. Nous en trouvons la preuve dans nombre de faits qui se passent sous nos yeux.

Les ministres de l'instruction publique, de la justice, sont pris, les uns dans l'université, les autres dans la magistrature. On désigne des hommes spéciaux pour commander aux départements de la guerre et de la marine. S'agit-il d'objets relatifs aux sciences, aux arts, on

Digitized by Google

consulte, on interroge les savants, les artistes.

Mais, c'est bien fortuitement, lorsqu'un ministre des finances, un directeur des douanes, est choisi parmi les célébrités de la science qui traite de leurs fonctions. Et si l'on nomme des commissions pour discuter des mesures relatives à l'impôt, à l'industrie, aux douanes, il est bien rare qu'on appelle un économiste.

Cette défaveur est maintenant imméritée. Sans doute les premiers pas de la science économique, science assez récente, n'ont pu être tout d'abord fermes et bien dirigés. Souvent elle a eu le tort de s'appuyer sur des statistiques encore trop incomplètes, et elle a dû parfois s'égarer à leur fausse lumière [1].

En toutes choses le temps est nécessaire. Les fleurs trop hâtives n'acquièrent jamais l'éclat de celles qui s'épanouissent dans leur saison habituelle; de même les fruits trop précoces manquent de saveur et de parfum. Il est vrai qu'un bronze se coule d'un seul jet, mais que de patience et d'essais n'a-t-il pas fallu pour y parvenir!

[1] Nous devons actuellement rendre justice aux travaux consciencieux de MM. Legoyt, Moreau de Jonnès, Guillard, et de plusieurs autres statisticiens.

Digitized by Google

De nos jours, grâce aux travaux des maîtres illustres de ce siècle, MM. Michel Chevalier, Dunoyer, Wolowski, etc., succédant aux Quesnay, aux Smith, aux J. B. Say, plusieurs questions douteuses de la science économique ont été éclaircies. Et pour un certain nombre de sujets supérieurement traités, elle est devenue comparable à un champ parfaitement moissonné où on ne peut plus glaner que de bien rares épis.

Nous ne pouvons le nier cependant.

Malgré les progrès obtenus il reste beaucoup à faire, et nous en donnerons pour preuve que nombre des matières embrassées par l'économique sont incessamment l'occasion de dissidences et de luttes, parmi ses professeurs les plus accrédités.

Les lances les plus adroitement rompues prouvent sans contredit la dextérité des jouteurs, mais, en n'amenant aucuns résultats bien décisifs, elles témoignent que la vérité économique ne brille pas encore d'un éclat assez resplendissant.

Ce livre a été conçu dans l'espoir fondé, nous l'espérons, de dissiper les nuages qui obscurcissent quelques-uns des points les plus impor-

Digitized by Google

tants de la science. Car nous prétendons avoir résolu le problème qui a donné lieu aux controverses les plus vives, les plus opiniâtres : celui qui concerne la protection et le libre échange.

Voilà, sans doute, une prétention bien ambitieuse. Mais un aveugle en tâtonnant peut ramasser une perle magnifique, et, quoique dépourvu du sens le plus nécessaire pour procéder à une recherche pareille, faire en sorte que nous ne soyons pas privés de cet objet précieux. Que de progrès utiles ne pourrions-nous pas citer, dont les sciences et les arts doivent la découverte au hasard!

Si ces réflexions ne suffisent pas au lecteur pour légitimer ce qu'il appellera peut-être notre outrecuidance, si, bien plus, il venait à supposer que l'on veut abuser de ses moments, nous le prions de jeter les yeux sur les quelques mots qui vont suivre, et nous espérons le convaincre que cet ouvrage est sérieux et mérite toute son attention.

On sait jusqu'à un certain point ce qu'il faut entendre par cette expression *richesse des particuliers*, car cette richesse se compare au moyen

Digitized by Google

d'une commune mesure. Ainsi, quand on dit que la richesse d'un tel est de cinquante mille francs de revenu, on exprime qu'elle vaut cinquante fois celle d'un individu qui ne jouit que de mille francs de rente. Cependant on ignore presque complétement ce que c'est que la richesse des peuples.

En effet, quelle est sa définition la plus généralement adoptée? La richesse d'un peuple est la somme des marchandises ou valeurs que ce peuple possède.

Mais à ces mots de *richesse d'un peuple* devrait s'attacher nécessairement l'idée d'une mesure, comme nous l'avons vu pour les particuliers. Or on aboutit à un non-sens, lorsque l'on veut comparer la richesse de deux nations, soit par l'ensemble des marchandises qui leur appartiennent respectivement, soit par la valeur monétaire de ces mêmes marchandises.

Dans le premier cas, chacune de ces nations peut avoir des marchandises qui diffèrent complétement de nature, et alors comment juger de leurs richesses relatives? Et dans le second cas, si deux nations possèdent des marchandises pour une même somme en espèces, au lieu

Digitized by Google

d'être l'une et l'autre également riches, la nation où les marchandises seront cotées à un moindre prix, sera évidemment supérieure en richesses à l'autre.

De plus, en faisant l'inventaire de toutes les choses échangeables que possède un peuple, ou bien en appréciant ces choses numérairement, tient-on compte de son aptitude industrielle, de sa ténacité au travail, de ses habitudes d'ordre et d'économie, toutes qualités qui influent sur la richesse qu'il s'agit d'évaluer? En aucune manière. En passant en revue les autres définitions qui ont été données jusqu'ici de la *richesse d'un peuple*, on arriverait à constater qu'elles sont également erronées. — Suivant nous, la science présente là une lacune des plus regrettables. En voici la preuve. — Que prétendent les libre échangistes? — Qu'en suivant leur système, on pourra nuire aux producteurs, mais que l'on avantagera les consommateurs, ce qui, à leurs yeux, est bien plus important. Les protectionnistes, au contraire, soutiennent que l'on doit préférer les producteurs aux consommateurs. — A laquelle de ces deux opinions doit-on s'arrêter?

On ne peut le savoir qu'en appréciant l'action

Digitized by Google

des mesures libre échangistes ou protectionnistes sur la richesse d'un État. — C'est donc à connaître et à définir avec la plus grande exactitude cette richesse d'un État, qu'il faut d'abord s'attacher. Sans quoi, toujours on discutera, sans pouvoir jamais se mettre d'accord. — Nous avons été conduit à distinguer deux espèces de richesses pour une nation.

L'une, que nous nommerons : richesse évaluée en numéraire, ou plus simplement *richesse évaluée*, constitue, comme nous le verrons plus tard, la force et la puissance des peuples. L'autre, que nous appellerons *richesse d'usage*, ne se rapporte presque qu'à leur bonheur matériel.

La première s'estime en évaluant numérairement les marchandises de toute sorte que possède un pays. La seconde s'apprécie par la plus ou moins grande quantité d'objets essentiels et utiles, dont chaque habitant d'une région peut disposer annuellement.

Les partisans du *free trade* semblent ne s'être occupés que de la seconde espèce de richesse, car leurs errements tendent d'ordinaire à la développer. Quant aux protectionnistes, ils paraissent avoir en vue plus particulièrement la pre-

Digitized by Google

mière espèce de richesse, que nous avons nommée *richesse évaluée*.

Nous nous servons des expressions, *ils semblent*, *ils paraissent*, car jusqu'ici aucune école n'a spécifié d'une manière bien claire, comme nous l'avons déjà dit, ce qu'elle entend par la richesse d'une nation.

L'ignorance des principes faisait naître des discussions étranges, lorsqu'il s'agissait des transactions internationales. On en jugera par le fait suivant.

Certains protectionnistes, ne pouvant saisir le point faible des arguments de leurs adversaires, ont prétendu que le système du libre échange pouvait être vrai en théorie, mais qu'il n'était pas vérifié par la pratique. Comme si une théorie que l'on déclare applicable, et qui, par conséquent, doit se fonder sur des faits logiquement soudés les uns aux autres, était admissible, lorsqu'elle ne recevait pas la sanction de l'expérience.

Nous avons soumis à l'analyse algébrique la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage*. Les équations que nous avons obtenues rendent manifestes les erreurs qui ont été commises dans l'appréciation des conséquences du libre échange

Digitized by Google

et de la protection. Ces équations démontrent invinciblement dans nombre de circonstances les avantages d'un système protecteur prudemment établi. Elles résolvent encore nombre de problèmes dits insolubles, et notamment celui dans lequel on s'occupe à comparer les richesses de deux nations. Ce dernier problème est, d'après J. B. Say[1], « la quadrature du cercle de l'économie politique. »

Les nouveaux instruments dont nous disposions, tels que les équations de la *richesse évaluée* et de la *richesse d'usage*, la classification des richesses[2], nous ont permis de rectifier la théorie des échanges, si capitale en économie politique, puisque Bastiat est allé jusqu'à dire que l'échange était l'économie politique elle-même. Jusqu'ici les économistes affirmaient qu'un échange effectué librement entre deux peuples était toujours favorable à chacun d'eux. Cette doctrine doit être en général admise au point de vue de la *richesse d'usage*, car, habituellement, nous avons reconnu

[1] J. B. Say, p. 222, du *Traité de l'Écon. polit.* (6e édit.)

[2] Brochure publié en 1857, chez Guillaumin et Ce, sous le titre *Nouveaux aperçus sur le libre échange.*

Digitized by Google

que ces peuples se nantissaient ainsi de marchandises qui leur coûtaient moins cher que s'ils les avaient fabriquées eux-mêmes.

Mais, quant à la *richesse évaluée*, les conséquences de l'échange sont toutes différentes. Très-souvent cette sorte de richesse s'accroît inégalement chez les deux peuples qui ont contracté, et l'inégalité de leurs *richesses évaluées* peut devenir de plus en plus grande, si le trafic se continue, en adoptant les mêmes proportions pour l'équivalence des marchandises dont on commerce.

Ces allégations, dont la vérité sera démontrée complétement au chapitre des échanges, ne sont pas conformes aux opinions de l'éminent publiciste J. B. Say, mais elles vérifient les conceptions profondes de Montesquieu.

Les équations de la *richesse évaluée* et de la *richesse d'usage* nous ont permis de déterminer, avec une rigueur mathématique, le rôle véritable de la dette et de l'impôt dans un État.

En nous appuyant de ces expressions analytiques, nous avons pu envisager le crédit sous une face nouvelle et démontrer qu'il est producteur de richesses.

Digitized by Google

Une analyse rapide, quelques explications, de légers aperçus, ne peuvent parfaitement définir et constituer sur des bases solides un corps de doctrines, dont les proportions ne manquent pas d'étendue. Il doit apparaître à travers un milieu nébuleux, dont l'opacité est trop grande pour que l'organe visuel le plus exercé, le plus pénétrant, éprouve, en l'examinant, autre chose que des sensations confuses. Que le lecteur veuille bien suspendre son jugement et ne se prononcer qu'après examen des pièces qui lui seront soumises. Ce n'est pas immédiatement, mais bien après quelques heures, ou vers le milieu de la journée, que les brumes épaisses du matin finissent par disparaître.

La distinction entre les deux espèces de richesses, que chaque peuple possède, mettra d'accord, nous l'espérons, les partis belligérants qui dans leurs débats, induits en erreur sur le véritable sens des termes, discouraient, controversaient, combattaient, sans pouvoir se comprendre.

Cette œuvre de conciliation sera aidée par notre classification de marchandises, qui, dans bien des circonstances, permettra de reconnaître s'il est utile ou nuisible d'admettre le libre échange.

Digitized by Google

Ainsi qu'une clef, elle nous a ouvert des issues nouvelles, d'où nous avons pu reconnaître le peu de solidité de raisonnements captieux, étayés, il est vrai, de la parole du maître, mais qui ne reposaient que sur les bases les plus fragiles.

Dans la mesure de nos forces, nous pensons donc apporter quelques matériaux à ce monument, éternel honneur du siècle, pour rectifier certaines parties défectueuses, et terminer plusieurs autres qui nous ont paru inachevées.

Quelque palpables que soient les vérités qui ressortiront de cet ouvrage, nous craignons fort qu'il ne leur faille beaucoup de temps pour se répandre.

Tout ce qui, dans la philosophie, a subi l'épreuve de la logique la plus rigoureuse, n'est arrêté dans le cours de son expansion que par des esprits faux ou tout au moins d'une perception difficile.

Les découvertes scientifiques et industrielles se propagent avec la plus grande célérité. La presse s'en empare avec bonheur, pour les répandre dans tout l'univers.

Digitized by Google

Mais, à notre époque, le public ne s'intéresse que bien médiocrement à l'apparition d'une clarté économique, et volontiers même les intérêts personnels environneraient cette clarté de verres obscurs, pour diminuer son rayonnement.

Si la résistance, que l'économie politique éprouve dans sa diffusion, est énergique, ce n'est qu'une raison de plus pour redoubler d'efforts. Du reste, en jetant nos regards en arrière, les progrès de cette science, d'abord bien lents, sont chaque jour de plus en plus faciles à constater.

Déjà, la prohibition et la protection, en ce qu'elles avaient de très-préjudiciable, ont reçu de fortes atteintes, en Angleterre, pour nombre de marchandises.

La France, dans ces derniers temps, a allégé quelques entraves nuisibles à ses transactions.

Tous les petits États d'Allemagne se sont réunis naguère à la voix du docteur List, dans l'Association du Zolverein, et se sont débarrassés ainsi des obstacles locaux que chaque prince mettait à la circulation des richesses.

Forcément la rapidité que les chemins de fer et les télégraphes électriques donnent aux communications de cité à cité, de peuple à peuple,

Digitized by Google

d'hémisphère à hémisphère, répandra dans les masses, des notions plus exactes sur leurs véritables intérêts. Confiance donc! quand bien même le succès se ferait attendre, il ne peut tarder longtemps; et si l'économie politique n'a eu jusqu'ici qu'une influence médiocre, bientôt ce sera une souveraine, qui dictera des arrêts; comme on l'a vu souvent, l'utopie de la veille sera la règle du lendemain. Indubitablement, cette science est appelée dans peu à prendre le rang qui lui appartient parmi les nécessités de l'éducation, et un cours d'étude qui ne sera pas absolument élémentaire devra la comprendre.

Ce livre ayant été écrit dans un but pratique, et non spécialement pour le petit nombre des personnes initiées à la science, nous nous sommes servi souvent des termes économiques avec l'acception qu'ils reçoivent dans le langage ordinaire. Nous eussions craint, en agissant autrement, de n'être pas compris par le plus grand nombre.

Pour fixer l'attention sur les principes et les raisonnements les plus essentiels, pour donner au discours plus de clarté et de persuasion, quelques répétitions nous ont paru indispensables. Sans doute, de toutes les figures de rhétorique,

Digitized by Google

la répétition est la moins gracieuse, la moins brillante; mais, sous le rapport des convictions que cette figure détermine dans les esprits, il n'en est aucune qui lui soit comparable.

Avons-nous eu tort de nous occuper plutôt de logique que de littérature, de chercher plutôt à convaincre qu'à plaire? Nous ne le croyons pas.

Digitized by Google

LES

LIBRE ÉCHANGISTES

ET

LES PROTECTIONNISTES

CONCILIÉS

CHAPITRE PREMIER

CE QUE L'ON APPELLE UNE RICHESSE

Toute chose qui, d'une façon ou d'une autre, au moral comme au physique, répond aux désirs, aux besoins d'une personne, d'une société, quelles que soient la dimension, la forme, la quantité, l'espèce de cette chose, constitue ce que nous appelons la richesse.

Ainsi un habit est une richesse ; la force corporelle est une richesse. L'aptitude à écrire un livre, comme la faculté de le lire, de le compren-

Digitized by Google

dre, sont des richesses. La lumière, la chaleur, l'air, le soleil, l'eau, sont des richesses.

La richesse est *naturelle* ou *produite*, *directe* ou *indirecte*.

Naturelle, comme l'argile du sol, l'air, l'eau, les rayons du soleil, etc.; produite, comme la statue sortant des mains de l'artiste. Elle est directe, comme le fruit dont l'homme se nourrit immédiatement, lorsqu'il ne prend que la peine de le cueillir ; indirecte lorsqu'il se procure le liquide qui lui manque, en l'échangeant contre le grain dont il peut se priver.

Nous insisterons sur le caractère suivant : l'air, l'eau, la lumière du jour, sont des richesses communes et gratuites; tandis que la nourriture, l'habit, le gîte et d'autres modes de satisfaction en nombre infini ne s'acquièrent qu'à titre onéreux. Le plus généralement, c'est par le travail que nous nous approprions la richesse de ce dernier ordre, et, si nous voulons en jouir, il faut, ou la produire nous-mêmes, ou nous la procurer par l'échange.

Les publicistes prétendent généralement que l'économie politique est appelée à traiter seulement des richesses susceptibles d'échange, et qu'elle ne doit s'occuper en aucune sorte des richesses gratuites.

Voici l'opinion de J. B. Say :

« Les biens également accessibles à tous, dont

Digitized by Google

« chacun peut jouir à sa volonté, sans être obligé « de les acquérir, sans crainte de les épuiser, « tels que l'air, l'eau, la lumière du soleil, nous « étant donnés gratuitement par la nature, peu- « vent être appelés des richesses naturelles.

« Comme elles ne sauraient être ni produites, « ni distribuées, ni consommées, elles ne sont « pas du ressort de l'économie politique. »

Il est vrai que ces richesses ne sont pas produites par l'homme, mais elles sont distribuées et consommées dans les divers pays de manière à accroître plus ou moins le bien-être des peuples. A ce titre, et contrairement aux conclusions de J. B. Say, elles ne peuvent être négligées par la science.

Quant aux économistes qui, pour exclure les richesses gratuites, se fonderaient sur ce qu'elles ne sont pas échangeables, nous leur répondrons :

Est-ce que la science économique, tout en traitant des transactions, n'a pas encore pour objet la connaissance des lois qui président à la formation des richesses? Et, s'il est incontestable que la chaude atmosphère de Nice et les sites pittoresques de la Suisse contribuent à la prospérité de ces deux pays ; s'il est incontestable que les vents glacés de la Sibérie et la douce température de la France n'ont pas la même influence fertilisante sur les productions

Digitized by Google

terrestres, quelle raison valable pourrait-on donner pour faire disparaître, du cadre où la science se renferme, les richesses gratuites, dont l'action est si efficace pour accroître les satisfactions de l'homme?

Quoi! l'économique traiterait des mines de houilles, des gisements métalliques, et le beau soleil et la plage fortunée qui attirent tant de baigneurs à Biarritz ne seraient pas des richesses, dont la science devrait tenir compte? Il y a là une contradiction notoire, que le plus léger examen fait apparaître, contradiction qui nous empêchera de nous conformer à des précédents aussi mal justifiés.

Les richesses sont encore matérielles et immatérielles. Matérielles, comme le fer, le coton, etc.; immatérielles, comme les capacités, les connaissances, les talents de toute sorte.

De grands débats se sont ouverts pour savoir si les richesses immatérielles sont du ressort de l'économie politique. A nos yeux, cela ne fait aucun doute; car, ainsi que les richesses gratuites, ces facultés de l'esprit accroissent la prospérité des peuples.

La vraie raison pour laquelle certains économistes voulaient que la science fît abstraction des richesses gratuites et des richesses immatérielles, c'est parce que, jusqu'ici, il n'avait été possible que de mesurer les richesses échangea-

Digitized by Google

bles[1]. Mais, si nous ne nous berçons pas d'une espérance chimérique dans le cours de cet ouvrage, nous donnerons une méthode à l'aide de laquelle il sera possible d'évaluer les richesses immatérielles et les richesses gratuites. Rien ne s'opposera donc plus à ce que les unes et les autres fassent partie de l'économique.

Ainsi toutes les choses matérielles ou immatérielles, qui satisfont les goûts, les caprices, les nécessités de l'homme, ou qui sont productrices d'une utilité quelconque, seront pour nous des richesses.

Par contre, on pourra appeler des anti-richesses toutes les choses nuisibles, qu'elles soient matérielles ou immatérielles : l'ignorance, l'incapacité, etc. ; la ronce, lorsqu'elle ne sert pas à défendre un champ, la pierre inutile qui stérilise la terre, les serpents venimeux, les vents glacés, etc.

Des choses matérielles, par exemple certains animaux féroces ou d'une nature paisible, peuvent être en même temps et des anti-richesses et des richesses. D'un côté, ils nuisent à l'homme, en s'attaquant à sa personne ou en détruisant les végétaux utiles, et d'un autre côté, ces bêtes malfaisantes lui donnent, par leur chair, par leurs peaux,

[1] Il ne faut considérer tout ce que nous disons ici, relativement aux richesses gratuites et immatérielles, que comme des aperçus. La question est traitée avec plus d'ampleur au chapitre VIII.

Digitized by Google

et quelquefois par l'exercice agréable de la chasse, des satisfactions de bien des sortes.

Le vent est fréquemment encore, à la fois, une richesse et une anti-richesse.

Est-il violent, il peut arrêter la végétation en desséchant la terre, en mutilant les plantes et les arbustes. Qu'est-il dans ce cas? une anti-richesse. Mais, si en même temps il active la navigation, fait arriver les navires à bon port, ce vent est alors une vraie richesse.

Toutes les espèces de richesses figureront donc dans ce livre au même titre que les richesses échangeables; seulement nous appliquerons à ces dernières le nom de *marchandises*, nom parfaitement convenable, car il est consacré par le langage usuel.

Digitized by Google

CHAPITRE II

DE LA RICHESSE DES PARTICULIERS ET DE CELLE DES NATIONS

---

§ 1.

De la richesse dans les temps anciens et dans les temps modernes.

Autrefois un sage ne pouvait que mépriser les faveurs de la fortune, tant il paraissait difficile que l'on pût tout à la fois et rechercher l'or et mériter l'estime de ses concitoyens. C'est qu'en effet, pour atteindre ce double but, lorsque les sources habituelles de la richesse découlaient de la réduction des hommes en esclavage, du pillage et du meurtre, un homme honorable devait résoudre un problème insoluble, puisqu'il fallait concilier des tendances incompatibles. Aussi les anciens philosophes, révoltés des turpitudes que la possession des biens de ce monde nécessitait, ont-ils rempli

Digitized by Google

leurs écrits de sarcasmes et d'imprécations contre la richesse.

Le Christ, lui-même, a dit qu'il était plus difficile à un riche d'entrer dans le royaume des cieux qu'à un chameau de passer par le trou d'une aiguille.

Jadis l'humanité, dans le sens moderne du mot, était méconnue; on assimilait l'homme, pour en tirer du profit, à la terre, aux animaux[1], tandis que, grâce au progrès des mœurs, il n'est plus permis d'exploiter même l'animal, sans règle ni mesure, dans les services qu'il nous rend. De nos jours, une législation nouvelle, conforme au sentiment public, châtie ces natures barbares qui abusent du droit de propriété, pour martyriser des serviteurs auxquels nous ne devons réclamer que les efforts dont ils sont capables.

Anciennement, le travail était une chose déshonorante; on le méprisait, parce qu'il était considéré ou comme un châtiment ou comme une obligation de l'esclave. Le commerce même, source de richesses pour les populations, était dédaigné[2].

[1] L'homme est encore trop souvent exploité, comme nous le verrons en parlant de la concurrence; mais ce n'est pas brutalement, à force ouverte, qu'on lui impose du travail.

[2] Cicéron, dans son livre *Des Devoirs*, traite ainsi le commerce et le travail corporel :

« On tient pour une profession basse et indigne d'un *homme*

Digitized by Google

Grâce à la liberté du travail, malgré les restrictions que cette liberté subit encore, le bien-être, l'aisance, n'étant actuellement que le fruit des efforts personnels, l'opinion générale s'est bien modifiée. Aujourd'hui, la propriété, ne prenant plus son origine dans la force, mais dans la justice, s'est réhabilitée dans l'esprit des peuples; on peut acquérir des richesses, et en même temps être reconnu pour avoir l'esprit bienveillant et pour compatir véritablement aux malheurs d'autrui.

Alors que des lois protectrices répriment la violence, alors qu'il n'est plus besoin, pour conserver sa fortune, de passer son temps à guerroyer ou à se tenir sur la défensive, l'homme opulent et d'un sens droit, affranchi de la dure nécessité d'être

« *libre* celle de tout mercenaire et de tous ceux dont on paye le « travail et non le talent.

« Le salaire qu'ils reçoivent est en effet le prix de la servitude. « C'est une profession également réputée vile d'acheter à des mar- « chands pour revendre. Ceux qui s'y livrent ne peuvent rien gagner « *qu'à force de mentir*. Enfin les artisans exercent tous une profes- « sion basse. L'atelier, en effet, peut-il avoir rien de noble? Le com- « merce est ignoble, s'il se fait en petit. Mais un grand et riche né- « goce, qui apporte de tous les pays beaucoup de marchandises, et « les distribue, sans fraude, à beaucoup d'acheteurs, n'est pas *ab-* « *solument* à blâmer. »

Il dit ailleurs :

« Je ne veux pas que le même peuple soit le dominateur du « monde et son fournisseur en marchandises. »

(*Des Devoirs*, ch. I.)

Digitized by Google

constamment sous les armes, ne songe plus, en général, qu'à mériter la considération publique en se rendant utile.

Aussi, de nos jours, trouve-t-on autant de probité, d'honneur, de délicatesse dans la classe riche que parmi les pauvres. Et la statistique des tribunaux constate que la misère est bien plus mauvaise conseillère que la richesse.

En adoptant les maximes consignées dans les ouvrages des anciens[1], maximes qui sont la condamnation perpétuelle de la richesse, une nation n'aurait que de faibles ressources en cas de guerre, et son rôle serait bien modeste dans les traités internationaux.

L'homme qui dédaignerait la richesse se priverait de cette faculté qui le rapproche le plus de la Divinité : comment pourrait-il secourir ses semblables?

Imbu de ces idées, un penseur des plus illustres de notre époque s'est fait récemment l'apôtre de la richesse. « *Enrichissez-vous*[2], » voilà le conseil qu'il donne hautement à ses amis. Et, tout le monde l'avouera, il n'était pas nécessaire qu'il déployât pour les convaincre une grande éloquence, car il prêchait certainement à des convertis.

[1] Si vous voulez devenir riche, dit Sénèque, cherchez à restreindre vos désirs plutôt qu'à accroître votre fortune.

[2] M. Guizot, dans un discours aux électeurs de Lizieux.

Digitized by Google

§ 2.

Diverses appréciations de la richesse des peuples.

Quoiqu'il soit universellement reconnu aujourd'hui que la richesse est une des choses les plus indispensables à acquérir, cependant aucune partie de la science économique n'est moins avancée que celle qui traite de la richesse d'une nation. C'est un sujet qu'on semble n'aborder qu'avec peine ; en général, on se contente de l'effleurer.

Si de grands efforts avaient été tentés pour approfondir les questions qui s'y rapportent ; si les économistes avaient fait de ces questions l'objet de leur préoccupation constante ; s'ils étaient parvenus à inventorier, recenser, supputer tout ce qui constitue la richesse d'un État ; les méprises et les déceptions ne se seraient pas multipliées, quand on a voulu juger de l'efficacité de certains agents de la production, quand on a voulu prescrire des règles pour accroître cette même richesse.

Comme on s'imagine habituellement pouvoir mesurer la richesse des particuliers par leurs re-

Digitized by Google

venus[1], quelques publicistes ont cru qu'ils détermineraient la richesse d'une nation par un procédé analogue.

La richesse d'une nation, disent les uns, doit être appréciée par son revenu net annuel; erreur, car, si les salaires sont très-élevés, les populations jouissant, par cela même, d'un grand bien-être, la nation serait dite *riche*, d'après l'une des acceptions vulgaires que l'on attache à ce mot. Mais, d'un autre côté, comme le salaire exagéré diminue et le produit net et le capital, au point de vue des capitaux, cette nation ne pourrait passer pour *riche*.

Le revenu net ne peut donc servir à mesurer la richesse d'un pays.

D'autres publicistes ont prétendu que la richesse d'une nation était représentée par la valeur monétaire de son produit brut annuel.

Autre erreur non moins palpable, car il faudrait conclure, par exemple, qu'en 1709, année où le prix de l'hectolitre de froment s'est élevé à 80 fr., valeur actuelle, la France aurait été extrêmement riche, bien que la récolte des céréales se fût présentée avec un quart de déficit.

Supposons, en effet, que la production en froment, déduction faite des semences, se monte,

[1] Nous verrons plus tard que ce procédé manque d'exactitude.

Digitized by Google

dans une année normale, à 100 millions d'hectolitres, et que le prix de l'hectolitre soit de 20 fr.

L'appréciation en numéraire d'une récolte ordinaire serait de 2 milliards.

Y a-t-il eu, par suite des intempéries, déficit d'un quart dans cette récolte?

Les 75 millions d'hectolitres obtenus valant chacun 80 fr., comme il est arrivé en 1709, le produit brut serait de 6 milliards, d'où résulterait alors, dans cette année néfaste, une augmentation de 4 milliards dans la richesse.

Conclusion absurde, qui démontre la fausseté des prémisses.

Certains économistes ont assuré qu'il était impossible d'apprécier la richesse d'une nation; nous verrons plus tard que l'on pouvait appeler de leurs jugements.

Digitized by Google

§ 3.

Définitions de la *richesse évaluée* et de la *richesse d'usage*.

La difficulté que l'on a éprouvée jusqu'à ce jour pour évaluer la richesse des nations provient de ce qu'elles possèdent chacune deux espèces de richesses très-distinctes, qui, bien loin de s'accroître ou de diminuer en même temps, présentent souvent de très-grandes divergences.

Il en résulte inévitablement des conclusions très-incohérentes, lorsqu'on veut mettre en parallèle pour deux nations *tout à la fois* ces deux sortes de richesses.

Mais on obtient des nombres justes et comparables, lorsqu'on considère chacune de ces richesses en particulier.

Les deux sortes de richesses que possède en même temps un peuple seront dites par nous : *richesse d'usage* et *richesse évaluée* en numéraire, ou plus simplement *richesse évaluée*.

La *richesse d'usage* d'un pays sera déterminée par la plus ou moins grande quantité de marchandises, servant à l'entretien, dont un des habitants de ce pays pourra, en moyenne, user annuellement.

Cette richesse dépendra de l'intensité du tra-

Digitized by Google

vail de l'homme, de son intelligence plus ou moins perfectionnée, de la force plus ou moins grande de production des matrices, et de la qualité des outils de toute espèce qu'il emploiera. Le développement plus ou moins prononcé de cette nature de richesse, qui est indépendante du prix des marchandises, indiquera le bien-être, l'aisance d'un individu.

La *richesse évaluée* consistera dans l'évaluation en numéraire, non-seulement de toutes les marchandises qui entrent dans l'appréciation de la *richesse d'usage*, mais encore dans l'évaluation en numéraire des marchandises de toute autre sorte, dont une nation peut disposer, y compris les matrices et les outils qui lui appartiennent.

L'une, la *richesse d'usage*, résidera dans le nombre des satisfactions que l'on peut se procurer. Elle se mesurera par la quantité de kilogrammes de grains et de viande, de mètres d'étoffes, etc., dont chacun peut user pendant une année entière.

L'autre, la *richesse évaluée*, se mesurera par la somme d'argent équivalente à l'ensemble des biens et valeurs de toute espèce que possède une nation.

Nous ne saurions trop insister sur la différence qui existe entre ces deux manières de calculer la richesse, car cette différence doit jeter le plus grand jour sur les déductions de la science économique.

Digitized by Google

§ 4.

Distinction entre la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage*.

Au premier abord, on peut croire que la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage* sont identiques, et qu'il suffit d'avoir de l'argent pour satisfaire ses besoins et ses désirs. Cependant il existe entre elles une grande différence.

Considérons deux familles dont l'une, nantie d'un capital de 500,000 francs, habite l'Angleterre, tandis que l'autre, ne possédant que 400,000 francs, réside en Italie. La première, à cause de la cherté de toutes les marchandises, ne pourra se procurer les mêmes satisfactions que la seconde. Celle-ci, malgré l'infériorité de ses capitaux, aura la faculté de faire servir sur sa table des mets plus variés, plus abondants; de s'entourer de plus nombreux domestiques, d'habiter des logements plus spacieux.

Aussi voyons-nous quantité d'Anglais abandonner leur île, afin de trouver plus de bien-être sur le continent. Pour la même raison, nombre de Parisiens, dont les dépenses ont été exagérées, rela-

Digitized by Google

tivement à leur fortune, vont se fixer en province, où ils retrouveront l'aisance qui les a fuis.

Les *richesses d'usage* des familles que nous avons mises en parallèle sont donc en sens inverse de leur *richesse évaluée*.

Si, d'un côté, la *richesse d'usage*, dont le bonheur de l'homme dépend, doit être recherchée; d'un autre côté, de grands avantages sont attachés à la possession de la *richesse évaluée;* car elle lui fait acquérir, comme nous le verrons plus tard, un tout autre ascendant, un tout autre pouvoir[1]. Déjà, quelle est la personne qui ne préférerait, sans hésiter, la fortune de 500,000 francs à celle de 400,000, sauf à choisir ensuite une résidence où les choses usuelles seraient à bon marché? Il faut ajouter, cependant, que certains rapports de famille, certaines exigences du corps ou de l'esprit, ne vous laissent pas toujours une liberté complète.

Mais c'est en passant de l'individualité à l'association que nous signalerons des différences d'une extrême importance entre ces deux espèces de richesses.

Un peuple, plus particulièrement pourvu de la *richesse d'usage*, vivra dans l'abondance, tandis que celui qui possédera à un plus haut degré la *richesse*

[1] Prenons garde qu'elle (la richesse) peut être recherchée et qu'elle doit l'être, comme un instrument de force, d'indépendance, de dignité, plus encore que comme une source de bien-être.

(*Discours d'ouverture à l'Académie.* — Dunoyer.)

Digitized by Google

évaluée, s'il ne jouit pas toujours du même confortable, sera certainement, à égalité de population, supérieur au premier en force et en puissance.

En effet, supposons ces deux peuples en hostilité l'un contre l'autre. Qui des deux mettra en campagne des armées plus nombreuses, plus faciles à mouvoir, et pourvues des engins destructeurs les plus perfectionnés? Qui des deux tiendra en mer un plus grand nombre de bâtiments, et sera en mesure de déployer les plus grands efforts?

Sans aucun doute, le peuple qui pourra disposer de la plus forte somme en argent, soit qu'elle provienne de l'impôt, soit que le crédit la fournisse.

Or cette somme se proportionnera plutôt à la *richesse évaluée* qu'à la *richesse d'usage*[1].

On s'en rendra compte, jusqu'à un certain point, en observant qu'il ne suffit pas, pour organiser un équipement de guerre, d'avoir une maison saine et commode, du grain pour sa consommation, un certain approvisionnement de viande et de vêtements; mais qu'il faut de toute nécessité des espèces disponibles. Et comment une nation pourrait-elle se procurer ces espèces? Si elle est assise sur des terres à très-petite valeur monétaire? Si, elle n'a que des industries peu dé-

[1] On démontrera complétement cette proposition dans la suite de cet ouvrage

Digitized by Google

veloppées et seulement relatives à ses besoins indispensables? Si les sacrifices que l'impôt devra lui demander, et qui sont généralement proportionnels à la *richesse évaluée* monétairement, ne peuvent être que très-minimes?

Avec une grande *richesse d'usage* et peu de *richesse évaluée*, sans doute on pourra faire la guerre chez soi, ou à petite distance, comme au moyen âge. Mais si, à l'époque actuelle, on veut entreprendre des expéditions, et faire vivre ses armées sur les territoires étrangers, amis ou ennemis, on courra les plus grands périls.

Il faut donc absolument de grandes ressources en métaux précieux pour résister victorieusement aux entreprises des puissances rivales; et comment trouver ces ressources, si l'on ne possède qu'une *richesse évaluée* très-modeste?

Un célèbre général, interrogé sur ce qui était le plus essentiel à la guerre, et qui répondait : Il faut trois choses : de l'argent, de l'argent et encore de l'argent, partageait bien complétement les idées que nous venons d'émettre.

En insistant sur la nécessité de l'argent pour tenir un État militaire et pour faire sentir au loin l'influence d'une nation, nous ne prétendons pas que cette influence se fonde uniquement sur ce métal précieux. Assurément, un peuple appelé à de grands succès dans les armes doit aimer

Digitized by Google

la gloire, dédaigner la mort, et se plaire dans les exercices guerriers. Mais nous voulons faire entendre qu'avec le progrès ces dispositions brillantes, ces qualités héroïques, sont de jour en jour moins décisives pour terminer les conflits qui s'élèvent entre les nations. Aujourd'hui, lorsque la nation la plus belliqueuse du monde alignera ses bataillons, si elle est pauvre, on pourra lui résister, bien souvent, en alignant des guinées.

Dans le commencement du siècle, quand la France était en lutte avec l'Europe, quel a été son plus terrible ennemi? L'Angleterre avec ses subsides.

N'est-ce pas, en grande partie, sous l'action du numéraire que la Russie a succombé dernièrement? C'est grâce à l'argent qu'on a pu transporter à de si grandes distances une multitude de soldats, de chevaux, et un matériel énorme. C'est avec l'argent que l'on a confectionné tant de machines de guerre, aussi coûteuses qu'elles sont destructives.

Les hommes, le talent et le courage ne manquaient pas à la Russie, mais la pénurie d'espèces l'a empêchée et l'empêche encore de créer des chemins de fer qui puissent, en reliant tous les points de son territoire menacés ou attaqués, y amener facilement et engins et défenseurs.

Que faire, avec un budget de 1,100 millions de francs, contre deux budgets qui s'élèvent à près de 4 milliards?

Digitized by Google

La Russie, avec une population de 68 millions d'âmes, combattait chez elle, dans ses foyers, contre des populations résidant au loin, inférieures en nombre [1]. Elle a dû forcément, sous le coup de l'or, se résigner à un traité de paix qui annulait ses espérances d'agrandissement.

Parce que la Russie est plus pauvre en métaux précieux que la France ou l'Angleterre, s'ensuit-il qu'elle soit plus pauvre que ces deux derniers pays sous le rapport du bien-être général?

Du tout.

Nous verrons dans la suite que la *richesse d'usage* du peuple russe est au moins égale, et peut-être supérieure à celle des nations qui l'ont combattu.

Si l'on se refusait à admettre qu'une nation possédant une grande *richesse évaluée* n'a pas toujours beaucoup d'aisance, il suffirait, pour se convaincre du contraire, de considérer que les marchandises de consommation, dans les lieux où la *richesse évaluée* est très-importante, peuvent être bien plus chères, par rapport aux salaires, aux honoraires, que dans un pays qui a renommée de pauvreté.

Ensuite, on peut consulter le beau travail de M. le Play, sur la situation des classes ouvrières en Europe. Cet ouvrage constate que, sous les âpres climats de la Russie, le bien-être des ouvriers

[1] Car c'est à peine si l'on peut mentionner l'action de la Turquie.

Digitized by Google

l'emporte sur celui des travailleurs anglais et français [1].

Qu'adviendrait-il aux États qui, nantis d'une grande *richesse d'usage*, négligeraient leur *richesse évaluée?*

Ces États, comme nous l'avons vu, étant d'autant plus faibles que leurs revenus et leurs capitaux de toute sorte ont une appréciation monétaire moindre, seraient exposés, tout en faisant jouir leurs populations d'une grande félicité, à se voir opprimés par des nations qui auraient considéré la richesse sous un autre aspect. Ils deviendraient ainsi les victimes de la fausse position à laquelle des calculs erronés les auraient conduits.

Le bas prix du grain, dans les pays presque entièrement adonnés à l'agriculture, est en général la marque d'une éminente *richesse d'usage*. Eh bien, comme ces pays sont le plus souvent privés d'une grande *richesse évaluée*, leur action à l'extérieur est presque toujours minime, relativement à leur population.

La différence entre la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée* résulte encore de l'exposé suivant:

Un pays, dans une situation prospère, nanti d'une certaine *richesse évaluée*, vient-il à éprouver des déchirements intérieurs; une tempête révolu-

[1] Voyez l'annexe n° 2.

Digitized by Google

tionnaire éclate-t-elle soudain sur lui : alors, presque toutes les valeurs baissent de prix ; plusieurs même s'anéantissent, et la *richesse évaluée* de ce pays diminue prodigieusement.

Quant à la *richesse d'usage*, elle est beaucoup moins atteinte, car aucune marchandise n'a disparu. La crainte de l'avenir, le droit de propriété menacé, la difficulté des transactions, font subir certainement à la société tout entière de grandes privations. Mais, si la *richesse évaluée* est diminuée de moitié, c'est-à-dire, si chacun ne peut estimer qu'à une somme d'argent moitié moindre qu'auparavant les marchandises qu'il possède, il consomme par le fait en nourriture, en vêtements, en logements, beaucoup plus que la moitié de ce dont il usait précédemment.

Nanti seulement d'une grande *richesse d'usage*, l'homme peut être très-heureux. Dans l'âge d'or, si vanté par les poëtes, il goûtait les délices de cette sorte de richesse ; il avait alors des satisfactions très-complètes, parce que les désirs multipliés, qui sont nés de la civilisation, étant encore inconnus, ses besoins étaient facilement contentés. Sa situation, jusqu'à un certain point, était analogue à celle d'un bœuf enfermé dans un pacage plantureux, à celle d'un arbre enraciné dans un terrain meuble et propice ; car cet animal et ce végétal sont alors nantis, à un suprême degré, de

Digitized by Google

richesse d'usage. Mais, se rapprochant de ces êtres d'un ordre inférieur, l'individu qui, dans son existence, se contenterait, comme eux, de jouir de cette richesse, verrait son action à l'extérieur se limiter singulièrement.

Pour bien faire sentir encore la différence qui existe entre ces deux classes de richesses, nous ajouterons qu'une famille, ne faisant aucune épargne, et vivant toute seule au milieu de l'Océan, sur une petite île qui lui appartient, île qu'elle ne peut vendre, mais dont elle peut échanger les produits au dehors, possède uniquement de la *richesse d'usage*.

Aussitôt que cette famille accroît ses productions, de manière à mettre de côté chaque année un excédant, après avoir consommé ce qui lui est nécessaire, la *richesse évaluée* naît et se développe. Et cette richesse s'accroîtrait bien plus encore, si l'île, que nous avons dite inaliénable, était susceptible d'être vendue avantageusement.

D'après Humboldt, certaines populations du Mexique doivent à la culture du bananier, et au climat dont la douceur diminue l'importance du vêtement et du logement, une aisance très-grande presque sans travail. Eh bien, ces peuplades, vivant dans l'oisiveté, et n'ayant que peu de choses à vendre, jouissent de la *richesse d'usage* sans avoir presque de *richesse évaluée*.

Nous démontrerons plus tard que la *richesse*

Digitized by Google

d'usage devient d'autant plus importante, en général, que les prix des marchandises baissent davantage.

Cette richesse se manifeste dans tous les pays, en quelque endroit du globe qu'ils soient situés, lorsque les terres ont une grande fertilité relativement à la population, ou lorsque les industries de toute espèce sont procréatrices à profusion, avec le moindre effort humain.

La *richesse évaluée* ne découle pas généralement des mêmes sources que la *richesse d'usage*. Nous ne pouvons qu'indiquer sommairement ici comment s'opère son accroissement. Bien des causes y concourent : le développement du crédit, du commerce et de l'industrie; la possession de telle ou telle marchandise; une heureuse position géographique qui permette de communiquer facilement avec l'étranger, une population nombreuse, etc.

Plusieurs de ces causes réagissent sans aucun doute sur la *richesse d'usage*, mais elles ne déterminent pas son expansion avec la même énergie.

Le lecteur éprouvera probablement encore quelque hésitation à reconnaître la réalité des différences que nous avons établies; mais la traduction de chacune de ces espèces de richesses en formule analytique ne manquera pas de faire disparaître tous ses doutes.

Digitized by Google

§ 5.

Équation de la *richesse évaluée* et discussion de cette équation.

I

Pour apprécier la fortune des particuliers, on compare ordinairement, tantôt les capitaux qu'ils possèdent, tantôt leurs revenus.

Ainsi on dit : Pierre a deux millions de francs ; Paul jouit de cent mille francs de rente.

Ces deux méthodes d'évaluation habituellement employées sont défectueuses, et nous allons le reconnaître.

Déjà la première ne donne que l'appréciation des fortunes fondées sur les valeurs mobilières et immobilières.

Est-ce que l'industriel dont la capacité, les talents, sont payés 10,000 ou 20,000 francs par an, n'a pas une fortune véritable, bien qu'elle ne repose, d'autre part, sur aucuns capitaux, meubles ou immeubles?

L'habile ouvrier qui gagne 20 fr. par jour, comme

Digitized by Google

le manœuvre dont le salaire quotidien est de 2 fr., n'ont-ils pas une richesse qui leur est propre?

Dans le cas cependant où les dépenses se balanceraient avec les revenus, comme on arriverait au bout de l'année à *néant*, en additionnant ce qui appartient à cet industriel, à cet ouvrier, ou à ce manœuvre, il faudrait en conclure que leur richesse, qui est incontestable, et qui fait partie intégrante de celle de l'État, n'a aucune espèce de valeur; ce qui est absurde.

D'où il ressort qu'en tenant compte seulement des capitaux matériels des particuliers, pour juger de leur richesse, on commet une faute grossière.

Mais peut-être, en comparant les revenus, nous évaluerons avec plus d'exactitude la richesse de chacun, car nous tiendrons compte à la fois, et des revenus des capitalistes, et de ceux des travailleurs.

L'emploi de cette seconde méthode, pour mesurer les fortunes, ne nous permettra pas de connaître réellement la *richesse évaluée* des capitalistes, puisque des sommes en espèces, suivant les pays où elles sont placées, suivant les industries qui en reçoivent l'existence, rapportent des intérêts bien différents[1].

[1] Une personne qui possède en biens-fonds cent mille francs de rente doit avoir près de quatre millions de capital. Tandis qu'un million placé dans l'industrie peut souvent produire le même revenu.

Digitized by Google

De plus, ce mode de comparaison ne peut faire estimer exactement les *richesses d'usage* de chacun, attendu qu'avec les mêmes revenus, suivant que l'on habite tel ou tel pays, on peut se donner une somme de satisfactions tout autre.

Les procédés dont on se sert communément ne permettent donc pas d'apprécier avec justesse les ressources financières des particuliers.

C'est que toujours, dans cette appréciation, on a omis de tenir compte de beaucoup de choses, et entre autres des bénéfices que donne une aptitude spéciale, et des pertes occasionnées par les imperfections du corps ou la pauvreté de l'intelligence.

N'est-il pas positif qu'un sujet d'une force reconnue, d'une habileté et d'une adresse incontestables, est beaucoup plus riche, toutes choses étant égales d'ailleurs, que celui qui, dépourvu de toute capacité, est infirme ou malade? L'un peut rendre des services de toute sorte pour lesquels on le rétribue; l'autre, réduit à l'impuissance, est forcé, pour vivre, de recourir à la générosité de ses semblables, et n'a, si l'on peut s'exprimer ainsi, qu'une richesse négative.

Admettons donc que la capacité, l'adresse, la force, la santé, sont pour les particuliers des richesses que l'on doit évaluer, et qu'il faut ajouter à tout ce qui constitue la propriété matérielle, quand on calcule une fortune individuelle.

Digitized by Google

Pour connaître la richesse d'une nation, il est nécessaire de déterminer la valeur monétaire de la masse des marchandises qu'elle possède. Mais cette nation ne peut, comme une personne seule, transporter sa tente où bon lui semble. Ses aliments doivent lui être assurés sur place; là où elle est fixée, là elle doit subsister.

Nous ferons donc observer qu'une année étant l'intervalle de temps nécessaire à la terre pour féconder les semences des récoltes qu'elle produit, cet intervalle de temps entrera, comme élément indispensable, dans nos calculs. Et, du reste, cet élément ne sera pas négligé dans l'appréciation des fortunes particulières.

Dès lors, il faut que nous tenions compte des consommations et productions annuelles.

Il suit de là, ou du moins on doit le pressentir, que, dans une année de disette, bien loin d'avoir plus de revenus, un peuple s'appauvrira de toutes les sommes qu'il devra solder pour acquérir le complément de nourriture qui lui est nécessaire.

Le nombre des habitants doit en outre entrer dans nos calculs, car autrement la Suisse, pays d'une richesse incontestée, serait très-pauvre comparée à la Russie, dont les possessions territoriales sont immenses, et dont cependant l'opulence n'est pas proverbiale.

Digitized by Google

En traitant de la fortune des particuliers, nous avons reconnu que leurs richesses différaient, toutes choses étant les mêmes d'ailleurs, lorsqu'ils étaient inégalement doués de santé, de force, d'intelligence. Il en est de même des nations: selon que les populations seront plus saines, plus fortes, plus industrieuses, plus éclairées, elles seront en même temps plus riches. Une agglomération d'individus malingres, rachitiques ou idiots, ne pourra jamais que croupir dans la misère.

II

Ceci posé, nous considérerons un groupe d'individus, vivant sur une terre dont l'un d'eux est propriétaire; et nous essayerons de reconnaître quelle est, à une époque désignée, la *richesse évaluée* de ce groupe, et quel est l'accroissement ou la diminution de cette richesse au bout d'une année de travail.

Pour éviter les longueurs et mettre plus de clarté dans nos déductions, nous sommes forcé de nous servir du langage algébrique; mais nous en userons avec tant de mesure, que nous espérons le mettre à la portée de tous nos lecteurs.

Soit P′ le nombre des individus dont le groupe se compose et qui cultivent la terre depuis une

Digitized by Google

année ; R′ la *richesse* moyenne *évaluée* en numéraire, et formée par l'addition de la *richesse évaluée* primitive et de la *richesse évaluée* produite. Cette addition pourrait se changer en soustraction, si, au lieu de production, il y avait eu gaspillage.

Pour fixer la véritable valeur de R′, nous supposons que tous les individus compris dans le groupe, femmes, enfants, vieillards, hommes dans la force de l'âge, ont chacun une part égale R′ dans l'immeuble qu'ils exploitent, ainsi que dans ses produits (bien qu'il n'y ait en réalité qu'un seul propriétaire) ; et, de plus, que le capital immatériel de cette société et ses produits appartiennent encore, par fraction égale, à chacun d'eux.

P′R′ sera la *richesse évaluée* du groupe.

D'un autre côté,

Soit M la quantité de marchandises matérielles produites pendant l'année,

m le prix de l'unité de la marchandise,

Mm sera le prix du produit brut.

En désignant par N, le nombre fractionnaire par lequel il faut multiplier le produit brut évalué en espèces, pour avoir les frais de fabrication,

Mm — N Mm ou Mm(1-N) exprimera le produit net.

Ce facteur N est variable, suivant les productions. En France, dans la culture ordinaire des terres, N égale un demi environ. Le produit net

Digitized by Google

est ainsi la moitié du produit brut. Lorsque la culture est intensive, N peut être évalué aux trois quarts, ou aux quatre cinquièmes du produit brut.

Si nous passons à l'industrie manufacturière, ce rapport N diffère, suivant chacune des productions. Une fabrication est-elle soumise à un monopole, N pourra être très-petit, sans jamais être égal à zéro. Pour un grand nombre d'industries, N est en général égal à neuf dixièmes.

Désignons par *d* le nombre par lequel il faut multiplier le revenu net, pour avoir la valeur du capital.

Quand un capital est placé au denier 20, on dit qu'il rapporte annuellement 1 pour 20, ou 5 pour 100.

Lorsqu'il est placé au denier 25, c'est 4 pour 100 qu'il produit. *d*, dans le premier cas, égalera 20, et dans le second 25.

$dMm(I\text{-}N)$ sera la valeur capitale de l'immeuble.

Occupons-nous actuellement du capital immatériel du groupe et des produits de ce capital.

Soit V′ le revenu en espèces résultant de la différence entre les sommes que le groupe tire de l'extérieur, au moyen de ses professeurs, de ses artistes, de ses médecins, etc., et celles qu'il paye à l'extérieur, pour les marchandises immatérielles qui en proviennent et qu'il consomme.

Digitized by Google

S′, le nombre par lequel il faut multiplier V′, pour avoir le capital de la richesse immatérielle qui produit ce revenu;

S′V′ sera la valeur du capital immatériel dans son action à l'extérieur.

Or la *richesse évaluée* du groupe dont il est question se compose :

1° Du capital matériel $d\,M\,m\,(I\text{-}N)$;

2° de Mm, valeur du produit brut de l'immeuble pendant l'année;

3° Du capital immatériel S′V′, exploité à l'extérieur;

4° De V′, revenu annuel de ce capital immatériel.

Le tout défalqué de ce qui a été consommé pendant l'année.

En nommant C′ la valeur en numéraire de la consommation pendant cet intervalle de temps[1],

On aura,

$$P'R' = dMm(I\text{-}N) + Mm - C' \pm S'V' \pm V'$$

Les deux premiers termes du second membre de cette équation[2] sont essentiellement positifs; car, autrement, la population ne pourrait exister. Mais,

[1] Non compris cependant la valeur des marchandises immatérielles fournies par le dehors, car nous en tenons compte d'une autre manière.

[2] Le capital immatériel, relativement à l'action qu'il exerce pour accroître la valeur de l'immeuble et celle de ses produits, ne figure pas à part dans cette expression analytique; attendu qu'ayant ajouté

Digitized by Google

quant au quatrième et au cinquième, nous les avons affectés du double signe $\pm$, attendu que le groupe dont il est question, au lieu de fournir la marchandise immatérielle, peut très-bien la recevoir du dehors.

Dans le premier cas, ces deux derniers termes seront positifs; dans le second, ils seront négatifs.

Il existe certaines marchandises qui sont susceptibles de revenus, en se louant, mais qui ne contribuent pas, par elles-mêmes et directement, à la fabrication d'objets matériels, ainsi : les maisons d'habitation qui ne sont pas jointes à une exploitation, les diamants, les objets d'art, etc. Ces marchandises ont cependant une valeur incontestable. En appelant A′ l'appréciation monétaire de ces divers objets[1] possédés par le groupe dont on a parlé, la formule de la *richesse évaluée* se présentera sous cette forme nouvelle :

$$P'R' = dMm(I\text{-}N) + Mm + A' - C' \pm S'V' \pm V'.$$

Nous ferons observer que, dans cette équation, M*m* peut-être indifféremment, ou le prix de la mar-

à la valeur primitive de l'immeuble celle de ces mêmes produits obtenus par le groupe pendant une année de travail, nous avons fait entrer dans l'équation toutes les richesses matérielles développées par cette action du capital immatériel.

[1] La valeur des machines et outils de toute espèce servant à l'exploitation n'est pas comprise dans A′, mais dans le terme $dMm(I-N)$.

Digitized by Google

chandise produite directement par le travail, ou celui de la marchandise obtenue indirectement par l'échange avec les produits du travail.

Mm comprendra donc le prix de toutes les marchandises produites ou importées; il en est de même de C′, qui représentera le prix de toutes celles qui auront été consommées ou exportées (toutefois, avec la réserve faite ci-dessus).

Maintenant, divisons une nation en divers groupes travaillant dans des établissements se rapportant, chacun, à des fabrications spéciales, mais différentes les unes des autres, et conservons aux lettres servant aux calculs les mêmes significations que précédemment, sauf que, pour chaque industrie particulière, on leur adaptera, en vedette, un plus ou moins grand nombre d'accents; nous aurons, pour l'industrie du fer par exemple:

$$P''R''=d'M'm'(I-N')+M'm'+A'-C'\pm S'V'\pm V'$$

Pour celle du coton,

$$P'''R'''=d''M''m''(I-N'')+M''m''+A''-C''\pm S''V''\pm V''$$
$$P''''R''''=\text{etc.}$$

D'où, en additionnant toutes ces équations,

$$P'R'+P''R''+P'''R''',\text{etc.}=dMm(I-N)+d'M'm'(I-N')$$
$$+\text{etc.}+Mm+M'm'+\text{etc.}+A'+A''+\text{etc.},$$
$$-C'-C''-\text{etc.}\pm S'V'\pm S''V''\pm\text{etc.}\pm V'\pm V''$$
$$\pm\text{etc.}$$

Digitized by Google

Or, P étant la population totale,

R la *richesse évaluée* moyenne,

A étant égale à $A'+A''+A'''+$ etc.,

C *idem* à $C'+C''+C'''+$ etc.,

Et les deux termes $\pm SV \pm V$ étant supposés égaux à $\pm S'V' \pm S''V'' \pm$ etc. $\pm V' \pm V'' \pm$ etc.,

PR, ou la *richesse évaluée* d'une nation, s'exprimera analytiquement de cette manière :

$$PR = dMm\,(I\text{-}N) + d'M'm'\,(I\text{-}N') + \text{etc.} + Mm + M'm' + \text{etc.} + A - C \pm SV \pm V.$$

Cette équation va se simplifier par la disparition des deux termes $\pm SV \pm V$.

En effet, que représentent-ils? V est la différence entre ce qui a été reçu et payé pendant l'année par tous les groupes, pour les marchandises immatérielles qu'ils ont fournies et celles qui leur ont été livrées, et SV est le capital relatif à cette différence. Mais une nation se suffisant à elle-même, avec ses médecins, ses professeurs, ses artistes, etc., ce qui a été reçu est équivalent à ce qui a été payé. V égale donc zéro, et V et SV peuvent être négligés.

Ensuite, nous ferons observer que, dans le cas où un individu aurait de la *richesse évaluée* dans deux groupes, c'est-à-dire vivrait par exemple de la terre et d'une manufacture, R n'en représenterait pas moins la *richesse évaluée* moyenne des individus compris dans tous les groupes; puisque

Digitized by Google

nous avons additionné toutes les *richesses évaluées* et divisé par le chiffre de la population totale.

L'équation que nous avons trouvée pour PR,

$$PR = dMm(I - N) + d'M'm'(I - N') + \text{etc.},$$
$$+ Mm + M'm' + \text{etc.} + A - C$$

mesure donc bien la *richesse évaluée* d'une nation.

On doit remarquer que les deux termes de la forme $dMm(I - N)$, et Mm, n'existent pas toujours simultanément dans l'équation. Ainsi, lorsqu'un ouvrier fabrique isolément une table, les frais de fabrication étant équivalents à la valeur du produit brut, $N = I$, et $dMm(I - N) = 0$. Il ne reste alors dans l'équation que Mm, valeur de la table.

Les principes sur lesquels se base cette équation sont rigoureusement exacts, aussi doit-elle satisfaire à tous les cas qui peuvent se présenter.

Entre autres, revenons sur celui qui nous a déjà occupé, et voyons ce que devient la *richesse évaluée* d'une nation, lorsqu'il y a eu déficit de céréales pendant une année.

Si une nation ne récolte normalement que ce qui lui est nécessaire pour sa subsistance, le terme C sera alors plus grand que Mm, et la *richesse évaluée* diminuera ; résultat conforme à l'expérience.

Cette richesse s'amoindrira encore pour d'autres causes :

Digitized by Google

D'abord, les sommes exportées pour acquérir des grains faisant hausser l'intérêt de l'argent, *d* diminuera, et le capital *d*M*m* (I—N) décroîtra aussi.

Ensuite, les frais d'exploitation devenant plus onéreux, N croîtra au détriment de ce même capital.

Il est vrai que M*m* peut prendre, à cause de l'élévation du prix de l'hectolitre, une valeur très-forte. Mais l'accroissement bien supérieur de C, qui est relatif au prix de la consommation, viendra accuser le désastre national.

Les déductions suivantes sont la conséquence de l'expression algébrique de la *richesse évaluée :*

I. La *richesse* moyenne *évaluée* de chaque individu, toutes choses égales d'ailleurs, sera d'autant plus petite, que la population prendra plus d'extension.

II. Il est à désirer que dans un État l'intérêt de l'argent diminue de plus en plus, car alors, *d* grandissant, la *richesse évaluée* devient de plus en plus importante.

III. Un pays aura une *richesse évaluée* d'autant plus grande,

1° Que la quantité des produits bruts, dépassant la consommation, prendra une valeur monétaire plus élevée,

2° Que les frais de fabrication seront moindres,

3° Que le produit net sera apprécié, en espèces, à une somme plus forte.

Digitized by Google

La forme de cette équation rend encore manifeste l'erreur de ceux qui voulaient juger de la richesse d'une nation, soit par le produit brut, soit par le produit net; attendu que cette richesse se compose non-seulement du produit net et du produit brut, mais encore d'autres éléments.

Nous ajouterons que l'expression analytique de PR résout un des problèmes économiques les plus difficiles; car la mesure de la richesse des nations n'est plus, comme on le prétendait, une impossibilité, une quadrature du cercle de l'économie politique[1], puisqu'on parvient à mesurer la *richesse évaluée* de chaque peuple en substituant dans la formule trouvée ci-dessus les valeurs des divers termes qu'elle comprend.

[1] Jean-Baptiste Say écrit dans la sixième édition de son *Traité d'Économie politique*, p. 604 :

« Cela montre qu'on ne peut compter sur aucun résultat positif en comparant la richesse d'un pays avec celle d'un autre. *C'est la quadrature du cercle de l'économie politique.* Il faut se contenter de savoir que la nation chez qui les produits à consommer sont en général les plus abondants par rapport à la population, et où les produits se distribuent le mieux en proportion de la part que chacun a prise à la production, est celle où l'on est le mieux accommodé, où l'on jouit de plus d'aisance. »

Digitized by Google

III

L'expression analytique de PR, non-seulement fait apprécier la *richesse évaluée* des peuples, mais, en outre, elle est la mesure du développement des diverses forces qui contribuent à leur prospérité.

Ces forces sont :

1° Les facultés physiques, intellectuelles et morales de l'homme, utiles aux sociétés;

2° La fertilité de la terre sur laquelle il vit;

3° Le service des agents gratuits, tels que : l'air, l'eau, les rayons du soleil, etc.;

4° Etc.

En effet, supposons P constant dans cette expression, et considérons les termes de semblable forme dMm (I—N), $d'M'm'$ (I—N'), etc. En faisant momentanément abstraction des facteurs du même genre d, d', etc., ces termes représentent le revenu net. Or, dans chaque groupe, le directeur des travaux distribue les salaires, les honoraires, les encouragements, etc., de manière à stimuler le plus possible le zèle individuel pour grossir ce revenu.

Faire accroître le revenu net : voilà le grand mobile ; voilà ce qui anime, électrise, transporte.

Digitized by Google

Voilà le but important, essentiel, qu'il s'agit d'atteindre. Mais on ne peut y parvenir qu'en multipliant le produit brut et qu'en diminuant les frais de fabrication.

Plus la population sera saine, vigoureuse, laborieuse, adroite, intelligente, douée de prévoyance ; plus ce revenu net grandira.

Il s'accroît encore avec la fertilité des terres, avec le nombre et la productivité des instruments fabriqués qu'une nation possède : canaux, railways, ponts, métaux précieux, etc.; avec l'efficacité des services rendus par les agents gratuits : l'air, l'eau, les rayons du soleil, etc.; car toutes ces choses concourent à la production, en augmentant le produit brut et en diminuant les frais d'exploitation.

Si maintenant nous portons notre investigation sur dMm (I-N), $d'M'm'$ (I—N'), etc., termes qui, dans leur intégralité, représentent la valeur des immeubles dont on a examiné ci-dessus le revenu net, nous arriverons, en les discutant, aux mêmes conclusions que pour ce revenu.

De courtes réflexions vont nous permettre de ne laisser aucun doute à cet égard.

Est-ce que deux terres également fertiles ne prendront pas, toutes choses étant égales du reste, des prix d'autant plus élevés que les populations qui les cultivent sauront mieux en tirer parti ?

Digitized by Google

Jetez les yeux sur la Russie.

Quand un domaine est à vendre, ce n'est pas le nombre d'hectares que l'on spécifie dans le contrat d'acquisition, mais bien le chiffre des paysans qui mettent ce domaine en culture. Et dans le prix on tient compte de leurs aptitudes diverses.

En France, si c'est la surface du sol qui figure seule dans l'acte d'échange d'une propriété en biens-fonds, on sous-entend que, dans le voisinage, ou sur son étendue, résident des travailleurs plus ou moins en état de faire valoir cette propriété, et le prix s'accroît à mesure qu'ils sont plus actifs, plus industrieux, plus durs à la fatigue.

Cependant, on doit le reconnaître, la valeur d'un immeuble se fonde encore sur le crédit qui, suivant son plus ou moins grand développement, fait hausser ou baisser les nombres représentés par les lettres d, d', etc. Or l'honneur, la probité des citoyens, les résultats de leurs travaux, la sagesse du gouvernement, sont, avec les avantages matériels que donne la nature, tels que : une grande fertilité du sol, une heureuse position géographique (ce qui comprend le service des agents naturels), les régulateurs du crédit.

La valeur des termes $d\mathrm{M}m$ (I-N), $d'\mathrm{M}'m'$(I-N), etc., est donc en rapport avec les diverses forces que nous avons énumérées tout d'abord.

Passons à la suite, $\mathrm{M}m+\mathrm{M}'m'+$ etc., représen-

Digitized by Google

tant le produit brut. Les raisons que nous avons données, quand il s'est agi du revenu net, s'appliquent exactement ici; car, pour obtenir le plus grand revenu net, il faut s'efforcer de multiplier autant que possible le produit brut.

Le produit brut s'augmente donc avec les forces dont nous avons parlé.

Reste le terme négatif — C.

Or, plus la consommation se restreindra, toutes les autres choses ne subissant aucunes modifications, plus la *richesse évaluée* grandira.

Dès lors C se rapporte aux habitudes d'ordre et d'économie, ou autrement, à la frugalité, à la tempérance : vertus si essentielles pour accroître la richesse d'une nation.

La *richesse évaluée* d'un peuple, constamment composé d'un même nombre d'individus, progresse donc en même temps que se développent leurs facultés physiques, intellectuelles et morales, et encore, avec la fertilité des terres, avec le nombre et l'importance des agents onéreux et artificiels de toute sorte qu'il possède, avec l'efficacité des services rendus par les agents gratuits.

D'où nous concluons que l'expression de la *richesse évaluée* d'une nation (P étant invariable) est la mesure de la résultante de l'action simultanée de toutes les facultés intellectuelles et physiques des citoyens, de toutes leurs qualités

Digitized by Google

morales, de tous les agents naturels ou artificiels, soit gratuits, soit onéreux, qui opèrent comme forces pour produire la richesse.

Afin de simplifier cette discussion, nous avons supposé P constant. Mais, si le chiffre que cette lettre représente venait à varier, à augmenter par exemple, la plus grande concurrence qui pourrait en résulter, dans certains cas, ferait baisser les salaires et accroîtrait le revenu net.

La densité de la population est donc encore une des causes qui accroissent la *richesse évaluée* d'une nation.

D'après ce, la conclusion précédente sera admise dans toute sa généralité, c'est-à-dire, quelles que soient les valeurs de P; pourvu que l'on comprenne, parmi les forces de production d'une nation, la densité de sa population.

Nous ajouterons que PR étant la résultante des diverses forces que nous venons d'énumérer, sa valeur peut être considérée comme étant produite par leur action.

Digitized by Google

§ 6.

Observations sur l'emploi de l'équation de la *richesse évaluée*.

La formule que nous venons de trouver, et qui représente la *richesse évaluée* des nations, exige, avant d'être appliquée, quelques réflexions préliminaires. D'abord, on pourrait être induit en de graves erreurs, si l'on y introduisait sans choix les divers éléments de richesses que renferme un État; ensuite, l'usage de cette formule soulève plusieurs questions délicates sur lesquelles nous fixerons notre attention, car le sujet auquel elles se rapportent n'a encore été que faiblement exploré.

Pour mettre de l'ordre dans les idées, nous diviserons les éléments de la richesse d'une nation en diverses classes, et nous traiterons successivement de chacune d'elles:

1° Les immeubles, tels que : les terres et les maisons servant à leur exploitation; les établissements industriels où l'on confectionne des objets matériels en tous genres : le fer, les tissus

Digitized by Google

en coton, etc.; nous comprendrons encore dans cette classe les actions émises par ces établissements.

2° Les espèces sonnantes, les marchandises qui ne contribuent pas, par elles-mêmes et directement, à la confection des objets matériels.

3° Les contrats hypothécaires.

4° Les obligations.

5° Les billets de banque, les lettres de change, les billets à ordre, les warrants.

6° Les ponts, routes, et canaux, sans péages.

7° Les richesses matérielles gratuites : les sites pittoresques, les rayons du soleil, l'eau, l'air, etc.; les richesses immatérielles : les capacités, les talents de toute sorte, etc.

8° Les honoraires, les traitements, les salaires, etc.

9° Les loyers, les intérêts des capitaux de toute sorte, etc.

10° Les ponts, routes, *rail-ways* et canaux, avec péage.

11° La dette nationale.

12° Les impôts.

1° Immeubles. — Industries diverses. — Actions.

Incontestablement, les immeubles en terres, et les maisons servant aux exploitations, entrent, pour leur prix réel, dans les termes de la forme

Digitized by Google

$dMm(I\text{-}N)$. Il en est de même des établissements industriels.

Lorsqu'une manufacture sera fondée au moyen d'actions, c'est la valeur de l'ensemble des actions qui déterminera celle de cette manufacture.

2° Les espèces sonnantes, les marchandises qui ne contribuent pas, par elles-mêmes et directement, à la confection des objets matériels.

Les espèces et tous les objets produisant uniquement des revenus en numéraire, ou même n'en donnant pas, viendront composer pour leur valeur les sommes en argent qu'exprime la lettre A. Ainsi : les maisons servant seulement aux logements, les pierres précieuses, etc.

3° Contrats hypothécaires.

Les contrats hypothécaires ne pourront, comme les éléments de richesses dont il a été parlé ci-dessus, être compris dans l'équation de la *richesse évaluée*.

Pour nous rendre compte de la nature de ces titres de propriété, voyons comment ils ont été mis en circulation.

Une famille possède un domaine qu'elle fait valoir. Elle a besoin, pour solder ses ouvriers, d'une certaine somme qu'elle hypothèque sur sa propriété. Il en résulte un titre qui, négocié,

Digitized by Google

passe de main en main. Celui qui le détient est nanti d'une machine productive, d'une véritable marchandise, ayant valeur vraie. Mais ce titre n'est en définitive qu'une partie aliquote de l'immeuble hypothéqué, et cela jusqu'au jour où, par des excédants de produits, la famille pourra s'acquitter et réduire ce titre à néant, en enlevant au porteur tous ses droits sur la terre qu'elle cultive. Ainsi tous les titres hypothécaires devront être écartés, puisque déjà ils ont été comptés dans le capital Terre.

4° Les obligations.

Les obligations industrielles doivent entrer dans les termes $dMm(1\text{-}N)+$etc., parce que les actions ne représentent que la valeur des industries, lorsqu'on en a déduit celle des obligations.

Les obligations une fois remboursées, les actions s'élèveront de prix, et, seules, elles représenteront le capital industriel.

5° Les billets de banque, les lettres de change, les warrants, etc.

Les billets de banque, quoique véritables marchandises, puisqu'ils s'échangent, ne peuvent figurer dans aucun des termes de l'équation.

En effet, que sont-ils? ou la représentation des espèces contre lesquelles ils ont été livrés, et qui se trouvent dans le comptoir de la Banque; ou la

Digitized by Google

représentation de lettres de change, de billets à ordre, compris dans le portefeuille des compagnies banquières. Dans le premier cas, ces espèces ont été casées dans la lettre A ; dans le second, ces billets à ordre, ces lettres de change, représentent des marchandises, qui figureront, soit dans le prix du produit brut M*m*, soit dans A.

Il résulte de là que toutes ces valeurs : billets de banque, billets à ordre, lettres de change, etc., seraient comptées deux fois, si on les comprenait encore dans l'équation de la *richesse évaluée*.

Les warrants, qui ne sont que des titres garantis par des marchandises meubles, d'après les mêmes raisons que celles données pour les contrats hypothécaires, ne peuvent prendre position dans la formule générale.

Ces diverses natures de marchandises composent bien la richesse d'un particulier, mais elles n'entrent pas dans la formule, lorsqu'on a pour but de calculer la *richesse évaluée* d'un État.

6° Les ponts, routes et canaux, sans péage.

Les ponts, routes et canaux, sans péage, ne peuvent non plus être admis pour leur valeur dans l'équation de la *richesse évaluée*.

En effet, à quoi servent-ils? A augmenter le revenu net, en diminuant les frais de production, et en augmentant le produit brut. Ils accroissent

Digitized by Google

donc, suivant leur utilité plus ou moins grande, la richesse de l'État, et on a déjà tenu compte de leur action, au moyen des termes $dMm(I-N)+$etc., et $Mm+$etc.

7° Les richesses matérielles gratuites : les sites pittoresques, les rayons du soleil, l'eau, l'air, etc. Les richesses immatérielles : les capacités, les talents de toute sorte.

Les richesses immatérielles, telles que : les capacités, les talents de toute sorte ; les richesses matérielles gratuites, telles que : les climats, les sites pittoresques, etc., ne devront pas figurer dans la formule générale, puisqu'elle tient compte de leur action, comme nous l'avons démontré dans le cinquième paragraphe de ce chapitre.

8° Les honoraires, les traitements, les salaires.

Devrons-nous admettre les honoraires, les traitements, les salaires, dans notre expression analytique ? En aucune sorte, comme nous allons le démontrer.

En effet, considérons une famille d'industriels ou d'agriculteurs qui solde des artistes pour se récréer par leurs accords harmonieux. Où prend-elle leurs honoraires ? Sur le produit brut de son exploitation. Mais ce produit brut est représenté par les termes $Mm+M'm'+$etc., qui font déjà partie de la formule générale. Ce serait donc une

Digitized by Google

méprise véritable que d'y introduire à nouveau ces honoraires.

Si cette famille emploie des ouvriers ou des préposés pour l'aider dans ses travaux, il est encore manifeste que leur traitement, leur salaire, a été compté dans les termes $Mm + M'm' +$ etc.

Comme l'élévation des traitements, des salaires, détruit en partie le revenu net, et par conséquent le capital, représenté par les termes de la forme dMm(I-N), il en résulte que, pour accroître la *richesse évaluée* d'une nation, il faut que ces traitements et salaires soient réduits autant que possible.

9° Les loyers, les intérêts des capitaux de toute sorte.

Les loyers, les intérêts de capitaux de toute sorte, sont dans des conditions identiques[1] aux salaires, aux honoraires et aux traitements.

L'intérêt des espèces qui circulent à l'intérieur étant ainsi perdu pour la *richesse évaluée* d'une nation, tandis qu'il figurerait dans le produit brut $Mm +$ etc., comme importation (sans qu'il y ait lieu, pour cette importation, à aucune exportation), si les métaux précieux qui rapportent cet intérêt étaient placés à l'étranger; on doit en conclure qu'un pays bénéficie, lorsqu'il réduit la quantité d'argent qui sert à ses transactions.

[1] Voy. annexe n° I.

Digitized by Google

10° Les ponts, routes, *railways*, canaux, avec péage.

Quant aux ponts, routes, *railways* et canaux, avec péage, leur valeur capitale, résultant des produits que l'on en retire, devra faire partie du terme A. En voici la raison : la construction de ces ouvrages a fait croître la valeur du produit net, car sans cela on ne les aurait pas exécutés; mais ils n'ont pas fait croître ce même produit net, comme s'ils avaient été livrés gratuitement au public.

Les revenus de ces créations utiles ne peuvent, en raison des explications déjà données, figurer à nouveau dans la formule générale.

11° Dette nationale.

Si le capital de la dette nationale a été prêté par une partie de la nation, il appartient à la nation tout entière, et doit être placé dans la formule générale, à la suite des capitaux de l'État, tout aussi bien qu'une propriété particulière.

Si ce capital de la dette avait été emprunté à l'étranger, il devrait être considéré comme négatif dans l'ensemble des capitaux que possède le pays.

Pour justifier cette opinion souvent contestée, que le capital d'une dette nationale doit être ajouté aux autres capitaux d'un pays, considérons

Digitized by Google

un chemin de fer, dont la valeur totale repose sur des actions et sur des obligations. L'ensemble des unes et des autres représente la valeur monétaire de cette ligne ferrée, qui appartient tout entière aux actionnaires et aux porteurs d'obligations. Si tous ces derniers titres ont été pris par les actionnaires, le chemin en entier sera leur propriété, et ils pourront porter dans leur avoir et le capital de toutes les actions et le capital de toutes les obligations.

Dans cet exemple, les obligations représentent la dette nationale, et les actions les autres capitaux du pays. Il est donc palpable que, si l'emprunt a été contracté dans le pays même, le capital de cet emprunt doit figurer parmi les autres capitaux nationaux. Le service de cet emprunt pèse sur les autres capitaux ; il en absorbe une partie ; mais ces derniers, après la dépréciation qu'ils ont subie, doivent s'ajouter dans la formule au capital dette, quand il s'agit de connaître la *richesse évaluée* d'une nation.

C'est à tort, quelquefois, que l'on s'effraye de voir augmenter ce capital dette, parce que les impôts que l'on prélève chaque année, pour en solder les intérêts, grèvent de plus en plus les contribuables. Quand un État emprunte pour créer judicieusement de nouveaux moyens producteurs, tels que des canaux, des chemins de fer, des routes

Digitized by Google

ordinaires, etc., cet emprunt, loin d'amoindrir le revenu national, contribue au contraire à l'élever.

Si cet emprunt a servi à repousser l'agression étrangère, à maintenir la sécurité intérieure, son utilité est encore incontestable.

Le capital *dette* devant être compté parmi les richesses nationales, il faut reconnaître que la *richesse évaluée* d'un pays n'est pas atteinte par cette *dette*, autant que beaucoup de personnes pourraient le croire [1].

12° Impôts.

Recherchons maintenant quelle est l'influence de l'impôt sur la *richesse évaluée*.

Lorsque l'impôt n'est affecté qu'à rémunérer convenablement cette foule d'ouvriers, de commis, de soldats, de magistrats, etc., utiles à l'administration publique, il entre uniquement dans les frais nécessaires à la production. Si donc il n'est levé que pour être appliqué avec équité et intelligence, loin d'être une cause de ruine

[1] Pinto suppose que la dette publique accroît la richesse nationale de la totalité de son capital, parce que son titre a tous les caractères des autres propriétés.

Cette opinion a été soutenue par Spense, le juge Bayley, sir Robert Walpole, lord Oxford, etc.

Hume en fait une critique sévère.

On aurait pu croire, dit cet écrivain, que cette opinion n'était qu'un jeu d'esprit, semblable aux discours des rhéteurs qui ont fait l'éloge de la folie, de la fièvre, de Busiris et de Néron.

Digitized by Google

pour une population, il la rend au contraire plus prospère.

S'il était gaspillé ; s'il soldait des dépenses improductives, telles par exemple que : l'érection de monuments analogues aux pyramides d'Égypte, alors, au lieu d'entrer dans la production comme élément essentiel, au lieu d'accroître le capital national, il le diminuerait, et cela pendant tout le temps du mauvais emploi.

Peut-être les rois d'Égypte n'ont-ils élevé ces constructions colossales que pour occuper et contenir un peuple turbulent, qui trouvait avec facilité sur un territoire très-fécond [1] une richesse d'autant plus grande, qu'à cette époque les besoins étaient très-modérés. Dans ce cas, ils peuvent avoir adopté une mesure politique pleine de sagesse. Mais, si ces pyramides attestent la richesse de l'ancien peuple égyptien, elles n'ont contribué en aucune manière à la développer.

Reconnaissons-le, l'impôt dépensé avec discernement, malgré les embarras inévitables qu'amènent ses proportions, quand elles sont gigantesques, est bien loin d'anéantir les richesses d'une nation.

Voyez les pays les plus prospères, l'Angleterre, la France, la Hollande, la Belgique. Ce sont eux qui, proportionnellement à leurs populations,

[1] Les terres situées sur les bords du Nil rapportent chaque année, presque sans travail, 40 et 50 hectolitres de froment par hectare.

Digitized by Google

sont soumis aux taxes les plus élevées. La théorie et la pratique s'accordent donc pour prouver qu'une nation peut bénéficier d'impôts qui paraissent excessifs, lorsque ces impôts contribuent eux-mêmes à la production générale.

Toutefois, comme, sauf leur emploi en travaux utiles, tels que ceux des routes, des ponts, des canaux, etc., les reprises du fisc ne font qu'augmenter les frais généraux, on doit être très-réservé, lorsqu'il s'agit d'accroître ces reprises, pour les appliquer aux autres services publics. Ensuite il ne faut pas perdre de vue que les particuliers produisent en général à meilleur marché, et par suite plus fructueusement que les gouvernements.

Un État devra donc réduire ses dépenses, de quelque nature qu'elles soient, autant que le permettront et la défense du pays, et les exigences d'une administration bien ordonnée.

Du reste, les impôts, étant considérés au point de vue de l'accroissement des frais de production, ne peuvent entrer dans l'équation, lorsque l'on calcule la *richesse évaluée* d'un État, puisqu'on tient compte de ces impôts, d'une part, dans les termes $Mm + M'm' +$ etc., qui expriment le produit brut, et d'une autre dans les termes $dMm(I\text{-}N)$, $d'M'm'(I'\text{-}N')$, dont la valeur s'amoindrit à mesure que les contributions sont plus élevées.

Digitized by Google

Ces divers développements nous conduisent aux conclusions suivantes :

1° La *richesse évaluée* d'une nation s'accroît avec la diminution de l'intérêt des capitaux de toute nature.

2° Cette *richesse évaluée* augmente avec le revenu net.

3° Toutes choses égales d'ailleurs, plus le chiffre de la dette, dont les regnicoles, et non les étrangers, touchent l'intérêt, sera élevé, plus la *richesse évaluée* prendra de l'accroissement.

4° Tout gouvernement, dans l'intérêt du pays qu'il administre, doit s'efforcer de diminuer les impôts, en tant que cette réduction ne nuit ni à l'ordre général, ni à la défense nationale.

5° Autant que possible, une nation ne doit pas conserver chez elle des marchandises improductives, parce que l'intérêt que peuvent rapporter ces marchandises n'accroît pas sa *richesse évaluée*.

6° Par la même raison, un peuple ne devra posséder que le numéraire qui est indispensable au trafic.

Quelques-uns de ces principes, quoique trouvant leur démonstration dans une formule algébrique, sembleront difficiles à admettre sur-le-champ. Plusieurs personnes contesteront même l'exactitude de cette formule, en raison des conséquences auxquelles elle fait arriver.

Digitized by Google

— Quoi ! diront-elles :

Si, faute de sécurité, si par suite d'une crise sociale, une grande quantité de terres, d'usines, de marchandises de toute sorte étaient mises en vente à la fois, serait-il possible que la richesse d'une nation subît le contre-coup de la baisse inévitable de ces diverses valeurs, ainsi que cela résulte de l'équation de la *richesse évaluée ?*

Est-ce que la population ne continuera pas à vivre, sinon dans la même aisance, du moins dans une acceptable médiocrité ? La richesse nationale serait donc semblable à une outre gonflée par le vent, qui peut se désemplir en un tour de main ? L'expérience cependant ne paraît pas le démontrer !

Sans aucun doute, aux époques de guerre civile, certaines matières d'un usage général, faciles à soustraire, à transporter, telles que l'or et l'argent, prennent des valeurs prodigieuses par rapport à tous les autres objets commerçables, et la *richesse évaluée*, en espèces sonnantes, diminue énormément. Mais il n'en faut pas conclure que la *richesse d'usage* ait été entamée de la même manière.

Pour nous rendre compte de cette dépréciation dans certaines circonstances, de la *richesse évaluée*, supposons qu'une partie des métaux précieux répandus dans le monde vienne par cas fortuit à

Digitized by Google

s'anéantir. Leur valeur s'accroîtra, et la richesse, que nous avons appelée *évaluée*, diminuera pour chaque peuple dans la même proportion, mais la *richesse évaluée* de chacun d'eux, considérée d'une manière relative, ne se sera pas modifiée.

En temps de révolution, la destruction des métaux précieux n'est, il est vrai, qu'apparente, parce qu'ils ne sont que cachés, et que, plus tard, ils ne manqueront pas de reparaître ; mais toujours est-il, qu'à ces époques de crise sociale, leur retrait temporaire de la circulation produit le même effet, que s'ils avaient été anéantis réellement.

— Quoi! ajouteront nos contradicteurs, lorsqu'une année est trop abondante en subsistances de toute sorte ; quand il y a encombrement d'articles manufacturés, un pays souffre, et cependant la quantité de marchandises qu'il possède dénote sa richesse? Comment expliquez-vous cette anomalie? Il y a là une difficulté qui trahit le vice de vos théories.

Cette objection est sans doute spécieuse. Mais nous répondrons qu'il est seulement question ici de la *richesse évaluée*, que l'on a presque toujours confondue avec la *richesse d'usage*. Dans le paragraphe suivant, où il sera traité de cette seconde espèce de richesse, toutes ces obscurités s'éclairciront.

Digitized by Google

§ 7.

Équation de la *richesse d'usage* et sa discussion.

Le langage algébrique vient de donner à ce que nous avons appelé *richesse évaluée* un sens clair et précis; il sera facile, à l'aide du même langage, de définir avec autant de netteté la *richesse d'usage*, et de rendre désormais impossible toute confusion entre ces deux genres de richesses, soit pour les particuliers, soit pour les peuples.

La détermination de la *richesse d'usage* aura pour base et point de départ l'*unité d'existence*. Cette expression, *unité d'existence*, désignant la somme moyenne des objets consommés dans chaque pays par une personne pour ses satisfactions habituelles.

Si cette *unité* était la même chez tous les peuples, et si, en même temps, le prix des marchandises qu'elle comprend était partout invariable, en divisant le revenu en espèces de chaque individu par ce prix, on aurait des nombres qui mesureraient exactement la *richesse d'usage* individuelle, puis-

Digitized by Google

qu'ils s'accroîtraient, et diminueraient proportionnellement à la possibilité de consommer plus ou moins de fois cette *unité d'existence*.

Mais, si ce moyen de mesure, ce module, est à peu près fixe dans un même pays, il varie sensiblement dans divers pays, suivant leur position géographique.

Au climat froid et humide de l'Angleterre, il faut opposer des habits de drap épais, des boissons spiritueuses, une nourriture très-animalisée.

Un ciel plus clément permet aux Espagnols d'user de vêtements plus légers et de consommer des aliments moins substantiels.

Dans les Indes, l'alimentation, l'habillement et même le logement, se réduisent à des proportions bien plus minimes.

Quant à la France, dont la température est modérée, la quantité des choses essentielles à ses habitants sera un médium entre ce que réclament les peuples du Nord et ceux du Midi.

On doit encore tenir compte des usages nationaux [1].

[1] « Senior dit que les souliers sont *necessaries* pour tout Anglais dont la santé souffrirait s'il en était privé, tandis que, pour les classes inférieures de l'Écosse, ils ne sont que *luxuries* : celles-ci, grâce à l'empire de l'habitude, peuvent aller nu-pieds sans aucun inconvénient physique et sans dégradation morale. Pour la classe moyenne,

Digitized by Google

Ainsi le rite religieux obligera à une nourriture toute spéciale.

Ainsi certaines populations, par exemple celles de l'Allemagne, habituées depuis longtemps à se restreindre dans leurs dépenses, ne réclameront pas des consommations d'une nature aussi variée, et de la même délicatesse que les habitants de telles cités de la France, depuis longtemps adonnées au luxe.

Le Russe vivra de seigle, l'Anglais de froment.

Généralement, en France et en Espagne, une ration de vin est regardée comme nécessaire à l'existence. En Angleterre, la population se forme à peu près la même opinion relativement à la bière, tandis que les Chinois, les Indous, ne boivent habituellement que de l'eau[1].

Ne sait-on pas, du reste, qu'une plante venue dans un terrain fertile, ne peut végéter qu'en s'alimentant de sucs plus nutritifs que si elle avait pris naissance dans un sol maigre et pierreux!

Ensuite, le prix des mêmes objets, dans tous les pays, est loin d'être uniforme. L'unité d'existence sera donc modifiée dans sa valeur, par une

en Écosse, la chaussure est *decency :* elle porte des souliers pour garantir non les pieds, mais la position sociale.»

[1] Humboldt rapporte qu'il y a plus d'un tiers, entre les frais d'entretien, et conséquemment le salaire naturel d'un ouvrier des districts chauds, et celui des districts tempérés du Mexique.

Digitized by Google

multitude de circonstances relatives au climat, aux habitudes sociales, à la religion, à la situation financière, etc.

Toutefois cette valeur pourra être précisée dans chaque nation, à une époque déterminée.

En effet, on ne peut nier que, si l'*unité d'existence* varie de peuple à peuple, en général elle ne diffère pas sensiblement dans chaque nation.

Et, pour nous en assurer, il suffit d'examiner ce qui se passe autour de nous :

Les administrations publiques ne fixent-elles pas ce qui est nécessaire annuellement aux soldats de terre, aux matelots?

Dans les maisons d'éducation, les jeunes gens ne trouvent-ils pas une nourriture appropriée à leur âge, nourriture dont un règlement spécial prescrit la quantité et la qualité?

Les animaux eux-mêmes ne sont-ils pas partout rationnés, conformément à ce que l'on attend de leur service?

De plus, les objets qui composent cette unité, ayant à peu près la même valeur dans toutes les parties d'un pays qui n'est pas très-étendu, il s'ensuit qu'elle est, pour une contrée déterminée, susceptible d'une évaluation monétaire assez exacte.

Nous pourrons porter en France à environ 220 francs le prix de cette *unité d'existence*. Car on

Digitized by Google

estime généralement à 1,100 francs, ce que dépense moyennement une famille composée de cinq personnes, pour subsister pendant une année[1].

En Angleterre, les statistiques élevant à 1,500 francs, la somme annuelle, nécessaire à une famille composée d'un même nombre de personnes; 300 francs seront pour ce pays l'évaluation du prix de l'*unité d'existence*.

On fixerait le prix de cette même unité, en Italie, sur le pied de 140 francs.

Dans les Indes, 60 francs paraîtraient un quantum suffisant.

L'appréciation de l'*unité d'existence* ne se baserait pas toujours sur ce qui est, mais sur ce qui devrait être. Ainsi, chez le peuple irlandais, la nourriture et le logement ne sont pas en rapport avec les besoins naturels. Les satisfactions ordinaires de ce peuple devraient donc être largement accrues pour la fixation de cette unité.

Cependant, comme il ne s'agit que de proportions, la fixation rigoureuse du prix de l'*unité*

[1] M. de Gasparin évaluait ainsi le budget moyen d'une famille de cultivateurs français, composée de cinq personnes :

Nourriture	478 fr.
Logis	30
Habillement	100
Chauffage et éclairage	10
Outils et ustensiles	20
Total	638 fr.

Digitized by Google

d'existence ne serait pas tout à fait essentielle. Il suffirait que les rapports entre les prix des diverses *unités* pour chaque peuple, fussent à peu près exactes.

Ces bases posées, désignons par U, la *richesse d'usage* d'un individu, pris moyennement dans une nation, et déterminons la valeur de cette richesse d'usage.

Soient a, a', a'', etc., les quantités de marchandises de diverses sortes, dont la consommation est moyennement nécessaire à une personne pour subsister pendant une année.

a, sera par exemple la quantité d'hectolitres en froment, dont elle aura besoin en moyenne et annuellement pour se nourrir.

a', le nombre de mètres de draps qui sera essentiel pour son habillement.

a'', etc.

m, m', m'', etc., étant les prix de l'unité de chacune de ces marchandises, $am + a'm' + a''m''$ + etc., sera le prix des diverses choses nécessaires annuellement à un individu moyen, pour subsister selon ses besoins naturels et ses habitudes. Et, en ajoutant à cette somme la valeur annuelle du loyer représentée par l, on obtiendra pour le prix de l'*unité d'existence*, ou autrement dit, la dépense moyenne de l'individu moyen,

$$am + a'm' + \text{etc.} + l$$

Digitized by Google

Quel est maintenant le revenu annuel moyen, en espèces, de chaque habitant d'un pays ?

Il suffit de prendre pour cette détermination la valeur monétaire des marchandises[1] dont dispose une nation, comme produit brut pendant une année, soit qu'elle les ait fabriquées elle-même, soit qu'elle les ait échangées contre celles qu'elle a fabriquées, et de diviser cette valeur par le nombre des individus qui composent la population.

Soient donc M, M′, M″, etc., les quantités de diverses marchandises, d'une même espèce, confectionnées dans l'intervalle de temps indiqué ci-dessus, de manière à être en état d'être consommées.

Ces marchandises sont de même nature que celles comprises dans a, a', a'', etc.;

C'est-à-dire que M et a, M′ et a', M″ et a'', etc., correspondent à des objets de même sorte.

Le revenu moyen individuel sera exprimé par

$$\frac{Mm + M'm' + M''m'' + \text{etc.}}{P}$$

Nous ferons remarquer que tous les ouvriers

[1] Ici une explication est essentielle.

En portant, au nombre des marchandises, les tissus et autres objets fabriqués pendant une année, il faudrait se donner de garde d'y faire figurer en même temps le charbon consommé par les machines à vapeur qui ont servi à produire ces divers articles. Car le prix de ces articles comprend celui de ce charbon.

Quant au charbon qui sert au chauffage des habitants, il doit être ajouté aux marchandises dont il a été parlé ci-dessus.

Digitized by Google

qui concourent à la fabrication d'une marchandise, sont soldés, en définitive, sur le prix de cette marchandise.

Il en est de même du loyer de tous les instruments qui aident à la fabrication, loyer qui fait partie des revenus des propriétaires de ces instruments, et qui est encore payé sur la valeur du produit brut.

U, étant la richesse d'usage moyenne et individuelle, nous aurons :

$$U = \frac{Mm + M'm' + M''m'' + \text{etc.}}{P\,(am + a'm' + \text{etc.} + l)}.$$

Pour compléter cette équation, il faudrait ajouter au numérateur deux termes de signes opposés, l'un exprimant le prix des marchandises importées, et l'autre celui de l'exportation. Mais, ces deux termes ayant à peu près la même valeur, nous les supprimons dans le but de rendre l'équation plus simple.

Il importe beaucoup de ne pas perdre de vue le vrai sens des valeurs moyennes.

L'équation de la *richesse d'usage* donne des nombres abstraits rigoureusement exacts, pour la totalité des individus comparés. Toutefois, si l'on voulait juger de la *richesse d'usage* d'une portion

[1] Remarquons que, dans chaque pays, l prix du loyer, pour chaque individu est une constante, comme a, a', etc.

Digitized by Google

de ces individus, petite ou grande, il ne faudrait faire entrer dans cette équation, sous peine d'erreur grave, que les nombres concernant ladite portion.

Ainsi, veut-on rechercher la *richesse d'usage* moyenne d'un pays où une aristocratie peu nombreuse absorbe le tiers, la moitié de la totalité des revenus qu'il produit, on arrivera, à l'aide de l'équation, à un chiffre élevé, tandis que, par suite de cette inégale répartition des richesses, la *richesse d'usage* de la majorité des citoyens sera très-modique.

Pour déterminer cette dernière *richesse d'usage* il faut, dans la formule générale, substituer à P, M, M', etc. les valeurs qui concernent la portion des habitants que l'on veut considérer.

Si dans l'équation générale

$$U = \frac{Mm + M'm' + \text{etc.}}{P(am + a'm' + \text{etc.} + l)},$$

Nous faisons

$$r = \frac{M}{P}\, r' = \frac{M'}{P}\, r'' = \text{etc.}$$

r, r', r'', étant les quantités de marchandises qui, dans la distribution générale, s'appliquent moyennement à chacun, nous aurons

$$U = \frac{rm + r'm' + \text{etc.}}{am + a'm' + \text{etc.} + l}.$$

Digitized by Google

De cette équation et de la précédente on déduit les conclusions suivantes :

1° La population et le prix des marchandises restant les mêmes, la *richesse d'usage* s'accroîtra avec la quantité des marchandises.

2° Dans le cas où la population augmenterait en densité, si r, r', etc., qui représentent les quantités de marchandises obtenues relativement à chaque individu, deviennent de plus en plus considérables, la *richesse d'usage* s'accroîtra. Pour nous en assurer, voyons ce qui se passe au numérateur et au dénominateur de l'équation de la *richesse d'usage*. Or ces deux termes, de semblable forme par rapport aux prix m, m', etc., sont sensiblement influencés de la même manière par ces prix qui, alors, en général diminuent. D'où il résulte d'abord que l'abaissement seul des prix ne fait pas décroître la *richesse d'usage*. Ensuite, comme au numérateur les multiplicateurs r, r', etc., s'accroissent continuellement, tandis que, au dénominateur, les multiplicateurs a, a', etc., restent constants, il s'ensuit que le numérateur grandit plus rapidement que le dénominateur, et qu'en conséquence la *richesse d'usage* devient plus importante.

3° La *richesse d'usage*, jusqu'à un certain point, est indépendante des prix, puisque ces prix affectent sensiblement de la même manière et les ter-

Digitized by Google

mes du numérateur et ceux du dénominateur de son expression. Toutefois, comme la baisse des prix est le plus souvent le signe que les quantités de marchandises, qui incombent moyennement à chacun, sont plus considérables, on doit en conclure qu'en général la *richesse d'usage* augmente au fur et à mesure que les prix s'avilissent.

4° La *richesse d'usage* sera d'autant plus grande, toutes choses égales d'ailleurs, que a, a', a'', etc., seront moins considérables, c'est-à-dire que la population aura moins de besoins.

Nous reviendrons plus tard sur ces conclusions, qui sont d'une extrême importance.

Puisque la *richesse d'usage* s'augmente d'autant plus que les produits sont moins rares, on reconnaît que la *richesse d'usage* sera d'autant plus grande, que toutes les marchandises se rapprocheront davantage, par leur abondance, des richesses gratuites et naturelles, telles que : l'air, l'eau, le soleil, etc.

Nouvelle preuve de l'exactitude de la formule générale que nous avons trouvée.

Digitized by Google

§ 8.

Évaluation de la fortune des particuliers.

Supposons que l'on demande l'appréciation de la fortune d'un mécanicien français, possédant un immeuble en terre d'un revenu de cinq mille francs, et qui est lui même employé aux appointements de dix mille francs par an.

Pour procéder à cette appréciation, nous prendrons l'équation de la *richesse évaluée* d'un groupe d'individus, équation qui est de la forme

$$PR = dMm(I-N) + Mm + A - C + SV + V.$$

Dans cette formule $P = I$.

$dMm(I-N)$ se rapportant au fonds de terre, $Mm = 5{,}000$ fr. $N = 0$. $d = 33{,}33$, car généralement les terres se vendent sur le pied de 3 pour 100, ou de I pour 33,33. $V = 10{,}000$ fr.

Mais quelle valeur donnera-t-on à S, dans SV qui est le capital industriel?

L'éventualité du traitement que reçoit le mécanicien ne permet pas de regarder ce traite-

Digitized by Google

ment, comme l'intérêt d'un capital vingt fois plus considérable. Ici une estimation est à faire. S se modifiera avec l'âge, la santé, l'intelligence plus ou moins susceptible de développement de la personne dont il s'agit.

Dans les circonstances ordinaires, on pourra substituer à S, le chiffre 4; ou autrement, évaluer, pour la même quantité de revenus, le capital industriel du mécanicien au cinquième d'un capital matériel qui rapporterait 5 pour 100.

En remplaçant dans la formule les diverses lettres par les nombres que nous venons d'indiquer, nous aurons pour la *richesse évaluée* que l'on cherche,

$$R = 166{,}650\,\text{fr.} + 5{,}000\,\text{fr.} + 40{,}000\,\text{fr.} + 10{,}000\,\text{fr.} + A - C.$$

Si la consommation est égale au revenu $C = 5{,}000 + 10{,}000$ fr., et la *richesse évaluée* est de $166{,}650 + 40{,}000$ fr. $+ A$, relativement à l'année pour laquelle se fait le calcul.

Voyons maintenant quelle est la *richesse d'usage* de ce mécanicien, et pour cela recourons à l'équation

$$U = \frac{Mm + M'm' + \text{etc.}}{P\,(am + a'm' + \text{etc.} + l)}.$$

$$Mm = 5{,}000\ \text{fr.},\ M'm' = 10{,}000\ \text{fr.},\ P = I.$$

Digitized by Google

Nous savons de plus que le prix de l'unité d'existence est déterminé par l'expression

$am + a'm' +$ etc., $+ l$, et se monte en France à 220 fr.

U sera donc égale à $\frac{5,000 + 10,000}{220} = 68$

C'est-à-dire que l'industriel dont il est parlé, jouira d'une *richesse d'usage* 68 fois plus grande que la *richesse d'usage* moyenne de France.

Si l'individu dont on vient d'établir et la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage*, bien loin de pouvoir accroître ses ressources par son talent, était malade, et obligé de faire des dépenses toutes spéciales pour subsister, les deux termes SV et V, au lieu d'être positifs, seraient négatifs, et la richesse de cet individu, soit *d'usage*, soit *évaluée*, deviendrait inférieure à celle d'une personne en bonne santé qui aurait cinq mille francs de rente en terre.

Pour calculer la *richesse évaluée* moyenne de plusieurs personnes, vivant uniquement de leurs travaux, en exploitant un immeuble industriel ou un fonds de terre qui leur appartiendrait, la formule se réduirait à

$$RP = dMm(I\text{-}N) + Mm + A - C,$$

Car, V serait égale à zéro.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE III

CARACTÈRES DE LA *RICHESSE ÉVALUÉE* ET DE LA *RICHESSE D'USAGE*

---

§ 1.

La *richesse d'usage* et la *richesse évaluée* d'une nation ne s'accroissent pas et ne diminuent pas toujours à la fois.

En isolant la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée*, qui jusqu'ici n'avaient pas été disjointes, et dont l'assemblage perfide, par sa représentation mensongère de la richesse des nations, empêchait que l'on pût avoir des notions exactes sur la prospérité relative d'un peuple, nous avons fait pressentir que ces deux espèces de richesses ne se conjuguaient pas toujours ensemble, de manière à grandir et à diminuer en même temps.

Cette faculté de croître ou de décroître souvente-

Digitized by Google

fois indépendamment l'une de l'autre dans la même nation, va nous servir de caractère distinctif pour spécifier plus particulièrement encore chacune de ces espèces de richesses.

Dans un pays civilisé nouvellement, la population, en général peu nombreuse relativement à la surface du sol, se livre presque exclusivement à l'agriculture. Les matières nutritives sont à profusion, et les travailleurs produisent, en outre de ce qui sert à leur consommation, des subsistances qui s'exportent. Comme le transport est onéreux, la demande rare, il s'ensuit que les denrées alibiles sont avilies, et que l'on en obtient, avec peu de fatigue corporelle, une grande quantité, soit directement par la culture de la terre, soit indirectement par l'échange de marchandises aisées à fabriquer.

Le travail est alors faiblement stimulé, parce que, avec de minimes efforts, l'homme se nourrit et satisfait ainsi facilement son principal besoin.

Dans ces circonstances, la *richesse d'usage* est en général assez grande. On peut manquer des objets dont la nécessité n'est pas impérieuse, mais on possède les plus essentiels. D'abord la nourriture est abondante; ensuite un abri à peu près suffisant, et quelques vêtements préservateurs, sont bien rapidement confectionnés.

Lorsqu'après un long règne de l'ordre et du

Digitized by Google

travail, la race humaine s'est multipliée de telle sorte, que les denrées produites par le sol ne suffisent plus à l'alimentation publique, la *richesse d'usage* serait très-médiocre, si l'homme ne trouvait dans les travaux industriels des ressources capables de suppléer à cette pénurie.

Malheureusement, dans les usines et manufactures, il ne soutient son existence qu'en subissant plus particulièrement que dans l'agriculture, les dures lois de la concurrence[1], qui, bien que née de la liberté du travail, a trop souvent des exigences terribles.

Et comment l'homme pourrait-il se soustraire à ces lois, lorsqu'il est sollicité par un besoin pressant, irrésistible; lorsque la faim, cet horrible fantôme, le poursuit sans cesse, et l'aiguillonne sans relâche?

A l'aide de ce triste auxiliaire, dont l'approche seule nous glace d'effroi, les patrons ont trop souvent forcé l'ouvrier à se livrer pour eux aux travaux les plus assidus et les plus pénibles, en ne lui accordant qu'une rétribution déraisonnable[2].

[1] M. Michel Chevalier croit « que la concurrence effrénée de notre temps marque une époque de transition, fertile en inventions nouvelles et qu'elle ne manquera pas de se modérer. » (*Cours d'économie politique.*)

[2] « Les ouvriers de Lyon mettent sur leurs drapeaux : *Vivre « en travaillant ou mourir en combattant.* Aux États-Unis les « travailleurs, animés d'autres sentiments, disent : *Vous ne voulez*

Digitized by Google

Comme la subsistance se mesure à la besogne, de telle sorte qu'avec des labeurs excessifs le travailleur n'a que strictement de quoi vivre; il est obligé de se roidir contre la fatigue, de lutter sans paix ni trêve, et, si dans ce rude exercice, ses muscles, devenant susceptibles de plus d'efforts, peuvent produire davantage, son salaire s'accroîtra, il est vrai, mais pour retomber bien vite à un taux que fixe une nécessité impérieuse, taux qui lui permet à peine de subsister [1].

L'ouvrier industriel est attaché à une roue qui tourne sans cesse. De toute nécessité il doit en suivre les mouvements, il est l'esclave du travail.

Les pays manufacturiers sont sans doute organisés, pour fonder de grandes fortunes individuelles, pour accroître les rentes, les capitaux, pour développer la *richesse évaluée*. Mais, c'est souvent au détriment de la *richesse d'usage* du travailleur. En masse, la richesse moyenne *d'usage* d'un tel pays peut être assez grande; tandis que celle de l'ouvrier, limitée par la concurrence, ne s'élève

« *pas augmenter nos salaires, nous partons pour cultiver les terres* « *de l'Ouest.* » Michel Chevalier, *Lettres sur l'Amérique du Nord.* L'ouvrier a donc, dans ce dernier pays, plus de facilités pour subsister.

[1] « Depuis que les enfants gagnent une partie de leur vie, le salaire des pères a pu être réduit. Il n'est point résulté de leur activité, une augmentation de revenu pour la classe pauvre, mais seulement une augmentation de travail, qui s'échange toujours pour la même somme, ou une diminution dans le prix des journées. » (Sismondi.)

Digitized by Google

pas habituellement au même degré de confort que dans les contrées agricoles, où la *richesse évaluée* moyenne est moins importante.

Dans ces contrées, les fatigues du cultivateur sont amplement rémunérées par la nature, qui, bien loin de lui vendre chèrement ses faveurs, les lui accorde sans trop se faire prier. Là les muscles de l'agriculteur n'entrent en action qu'à son heure, qu'à sa fantaisie.

Il a la possibilité de modérer leur jeu : il commande au travail.

Toutefois quelques écrivains veulent inférer, de la différence des vies moyennes en Angleterre et en Russie [1], que le bien-être de l'agriculteur est inférieur à celui de l'industriel.

Nous les croyons dans l'erreur. Cette différence dans la longévité, tient à des circonstances toutes naturelles et indépendantes de l'espèce des travaux. C'est, d'après nous, la conséquence des miasmes pestilentiels, que dégage ordinairement une terre qui n'a été façonnée qu'imparfaitement.

En effet, n'est-il pas notoire, que la culture tend constamment à faire disparaître les tertres et à combler les endroits bas qui sont ordinairement des centres d'infection ? Cette culture ne dessèche-t-elle pas les flaques, les marais, en donnant de

[1] « La vie moyenne est de quarante-huit ans en Angleterre et de « vingt-quatre en Russie. » (Moreau de Jonnès.)

Digitized by Google

l'écoulement aux eaux, et ne détruit-elle pas ainsi la principale cause des émanations méphitiques ?

Ensuite, les habitudes de propreté, de bonne hygiène, de plus en plus répandues; un approvisionnement plus égal et plus constant des subsistances ; les découvertes récentes de la médecine, entre autres la vaccine, sont encore des motifs suffisants pour expliquer l'accroissement de vie moyenne chez certains peuples, malgré la diminution de la *richesse d'usage*.

Au surplus, dans nombre de contrées presque entièrement agricoles, la vie moyenne est aussi longue[1] et même plus longue que dans celles où l'industrie est plus repandue.

En France, la mortalité est plus grande dans les villes que dans les campagnes[2]. Et chacun sait que, dans ces dernières localités, l'élément manufacturier est bien moins actif.

Des relevés très-exacts constatent qu'en Suède et en Norvége, pays de culture, la vie moyenne est moins courte que partout ailleurs[3].

Nous ajouterons que nombre d'auteurs goûtés du public s'accordent pour appuyer l'opinion que nous voulons faire prévaloir.

« Sismondi assure qu'autrefois, lorsque l'indus

[1] La vie moyenne est plus longue en France qu'en Angleterre. (GUILLARD.)

[2] Dictionnaire de l'Économie politique, art. *Population*. (LEGOYT.)

[3] *Idem*.

Digitized by Google

« trie était peu répandue, le peuple avait de la « viande; qu'il a passé depuis aux céréales, et que « maintenant, dans nombre de contrées, il se « nourrit de pommes de terre. »

« Les deux régions extrêmes de l'Europe, dit « M. le Play (*Conditions des ouvriers en Europe*), « présentent aujourd'hui un spectacle bien diffé- « rent: tandis que les populations du Nord et de « l'Orient, contrées sans industrie, vivent, pour « la plupart, satisfaites de leur sort, dans un état « de quiétude qui frappe tous les observateurs; « celles de l'Occident, poussées par la *nécessité* ou « excitées par une sorte de vertige, ne cessent de « s'agiter pour modifier leurs habitudes et leurs « institutions. »

Voici encore un extrait du même ouvrage :

« Dans le système de l'Europe, les céréales doi- « vent être placées au premier rang des substances « alimentaires. Elles absorbent la moitié, les deux « tiers des subsistances. La grosse viande n'en- « tre dans l'alimentation qu'à titre exceptionnel. « *Et il est certain qu'autrefois les ouvriers mangeaient* « *beaucoup plus de viande*[1]. »

Il est vrai qu'en général nos classes ouvrières possèdent actuellement, en plus grande abondance qu'autrefois, des siéges, des tables, des verres, et autres ustensiles. Il est encore incontestable

[1] Voy. Annexe, n° 2.

Digitized by Google

qu'elles ont la faculté de renouveler plus souvent leurs vêtements en chanvre et coton. Mais, bien que de nos jours, ces classes soient plus actives, plus laborieuses, nous croyons que la ration de bonne nourriture animalisée qui revient à chaque travailleur, en temps normal, soit sous le rapport de la quantité, soit sous celui de la qualité, a diminué.

Ainsi, presque partout, à mesure que l'industrie prend plus d'expansion, nous voyons en même temps diminuer la *richesse d'usage* des ouvriers; parce que la fécondité du sol ne s'accroît pas assez pour fournir toujours la même alimentation moyenne, lorsque l'industrie fait naître de nouveaux regnicoles, ou bien encore en fait arriver de toutes parts; parce que la concurrence, qui naît de cette population nouvelle développée par l'industrie, empêche que les salaires atteignent un taux qui permette une nourriture aussi substantielle qu'avant la période industrielle[1].

[1] C'est notre opinion personnelle, qu'en toute humilité, nous émettons. Nombre de publicistes, cependant, prétendent que les classes ouvrières ont progressé de toutes manières.

Certes, il est bien difficile de trancher nettement la question. Car, lorsqu'on sera parvenu, pour les temps modernes, à créer des statistiques qui mériteront une entière confiance, on ne saura jamais qu'imparfaitement ce qui avait lieu autrefois. Et nous remarquerons, en passant, qu'on n'établit pas un fait scientifique, en se fondant sur un passage humoristique de la Bruyère, de J. J. Rousseau, ou bien encore sur quelques vers de Virgile et d'Homère.

Digitized by Google

PARSONS LIBRARY University of MICHIGAN

En général, on peut juger de la quantité des subsistances d'un pays et de la *richesse d'usage* qui lui est propre par l'accroissement plus ou moins prompt de la population. Or, jetez les yeux sur la Russie; dans cet empire, les familles sont autrement nombreuses, et le flot de la population grossit bien plus rapidement qu'à l'occident du continent européen, où l'industrie a sans contredit de bien plus fortes racines.

En France, pays manufacturier, le nombre des enfants, calculé sur les ressources de la famille, semble se restreindre de plus en plus, tandis qu'aux États-Unis, pays agricole, les nouveaux-nés, loin d'être une charge pour leurs parents, sont regardés comme rendant de tels services, qu'une veuve avec cinq ou six enfants en bas âge se marie avec plus de facilité que si elle n'en avait pas[1].

Ne résulte-t-il pas de ces faits, que dans la contrée où l'industrie est de plus en plus importante par rapport à l'agriculture (car personne ne met en doute la supériorité industrielle de la France, relativement à la Russie et aux États-Unis), la *richesse d'usage* des travailleurs est de moins en moins grande?

A la vérité, l'exemple de la Grande-Bretagne, nation manufacturière par excellence, semble

[1] *Lettres sur l'Amérique du Nord.* (Michel Chevalier.)

Digitized by Google

protester contre nos raisonnements, car on y trouve considérablement de familles très-nombreuses; mais, dans son système inhumain, le gouvernement anglais, en pesant sur l'Irlande et les grandes Indes, trouve dans ces pays, et à leur détriment, la ration de nourriture indispensable à ses populations. Ensuite, les institutions britanniques favorisent d'une manière toute spéciale l'accroissement du nombre des travailleurs, accroissement nécessaire pour faire baisser le prix de main-d'œuvre. Qu'est-ce que la taxe des pauvres, si ce n'est un moyen d'ôter toute prévoyance, toute contrainte morale aux indigents, puisque cette taxe leur assure à eux et à leurs enfants une certaine existence[1]?

Nous ajouterons qu'en vertu de l'empire que la religion, dans ce pays, exerce sur les esprits, ce passage de l'Ancien Testament : *Crescite et multi-*

[1] « L'enquête célèbre de 1833 sur la taxe des pauvres a révélé « les faits les plus étranges. Plus d'une fois, par exemple, la com- « mission a eu à constater que les pauvres s'empressaient de se « marier pour percevoir double taxe; qu'une fois mariés ou même « avant le mariage, ils s'empressaient d'avoir des enfants pour aug- « menter encore leur recette; qu'une fille avait des enfants de plu- « sieurs pères, et qu'elle trouvait ainsi plus facilement à se marier; « enfin, que ces secours officiels et obligés détruisaient tous les liens « de la famille, sans compter les autres genres de démoralisation « auxquels donnait lieu leur distribution, sans compter encore la « mauvaise influence sur les salaires et tous les autres inconvénients « économiques. »

(Extrait des *Éléments de finances*, de M. Joseph Garnier.)

Digitized by Google

plicamini, reçoit une application plus complète là que partout ailleurs.

Jusqu'ici nous avons étudié seulement les rapports qui existent entre la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage*, au point de vue des travailleurs. Et nous avons montré qu'à mesure que la *richesse évaluée* s'accroissait, la *richesse d'usage* de ces derniers pouvait très-bien décroître, et décroissait souvent.

Nous disons de plus que, pour une nation, la *richesse* moyenne *d'usage*, est bien loin de suivre pas à pas la *richesse évaluée* dans tous ses mouvements.

En effet, recourons aux équations de la *richesse évaluée* et de la *richesse d'usage*.

$$PR = dMm\,(I\text{-}N) + d'M'm'(I\text{-}N') + \text{etc.} + Mm + M'm' + \text{etc.} + A - C$$

$$U = \frac{Mm + M'm' + \text{etc.}}{P\,(am + a'm' + \text{etc.} + l)}.$$

Lorsque la population augmente, si les quantités de marchandises M, M', etc., ne s'accroissent pas dans la même proportion, la *richesse d'usage* U en général diminue, puisque les prix m, m', etc., agissant de la même manière au numérateur et au dénominateur, peuvent augmenter sans influencer sensiblement la valeur de U.

Il n'en est pas de même pour la *richesse évaluée* PR. Si la population devient plus nombreuse, et que les produits ne se multiplient pas dans le

Digitized by Google

même rapport, les prix m, m', etc., pourront hausser de manière à accroître les termes

$$dMm(I\text{-}N) + d'M'm'(I\text{-}N') + \text{etc.} + A,$$

et dans le cas où chaque individu se contenterait d'une ration moindre, la partie $Mm + M'm'$, + etc. — C resterait positive, et n'empêcherait pas la valeur de PR de grandir.

On voit ainsi que la *richesse* moyenne *d'usage* peut diminuer, lorsque la *richesse évaluée* totale s'accroît.

Sans qu'il soit besoin de s'appuyer sur des formules mathématiques, on peut démontrer, presque avec autant de rigueur par le simple raisonnement, ce qui vient d'être avancé.

En effet chaque propriétaire foncier ou industriel tend constamment à augmenter son produit net ou sa *richesse évaluée*, en se servant, soit de la concurrence pour réduire les salaires, soit des machines pour diminuer le nombre des journées de travail. Le produit net qu'il obtient, et qui s'accroît continuellement[1], est dépensé chaque jour[2], et quelle que soit le genre de cette dépense, elle est appliquée à solder des travailleurs dont les salaires sont encore réglés par la concurrence.

[1] En général, à mesure que les nations se civilisent et travaillent davantage, le produit net s'augmente presque toujours.

[2] On ne thésaurise plus maintenant.

Digitized by Google

Ainsi, lorsque la *richesse évaluée* croîtra dans un pays à l'aide des machines et de la concurrence, cette même concurrence, en empêchant que les salaires s'élèvent, s'opposera au développement de la *richesse d'usage*.

Le produit net a beau s'élever, de nouveaux individus naissent, ou bien encore, arrivent d'autres pays, pour se partager journalièrement, à titre de rémunération de travail, le surplus de richesse que l'on acquiert; et la *richesse d'usage* qui incombe moyennement à chacun n'est guère plus grande.

On objecte qu'avec le progrès, il se produit, relativement à la population, plus d'objets manufacturés, et qu'en conséquence la part individuelle prend de l'accroissement. Sans aucun doute. Mais il faut observer qu'il n'en est pas de même par rapport aux matières nutritives.

Autrefois chaque localité suffisait à son alimentation. Maintenant on est souvent obligé d'avoir recours non-seulement aux localités voisines, mais encore aux pays étrangers.

Le transport fait hausser le prix des subsistances. Pour les acheter, il faut travailler davantage.

Les nouvelles facilités dont la science et le génie ont doté le travailleur sont-elles suffisantes pour le dédommager de ce surplus d'efforts auxquels il doit se livrer?

Digitized by Google

Nous ne le croyons pas.

Car maintes denrées que l'ouvrier consommait jadis sont devenues trop chères pour lui. Aujourd'hui il n'a la faculté, en quelque sorte, de se sustenter qu'avec du blé et des pommes de terre, tandis qu'autrefois le résultat de son travail lui permettait de consommer de la viande de boucherie, du poisson, du gibier, de la volaille.

La *richesse d'usage* a donc diminué par rapport à la bonne nourriture, si elle est devenue plus grande relativement aux objets fabriqués.

Nous l'avons déjà dit : lorsqu'une nation agricole commence à s'établir dans un pays fertile, sa population se développe rapidement ; ce qui est le signe ordinaire d'une *richesse d'usage* importante. Puis ce développement se ralentit, parce que les travailleurs se multipliant, la terre, sans devenir complétement ingrate pour les soins qu'on lui donne, n'y répond plus avec autant de reconnaissance.

Il n'en est pas de même pour les peuples industriels. Les procédés de fabrication s'améliorant sans cesse, les produits naissent et se répandent chaque jour avec une nouvelle profusion et à des prix plus réduits.

Les bénéfices que ces peuples retirent de leurs fabrications peuvent très-bien, tout en accroissant leur *richesse évaluée*, accroître aussi la moyenne de leur *richesse d'usage*.

Digitized by Google

Les nations agricoles pourront donc, lorsqu'elles seront parvenues, en cultivant la terre, à un certain degré de *richesse évaluée*, trouver dans l'industrie une partie de la *richesse d'usage* que le sol leur donnait primitivement.

Afin de nous convaincre davantage que la *richesse d'usage* ne suit pas les mêmes lois que la *richesse évaluée*, supposons qu'une nation à l'état le plus prospère soit atteinte par un fléau qui lui enlève le dixième de sa population.

L'expérience constate que la *richesse évaluée* de cette nation recevra une secousse terrible. Cependant, sa *richesse d'usage* prendra habituellement, dans cette circonstance, un immense accroissement; car, faute de consommateurs, les denrées tomberont à vil prix, et c'est quelques moments après le sinistre que l'on verra augmenter d'une manière très-prononcée le nombre des citoyens[1].

L'exemple d'une famille riche, où l'un des membres vient à payer sa dette à la nature, nous

[1] « La grande peste qui désola l'Angleterre sous le règne d'Édouard III eut pour effet, la première année, d'avilir le prix de toutes les denrées, à cause de la diminution considérable de la population. » (LINGARD, *History of England.*)

Des calculs très-curieux de Messance prouvent qu'après les ravages causés par la fameuse peste de Marseille en 1720, les mariages furent en Provence plus féconds qu'auparavant.

L'abbé d'Expilly a trouvé les mêmes résultats.

Le même effet avait eu lieu en Prusse après la peste de 1710, quoique ce fléau eût moissonné le tiers de la population. On voit

Digitized by Google

permet encore de vérifier que la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée* ne varient pas nécessairement ensemble. Est-ce que la *richesse d'usage* de ceux qui subsistent ne s'est pas accrue, alors que la *richesse évaluée* de la famille est restée la même?

De plus nous ferons observer qu'une contrée dépourvue de chemins facilement praticables, s'accroît immédiatement en *richesse évaluée*, si des routes en fer [1] viennent mettre les diverses localités qui la composent, en relation entre elles et avec le dehors.

Quant à sa *richesse d'usage*, comme plusieurs marchandises haussent de prix, bien que d'autres se vendent à meilleur marché, il est possible que cette richesse devienne plus petite.

Du reste, dans le cas où la population et les productions d'un pays resteraient constantes, si l'intérêt des capitaux venait à diminuer [2], la *richesse*

par les tables de Süssmilch que le nombre des naissances, qui était avant la peste à peu près de 26,000 par année, s'éleva en 1711, année qui suivit celle de la peste, à 32,000.

« En Russie, on a également remarqué qu'après les dévastations de la *peste noire*, la population s'accrut d'une façon singulièrement rapide; on vit même un nombre extraordinaire de jumeaux et de naissances triples, etc. » (Karamsin, *Russ. Gesch.*, IV, p. 230.)

[1] Les canaux, les routes en fer, etc., créent une *richesse évaluée* énorme, puisqu'ils donnent une valeur monétaire à plusieurs marchandises qui avant leur établissement n'en avaient aucune. Nous citerons certaines futaies pour exemple.

[2] Dans cette circonstance, ce que nous avons désigné par *d*, dans l'équation de la *richesse évaluée*, augmente.

Digitized by Google

évaluée prendrait de l'accroissement, tandis que la *richesse d'usage* pourrait très-bien rester stationnaire.

C'est donc un fait indubitable que la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage* sont très-distinctes l'une de l'autre.

L'augmentation rapide des habitants d'une contrée est souvent un signe de sa grande *richesse d'usage*, pourtant ce signe n'est pas toujours certain. Ainsi l'homme, en exerçant sur lui une contrainte morale, pourrait mettre un frein à sa multiplication. La *richesse d'usage* se témoignerait alors par ce qui en est le caractère distinctif, c'est-à-dire par la quantité des consommations et par le bien-être individuel.

Ce sera donc sur des considérations de diverses natures, qu'un gouvernement éclairé portera ses regards, pour découvrir les symptômes de la situation plus ou moins fortunée de ses administrés; car s'il ne faisait qu'évaluer leurs biens en numéraire, ou s'informer du nombre des naissances, pour apprécier le bonheur du pays qu'il dirige, il commettrait une erreur grossière.

L'homme isolé, jeté sur la terre, désire une famille, non-seulement en raison des jouissances immatérielles que cette famille lui fait éprouver, mais encore parce qu'elle l'aide dans ses travaux et lui procure une plus grande *richesse d'usage*.

Digitized by Google

Également mû par un doux penchant et par des vues utiles, il propage sa race, jusqu'à ce qu'elle compose un peuple qui se plaît dans la contemplation de sa force et de son influence. Mais bientôt, tandis que la *richesse évaluée* de ce peuple prend une expansion rapide, surtout en raison de la population qui, s'accroissant chaque jour, se fait concurrence, et augmente ainsi le produit net et le capital national, la *richesse d'usage* de l'individu ne marche plus que d'un pas attardé.

L'homme découvrant que la nature résiste à ses efforts, la supplie, l'implore, la provoque; mais elle ne répond pas toujours avec bienveillance aux nombreux appels qui lui sont faits. Il veut surprendre ses secrets, qu'elle ne révèle qu'à ceux qui les lui arrachent, car, discrète, et, sous quelques rapports, semblable à Protée, il faut la violenter de mille sortes, pour l'amener à composition.

L'homme est donc appelé à un combat continuel, qui exerce son esprit [1], développe ses facultés, et l'oblige à se replier sur lui-même, pour faire usage de toutes ses ressources.

[1] Cette difficulté de se procurer des denrées alimentaires n'est pas toujours un malheur pour l'homme. La sentence primitive « tu mangeras ton pain à la sueur de ton front, » s'est souvent changée en paroles de bénédiction.

D'après K. Ritter, un champ de bananiers nourrit vingt-cinq fois autant d'hommes qu'un champ de froment, et avec infiniment moins de peine, puisqu'il suffit de couper les tiges chargées de fruits mûrs,

Digitized by Google

Malgré les peines qu'il se donne, une nation parvenue à un état de civilisation avancée ne retrouvera que bien rarement cette *richesse d'usage*[1] dont elle jouissait dans les premiers moments où, sortant de la barbarie, elle commençait à s'organiser.

Voilà les phases successives sous lesquelles se présentent ordinairement les deux espèces de richesses que possèdent les sociétés. La *richesse évaluée*, dont les premiers pas se règlent sur ceux de la *richesse d'usage*, continue à progresser encore, lorsque cette dernière, souvent, entre en pleine décadence et se précipite vers son déclin.

et de remuer légèrement la terre tout autour, pour voir pousser des tiges nouvelles.

Humboldt assure qu'au pied des montagnes du Mexique deux jours de travail par semaine suffisent à un père de famille pour procurer aux siens leur nourriture.

Eh bien, ces paradis terrestres, où le pain lui-même est cueilli comme un fruit, énervent leurs habitants, presque aussi sûrement que les déserts glacés du pôle engourdissent l'homme.

Athènes, au contraire, est devenue la capitale de la Grèce, non-seulement au point de vue politique et littéraire, mais encore sous le rapport économique, et pourtant l'Attique était l'une des contrées les plus stériles de la terre. Parmi les nations modernes, nulle n'a su acquérir sur un sol aussi restreint tant de richesses que la Hollande; et cependant, presque tout son territoire a été conquis par l'homme sur la mer.

[1] Quelques peuples ont pu conserver pendant longtemps, et même accroître leur *richesse d'usage*, soit par un commerce bien entendu, soit par une industrie perfectionnée, soit encore en opprimant d'autres peuples.

Digitized by Google

§ 2.

La *richesse d'usage* d'une nation n'est pas d'autant p'us grande que les prix des marchandises y sont de moins en moins élevés. Quant à la *richesse évaluée*, cette dernière progresse avec le prix des subsistances, et s'affaiblit avec l'élévation du prix des marchandises manufacturées.

J. B. Say affirmait qu'une nation était d'autant plus riche que les choses y étaient à plus bas prix; toutefois, il considérait la démonstration de ce prétendu principe, comme l'une des plus grandes difficultés de l'économie politique.

Voici en quels termes il a formulé son enseignement :

« Comment se peut-il que la valeur des choses « soit la mesure de la quantité de richesses qui « est en elles, et en même temps que *la richesse « d'une nation soit d'autant plus grande que les pro- « duits y ont moins de valeur?* Pour résoudre cette « difficulté, *l'une des plus grandes de l'économie « politique*, il faut se pénétrer de cette vérité que « toute valeur est relative ; que la valeur d'une « chose ne peut baisser sans relever la valeur des « choses avec laquelle on l'achète. Or, avec quoi

Digitized by Google

« achetons-nous les produits qui satisfont nos be-
« soins et nos goûts? Avec nos fonds productifs
« ou, si l'on veut, avec les profits qui en émanent
« et qui composent nos revenus. *Par conséquent,*
« *moins est grande la valeur des produits, et plus est*
« *grande la valeur de nos fonds et de nos revenus.*
« Or c'est là ce qui constitue la richesse des par-
« ticuliers et des nations, ce qui leur procure de
« quoi consommer davantage et satisfaire un
« plus grand nombre de besoins. »

Cette discussion, sur laquelle l'illustre auteur commence par appeler modestement l'indulgence, en disant qu'il s'agit d'une des *plus grandes difficultés l'économie politique*, nous paraît très-peu concluante.

Est-ce que *moins est grande la valeur des produits, plus est grande la valeur de nos fonds et de nos revenus?*

Sans doute il en serait ainsi, si nos revenus, nos capitaux, nos fonds industriels et autres, étaient indépendants des produits. Mais ce sont les produits et leur prix qui déterminent, et la valeur de nos revenus et celle de nos capitaux de toute espèce.

Deux économistes d'un grand mérite, M. Ambroise Clément et Joseph Garnier, peu satisfaits de la démonstration de l'illustre publiciste ont essayé d'éclaircir ce sujet.

Digitized by Google

Laissons parler d'abord M. Ambroise Clément :

« J. B. Say considérait comme l'une des principales difficultés de l'économie politique la solution de cette question : « La richesse d'un pays « étant composée de la valeur des choses possé- « dées, comment se peut-il qu'une nation soit « d'autant plus riche que les choses y sont à plus « bas prix ? »

« La question, ce nous semble, n'est pas posée ici dans ses véritables termes, car il serait difficile d'établir que les pays où les produits sont au plus bas prix sont toujours les plus riches. Dans plusieurs contrées, telles, par exemple, que la Pologne, ou certaines provinces de la Russie, de l'Amérique, de l'Indoustan, les principaux produits (les céréales, la viande, le bois, la laine, le cuir, etc.) sont à des prix relativemcnt plus bas que partout ailleurs, et cependant ces contrées sont loin de pouvoir être rangées parmi les plus riches. Il nous paraît évident que le problème qu'a voulu proposer l'illustre économiste français est celui-ci : — La richesse étant composée de la valeur des choses possédées, comment se peut-il qu'une nation s'enrichisse à mesure qu'elle parvient à abaisser la valeur de ses produits par la réduction des frais de production ? — J. B. Say répond que les fonds productifs de cette nation ont alors plus de valeur, attendu que les ser-

Digitized by Google

vices qu'ils fournissent s'échangent contre une plus grande quantité d'objets valables de toute espèce; mais cette solution n'est pas complète; car elle n'explique point comment la richesse produite (et non pas la puissance de produire) est plus grande dans le pays où les progrès de l'industrie ont le plus réduit les frais de production et la valeur des diverses espèces de produits. »

« Pour résoudre complétement cette question, il faut se rappeler que la valeur est une qualité essentiellement relative. Il en résulte que la baisse de la valeur amenée par les progrès industriels, dans l'unité d'une classe de produits, ne diminue pas la valeur de la classe entière, parce qu'elle est tout au moins compensée par l'augmentation de la quantité produite, tandis qu'elle augmente proportionnellement la valeur de tous les autres produits relativement à celui où elle s'est manifestée, puisqu'elle leur permet de s'échanger contre une quantité plus considérable de ce dernier. »

Sur quoi M. J. Garnier fait les observations suivantes :

« M. A. Clément est de ceux qui ne croient pas devoir comprendre dans la Richesse que la Valeur. Si, au lieu de restreindre le sens de Richesse à la réunion des valeurs ou richesses produites, on y comprend celle des richesses naturelles, la solu-

Digitized by Google

tion du problème posé par J. B. Say, et que M. Clément a quelque peine à élucider, ne présente plus de difficulté. Il devient évident qu'une nation s'enrichit (acquiert de quoi satisfaire ses besoins) au fur et à mesure que ses richesses naturelles s'accroissent, cet accroissement dût-il produire la diminution des valeurs. Le comble de l'abondance, du bien-être des hommes, serait que tous les hommes eussent de tout à discrétion, et que chacun pût se vêtir, se loger, etc., aussi facilement qu'il respire. Alors tous les objets nécessaires ou agréables à l'homme seraient gratuits, et la Valeur aurait disparu. En parlant comme M. Clément (et les économistes qui prennent le mot Richesse dans le même sens restreint que lui, de Valeur), on serait arrivé à l'anéantissement de la Richesse. En parlant comme nous (et les économistes qui résument dans le mot Richesse l'Utilité plus la Valeur), on serait arrivé au comble de la Richesse. Mais au fond on aurait atteint le même but, — l'abondance, le bien-être, — et il n'y aurait plus ni valeur, ni prix, ni riches, ni pauvres. »

« En résumé, pour tous les économistes, une société, un pays, une nation, sont d'autant plus riches qu'ils ont plus de satisfactions pour moins d'efforts, plus d'Utilité pour moins de Valeur, c'est-à-dire que les choses qui sont nécessaires ou

Digitized by Google

agréables à ses membres sont à plus bas prix. »

Malgré les clartés projetées sur le prétendu principe de J. B. Say par deux très-habiles commentateurs, il nous paraît qu'il reste encore quelque obscurité à faire disparaître.

Au moyen de la décomposition de la richesse d'un pays, en *richesse évaluée* et en *richesse d'usage*, la vérité vraie va ressortir avec un éclat des plus vifs.

Occupons-nous d'abord de la *richesse évaluée*.

Son équation :

$$PR = dMm(I-N) + d'M'm'(I-N') + \text{etc.} + Mm + M'm' + \text{etc.} + A - C$$

va nous démontrer que, par rapport à ce genre de richesse, le principe de J. B. Say ne peut se soutenir.

En effet, si m représente le prix de l'hectolitre de froment, m' le prix du mètre de la toile de coton, $Mm(I-N)$, $M'm'(I-N')$, seront les revenus nets que donnent et la culture des céréales et cette fabrication industrielle.

Or, que se passe-t-il dans la production du grain? Le revenu net est une certaine portion (I—N) du produit brut; c'est la moitié environ dans la culture ordinaire, le quart ou le cinquième dans la culture *intensive*. Mais dans les deux cas, plus le

Digitized by Google

prix de l'hectolitre de froment, en temps normal, sera élevé, plus le revenu net sera considérable[1].

Ainsi pour les subsistances, car le raisonnement que l'on vient de faire pour le grain s'appliquerait en général aux autres matières nutritives, la *richesse évaluée* sera d'autant plus grande que les prix de l'unité des substances alimentaires prendront plus d'élévation.

Le même raisonnement ne peut être fait pour le terme $M'm'(I—N')$ exprimant le revenu net provenant des toiles de coton.

Ce revenu net n'est pas d'autant plus élevé que le mètre de tissus est plus cher; c'est l'inverse qui a lieu.

Généralement, les bénéfices de l'industriel progressent avec la quantité des fabrications, et les fabrications se multiplient, aussitôt que le prix de l'unité des marchandises confectionnées s'abaisse.

Cette distinction est des plus importantes. Elle résulte de l'examen qui est à faire de chaque nature de marchandises.

Remarquons-le, la consommation des subsistances est à peu près fixe relativement au même individu ; car il ne peut guère employer chaque année moyennement pour son usage, qu'un

[1] Tout le monde sait que le prix d'amodiation des domaines s'accroît avec le prix des céréales et celui des bestiaux.

Digitized by Google

nombre déterminé d'hectolitres de froment et de kilogrammes de viande.

Aussi, les prix venant à baisser, le consommateur n'achètera pas une plus grande quantité de ces marchandises; l'agriculteur ne sera donc pas sollicité à accroître ses productions, car plus il les multiplierait, plus il tendrait à les avilir.

Quant aux articles manufacturés, c'est bien différent.

Une personne peut, pendant le même temps, user d'une quantité très-variable de ces articles, et surtout quand il s'agit de mètres de tissus. Or, comme les débouchés sont d'autant plus nombreux que les prix sont moins élevés, la fabrication de cette sorte de marchandises grandit au fur et à mesure de leur dépréciation monétaire, et sans que cependant elles soient avilies dans leur prix, parce que le plus grand usage qui s'en fait maintient leur valeur à un taux rémunérateur.

Nous ajouterons que plus on confectionne d'objets manufacturés de la même espèce, plus les frais généraux diminuent; et que ces mêmes frais ne diminuent guère lorsque la production des denrées nutritives augmente.

Ces diverses raisons expliquent comment il se fait, en général, que les bénéfices des industriels, bien loin de s'accroître avec le prix de l'unité de la marchandise, ainsi qu'il en est pour

Digitized by Google

le grain, sont au contraire d'autant plus grands que les prix baissent davantage.

La *richesse évaluée* d'une nation sera donc d'autant plus importante que les subsistances y seront normalement plus chères et que les articles manufacturés pourront y être payés à meilleur marché (toutes autres choses étant égales d'ailleurs).

Aussi voyons-nous l'Angleterre, la France, la Hollande, la Belgique, où les aliments sont coûteux et les produits de fabrique à bas prix, avoir une *richesse évaluée* très-supérieure à celle de la Pologne, du Maroc, de la Russie, où les subsistances sont à bon marché et les objets manufacturés très-chers.

Il n'est donc pas vrai de dire que la *richesse évaluée* d'un pays est d'autant plus grande que toutes les marchandises y coûtent moins. Et le principe posé par Say manque de justesse, lorsqu'il s'applique à la *richesse évaluée*.

Considérons maintenant la *richesse d'usage*, et examinons si une nation en sera d'autant mieux pourvue que les prix des marchandises seront moins élevés.

L'équation de la richesse d'usage est :

$$U = \frac{Mm + M'm' + \text{etc.}}{P\,(am + a'm' + \text{etc.} + l)}.$$

Digitized by Google

En appelant r, r', etc., les fractions $\frac{M}{P}, \frac{M'}{P}$; ($r, r'$, etc., désignant les quantités de marchandises de toute sorte, fabriquées dans le pays, ou échangées avec le dehors, qui reviennent, en moyenne et annuellement, à chaque individu), nous aurons

$$U = \frac{rm + r'm' + \text{etc.}}{am + a'm' + \text{etc.} + l}$$

Sans doute, à mesure que les prix m, m', etc., des marchandises diminuent, c'est en général l'indice que les quantités de ces marchandises, dont chacun peut user, sont de plus en plus fortes, et que r, r', etc., augmentent ainsi que la *richesse d'usage*. Mais cet indice n'est pas infaillible, r, r', etc., et avec eux la *richesse d'usage* peut fort bien diminuer, lorsque m, m', etc. (les prix) s'avilissent.

Pour le démontrer, supposons qu'une nation, principalement agricole, engagée dans les voies du système protecteur, puisse vendre le froment à raison de 15 fr. l'hectolitre, et le fer à raison de 0,60 cent. le kilogramme. Si le libre échange vient à se substituer à ce système, et faire baisser le fer à 0,50 cent. le kilogramme, et le grain à 10 fr. l'hectolitre, cette nation, qui dans le premier cas se procurait 25 kilogrammes de fer avec

Digitized by Google

un hectolitre du froment qu'elle produit spécialement, ne pourra plus, en étant soumise au régime du *free trade*, échanger un hectolitre de froment que contre vingt kilogrammes de fer[1]. D'où il résulte que sa *richesse d'usage* diminuera avec l'avilissement des prix, puisque le froment baissant de prix, il n'en sera pas produit une plus grande quantité.

Certes, le fait que nous venons de citer n'est pas commun, mais encore il s'oppose à ce qu'on puisse dire d'une manière absolue que la *richesse d'usage* d'un peuple s'augmente, lorsque les prix de toutes les marchandises s'abaissent. Du reste, la forme de l'équation ci-dessus le prouve, car dans des limites assez étendues, cette équation est indépendante de la valeur des facteurs (prix) m, m', etc.[2].

Nous ajouterons qu'aux moments de crise occasionnée, soit par des encombrements de marchandises, soit par des révolutions, les prix diminuent,

[1] Cette circonstance peut très-bien se produire, lorsqu'une nation doit envoyer son grain au loin, afin de lui trouver un débouché, tandis qu'on lui vend des articles ayant une valeur numéraire bien supérieure à ce grain, relativement au poids et à l'encombrement.

[2] Cette observation présente une nouvelle différence entre la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée;* car la première richesse peut être indépendante de la hausse ou de la baisse des prix, tandis que la seconde en dépend essentiellement. On voit au surplus,

Digitized by Google

et que cependant la *richesse d'usage* est bien loin d'avoir une tendance à s'accroître.—N'avons-nous pas vu, en 1848, le prix de toutes choses s'avilir, et néanmoins la *richesse d'usage* être moindre que dans les dix années précédentes, où ces mêmes choses se maintenaient à un taux plus élevé?

Il est à noter que la *richesse d'usage* d'un peuple s'augmente toujours, lorsque le prix des articles importés qui lui sont essentiels et qu'il ne peut fabriquer que très-chèrement, diminue. Mais, si ces articles sont susceptibles d'être confectionnés par les regnicoles, même à un taux un peu supérieur à celui de l'étranger, pourvu que de leur fabrication résulte un débouché considérable, n'exigeant que peu de frais de transports pour les autres marchandises indigènes, il est très-possible que, malgré cette supériorité de prix, la *richesse d'usage* de ce peuple devienne plus grande.

La remarque que nous venons de faire est des plus importantes, et nous y reviendrons bien des fois. — Les partisans du libre échange s'imaginent que la richesse d'un peuple s'accroît toujours, lorsque ce même peuple peut acquérir les marchandises d'importation avec moins de numéraire que celles qu'il fabrique lui-même. Ce meil-

par la forme de l'équation, que l'on ne peut juger de la *richesse d'usage* des nations par le bas prix des marchandises (comme le prétendait J. B. Say).

Digitized by Google

leur marché bien des fois n'est qu'une illusion. Il s'agit uniquement de savoir, quant à la *richesse d'usage*, si avec les denrées qu'un pays produit naturellement, en abondance, et sans grands efforts, soit grains, soit vins, soit chanvres, etc., il peut se procurer, par l'échange direct ou indirect de ces denrées, une plus forte quantité d'articles importés, qu'il ne le pourrait en fabriquant ces articles, sous le régime de la protection; ce qui diffère singulièrement de l'acquisition de ces mêmes articles au meilleur marché monétaire.

L'assertion de J. B. Say étant reconnue inexacte quand on l'applique soit à la *richesse évaluée*, soit à la *richesse d'usage*, voici des vérités que l'on ne peut contester.

1° Dans un pays, la baisse du prix des objets de consommation résultant en général de ce que ces objets deviennent de plus en plus abondants, cette baisse est une annonce, un indice que la *richesse d'usage* s'augmente; toutefois cet indice est loin d'être infaillible.

2° On ne peut juger même approximativement de la *richesse d'usage* de divers peuples par le prix des marchandises qu'ils consomment.

3° La *richesse évaluée* d'un pays est d'autant plus grande que les prix des subsistances y sont normalement plus élevés, et que les objets manufacturés s'y vendent à un prix moindre.

Digitized by Google

§ 3.

La puissance d'une nation peut être mesurée, jusqu'à un certain point, par sa *richesse évaluée*.

L'expression de la *richesse évaluée* dans sa forme générale

$$PR = dMm\,(I - N) + Mm + A - C$$

est l'évaluation en numéraire de toutes les marchandises que possède un peuple, déduction faite de ce que réclame sa consommation pendant l'année.

Cette expression ne représente pas exactement a somme en espèces dont il peut disposer à un moment donné; car, si toutes les marchandises qui lui appartiennent étaient mises en vente à la fois, elles subiraient une très-forte dépréciation.

Mais l'expression de PR est proportionnelle, chez tous les peuples, à la quantité de numéraire qu'ils peuvent réaliser, en écoulant leurs marchandises dans un même temps. Elle est donc proportionnelle au numéraire disponible, et par conséquent elle peut en servir de mesure.

Digitized by Google

Or n'avons-nous pas vu, dans le chapitre précédent, que la force et l'influence d'une population, à notre époque, étaient en général d'autant plus notables que cette population pouvait réaliser plus de numéraire?

La valeur de PR est donc aussi la mesure de cette force, de cette influence.

Quelques auteurs pensent que les moyens d'action d'un peuple peuvent être déterminés par la valeur de son produit brut. J. B. Say, qui paraît partager cette opinion, est allé même jusqu'à dire qu'il était indifférent pour une nation que son capital terre eût ou n'eût pas une grande valeur monétaire. D'autres publicistes ont avancé que les moyens d'action d'un peuple sont proportionnels à son produit net.

Toutes ces appréciations, d'après ce qui vient d'être démontré, manquent donc d'exactitude; mais, afin de ne laisser aucun doute à cet égard, nous présenterons encore quelques observations.

Voici un tableau relevé sur les statistiques les plus récentes [1], dans lequel on a mis en regard, pour divers pays agricoles et manufacturiers, la valeur du produit brut, l'impôt, et le rapport entre l'impôt et la valeur du produit brut.

[1] Les nombres qui figurent dans ce tableau sont extraits de la statistique de la Russie par Tegoborsky, des Charges de l'Agriculture par Maurice Block, de l'Annuaire de Guillaumin, etc.

Digitized by Google

TABLEAU DONNANT LA VALEUR DU PRODUIT BRUT,
L'IMPÔT, ET LE RAPPORT ENTRE L'IMPÔT ET LA VALEUR DU PRODUIT BRUT
POUR

PAYS AGRICOLES.	Valeur du produit brut.	Impôt.	Rapport entre l'impôt et la valeur du produit brut.
La Russie.	9,000,000,000f	1,100,000,000f	$\frac{1}{8}$
La Prusse.	4,000,000,000f	400,000,000f	$\frac{1}{10}$
Les États-Unis. . . .	6,000,000,000f	450,000,000f	$\frac{1}{13}$
L'Espagne.	4,300,000,000f	444,000,000f	$\frac{1}{10}$
La Saxe.	2,012,000,000f	21,000,000f	$\frac{1}{10}$
Le Danemark.	400,000,000f	48,600,000f	$\frac{1}{9}$
La Suède et la Norvége.	347,000,000f	37,000,000f	$\frac{1}{9}$
L'Autriche.	5,800,000,000f	500,000,000f	$\frac{1}{11}$
PAYS MANUFACTURIERS.			
L'Angleterre.	16,000,000,000f	2,200,000,000f	$\frac{1}{7}$
La France.	12,000,000,000f	2,000,000,000f	$\frac{1}{6}$
La Belgique.	1,000,000,000f	141,000,000f	$\frac{1}{7}$

D'après ce tableau les nations agricoles payent en impôts environ le dixième de la valeur de leur produit brut, tandis que le rapport entre l'impôt et le prix du produit brut, chez les nations manufacturières, est à peu près de un sixième à un septième. Ce résultat serait une véritable anomalie, si les ressources d'une nation, qui en général se témoignent par l'impôt, étaient pro-

Digitized by Google

portionnelles à la valeur du produit brut; mais, si c'est en majeure partie d'après l'expression de la *richesse évaluée* que se règle l'impôt[1], cette anomalie disparaît complétement.

En effet, les capitaux ne sont-ils pas beaucoup moins abondants, relativement au prix du produit brut, dans les pays agricoles que dans les pays manufacturiers[2]?

Si cela est vrai, ces derniers pays, tout naturellement, peuvent être frappés, relativement à leur produit brut, de taxes plus élevées.

Les rapports entre l'impôt et la valeur du produit brut indiqués par le tableau deviennent ainsi, à égalité de population, un indice de la force des peuples.

[1] La *richesse évaluée* est assez bien la mesure des emprunts que peuvent faire les nations, mais les impôts qu'elles sont susceptibles de payer ne sont proportionnels à cette *richesse évaluée* qu'autant que toutes choses sont égales d'ailleurs.

Ainsi :

1° Les intérêts des capitaux doivent être à peu près les mêmes. Car une nation où les capitaux rapportent six pour cent, à égalité de *richesse évaluée*, sera susceptible d'être frappée de plus d'impôts qu'une autre où les capitaux ne rapporteront que trois pour cent.

2° Les biens doivent se trouver dans des conditions analogues. En effet, s'il arrivait qu'une partie du territoire fût possédée par une nation comme propriété commune, cette nation pourrait alors payer plus d'impôts qu'une autre, à parité de *richesse évaluée*, etc.

[2] La Russie donne naissance chaque année à neuf milliards de produits bruts, l'Angleterre à seize milliards. Est-ce que l'Angleterre ne possède pas un capital plus que double de celui de la Russie?

Digitized by Google

Cependant en Russie et aux États-Unis, pays agricoles, ces mêmes rapports s'écartent très-sensiblement du chiffre habituel que nous avons signalé; car chez la première de ces puissances, ce rapport est de un huitième, et il est de un treizième pour la seconde.

L'explication de cette divergence est très-facile. En Russie, d'après Tegoborski, sur les 40 millions de paysans serfs qui s'y trouvent, 20 millions travaillent pour la couronne. Par conséquent tous les produits nets qui résultent de leurs travaux vont au fisc à titre d'impôts. Le rendement de l'impôt, en Russie, est donc susceptible d'atteindre un chiffre plus élevé que dans les autres pays, où la majeure partie des propriétés appartient aux particuliers.

Quant aux États-Unis, les nombres fournis par les statistiques ne donnent que le montant des impôts qui s'appliquent aux frais généraux. Dans ce pays où chaque localité est livrée à son initiative pour se régir elle-même, on paye environ 150 millions, en surplus des impôts indiqués par le tableau, pour les administrations spéciales à chaque district. Cette somme, en s'ajoutant aux 450 millions portés ci-dessus, élève l'impôt à environ 600 millions. Et ainsi il équivaut au dixième de la valeur du produit brut.

Il est à regretter que, faute de relevés statis-

Digitized by Google

tiques, il soit impossible d'établir, d'après l'expérience, que les ressources de chaque pays ne sont pas proportionnelles à la valeur du produit net.

Nous dirons cependant que ces ressources, dans leur proportionnalité, se rapprochent plus de la valeur du produit net que de celle du produit brut. Car le terme *dMm* (I — N) de la *richesse évaluée*, se rapportant au produit net, a bien plus d'action sur la valeur totale de cette *richesse évaluée* que tous les autres termes dont son expression algébrique se compose.

Objectera-t-on que l'impôt résulte d'un certain sacrifice fait par chacun sur ses dépenses personnelles (sacrifice qui se montera, par exemple, au dixième de la consommation ordinaire), et que, la valeur du produit brut fixant le prix des consommations annuelles dont une nation peut user sans décliner, plus ce produit sera élevé, plus l'impôt devra s'accroître. D'où cette conséquence : la valeur du produit brut est l'expression exacte des ressources d'une nation, puisqu'il est en rapport avec l'impôt.

Cette allégation ne peut se soutenir. D'abord la position financière d'un État est représentée avec bien plus d'exactitude par la faculté plus ou moins grande qu'il a de contracter des emprunts, que par l'impôt qui est payé annuellement. Ensuite, pour compléter notre réfutation

Digitized by Google

nous dirons que le produit brut se fractionne en deux parties, l'une composant le produit net, et l'autre représentant l'acquisition de la matière première et les frais de main-d'œuvre nécessaires pour confectionner ce produit brut. Or la première partie est la seule qui soit constamment imposable; car, si vous faites peser des taxes sur la seconde, elles accroîtront ou le prix de la matière première, ou celui de la main-d'œuvre, et généralement alors elles diminueront la valeur du produit net. C'est donc sur le produit net que l'impôt sera prélevé. Et, si cet effet ne se fait pas sentir immédiatement, il ne tardera guère à se manifester.

Nous ferons observer encore, que si l'on impose directement la main-d'œuvre et que son prix reste accidentellement stationnaire, les classes ouvrières ne pourront, dans leur état de souffrance, fabriquer la même quantité de marchandises qu'auparavant [1].

Ainsi le plus souvent, dans cette dernière circonstance, le produit brut diminuera, et on fera décroître la quantité des marchandises sur la valeur desquelles l'impôt serait frappé.

Il est incontestable, cependant, qu'en taxant le salaire des ouvriers, cette mesure pourra momen-

[1] Tous les industriels savent que, pour donner une grande extension à la production, il faut élever les salaires.

Digitized by Google

tanément accroître l'impôt; mais la durée de cet accroissement est trop éphémère pour qu'on puisse en tenir compte dans l'état normal d'une société.

Certes, plus le prix du produit brut s'élèvera, si le rapport entre les frais d'exploitation et la valeur du produit brut reste le même, plus l'impôt pourra être considérable. Mais si les prix successifs du produit brut haussent en progression arithmétique, tandis que les frais d'exploitation s'augmentent en proportion géométrique, les ressources financières d'une nation diminueront.

Nous ferons valoir cependant une considération qui montre que, dans certains cas, la valeur du produit brut n'est pas toujours indifférente pour témoigner des facultés pécuniaires d'une nation.

Supposons qu'un pays, au lieu de consommer son produit brut tout entier, effectue chaque année sur ce produit brut de fortes réserves; il est certain que ces réserves seront éminemment susceptibles de taxes, et pourront accroître les contributions publiques. Mais la formule de la *richesse évaluée* au moyen des deux termes M*m* — C, l'un désignant le prix du produit brut annuel, l'autre le prix de la consommation pendant le même temps, tient parfaitement compte de cette action, que peut alors exercer le fisc sur les contribuables.

Si la puissance d'une nation ou autrement les

Digitized by Google

emprunts qu'elle peut contracter, et en partie aussi les impôts qu'elle est en état de payer, s'accroissent avec sa *richesse évaluée* et sont mesurés par l'expression de cette richesse; ces impôts, ces emprunts, sont bien loin d'être liés à la *richesse d'usage* de manière à suivre toujours le mouvement de cette dernière richesse, soit qu'elle s'élève, soit qu'elle s'abaisse.

L'examen des relations qui existent entre la *richesse d'usage* d'une nation et les impôts dont cette nation peut être frappée va nous conduire à des résultats très-importants.

Considérons d'abord une nation *principalement agricole.*

La *richesse d'usage*

$$U = \frac{Mm + M'm' + \text{etc.}}{P\,(am + a'm' + \text{etc.} + l)}$$

s'accroissant avec la diminution des prix des marchandises; et la *richesse évaluée*

$$PR = dMm\,(I - N) + d'M'm'\,(I - N') + \text{etc.} + Mm + M'm' + \text{etc.} + A - C$$

décroissant, au contraire, comme ces mêmes prix [1],

[1] Rappelons-nous que, si M correspond aux subsistances, dans la *richesse évaluée*, plus les prix diminueront, plus dMm (I—N) s'amoindrira. Il est vrai que, M' correspondant aux marchandises ma-

Digitized by Google

les sacrifices que pourra faire une nation agricole en impôts[1] seront d'autant moins considérables que la *richesse d'usage* sera plus grande. Donc, l'accroissement de la *richesse d'usage* d'une nation purement agricole est contraire à l'extension de sa puissance.

S'il s'agit d'un peuple manufacturier, peuple qui consomme beaucoup plus que les subsistances fournies par son territoire, la *richesse d'usage*, qui lui est propre, s'accroîtra lorsque les prix de toutes les marchandises viendront à baisser. Mais sa *richesse évaluée* ou sa puissance, dans le cas où P le nombre des habitants n'aurait pas varié, au lieu de diminuer, prendra alors une marche ascendante.

En effet m, prix des subsistances, ne peut décroître que très-peu, puisqu'il est réglé par le cours des marchés extérieurs. Le terme dMm (I—N) dans l'équation de la *richesse évaluée*,

$$PR = dMm\,(I - N) + d'M'm'\,(I - N') + \text{etc.} + Mm' + M'm' + \text{etc.} + A - C$$

nufacturées, plus le prix de ces marchandises s'avilira, plus aussi le produit $d'M'm'$ (I—N') deviendra grand. Mais nous avons supposé qu'il s'agissait d'une nation *essentiellement agricole*, en sorte que nous pouvons négliger ce dernier terme.

[1] Nous supposons que les impôts que peut subir une nation s'accroissent et décroissent avec sa *richesse évaluée* : ce qui n'est pas contestable.

Digitized by Google

ne subira donc que peu de variations; tandis que, le prix m' des marchandises manufacturées s'abaissant, le terme $d'M'm'$ (I — N') grandira à mesure que les prix diminueront. La *richesse évaluée* s'accroîtra donc avec la *richesse d'usage*, bien entendu si la population reste constante.

Comme la *richesse évaluée* diminuerait avec la *richesse d'usage*, si celle-ci venait à décroître; nous pouvons conclure de ces divers raisonnements que les pays industriels, en accroissant leur *richesse d'usage* dans le cas où la population est stationnaire, augmentent leur force, leur influence politique, et qu'au contraire les pays agricoles, en accroissant leur *richesse d'usage*, perdent de cette même force, de cette même influence.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE IV

DE L'ÉCHANGE

---

§ 1er.

Généralités sur l'échange.

Par leurs importants travaux, nos économistes les plus éminents ont élevé, depuis un siècle, un monument plein de grandeur, qui mérite l'admiration publique. Toutefois certaines parties en sont mal conçues et ne se lient pas avec l'ensemble.

Sans doute, vu sous certains aspects, ce monument paraît complet, et fait un honneur extrême à ceux qui l'ont édifié; mais examiné sous d'autres faces, ses défectuosités deviennent évidentes, et J. B. Say, l'un des plus illustres parmi ceux qui en

Digitized by Google

ont dirigé la construction, l'a reconnu plusieurs fois.

Nous avons déjà entrepris de reconstituer à nouveau ces portions défectueuses qui nous paraissaient indignes de la totalité.

Notre tâche n'est point finie.

Parmi les matières qu'embrasse l'économie politique, l'échange est une de celles qui ont été le moins approfondies.

Cependant, suivant Bastiat, « l'échange, c'est « l'économie politique; c'est la société tout en- « tière : car il est impossible, *dit-il*, de concevoir « la société sans l'échange, et l'échange sans la « société. »

En s'exprimant ainsi, avec sa faconde méridionale, Bastiat est tombé dans l'exagération [1]. Évidemment, l'échange n'est pas toute l'économie politique, encore moins toute la société. Mais il est bien réellement un des principaux objets que la science ait à étudier, l'une de ses bases, ou pour

[1] On lit dans l'*Économie politique* de J. B. Say le passage suivant :

« On a cru faussement que les échanges étaient le fondement « essentiel de la production des richesses. Ils n'y figurent qu'acces- « soirement; tellement que, si chaque famille (comme on en a des « exemples dans quelques établissements de l'Ouest, aux États- « Unis) produisait la totalité des objets de sa consommation, la so- « ciété pourrait marcher ainsi, quoiqu'il ne s'y fît aucune espèce « d'échanges. »

Digitized by Google

mieux dire, l'un des principaux rouages du mécanisme social.

Aussi désirons-nous fixer particulièrement l'attention du lecteur sur l'échange; car cette partie essentielle de l'économique nous paraît appelée à un remaniement radical, attendu qu'elle n'a été traitée jusqu'ici que d'après des principes erronés et des données trop souvent inexactes.

Les publicistes les plus accrédités soutiennent que, pour accroître la richesse des peuples et la bien répartir, il faut laisser toute liberté au travail, et charger la concurrence seule de régler les prix dans les transactions.

« Produisez, disent-ils, produisez sans cesse, et « vous serez riches, parce que l'échange vous don- « nera tout ce que vous désirerez. »

D'après eux, les résultats de l'échange librement effectué sont toujours également favorables aux deux parties contractantes. Voici comment J. B. Say, le profond économiste auquel on doit la découverte de ce principe irréfutable que : *les produits s'échangent contre les produits*, mais qui n'en a pas toujours déduit des conclusions très-rigoureuses, expose ses idées sur cette matière :

« Deux valeurs égales se valent l'une l'autre, « quoiqu'elles proviennent de deux industries dif- « férentes. Et quand la Pologne échange sa prin- « cipale production, qui est du blé, contre la prin-

Digitized by Google

« cipale production de la Hollande, qui se com-
« pose des marchandises des deux Indes, ce n'est
« pas plus la Pologne qui salarie la Hollande, que
« ce n'est la Hollande qui salarie la Pologne. »

Si ce raisonnement était fondé, si ces deux pays ont toujours échangé valeur égale pour valeur égale, pourquoi la Pologne reste-t-elle constamment pauvre, tandis que la Hollande s'enrichit chaque jour?

Ce phénomène[1] économique est donc rebelle au système du célèbre auteur; système contre lequel nous venons protester.

En nous appuyant sur les distinctions que nous avons faites entre la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage*, et sur quelques autres considérations nouvelles, nous espérons démontrer, contrairement à l'opinion ci-dessus relatée, que la liberté, loin de favoriser également deux nations contractant un échange, quelquefois par une action analogue à celle du monopole, maltraite l'une, et en même temps avantage l'autre.

[1] Condillac avait prévu une partie de la vérité, en disant que « si « l'on échangeait toujours valeur véritablement égale pour valeur « véritablement égale, il n'y aurait point de gain à faire pour les « contractants. »

Cependant il s'égare lorsqu'il prétend « que toutes les marchan- « dises valent moins pour celui qui les vend que pour celui qui les « achète, et qu'elles augmentent de valeur par cela seul qu'elles « passent d'une main dans une autre. » (Voyez annexe, n° 3)

Digitized by Google

Assurément, deux personnes qui ont trafiqué ensemble, lorsque la fraude n'a pas présidé à la transaction, ont presque toujours fait une opération utile à chacune d'elles. Les gains seront différents, leur nature se diversifiera : l'un des contractants se nantira par exemple de 1,000 fr., tandis que l'autre n'aura acquis, par l'échange, que la subsistance d'un jour, peut-être même que la satisfaction d'un moment. Néanmoins, les deux parties, agissant avec loyauté, ont dû généralement[1] trouver du profit dans cet acte, autrement l'échange n'aurait pas eu lieu. Ou bien il faudrait supposer que l'un des contractants ne fait pas usage de son intelligence, et, dans le cours de nos déductions, nous considérons toujours l'homme comme un être raisonnable.

Bien qu'un marché soit en général avantageux aux deux individus qui l'ont passé, il peut arriver cependant, que le rapport entre leurs *richesses évaluées* se soit modifié précisément à cause de ce marché. S'ils appartiennent au même pays, comme aucune richesse n'en est soustraite en raison de

[1] Nous disons *généralement;* car il n'en est pas toujours absolument ainsi.

Pline et Valère Maxime rapportent que, pendant le siége de Casilinum par Annibal, la disette des subsistances devint si grande, qu'un rat se vendit deux cents deniers. Le vendeur, ajoutent-ils, fit le marché le moins avantageux ; car il mourut de faim, tandis que le rat fut pour l'acquéreur un moyen de sauver sa vie.

Digitized by Google

cet acte, attendu que ce que perd l'un, s'il y a eu perte, l'autre le gagne, aucun motif plausible, dans cet état de choses où des satisfactions ont été acquises par les deux contractants, ne s'oppose à la réalisation d'un échange quel qu'il soit.

Il en est autrement lorsque ces individus font partie de deux nations; du troc qu'ils font, il peut découler de funestes conséquences.

En effet, supposons qu'un échange librement stipulé fasse gagner cent mille francs à l'un et mille francs à l'autre. Quelles que soient les douceurs de toutes natures qu'aient recueillies de cet échange les deux contractants, n'est-il pas vrai que le rapport entre les *richesses évaluées* des pays auxquels ils appartiennent a varié, et que, si l'on continue longtemps des transactions pareilles, elles peuvent aboutir à compromettre l'indépendance du pays dont les bénéfices, évalués en espèces, sont les moins considérables?

La plupart des économistes n'ont observé ni ces inégalités dans les profits pécuniaires qui procédaient de l'échange fait suivant les prix courants, ni l'influence que ces inégalités exerçaient sur la richesse relative des peuples.

L'étude des inégalités dans les résultats de l'échange nous révélera le mystère des sources de l'opulence de certains peuples, et nous fera comprendre comment ils ont pu accaparer, sans

Digitized by Google

apparence spoliatrice, les richesses de la création.

Les résultats de l'échange peuvent encore s'apprécier d'une autre manière qu'en espèces; ainsi, en considérant le nombre des journées de travail qui ont été employées, dans chacune des nations contractantes, à fabriquer l'objet échangé, lorsque l'on a égalisé les autres frais de fabrication.

En suivant cette nouvelle voie, nous montrerons que certains peuples, qui troquent deux objets de prix égal, ou de valeur égalisée par un accord commun, permutent quelquefois, les autres frais de fabrication étant les mêmes, une semaine, un mois et plus d'un travail assidu, contre une seule journée occupée à un travail peut-être moins fatigant, dans un pays plus favorisé.

Cet autre mode d'apprécier les échanges nous sera très-utile, quand il s'agira de juger du changement qu'ils font subir aux *richesses évaluées* de chacune des parties qui traitent ensemble.

D'après les doctrines usuellement enseignées, pour arriver à la fortune il faut produire au meilleur marché possible, en s'aidant de l'épargne et des forces naturelles.

Les études auxquelles nous nous sommes livré nous permettent d'assurer, d'une manière positive, que l'extrême opulence est due bien plus souvent à une saine appréciation des phénomènes économiques, qui fait diriger les facultés de l'homme

Digitized by Google

vers la confection de certains produits, plus favorables que d'autres à la multiplication de la richesse.

Et pourquoi? Parce que ces produits donnent lieu aux échanges les plus lucratifs.

Connaît-on, en Europe, beaucoup de particuliers qui aient dû une grande fortune aux travaux agricoles[1]? A-t-il existé, ou existe-t-il, dans la même partie du monde, des nations qui aient tenu, ou tiennent de ces travaux seuls une grande *richesse évaluée?* On serait embarrassé pour les trouver.

Les exemples, au contraire, se présenteraient en foule, s'il fallait dire quels sont les individus ou les peuples parvenus à un haut degré d'opulence, uniquement avec le commerce ou l'industrie.

Si encore on pouvait taxer les travailleurs agricoles de paresseux, de dissipateurs; mais tout le monde connaît leur ténacité au travail, l'ordre et la sobriété dont ils font preuve journellement.

[1] On a remarqué, dit Sinclair, qu'il est rare qu'un fermier s'enrichisse.

D'après Smith, un jeune homme qui, au lieu de s'adonner au commerce ou à l'industrie, emploierait deux ou trois mille livres sterling à acheter et faire valoir une propriété territoriale, pourrait espérer de mener une vie heureuse et indépendante, mais devrait dire adieu pour jamais à toute espérance de grande fortune.

Digitized by Google

C'est que la production et l'échange des céréales et de la viande procurent bien moins de bénéfices que l'industrie manufacturière ou voiturière. C'est que l'industriel ou le commerçant échangent souvent, toutes choses égales d'ailleurs, une journée de leur travail contre plusieurs journées du labeur de l'homme des champs.

Voyez les Israélites domiciliés à Paris, presque tous adonnés au négoce; leur fortune moyenne est environ dix fois plus considérable que la moyenne des fortunes de tous les Français qui, pour la plupart, ne s'occupent que d'agriculture.

Si l'échange peut ainsi se faire, que l'on troque une marchandise qui a exigé une journée de travail contre un objet ayant nécessité pour sa confection un temps dix fois plus long, en tenant compte des autres frais de fabrication, il s'ensuit que certains individus, et ce sont les agriculteurs, comme nous le verrons plus tard, gagnent *un*, tandis que les industriels et les commerçants gagnent *dix*. Et lorsqu'on vient à dresser le bilan général de la *richesse évaluée* des nations, on trouve que les pays commerçants et industriels ont dix fois plus de richesses que ceux dont les populations se consacrent principalement à la culture de la terre.

Il ne s'agit donc pas seulement de redoubler

Digitized by Google

d'efforts, de compter sur l'épargne, pour bâtir l'édifice de sa fortune, il faut encore méditer l'échange, approfondir les théories qui le concernent, et, quand on le pratique, chercher à s'approprier ce qu'il offre de plus avantageux.

Une difficulté que nous allons signaler a peut-être été cause que jusqu'ici les économistes n'ont pu reconnaître ce que l'échange offre parfois d'inconvénients à l'un des contractants.

Voici cette difficulté : Lorsqu'une marchandise vient à être vendue, ce n'est le plus souvent qu'après une longue étude que l'on peut distinguer, dans le numéraire donné en retour, et la part qui solde l'intérêt du capital[1], et celle qui doit être attribuée aux journées de travail. Si même cette distinction peut être faite dans quelques cas particuliers, en général, elle est impossible.

En effet, s'agit-il de céréales, il ressort de l'étude des faits que, si, dans un pays, elles sont habituellement à un taux minime, le capital terre est toujours à bas prix, la main-d'œuvre pouvant être chère, comme aux États-Unis, ou faiblement rétribuée comme en Russie.

La vente des céréales se fait-elle ordinairement à un prix élevé, on peut être certain que le capi-

[1] Le capital comprend ici non-seulement l'épargne, mais encore les matrices servant à la production ; la terre par exemple.

Digitized by Google

tal terre et la main-d'œuvre ont une valeur en rapport avec celle de ces denrées[1].

Ainsi la cherté habituelle des céréales annonce toujours le haut prix du capital et de la main-d'œuvre; tandis que du bas prix des grains on peut conclure seulement que la valeur du territoire sur lequel ils se récoltent[2] est minime.

Examinons les produits de l'industrie. Dans un pays où leur achat est coûteux, le capital machine, le capital numéraire, le capital intelligence, sont habituellement rares, et par suite à un prix élevé. Tantôt la main-d'œuvre peut y être à bon marché, comme en Russie, et tantôt très-chère, comme dans certaines parties de l'Amérique.

Si, au contraire, les articles industriels sont à bas prix, c'est que les diverses espèces de capitaux dont nous avons parlé ci-dessus sont à profusion et au rabais, tandis que la main-d'œuvre est rémunérée largement.

Quant aux articles d'art et de goût, pour la création desquels l'intelligence joue un grand rôle, le prix de la main-d'œuvre s'accroît avec celui de la marchandise, et l'intérêt du capital intelligence, qui est représenté par le prix de la

[1] Exemples : la France, l'Angleterre, la Belgique.

[2] En Russie et aux États-Unis le capital terre est à bon marché. Cependant, dans le premier de ces pays, contrairement à ce qui a lieu dans le second, les salaires sont à bas prix.

Digitized by Google

main-d'œuvre, est d'autant plus élevé que ce capital est plus rare. Ne fait-on pas exécuter à Paris, avec bien moins de dépenses qu'en province, des travaux d'art du même fini, parce que le capital intelligence est plus abondant dans cette grande cité que dans les autres parties de la France ?

Le prix de la main-d'œuvre n'est donc pas lié d'une manière uniforme au prix de la marchandise et à celui du capital. Ces prix se suivent, se rapprochent, s'écartent, et aucune formule simple ne détermine les rapports qu'ils ont entre eux.

Une investigation plus complète des divers objets manufacturés, des marchandises produites par la culture, de celles qu'on extrait, soit du sein de la terre, soit du fond des eaux, ne ferait que nous convaincre davantage de ce que nous venons d'avancer.

Il est donc impossible de dire, d'après le prix de la marchandise, qui dépend de l'offre et de la demande, et qui, pour cette raison, est extrêmement variable, combien de journées cette marchandise a exigées pour sa confection, même quand on connaîtrait le taux de ces journées et l'évaluation monétaire de la matière première dans les pays de production. Et, lorsque des échanges s'effectuent, il peut fort bien arriver que deux marchandises du même prix aient nécessité, en

Digitized by Google

égalisant les autres frais de fabrication, l'une dix journées de travail, et l'autre une seule journée, sans qu'il soit possible de s'en apercevoir, et par suite de juger quel est celui des contractants qui bénéficie le plus.

Digitized by Google

§ 2.

Lorsque deux peuples contractent librement un échange, le rapport entre leurs *richesses évaluées* peut être modifié par cet échange.

Pour apprécier exactement l'action exercée par l'échange sur les *richesses évaluées* de deux nations, nous raisonnerons d'abord sur un exemple particulier.

Supposons deux sociétés dans un même pays : l'une composée d'artistes, l'autre d'ouvriers agricoles simplement métayers et non-propriétaires. Les premiers se livrent à l'exécution intelligente en terre glaise (matière sans valeur monétaire) de figurines n'exigeant qu'une journée de travail. Leurs produits sont échangés, pièce à pièce, contre un groupe de denrées agricoles livré par la seconde société. Nous ajouterons que ce groupe est d'une valeur commerciale de 20 francs, et a nécessité vingt journées de travail.

Si l'on admet que toutes les journées des travailleurs de ces deux sociétés soient employées à la fabrication des objets échangés, le prix de chaque journée des artistes ressortira à 20 francs;

Digitized by Google

tandis que le salaire journalier de l'agriculteur ne s'élèvera qu'à 1 franc.

Voyons quel est l'effet de ces échanges successifs sur les *richesses évaluées* de ces deux sociétés.

Pour cela, reprenons l'équation de la *richesse évaluée*.

$$PR = dMm\,(I - N) + Mm + A - C$$ [1]

Si nous appelons J le prix de la journée des agriculteurs, nous aurons

$$Mm = 365.\,J.\,P$$

365 étant le nombre des journées de l'année.

En substituant cette valeur de M*m* dans l'équation, on aura

$$R = d.\,365.\,J.\,(I - N) + 365.\,J. + \frac{A}{P} - \frac{C}{P}$$

Cette équation représente la *richesse évaluée* moyenne de chaque agriculteur.

Pour déterminer la *richesse évaluée* des artistes, nous prendrons les mêmes lettres, et, pour les différencier des précédentes, nous y ajouterons le signe ′ en vedette; toutefois *d* sera supposé le même pour les deux sociétés.

[1] Voir le deuxième chapitre.

Digitized by Google

On aura donc

$$R' = d.\,365.\,J'.\,(I - N') + 365.\,J' + \frac{A'}{P'} - \frac{C'}{P'}$$

ou autrement, en remplaçant J' par 20 J qui lui est égal,

$$R' = d.\,365.\,20.\,J.\,(I - N') + 365.\,20.\,J + \frac{A'}{P'} - \frac{C'}{P'}$$

Comme ces deux sociétés sont composées d'ouvriers, le revenu net est le prix de la journée. Les frais étant nuls, $N = N' = 0$

De plus, la matière première étant sans valeur et le capital matériel étant nul, puisque les agriculteurs ne sont pas propriétaires, il ne reste à considérer que le capital immatériel, la production et la consommation.

Dans le cas où la production serait égale à la consommation pour les artistes comme pour les cultivateurs,

$$365.\,20.\,J = \frac{C'}{P'} \text{ et } 365.\,J = \frac{C}{P}$$

Les deux équations prendraient alors ces deux formes :

$$R = d.\,365.\,J + \frac{A}{P}$$

$$R' = d.\,365.\,20.\,J. + \frac{A'}{P'}$$

Il est donc manifeste que, dans cette hypothèse,

Digitized by Google

la *richesse évaluée* de la société artistique est environ vingt fois plus considérable que celle des agriculteurs [1], c'est-à-dire à peu près en raison inverse du nombre des journées de travail appliquées aux objets échangés.

Si la consommation des individus dans chacune des deux sociétés, au lieu de différer, était la même, et égale à celle des agriculteurs, ce qui est très-supposable, puisque tous habitent le même pays, la *richesse évaluée* des artistes, dans son rapport avec celle des agriculteurs, dépasserait encore la proportion que nous venons d'indiquer.

Considérons maintenant deux sociétés dans un même pays, composées l'une de fabricants de tissus en coton et l'autre d'agriculteurs. Elles comprennent chacune, et les propriétaires de toute la partie matérielle servant à la production, et les ouvriers qui se livrent au travail spécial à la réunion dont ils font partie. Les produits sont échangés entre ces deux sociétés de telle manière qu'un groupe de denrées agricoles, d'une valeur de 20 francs et ayant nécessité vingt journées de travail, est donné pour dix mètres de tissus

[1] Suivant Carey, un ouvrier de l'Amérique du Nord gagne autant en onze jours qu'un ouvrier anglais en seize, un ouvrier français en vingt-huit, un ouvrier du Bengale en soixante-quinze, un ouvrier chinois en quarante-deux jours. Ces divers nombres, substitués dans les équations, détermineraient la *richesse évaluée* respective de chacun de ces ouvriers.

Digitized by Google

qui n'ont exigé que l'emploi d'une seule journée.

En conservant aux lettres adoptées dans l'exemple précédent les mêmes significations, la *richesse évaluée* moyenne des agriculteurs sera déterminée par l'équation

$$PR = d.\ 365.\ J.\ P.\ (I - N) + 365.\ J.\ P + A - C$$

et celle des industriels par

$$P'R' = d.\ 365.\ J'.\ P'.\ (I - N') + 365.\ J'.\ P' + A' - C'$$

Mm étant égal à 365. J. P

Et $M'm'$ à 365. J'. P'

Or, en admettant que toutes les journées des travailleurs des deux sociétés ont servi à la fabrication des objets échangés, $J = 20.\ J'$ et l'équation de la *richesse évaluée* des industriels se présente sous cette forme :

$$P'R' = d.\ 365.\ 20.\ J.\ P'\ (I - N) + 365.\ 20.\ J.\ P' + A' - C'$$

En divisant chacune des deux équations ci-dessus respectivement par P et P', on aura

$$R = d.\ 365.\ J.\ (I - N') + 365.\ J + \frac{A - C}{P}$$

$$R' = d.\ 365.\ 20.\ J.\ (I - N') + 365.\ 20.\ J + \frac{A' - C'}{P'}$$

C'est-à-dire que, si les frais de fabrication, y

Digitized by Google

compris les matières premières, étaient égaux, et si les consommations équivalaient aux productions, la moyenne de la *richesse évaluée* des industriels serait environ vingt fois plus considérable que celle des agriculteurs.

Mais les frais de fabrication sont loin d'être les mêmes. D'abord le salaire des industriels est habituellement plus élevé que celui des agriculteurs. Ensuite, on sait que si, pour les agriculteurs, N peut habituellement être considéré comme étant égal à 1 2 (puisque le mot *métayer*[1] indique, d'après son étymologie, que l'ouvrier cultive à moitié fruits), dans l'industrie, N′ rapport entre les frais et le produit brut, est en général de neuf dixièmes, ce qui donne à 1 — N′ la valeur de un dixième.

Les expressions R et R′ se modifient donc de la sorte :

$$R = d.\ 365.\ J.\ \tfrac{1}{2} + 365.\ J + \frac{A - C}{P}$$

$$R' = d.\ 365.\ J.\ 2 + 365.\ J.\ 20 + \frac{A' - C'}{P'}$$

En jetant les yeux sur ces deux équations, il devient sensible que la *richesse évaluée*, moyenne des industriels, est environ quatre fois plus grande que celle des agriculteurs, et qu'elle primerait en-

[1] Métayer vient du mot latin *medietas*, moitié.

Digitized by Google

core bien davantage cette dernière[1] richesse, si, au lieu de consommer leurs produits bruts, les industriels faisaient, chaque année, des réserves sur ces mêmes produits pour accroître leurs capitaux.

On voit ainsi qu'en tenant compte des frais de fabrication, les *richesses évaluées* de ces producteurs échangistes ne sont plus dans le rapport inverse du nombre des journées de travail passées aux articles échangés ; mais que ces *richesses évaluées* présentent une différence, qui est à l'avantage des producteurs ayant travaillé un temps moins long.

Nous devons en conclure que, par suite d'échanges d'objets de prix égal, deux pays peuvent voir bien souvent leurs *richesses évaluées* prendre des valeurs diverses, lorsque ces objets n'ont pas réclamé, pour leur confection, le même nombre de journées et en même temps les mêmes frais de fabrication[2].

Il ne peut donc plus être dit qu'en échangeant des marchandises de pareille valeur monétaire, deux nations retirent un avantage égal d'échanges ainsi pratiqués ; et c'était avec raison que l'on avait mis un bandeau sur les yeux de

[1] Dans ces équations, nous avons supposé $d=d'$ (d, d' étant les coefficients du crédit), parce qu'il s'agit du même pays. Mais, si l'échange avait lieu entre deux nations différentes, celle qui serait manufacturière aurait encore plus d'avantage, parce que d' serait plus grand que d.

[2] Nous obtiendrions parfois des résultats analogues, si nous considérions l'action de l'échange sur la *richesse d'usage*.

Digitized by Google

Plutus, car on ignorait de quelle manière il distribuait ses faveurs.

Maintenant, lorsqu'une puissance voudra commercer avec une autre, il faudra, en substituant dans l'équation de la *richesse évaluée*, et les frais de fabrication relatifs à la matière première et le nombre des journées de travail employées aux articles d'échange, examiner si ce commerce présente une balance favorable.

Il est donc manifeste qu'une nation qui consent à des échanges basés seulement sur le cours du marché peut accepter le rôle de victime. Cette nation, on ne peut plus le contester, subit parfois une véritable exaction, bien que, par ignorance, elle s'y prête sans aucune difficulté.

Si dans le trafic entre la Hollande et la Pologne, trafic dont nous avons parlé précédemment, cette dernière puissance échangeait plusieurs journées de travail contre une seule, toutes autres choses égales d'ailleurs, rien ne serait plus facile que d'expliquer comment la Hollande s'enrichissait toujours, tandis que la Pologne s'appauvrissait relativement de plus en plus.

Nous nous assurerons plus tard que cette hypothèse n'a rien d'imaginaire.

Règle générale : dans le trafic libre des pays manufacturiers avec les pays agricoles, ces derniers arrivent fatalement, pour le motif que nous ve-

Digitized by Google

nons de signaler, à déchoir du rang qui semblait devoir leur appartenir.

Sans doute l'accroissement de la *richesse* dans les mains de tels ou tels particuliers ne peut venir, la plupart du temps, que de l'échange fait au taux courant.

Mais l'échange doit être préparé; il faut être éclairé sur les inconvénients et les avantages qu'il entraîne avec lui.

Nous le répétons; un peuple qui ignore les lois de l'échange peut devenir, en traitant avec une entière liberté et avec l'apparence de l'égalité la plus parfaite, le tributaire de ceux qui seront plus expérimentés que lui.

Si l'on se borne donc à produire et à attendre de la concurrence seule le dédommagement des peines que l'on aura prises, le novice, l'ignorant, seront livrés à la merci des gens initiés à nos calculs, ou qui seulement ont la prescience de ce qui est.

Comme on n'échange généralement que ce que l'on crée, combien ne devons-nous pas être convaincus qu'un peuple ne doit jamais rester indifférent sur le genre de ses productions?

Si l'on pense que l'homme n'existe dans un pays qu'à la condition de produire certaines marchandises auxquelles le climat, le sol, se prêtent merveilleusement, certes on a raison sous le rap-

Digitized by Google

port de la plus grande *richesse d'usage*. Mais ce laisser aller dans la production peut être fatal à la *richesse évaluée*.

Pour contrarier l'ordre naturel, sans doute des difficultés se présentent, mais nous verrons qu'elles ne sont pas toujours invincibles.

Digitized by Google

§ 3.

L'effet des échanges internationaux sur les *richesses évaluées* des peuples aurait pu être pressenti au moyen de l'action journalière que les échanges d'individu à individu, dans une même nation, exercent sur les fortunes respectives de ces mêmes individus.

Nous avons vu que, lorsque deux peuples contractaient librement un échange, le rapport entre leurs *richesses évaluées* pouvait être modifié par cet échange. De nombreux exemples vont nous prouver qu'un marché passé entre deux particuliers, quoique avantageux pour chacun des échangistes, est de même souvent entaché d'inégalité dans ses conséquences par rapport à leurs *richesses évaluées*.

Ces exemples qui s'offrent constamment à nos yeux auraient dû cependant faire comprendre que si, en laissant la liberté seule présider aux transactions particulières, certaines personnes peuvent être atteintes dans leur *richesse évaluée*, malgré la satisfaction qu'elles éprouvent de l'échange contracté, il devait en être ainsi des nations, lorsqu'elles trafiquent ensemble.

Digitized by Google

Ainsi vous avez rémunéré même avec largesse un professeur qui vous a donné des leçons dont vous avez su profiter; ne vous y trompez pas : la marchandise que vous avez livrée est palpable, celle que vous avez reçue est, il est vrai, impondérable; mais vous reconnaîtrez souvent, aux fruits de cette dernière, que dans cet échange vous avez obtenu un profit plus grand que celui qui a pris la peine de vous instruire.

Dans les fonctions d'instituteur, on rend en général plus de services aux autres qu'à soi-même.

Les fruits de la science ne sont pas les seules marchandises dont l'échange est plus avantageux à la personne qui les reçoit qu'à celle qui les livre.

Parmi tous les objets matériels que fournissent l'agriculture, l'industrie, et que le commerce se charge de distribuer, les marchandises éminemment conservables, qui, eu égard au prix, sont les plus légères, les moins encombrantes, et dont la valeur est la plus constante, seront généralement, après l'échange, plus lucratives pour leurs nouveaux propriétaires, que ne l'auraient été, après ce même échange, celles qui ne jouissent pas de ces qualités au même degré.

Un artiste en renom, dont la recette dans un concert atteint 10,000 francs, n'échange-t-il pas une journée de son travail peut-être contre cinq

Digitized by Google

mille journées ordinaires, et sa *richesse évaluée* ne présente-t-elle pas, par suite de cet échange, un grand accroissement, par rapport à celle des personnes avec lesquelles il a contracté, bien qu'elles puissent être toutes satisfaites de la *marchandise musicale* qu'elles ont reçue?

Voyez quelle répartition inégale des richesses a lieu dans une nation dite libre, à la suite des échanges que chacun fait volontairement de la journée de travail qui lui appartient!

En France, tel employé ne touche que 1,000 fr. par an, tandis qu'il est alloué 150,000 francs au ministre dirigeant. Le petit détaillant vit dans la gêne, tandis que le banquier et le riche industriel compteront parfois leurs bénéfices annuels par millions.

Ce serait une erreur de prétendre que la plus-value d'honoraires accordée à certaines fonctions provient uniquement des dépenses primitives auxquelles sont obligés les titulaires pour leur instruction. Car, si nous estimons à 10,000 francs la somme qu'il faut absolument débourser en surplus pour devenir artiste, industriel, ou administrateur, est-ce que les rémunérations particulières qui reviennent chaque année aux personnes dont l'éducation a été perfectionnée à l'aide de cette somme ne dépassent pas en moyenne de 600 à 700 francs par an, ce qui est

Digitized by Google

alloué pour le même temps de travail à l'homme qui ne fait guère usage que de sa force musculaire? Et cependant 600 à 700 francs représentent l'annuité équivalente à la somme de 10,000 francs indiquée ci-dessus.

Du reste, si la rémunération des employés se mesurait aux frais de leur éducation, divers fonctionnaires de l'État, qui subissent ordinairement des épreuves difficiles et multipliées, ne seraient-ils pas plus rétribués qu'on ne l'est habituellement dans le commerce ou l'industrie?

Quelle différence toutefois!

Mais les gouvernements se servent adroitement et efficacement de l'action puissante qu'exercent sur certains hommes et les sentiments d'honneur et l'estime de leurs concitoyens, pour réduire les dépenses publiques, en restreignant la *richesse évaluée* des personnes qu'ils emploient.

Avec un peu de réflexion, on reconnaît aisément que les mieux rentés dans un État doivent cet avantage[1] soit à une habileté personnelle, soit à celle des deux chefs naturels, le père et la mère qui ont dirigé leur éducation.

C'est donc avec raison qu'au point de vue de la *richesse évaluée* future, une famille fait de grands sacrifices pour donner de l'instruction aux jeunes

[1] Bien entendu que l'on fait abstraction des richesses qui nous arrivent, ou par succession, ou par d'heureux hasards.

Digitized by Google

membres dont elle se compose, car cette même famille en sera dans la suite amplement indemnisée.

Cette disparité dans les fortunes, résultant du mode habituellement employé pour répartir les richesses d'une société, mode qui permet aux hommes opulents[1] d'absorber pour eux ou pour les leurs la plus grande partie de ces richesses au détriment des pauvres, est probablement la source des préjugés depuis si longtemps répandus, qui empêchent encore aujourd'hui les personnes de haut rang de se livrer au commerce, surtout au commerce de détail.

Il semblerait que l'opinion ait voulu, au moins de ce côté, laisser quelques dédommagements aux classes nécessiteuses de la population.

Presque de tout temps, il est vrai, les rois ont fait en France des tentatives pour relever la noblesse de la dérogeance que le trafic en gros lui faisait encourir; mais ils regardaient probable-

[1] Ils peuvent aisément fournir à leurs enfants, instituteurs, maîtres de diverses espèces, livres, etc.

Toutefois, la fortune des parents ne décide pas toujours d'une manière absolue de la carrière des enfants. Nous avons connu une femme veuve, mère de quatre fils, et possédant pour tout bien cinquante mille francs. Au lieu de s'assurer à toujours une médiocre existence, en vivant en province de ses revenus, elle a dépensé son capital tout entier à donner une brillante éducation à sa famille. Et aujourd'hui elle doit se féliciter de sa conduite; car ses quatre fils occupent de superbes positions, et leurs succès résultent de son dévouement, et de sa tendre et habile prévoyance.

Digitized by Google

ment ce genre de trafic, comme exigeant des capitaux dont les hautes classes seules pouvaient disposer.

Il résulte de cette exposition, qui n'a nullement pour but de rechercher quel est le moyen le plus convenable pour distribuer les richesses d'un État, que les populations de divers pays, celles de France par exemple, sont partagées en un grand nombre de catégories très-inégalement appelées à jouir des dons de la fortune, malgré la liberté et l'égalité qui président pour tous au choix des charges publiques et des carrières industrielles. Certains individus sont presque forcément manœuvres, tandis que d'autres occupent avec une grande facilité des positions où l'on accroît bien autrement sa *richesse évaluée*.

De là, c'est-à-dire en passant du simple au composé, n'a-t-on pas le droit de conclure que parmi les peuples le même effet doit se faire sentir, et qu'en laissant toute liberté aux transactions internationales, les *richesses évaluées* de ces peuples présenteront des écarts aussi grands que les fortunes particulières dans les pays dits libres?

Dans ce moment, nous entrevoyons seulement que la liberté du commerce est quelquefois fatale à la *richesse évaluée* de certaines nations. Plus tard, nous mettrons cette vérité hors de doute.

Pour accroître sa richesse propre et celle de

Digitized by Google

son pays, ici l'individu doit faire germer du grain, là mûrir des fruits, plus loin élever des bois, ailleurs fabriquer du cidre ou de la bière; dans tel pays il faut qu'il s'adonne au commerce, dans tel autre à l'industrie.

Livré à ses propres ressources, il lui sera quelquefois bien difficile de produire utilement. Un ministre, veillant sur les affaires d'un État, habile à saisir tous les indices de revers et de succès, s'efforcera d'abord de propager les lumières morales et intellectuelles[1], et en attendant que leur diffusion soit suffisante, il encouragera les industries qui, par l'échange de leurs produits, sont les plus aptes à rendre une nation prospère[2].

[1] Si un pays était assez éclairé, la réunion des capitaux, au moyen d'entreprises particulières, s'opérerait avec facilité, et le gouvernement devrait laisser faire, sans prendre l'initiative.

[2] Dans ce moment, l'Angleterre paraît avoir sur la France un avantage décidé pour la production et la vente des marchandises où les machines jouent un grand rôle; tandis que la France a sur sa rivale un avantage également décidé pour la production et la vente des marchandises qui exigent beaucoup de goût, et où la main d'œuvre joue un grand rôle : ainsi les articles de joaillerie, d'orfévrerie; les objets de mode, de fantaisie en étoffes, etc.

Digitized by Google

CHAPITRE V

DE LA *RICHESSE ÉVALUÉE* CHEZ LES PEUPLES INDUSTRIELS ET AGRICOLES

---

§ 1.

Les populations agricoles sont dans une situation moins favorable que les populations industrielles, pour acquérir la *richesse évaluée*.

La plupart des merveilles qui, dans nos grandes villes, frappent l'imagination, sont dues à l'industrie manufacturière. C'est à cette industrie que les gouvernements pensent être redevables en grande partie de la prospérité des peuples qu'ils administrent, car ils s'efforcent avec plus ou moins de bonheur de lui donner des encouragements de toutes sortes. Cours gratuits, avances de fonds, exemptions d'impôts, distinctions honorifiques, avantages particuliers sur le marché national,

Digitized by Google

avantages même sur les marchés étrangers, rien n'est négligé pour faire naître et mettre en jeu les aptitudes industrielles.

Malgré leurs efforts, les hommes d'État n'atteignent pas toujours le but qu'ils se proposent. Alors que mieux vaudrait, dans maintes circonstances, laisser les choses suivre leur cours naturel, quelquefois ils s'obstinent trop à vouloir triompher des obstacles inhérents au sol, au climat, aux mœurs des populations. Nous verrons cependant qu'ils doivent faire de nombreuses tentatives pour surmonter les difficultés qui se présentent, car c'est du choix bien entendu des industries que dépendent la force et l'influence politique des peuples.

Afin de nous instruire des facilités plus ou moins grandes que l'on trouve soit dans l'agriculture, soit dans l'industrie, pour acquérir la *richesse évaluée*, nous allons chercher à connaître, et le nombre des journées employées par les travailleurs dans la fabrication des principales marchandises auxquelles donne naissance l'un et l'autre de ces deux moyens de production, et les frais d'autre espèce que cette fabrication nécessite. Les échanges de ces marchandises, faits suivant les prix courants, indiqueront ensuite quels sont les travailleurs les plus favorisés.

Une famille de métayers français, composée de

Digitized by Google

sept personnes, récolte pour sa part et son usage, dans les conditions les plus ordinaires, en exploitant un domaine, 42 hectolitres de froment [1].

Dans ce chiffre de 42 hectolitres, nous convertissons les substances de diverses natures : laine, chanvre, viande, etc., que le cultivateur obtient en même temps par sa culture, en hectolitres de froment; de telle sorte que les 42 hectolitres représentent en valeur vénale tout ce que le domaine produit pour le cultivateur.

Mais ce domaine rend en surplus au propriétaire une valeur égale, ou 42 hectolitres de froment, semences déduites; puisque la culture a lieu par métayers, c'est-à-dire à moitié fruits.

Si, par abstraction, nous admettons que cette famille de colons partiaires devienne propriétaire, ces 84 hectolitres, à raison de 20 francs l'un, donneront, pour rétribution de la journée moyenne, 84 centimes (trois cents étant le nombre des journées effectives que chacun des travailleurs con-

[1] D'après la statistique agricole, la consommation moyenne en France, pendant une année, est de 110 millions d'hectolitres, ce qui fait une consommation de trois hectolitres par personne.

En supposant que la valeur monétaire du grain consommé par un ouvrier soit la moitié du coût de toutes les marchandises qu'il achète pendant l'année pour son usage personnel (et ce chiffre ne s'écarte pas beaucoup de la vérité), chaque membre de la famille dont il est question devrait produire annuellement pour lui-même six hectolitres de froment, ou l'équivalent en numéraire.

Digitized by Google

sacre annuellement à la culture). Ce salaire moyen de 84 centimes est encore assez élevé, en raison du prix normal de 20 francs, auquel nous avons évalué l'hectolitre, prix qui résulte de la fertilité de la terre, de l'emploi de machines perfectionnées, de l'intensité du travail, de la densité de la population et de sa richesse; tous éléments qui viennent concourir à la fixation du prix, lorsqu'on offre et qu'on demande une marchandise.

En Russie, où la production est accompagnée de circonstances différentes, le salaire est infiniment plus réduit.

En estimant, d'après Thaer et Block, à 42 hectolitres la quantité de froment nécessaire pour assurer l'existence de sept personnes composant une famille russe; comme cette famille n'emploie que 2 journées sur 6 à cultiver les terres de son seigneur, ces terres ne rapportent en produit net, tout au plus que la quatrième partie de 42 hectolitres; car l'on sait combien est minime le travail effectué par corvées : toutefois pour opérer largement, nous évaluerons la part du maître au tiers[1] et non au quart de 42 hectolitres, c'est-à-dire à 14 hectolitres.

La quantité totale de froment produite annuel-

[1] Schmalz donne comme certain le fait suivant :

Deux faucheurs du comté de *Middlesex* fauchent en un jour autant d'herbe que six serfs russes, et, malgré la cherté des vivres en

Digitized by Google

lement par une famille russe s'élèvera donc à 56 hectolitres, qui, à raison de 10 francs l'un, équivaudront à 560 francs[1].

Par cela même, la journée moyenne du cultivateur russe, que nous supposerons propriétaire, comme l'agriculteur français, se montera à 27 centimes.

La modicité de ce salaire journalier de 27 centimes résulte, entre autres causes, d'un travail habituellement très-modéré, de la faible densité de la population, et de son peu de richesse.

En France, l'hectolitre exige donc du laboureur 24 journées de labeur[2]. En Russie, ce même hectolitre en réclame 37[3].

Si l'hectolitre de blé russe se vend 20 francs à Marseille, c'est que la valeur de cette céréale est accrue par les frais de transport sur terre et sur mer, par les primes de risques pour les na-

Angleterre et leur bon marché en Russie, le fauchage d'une quantité donnée de foin coûterait à un fermier anglais un demi-copeck, et coûterait trois ou quatre copecks à un propriétaire russe.

M. Jacob, conseiller d'État prussien, a prouvé qu'en Russie, où toutes les denrées sont à bon marché, le travail des serfs coûte deux fois autant que celui de l'ouvrier en Angleterre.

[1] Nous avons encore haussé outre mesure le prix de l'hectolitre. D'après Tegoborski, l'hectolitre de froment est coté ordinairement à un prix beaucoup plus bas en Russie, surtout dans l'intérieur de l'empire.

[2] Résultat de la division de 20 francs par 84 centimes.

[3] Résultat de la division de 10 francs par 27 centimes.

Digitized by Google

vires, par les chances d'avaries, par l'emmagasinage, etc. Cependant l'agriculteur du Nord ne perçoit toujours qu'une somme de 10 francs par hectolitre.

Supposons actuellement qu'un échange s'effectue à Marseille entre un hectolitre de grains, de provenance russe, d'une valeur de 20 francs, y compris tous frais de conduite, et 40 mètres de tissus en coton, fabriqués en France, et d'une valeur de 50 centimes le mètre; et voyons quelle est la *richesse évaluée* qui résulte de ce troc pour chacun des producteurs de ces marchandises échangées.

Nous commencerons par admettre comme un fait acquis, reconnu, qu'une famille d'ouvriers, qui employait autrefois moyennement une journée à la fabrication d'un mètre de toile, confectionne maintenant, grâce au perfectionnement des machines, et à la division du travail, 340 mètres dans le même temps. On ne nous contestera donc pas que ces 40 mètres ont pu être conditionnés dans une seule journée.

Précédemment, nous avons supposé que l'agriculteur était propriétaire du champ qu'il cultivait, nous regarderons aussi l'ouvrier industriel comme propriétaire de l'usine où il est employé, ainsi que des machines, et des fonds de roulement que la mise en activité de cette usine nécessite.

Pour établir un calcul exact qui nous donne la

Digitized by Google

richesse évaluée résultante pour les deux échangistes du troc des 40 mètres de tissus contre un hectolitre de froment, nous aurons recours à l'équation de la *richesse évaluée*, de la forme générale :

$$R = \frac{dMm\,(I - N) + Mm + A - C}{P}$$ [1]

Soit R la *richesse évaluée* se rapportant à l'agriculteur russe,

$$N = \frac{42}{56} = \frac{3}{4}$$ [2]

$$I - N = \frac{1}{4}$$

Si nous faisons P=37, nous aurons la *richesse évaluée* produite par une journée de travail russe, car il a fallu 37 journées pour obtenir un hectolitre de froment.

En substituant dans l'équation, et mettant de côté les 10 francs de conduite qui ont été payés à un intermédiaire, on a

$$R = \frac{d.10^f.\frac{1}{4} + 10^f + A - C}{37} = d.0{,}06^c + \frac{10^f + A - C}{37}$$

[1] Dans cette équation, les deux termes SV + V ne figurent pas ; puisque l'agriculteur et l'ouvrier n'obtiennent en *richesse évaluée* que ce que rapportent leur travail et leur propriété soit foncière, soit industrielle. V étant égal à zéro, SV égale zéro.

[2] 42 hectolitres, frais de production pour 56 hectolitres (produit brut) ; d'après ce qui a été dit dans ce même paragraphe.

Digitized by Google

R′ étant la *richesse évaluée* qui se rapporte à l'industriel. Nous savons que N rapport entre les frais et le produit brut, est habituellement dans l'industrie égal à neuf dixièmes

$$I - N = \frac{1}{10} \qquad P = 1$$

Alors

$$R' = d'.20^f.\frac{1}{10} + 20^f + A - C = d'.2^f + 20^f + A - C$$

Les valeurs de R et R′ comparées, témoignent de la supériorité de la *richesse évaluée* de l'industriel sur celle de l'agriculteur, surtout si l'on fait attention qu'en France *d′* est beaucoup plus grand que ne l'est *d* en Russie, parce que l'argent se prête à un taux beaucoup plus élevé dans ce dernier pays.

Ce résultat, auquel on parvient en tenant compte et du nombre des journées et des frais de fabrication, dispense de tout commentaire.

L'échange dont il vient d'être parlé, qui procure tant d'avantage à l'industriel, est sans doute très-malheureux en raison de l'inégale répartition des richesses qu'il produit, mais il vaut encore mieux qu'il soit effectué de cette manière que si on laissait le blé pourrir sur place.

Mais la Russie ne pourrait-elle pas tirer un meilleur parti de ses travailleurs? Nous in-

Digitized by Google

diquerons plus tard comment cela lui serait possible.

Les nombres sur lesquels nous avons raisonné, assurément ne sont pas rigoureusement exacts; cependant, quelle que soit la modification que puisse leur faire subir le critique le plus sévère, il n'en résultera pas moins, jusqu'à la dernière évidence, que la Russie, pays agricole, se trouve, dans cet échange, bien moins avantagée que le pays manufacturier.

Digitized by Google

§ 2.

Les peuples producteurs de grains restent pauvres en commerçant avec les peuples industriels, tandis que ces derniers s'enrichissent.

Un peuple industriel, en s'adressant à ceux qui sont plus spécialement adonnés à l'agriculture, leur tient à peu près ce langage :

A quoi bon élever des manufactures dans vos pays ? Nous fabriquerons toujours les tissus de laine, de coton et tout ce qui ressort de l'industrie à meilleur marché que vous, en raison de notre vieille expérience et de l'importance de nos capitaux. — Vos propres intérêts exigent que vous acceptiez nos articles en échange des produits pour lesquels vous avez une supériorité marquée, produits que nous ne pouvons créer à aussi bas prix ; car, d'un côté, la concurrence que se font nos fabricants limite leur bénéfice, et, d'un autre, la concurrence de nos acheteurs augmentera le prix de vos grains.

— Si vous prohibez nos marchandises, vous résistez à la loi de nature.

Digitized by Google

Cet échange réciproque que nous réclamons n'est-il pas en effet indiqué par le simple bon sens? La Providence n'a-t-elle pas réparti en une quantité de lieux différents les diverses facultés productrices, dans le but de nous faire chérir les uns les autres comme des frères; attendu que tous nous devons, en nous entr'aidant, servir individuellement au bien-être commun?

Que pouvez-vous craindre en abaissant vos barrières, surtout lorsque nous vous accorderons la plus entière réciprocité?

Ce discours, qui paraît si concluant, si péremptoire, n'est cependant que subtil et spécieux. Et pourquoi? parce que l'argumentation est erronée au point de vue de la *richesse évaluée*, bien qu'elle s'applique avec assez d'exactitude à la *richesse d'usage*.

Veut-on que cette dernière espèce de richesse grandisse partout le plus possible[1]? Chaque nation doit en général accepter les objets qui lui sont offerts au meilleur marché, et ne fabriquer que les marchandises dont le prix défie toute concurrence.

Quant à la *richesse évaluée* de chaque peuple, il faut raisonner tout autrement!

C'est en ne distinguant pas ces deux espèces de

[1] Nous verrons plus loin qu'une nation engagée dans les voies de la protection ne peut, pour accroître sa *richesse d'usage*, adopter les principes du libre échange qu'avec certains ménagements.

Digitized by Google

richesses, qu'il a été impossible jusqu'ici de réfuter d'une manière décisive des arguments qui paraissent aussi plausibles. Toutefois, on ne pouvait y attacher une confiance pleine et entière, quand l'expérience témoignait, d'une part, que tous les peuples qui ne produisent guère que des céréales, comme la Russie et la Pologne, sont relativement pauvres et inhabiles à s'enrichir; et, d'autre part, que ceux qui exportent peu ou point de céréales, et beaucoup de marchandises manufacturées, comme l'Angleterre, la France, la Belgique, acquièrent d'immenses richesses.

Quelques mots nous suffiront pour réduire à leur juste valeur les arguments du peuple manufacturier.

Les denrées de première nécessité, telles que la viande et les céréales, sont fabriquées partout; et, à l'exception de l'Angleterre, de la Belgique, de la Hollande, il est peu de pays qui ne récoltent pas, sur leur sol, la quantité d'aliments nécessaire à leur subsistance et au delà.

Dès lors, si un pays se livre à l'agriculture, en vue de l'exportation, il ne trouvera que peu et souvent pas de débouchés.

Ensuite, la viande et les céréales étant d'une conservation difficile, leur vente est toujours pressée. Quoique lourdes, encombrantes, très-susceptibles d'avaries, en général on doit les porter à

Digitized by Google

une longue distance pour les faire consommer. Elles sont donc soumises par suite à une dépréciation forcée.

De plus, elles rencontrent de toutes parts une concurrence qui tend encore à peser sur leur prix.

Si, accidentellement, ces denrées prennent une grande valeur monétaire, c'est parce que l'on est en temps de disette; et alors l'agriculteur est lui-même, comme tout le monde, dépourvu des marchandises qui pourraient lui procurer de forts bénéfices.

On pressent ainsi comment les denrées agricoles, en raison de leur vente tout à la fois difficile et souvent nécessitée par une force majeure, permettent beaucoup moins au producteur de soutenir ses prix, c'est-à-dire de faire en sorte que, lorsqu'il trafique avec un manufacturier, la balance des journées de travail employées aux objets permutés, compensation faite des frais premiers de toutes sortes, soit en sa faveur.

Il résulte de là que, deux nations échangeant, l'une des céréales, l'autre des objets manufacturés, celle-là fournit une marchandise dont la fabrication, lorsqu'on a tenu compte du prix de la matière première, oblige à un bien plus grand nombre de journées de travail que la marchandise donnée en retour. Conséquemment, cette nation perd, relativement à l'autre, de sa *richesse évaluée*.

Digitized by Google

Cependant il ne faudrait pas croire que tous les produits directs de la terre sont dans le même cas que les ceréales; il est certains travaux agricoles qui sont éminemment profitables à la *richesse évaluée* d'un peuple.

Ainsi, lorsque le terrain et son exposition permettent la production du coton, des vins fins, de l'indigo, etc., le commerce de ces denrées constituant une sorte de monopole naturel, leur échange donne des bénéfices qui peuvent rivaliser avec ceux procurés par les articles manufacturés.

Digitized by Google

§ 3.

A la suite de nombreux échanges entre les villes et les campagnes, la prépondérance politique finit par appartenir aux villes.

I

Dans une nation, les rapports commerciaux entre les villes et les campagnes sont en général favorables à la *richesse évaluée* des unes et des autres. Car le plus souvent les campagnes ne traitent avec les villes, et les villes avec les campagnes, que dans le but d'écouler le plus avantageusement possible leurs produits et d'acquérir de cette manière une plus grande *richesse évaluée*.

Leur prospérité mutuelle au point de vue de la *richesse évaluée* doit même les intéresser également.

En effet, plus les villes auront de *richesse évaluée*, plus leurs habitants seront à même de donner un haut prix aux productions de la campagne et d'en consommer une grande quantité. Les produits de la ville trouveront aussi des placements

Digitized by Google

plus faciles et plus lucratifs dans les campagnes, si la *richesse évaluée* des agriculteurs s'augmente de plus en plus.

Ce qui n'apparaît pas avec clarté, sans être pour cela moins certain, c'est qu'à la suite de nombreux échanges effectués de cette manière la *richesse évaluée* des villes prend en général plus d'accroissement que celle des campagnes.

Pour justifier cette allégation, examinons ce qui résulte des transactions qui s'effectuent dans un même pays entre l'industriel d'une cité et un laboureur.

L'industriel sera, par exemple, un ouvrier s'occupant de la fabrication d'articles de ferblanterie, articles assez façonnés pour que nous puissions négliger la valeur de la matière première. Eh bien, cet artisan n'applique souvent que six journées de travail à l'objet qu'il échange contre un hectolitre de grains que lui livre l'habitant de la campagne, hectolitre qui est le résultat de 24 journées effectives de travaux [1].

Nous ne contestons pas l'équité de cet acte, puisqu'il est fait sans contrainte et de bonne foi; mais, dans la répartition inégale de richesses qui procède d'un pareil trafic, n'est-ce pas à peu près la part du lion qui échoit à l'artisan, et par suite

[1] Chapitre V, page 169.

Digitized by Google

ce dernier n'acquiert-il pas une *richesse évaluée* plus grande que celle du laboureur?

Sans doute, en se reportant à la méthode employée chapitre V, premier paragraphe, pour juger si la richesse évaluée du citadin devient plus grande que celle du campagnard, il n'est pas suffisant de comparer les journées de travail; aussi allons-nous tenir compte des frais de diverses natures, tels que ceux de logement, de nourriture et d'instruction, qui incombent à chacun des échangistes.

Dans les développements où nous allons entrer, nous mènerons de front et la supériorité des bénéfices de l'artisan sur ceux de l'agriculteur, et la supériorité en *richesse évaluée* que la ville, lieu de résidence du ferblantier, obtient sur la campagne.

Le logement va d'abord nous occuper.

En évaluant à 24 le nombre des journées nécessaires pour produire un hectolitre de grains, nous avons regardé l'agriculteur comme propriétaire du domaine qu'il fait valoir.

Pour établir une comparaison exacte entre sa *richesse évaluée* et celle du ferblantier, celui-ci doit être regardé aussi comme possesseur de la maison qu'il habite.

Or l'objet fabriqué ne s'élève pas de prix en raison de la cherté du loyer que l'on exige soit de la maison où on fabrique cet objet, soit du ma-

Digitized by Google

gasin où on le débite ; mais c'est bien ce loyer qui prend plus de valeur, par suite de l'importance des gains que l'on fait sur la vente de ce même objet.

A qui revient donc le bénéfice de cette plus-value dans le prix d'un article de ferblanterie, bénéfice qui est une des causes de la hausse du prix des loyers et qui sert à payer cette hausse, si ce n'est aux artisans dont les immeubles prennent une valeur plus considérable ?

Ainsi il résulte de cette plus-value dans le prix de la marchandise, lorsque l'on envisage seulement les frais de loyer, qu'il y a accroissement de *richesse évaluée* pour l'industriel de la ville, propriétaire de la maison, et accroissement de *richesse évaluée* pour la ville même[1].

Quant à la nourriture, elle est sans doute plus chère pour le ferblantier que pour le laboureur.

Mais cette cherté est due en grande partie aux prélèvements exercés par les octrois, prélèvements que l'édilité emploie à faire jouir la cité de mille aisances dont l'habitant des campagnes est privé. Est-ce que les améliorations qui en résultent n'attirent pas une multitude d'habitants riches qui accroissent encore la *richesse évaluée* des villes, soit par les revenus qu'ils y dépensent, soit par la con-

[1] Il est sans doute beaucoup d'autres causes qui élèvent la valeur des loyers de la ville; mais nous ne tenons compte ici que de celles relatives à notre sujet.

Digitized by Google

currence des nouveaux capitaux qu'ils apportent, concurrence qui élève la valeur des immeubles de ces mêmes villes?

Cette diminution dans les profits de l'artisan, occasionnée par le haut prix de la nourriture, est donc à peu près compensée par la hausse de valeur de sa maison, hausse qui est la conséquence du développement de la *richesse évaluée* de la ville. Il résulte même des droits de l'octroi une plus grande *richesse d'usage* pour le citadin que pour l'homme des champs.

Certainement, nombre d'ouvriers préféreraient se passer du certain confortable qu'offrent les cités, voire même de leurs délices, et conserver l'argent qui leur est enlevé pour qu'ils puissent y participer; mais il est d'autres travailleurs qui apprécient ces avantages bien différemment.

Et peut-être beaucoup imiteraient cet employé d'un ministère, au traitement de 10,000 francs par an, qui refusa d'aller occuper en province une place de préfet rétribuée 20,000 francs, et cela, par les motifs suivants : il prétendit que cet offre d'une plus-value de 10,000 francs ne compenserait jamais pour lui la privation des spectacles, des promenades et des agréments de toute sorte de la vie parisienne, dont il pouvait jouir avec les émoluments d'une position moitié moins rétribuée.

Digitized by Google

Une dernière question se présente : l'apprentissage de l'homme des champs ne serait-il pas de plus courte durée et moins dispendieux que celui du ferblantier?

Le temps nécessaire pour faire un bon agriculteur est extrêmement long. La petite étendue des terres rationnellement cultivées, la lenteur des progrès de l'agriculture, témoignent assez des difficultés éprouvées par ceux qui veulent posséder les connaissances que cette science réclame.

Cependant tout homme, robuste ou non, avec ou sans éducation, peut être employé aux travaux de la terre ; tandis qu'un apprentissage spécial est indispensable pour l'état de ferblantier, comme pour toute autre profession manuelle. Il y a donc là en vérité, comme pour la nourriture, des frais dont on doit tenir compte, frais qui sont cependant beaucoup atténués par les facilités d'instruction concernant la lecture, l'écriture, le calcul, que l'on trouve à la ville, facilités qui sont souvent refusées à l'homme des champs.

Mais que l'on ne s'y trompe pas, c'est bien plutôt la concurrence dans le nombre des travailleurs de la terre qui fait baisser le prix de leur salaire quotidien que la modicité des dépenses faites pour leur éducation. Car, à mesure que les ouvriers, de plus en plus éclairés sur leurs intérêts pécuniaires, quittent la campagne pour se rendre à la ville, le

Digitized by Google

salaire hausse dans les campagnes, bien que les frais d'instruction du laboureur n'y soient nullement augmentés.

De toute manière, la différence dans le salaire des ouvriers à la ville et à la campagne doit s'expliquer ainsi : la concurrence générale assigne à l'hectolitre de froment un prix tel, que le salaire de chacune des 24 journées nécessaires pour obtenir cet hectolitre est inférieur à la rémunération que cette même concurrence fixe pour le prix de la journée du travailleur citadin.

Advienne un jour où la terre soit chargée partout d'une population excessive :

—Alors, les subsistances étant très-recherchées, a concurrence les fera hausser de prix, et, par un retour inverse, toutes les autres marchandises perdront de leurs valeurs relativement à ces mêmes subsistances;

— Alors le ferblantier sera forcé de passer un plus grand nombre de journées à l'article qu'il échangeait précédemment contre un hectolitre de grains ; en supposant toutefois que la production de cet hectolitre exige le même temps de travail.

Nous pouvons vérifier l'exactitude de cette assertion en jetant nos regards sur les pays manufacturiers et commerçants, où la population est très-nombreuse, et dans lesquels les céréales du dehors ne peuvent arriver qu'à grands frais, ce

Digitized by Google

qui augmente le prix des grains récoltés dans le pays même.

Les échanges que font les cultivateurs indigènes de leurs grains, contre les objets manufacturés, sont bien plus avantageux dans ces pays qu'en Russie et ailleurs, où la population est moins dense.

Les frais d'éducation, par eux-mêmes, ne modifient donc la *richesse évaluée* relative des ferblantiers que d'une manière peu sensible.

Ainsi, en suivant le cours naturel des choses, de nombreux échanges de la nature de celui dont nous avons parlé accroissent la *richesse évaluée* de l'artisan beaucoup plus que celle du laboureur, et font que les villes acquièrent une *richesse évaluée* bien supérieure à celle des campagnes.

De là, on peut conclure que la *richesse évaluée* des villes croît avec celle des campagnes, mais non dans la même proportion.

II

En nous rappelant que la puissance et l'influence des populations sont proportionnelles à leur *richesse évaluée*, nous allons prouver d'une autre manière ce qui vient d'être démontré.

N'est-il pas vrai qu'en France, avant l'extension

Digitized by Google

prodigieuse qu'a prise l'industrie dans les villes, la plus grande action politique était exercée par les campagnes?

Au moyen âge, c'était sur les gentilshommes résidant au dehors des cités, sur les produits de la terre, que se fondait la puissance de l'État. L'opinion générale, cette reine du monde, ne relevait que des campagnes. A cette époque, les villes ne remplissaient qu'un rôle très-secondaire; et même on appelait par raillerie vilains et on méprisait les industriels qui y étaient cantonnés.

Maintenant, quoique les habitants des villes ne composent pas en France la sixième partie de la population totale [1], où trouve-t-on dans cette nation la prépondérance politique? Sans contredit, la puissance est aux cités. Les rôles sont tellement changés, qu'on a retourné cette dénomination de vilains, et qu'on l'applique aux individus qui résident à la campagne.

De plus, si l'on évaluait la richesse mobilière et immobilière des villes, en tenant compte des propriétés rurales que les citadins possèdent [2], on arriverait probablement à cette conclusion que les

[1] *Dictionnaire d'Économie politique*, article *Population*, de M. Legoyt.

[2] Nous devons en tenir compte, car, dans la détermination de la *Richesse évaluée* d'un royaume (chap. II), nous avons fait entrer les capitaux que les sujets de ce royaume possèdent à l'étranger.

Digitized by Google

cinq sixièmes de la *richesse évaluée* française appartiennent aux populations urbaines, malgré le faible nombre dont elles se composent, au moins relativement.

Cette supériorité actuelle en *richesse évaluée* des cités sur les campagnes ressort encore de beaucoup d'autres considérations.

Dans les assemblées législatives, n'adopte-t-on pas le plus souvent des mesures qui froissent les campagnes et sont favorables aux villes?

Nos villageois seraient encore bien plus victimés si les citadins, au lieu d'acquérir en France des propriétés rurales, préféraient posséder des terres en Angleterre, en Autriche, ou ailleurs. Heureusement pour la campagne, ces derniers sont intéressés à la ménager jusqu'à un certain point, attendu qu'une partie de leurs fortunes s'y trouve immobilisée.

De notre temps, c'est donc l'intérêt manufacturier représenté par les villes qui commande en France.

En Angleterre, la prédominance des campagnes s'est maintenue en raison des goûts d'une aristocratie qui fuit la ville et fixe son vrai domicile dans ses châteaux[1]. Mais chaque jour l'influence

[1] En Angleterre, un lord qui vous indique sa demeure, aurait-il palais princier dans une ville, affecte de donner son adresse à la campagne.

Digitized by Google

de l'élément manufacturier des cités gagne du terrain et l'action des campagnes décroît de plus en plus [1].

Notre intention n'est pas de critiquer l'organisation de la société française. Cette société, en l'état actuel, fonctionne de manière à accroître puissamment la *richesse évaluée* de toutes les classes de la population. Nous nous bornons à constater les différences de *richesses évaluées* qui résultent de cette organisation pour les diverses parties du territoire.

Si l'on voulait déduire de notre argumentation que les habitants des villes sont tous plus aisés que ceux de la campagne, on se méprendrait singulièrement; car il faut tenir compte de l'extrême inégalité qui existe dans la distribution des richesses d'une cité entre tous ceux qui y demeurent.

Ne sait-on pas que, parmi eux, tel individu possède une *richesse évaluée* prodigieuse, tandis que tel autre, littéralement, meurt de faim? et ce contraste est d'autant plus réel, d'autant plus frappant, que la ville est plus peuplée. Mais la moyenne de la *richesse évaluée* des habitants des villes est de beaucoup supérieure à la moyenne

[1] Le succès de la ligue pour le libre échange des grains en est la preuve.

Digitized by Google

de la *richesse évaluée* de ceux qui résident au dehors.

Sans doute cet accroissement de la *richesse évaluée* des villes provient non-seulement de leur commerce avec la campagne, mais encore du commerce d'importation et d'exportation qu'elles font avec les peuples étrangers. Il provient aussi des fonctionnaires publics qui y demeurent, de la population qu'y font affluer les plaisirs qu'elles offrent à leurs habitants; néanmoins les campagnes contribuent toujours à cette richesse pour une grande part.

Cette suprématie en *richesse évaluée* des cités sur les campagnes, d'une capitale sur les villes de province, suprématie qui tend chaque jour à faire des progrès, a quelquefois de graves conséquences politiques; ainsi elle est un des plus grands obstacles que l'Italie rencontre pour former une seule nation.

Personne n'ignore que chacun des petits États dont se compose cette intéressante contrée voudrait ériger sa ville principale en métropole du royaume péninsulaire à fonder; préjugeant ainsi parfaitement, et les causes d'une grande *richesse évaluée*, et l'importance d'une pareille richesse.

Ces faits établis, croit-on que les campagnes ne puissent se relever de l'infériorité que nous avons signalée, et qu'il leur faille absolument voir le

Digitized by Google

rapport entre leur *richesse évaluée* et celle des villes décroître, sans qu'elles puissent y apporter d'obstacles?

Nous sommes persuadé du contraire, et voici quelques réflexions à l'appui de notre opinion.

Supposons que les campagnes, venant à s'insurger,

1° Mettent des droits d'importation sur toutes les marchandises qui sortent des villes;

2° S'efforcent d'attirer des gens riches au milieu d'elles, en leur concédant des prérogatives de toute sorte;

3° Obligent le gouvernement à transporter le siége de toutes les fonctions publiques au dehors des villes;

Que résultera-t-il de ce nouvel ordre de choses?

Un accroissement énorme dans la *richesse évaluée* des campagnes, par rapport à celle des villes.

Cette hypothèse inacceptable, mais qui cependant n'a rien d'impossible, est un acheminement aux mesures que nous proposerons plus tard. Pour l'instant, elle fait entrevoir que, sans pillage et seulement par des contraintes législatives, il est possible dans certains cas de changer les rapports entre les *richesses évaluées* de deux nations.

Digitized by Google

§ 4.

L'action exercée sur les *richesses évaluées* des villes et des campagnes par leur commerce réciproque peut aisément faire pronostiquer ce que deviennent les *richesses évaluées* de deux nations qui trafiquent ensemble.

Lorsqu'un panier s'est échangé contre une somme de vingt francs, et qu'il en a été de même d'un chapeau, nous avons vu que, si ces deux objets exigent autant de journées pour être façonnés (les frais de fabrication relatifs à la matière première, à l'intérêt des capitaux, etc., étant, par exemple, de 10 francs pour le panier, et de 15 francs pour le chapeau), ceux qui se sont livrés à la confection du chapeau et à son échange auront une *richesse évaluée* moindre que ceux qui, ayant fabriqué et échangé le panier, auront reçu un salaire double.

Si cette différence dans la rétribution des journées, provenant du prix des marchandises échangées, n'existe qu'entre travailleurs appartenant à la même nation, il n'y a guère, par suite de l'inégalité dans les résultats du trafic, qu'un déplo-

Digitized by Google

rable partage de richesses[1], sans que la *richesse évaluée* nationale en soit affectée.

Mais, lorsqu'un échange de cette nature a lieu entre des travailleurs de différentes nations, les conséquences en sont toutes différentes.

C'est une disproportion incontestable dans les parts de *richesse évaluée* qui sont attribuées aux uns et aux autres. Et un souverain dont les sujets sont ainsi lésés doit s'enquérir et prendre des mesures efficaces, sous peine de voir l'État qu'il gouverne s'appauvrir chaque jour au moins relativement.

Supposons en effet que, dans le sol d'un certain pays, en raison de circonstances climatériques particulières, réside la propriété exclusive de faire procréer des œufs presque sans dépense, la production annuelle pouvant être considérable, mais non illimitée.

Dans le cas où la consommation de ces substances alibiles serait aussi grande, aussi générale qu'elle l'est aujourd'hui, les gouvernements étrangers laisseront-ils leurs administrés échanger un bœuf contre un œuf? Ce serait donner, à surface égale, au fonds de terre favorable à la procréation des œufs, une valeur mille fois supérieure à celle du territoire sur lequel se nourrissent les

[1] En supposant qu'il ne faille pas plus de talent pour faire un panier qu'un chapeau.

Digitized by Google

bestiaux. Le simple bon sens conduit à faire prendre des mesures salutaires pour empêcher un trop grand débit de cette marchandise monopolisée, cause d'atténuation de la *richesse évaluée* de toutes les nations, relativement à celle qui serait douée de l'avantage dont nous avons parlé.

Se conduire autrement, ce serait agir en vue d'un cosmopolitisme, sans doute fort acceptable si le monde entier ne faisait qu'une seule famille, puisqu'il en résulterait une plus grande *richesse d'usage* pour chacun; mais ce cosmopolitisme doit être réprouvé tant que l'antagonisme subsistera entre les peuples.

Cette question du libre échange, que nous n'avons pas épuisée, s'élucide au moyen de la distinction entre la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage*, distinction sans laquelle les publicistes, avec la meilleure foi du monde, ne pouvaient que s'égarer.

Nous verrons plus tard que le laisser-faire et le laisser-passer conviennent en général aux pays principalement industriels; parce que leur position commerciale les met pour la plupart à l'abri des inconvénients que la liberté entraîne avec elle; mais il n'en est pas de même pour les nations agricoles.

C'est là un des secrets de la politique britannique, secret qui n'a pas été toujours pénétré; car

Digitized by Google

certains peuples permettent à l'Angleterre d'échanger ses articles manufacturés contre leurs matières premières suivant le cours du jour, tel qu'il est établi par la concurrence seule. Et comme l'abondance du capital matériel et immatériel de cette nation la sert merveilleusement, elle augmente prodigieusement sa *richesse évaluée*, en donnant de cette sorte une journée[1] de travail de ses habitants contre trois et quatre journées du travail de ces mêmes peuples (les autres frais de fabrication étant supposés les mêmes).

C'est à l'aide de ce trafic lucratif (objets de fabrique contre productions du sol), auquel la Grande-Bretagne ne s'est pas toujours livrée, en prétendant arborer hautement le drapeau du libre échange, qu'elle est parvenue à cette puissance énorme qui étonne le monde entier.

[1] L'enquête de 1825 faite en Angleterre établit que ses importations, lorsqu'elles ont été manufacturées, lui rendent, par leur exportation, quatre fois ce qu'elles lui ont coûté, et qu'il y a, par conséquent, un payement régulier en or fait par le monde entier à la Grande-Bretagne.

On lit encore dans la même enquête ce singulier aveu :

« Lorsque les autres peuples ne peuvent pas s'acquitter envers *nous*, soit avec leur or, soit avec leurs marchandises, c'est *nous* qui leur prêtons. »

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE VI

PROTECTION. — LIBRE ÉCHANGE

§ 1er.

La protection[1] des manufactures dans un pays qui est principalement agricole peut accroître, dans certains cas, sa *richesse évaluée*.

I

Nous avons démontré que, si l'on considère deux peuples, l'un manufacturier, l'autre agricole, contractant librement des échanges, le premier l'emportera généralement sur le second en *richesse évaluée*, uniquement par la nature des marchandises qu'il confectionnera, et sans qu'il ait besoin de se livrer à des travaux plus rudes et plus prolongés.

Dans le trafic général des nations entre elles la *richesse évaluée* de quelques-unes pourra donc s'accroître, lors que d'autres verront la leur s'a-

[1] La protection est considérée ici au point de vue des douanes.

Digitized by Google

moindrir, au moins relativement. D'où nous tirons la conséquence, qu'il est d'une extrême importance de savoir pertinemment vers quelles industries on doit diriger les efforts des populations.

L'intelligence individuelle peut-elle servir de guide pour indiquer à chacun la route qu'il doit suivre? Y compter ne serait pas sûr.

Certaines populations (tout le monde nommera celles du nord de l'Europe et celles de l'Asie) manquent d'initiative Habituées dès longtemps à l'obéissance passive, et ne sachant se mouvoir qu'après avoir reçu une impulsion, on dirait qu'elles participent à cet attribut de la matière que les physiciens nomment inertie; attribut qui consiste à persister indéfiniment, soit dans le repos, soit dans le mouvement une fois reçu.

De plus, si ces populations manifestent parfois quelques tendances à la spontanéité, leur élan est bientôt entravé par le défaut de ressources qui ne manque pas de faire avorter les entreprises industrielles les mieux combinées; car, on le sait, sans capitaux, le travail de l'homme est bien peu productif. Ensuite certaines mesures d'ensemble sont à prendre; et elles ne peuvent partir que d'une direction générale, dont la force domine les volontés particulières; c'est dire que le gouvernement doit être appelé dans maintes circonstances à venir en aide aux particuliers.

Digitized by Google

Ceci posé, nous allons toucher à une question des plus délicates et des plus controversées, celle de la protection et du libre échange; mais ce n'est pas avec des généralités, avec des raisonnements vagues, ainsi qu'elle a été traitée jusqu'ici, que nous aborderons cette question. Notre nouvelle théorie des échanges, et les équations qui représentent les deux classes de richesses : *richesse évaluée* et *richesse d'usage*, vont être les bases solides sur lesquelles nous appuierons nos arguments.

Nous commencerons par établir qu'en décrétant la prohibition et la protection, on nuit en général à la *richesse d'usage;* richesse qui, dans l'ordre social le plus convenable, doit être préférée par les peuples, puisque c'est d'elle que découlent et leur aisance et leur bonheur.

En effet, cette richesse diminue d'ordinaire, en raison du renchérissement des marchandises, que provoquent habituellement les mesures prohibitives, ou simplement restrictives du commerce avec l'étranger. Nos théories donnent donc raison, en partie du moins aux libre échangistes, en tant que ceux-ci raisonnent exclusivement au point de vue de la *richesse d'usage*.

— Nous ajouterons que leurs arguments sont encore bien plus valables, quand il s'agit d'une famille isolée, et par suite n'appartenant à aucun corps de nation, ou même d'un petit État, à moins

Digitized by Google

que ces groupes d'individus ne puissent faire des traités protecteurs avec un pays voisin, suffisamment peuplé; car, dans le cas contraire, cette petite famille ou ce petit État ne peuvent se servir utilement d'eux-mêmes, comme débouchés, pour les marchandises qu'ils fabriquent.

Mais quand la protection n'est pas favorable à l'accroissement de la *richesse d'usage*[1], c'est l'état de division, d'hostilité, dans lequel vivent les nations, ce sont leurs querelles journalières qui nous forcent de nous attacher particulièrement à la *richesse évaluée*, garantie de leur force et de leur puissance.

Que l'accroissement de cette richesse exige parfois un sacrifice de bien-être, sans doute, on doit le reconnaître; mais devant ce sacrifice il ne faut pas reculer, car l'indépendance est pour un peuple le premier des biens.

Quand la guerre sera mise au ban des nations, quand l'opinion générale, repoussant toutes pensées égoïstes, pourra faire justice de ces entreprises hostiles d'un État contre un État; entreprises qui naissent trop souvent du désir de faire servir le travail des autres à nos jouissances propres[2]; lorsque, grâce aux progrès des lumières et

[1] Nous avons vu, p. 120 et suiv., que, dans certains cas, la protection des industries indigènes était favorable à la *richesse d'usage*, et par conséquent au bien-être des populations.

[2] La Société de la paix du Massachusets a fait une enquête sur les

Digitized by Google

de la civilisation, le rêve de l'abbé de Saint-Pierre sera réalisé, et que la paix perpétuelle sera établie dans le monde entier, d'une manière stable, immuable ; alors, seulement, on pourra briser les entraves[1] nécessaires à notre époque, pour assurer le développement de la *richesse évaluée*, gardienne de la liberté des peuples !

Mais, tout le monde doit en convenir, combien d'années, combien de siècles ne faudra-t-il pas traverser pour en arriver là ! surtout si l'on arrête ses regards sur les turpitudes, sur les infamies que l'on peut reprocher aux nations, soit dans les temps anciens, soit dans les temps modernes.

Ainsi, malgré la sollicitude des âmes généreuses et leurs efforts incessants, depuis l'origine de notre ère, non-seulement les lois autorisent l'esclavage

causes des diverses guerres qui ont affligé le monde depuis le règne de Constantin. Voici quel est son résultat : 44 engagées pour obtenir un accroissement de territoire; 22 pour lever des tributs; 24 de représailles; 8 entreprises pour décider quelques questions d'honneur ou de prérogatives; 6 provenant de contestations relatives à la possession d'un territoire; 41 provenant des prétentions à une couronne; 30 commencées sous le prétexte d'assister un allié; 23 provenant d'une rivalité d'influences; 5 de querelles commerciales; 55 civiles; 28 de religion, en y comprenant les croisades contre les Turcs et les hérétiques. Si l'on admet que, le plus souvent, la religion a été, non la cause, mais le *prétexte* des 28 guerres qui sont portées à son compte, on voit que presque toutes prennent leur origine dans une convoitise des richesses d'autrui.

[1] Cependant il faudra conserver les entraves qui assurent à certains peuples une plus grande *richesse d'usage*.

Digitized by Google

dans une partie du monde dite civilisée, mais encore le nombre des victimes de cette atroce législation s'accroît chaque jour[1].

Ne voyons-nous pas les Anglais, dont on doit reconnaître le zèle ardent pour la guérison de cette affreuse plaie de l'humanité (et Dieu veuille qu'ils n'aient été guidés, dans cette noble tâche, par aucun intérêt personnel!), faire encore peser, à leur profit, sur l'Inde et l'Irlande, pays conquis, des charges qui enlèvent aux vaincus la juste rémunération du travail individuel? L'Autriche ne suit-elle pas la même politique en Italie? Que de faits analogues ne pourrions-nous pas citer!

Du reste, sans renoncer à tout espoir d'amélioration[2], que dire d'un monde où la renommée la

[1] D'après un des derniers rapports de la Société pour l'abolition de l'esclavage, on compterait maintenant environ sept millions d'esclaves aux États-Unis, au Brésil, dans les colonies espagnoles, dans les colonies hollandaises, dans les républiques de l'Amérique du Sud et dans les établissements de la côte d'Afrique. Et le nombre des esclaves, au lieu de diminuer, en raison des entraves que l'on a mises à cet infâme commerce et des émancipations qui ont eu lieu dans les colonies françaises et anglaises, serait triple aujourd'hui de ce qu'il était au commencement de ce siècle.

[2] On peut juger de la dépravation de l'homme, lorsqu'il s'agit de ses intérêts, par cette observation du Hollandais Witt : « Que « les courses des États barbaresques étaient utiles à la Hollande, « parce qu'elles entravaient à son profit le commerce des faibles « dans la Méditerranée, et qu'en conséquence, il fallait se garder « d'y mettre obstacle. » — L'Anglais Anderson, en rapportant cette opinion, fait cette laconique remarque : *Fas est ab hoste doceri.* C'est à la France que l'on doit la destruction de cette piraterie.

Digitized by Google

plus éclatante appartient aux Alexandre, aux César, ou autrement, aux dévastateurs du monde qui ont fait couler des flots de sang, non pour défendre leur pays, mais pour satisfaire leur ambition? Tandis que c'est à peine si le nom d'un bienfaiteur de l'humanité, d'un Parmentier, par exemple, peut être sauvé de l'oubli [1] !

Il est donc fort à craindre que l'opinion générale ne soit encore longtemps avant de prendre la vraie sagesse uniquement pour guide.

Dans cet état de choses, si le système protecteur des industries nationales, malgré les obstacles qu'il apporte aux relations de royaume à royaume, malgré le décroissement qu'il fait subir parfois à la *richesse d'usage*, peut servir à organiser la défense de certains peuples, et empêcher qu'ils ne soient la proie d'autres plus puissants, l'utilité de ce système dans certaines circonstances sera difficilement contestable

Déjà nous avons établi, chap. IV, que le libre échange pouvait modifier le rapport entre les *richesses évaluées* de deux peuples qui trafiquent ensemble, et par conséquent être défavorable à l'un d'eux. Nous allons démontrer ici que, dans certains cas, la protection en remplaçant le libre échange fait accroître la *richesse évaluée* d'une nation; d'où

[1] Les hommes sont ainsi faits, que presque ceux-là seulement qui les déciment, vivent dans leur souvenir et leur admiration !

Digitized by Google

il résultera inévitablement que le libre échange, au lieu d'être considéré comme devant être appliqué partout, d'une manière absolue, ainsi que le prétendent certains économistes, ne sera plus qu'un mode de relation commerciale parmi les peuples, mode qui devra se discuter comme la protection.

II

Nous considérons d'abord une nation presque entièrement agricole.

Supposons que la population en soit de 20 millions d'habitants, produisant chaque année, à raison de 6 hectolitres par individu, 120 millions d'hectolitres de céréales, cotés à 10 francs l'hectolitre. Supposons, de plus, que la consommation totale arrive à 100 millions d'hectolitres (soit 5 hectolitres par tête[1]); il restera dès lors 20 millions d'hectolitres destinés à l'exportation.

Nous évaluerons encore, au prix de 3 hectolitres, les viandes et autres substances alimentaires produites et consommées dans le pays par chaque personne; ce qui fait 60 millions d'hectolitres. La production totale peut donc être estimée à la valeur de 180 millions d'hectolitres de céréales, ou 1800 millions de francs.

[1] Sur ces 5 hectolitres, 3 servent à la panification; 2 sont employés, soit à la distillation, soit à faire de la bière, soit à nourrir le bétail, etc.

Digitized by Google

Dans cette nation, les quatre cinquièmes des habitants s'appliquent à l'agriculture, et le cinquième restant, qui est de 4 millions, se compose de commerçants, de fonctionnaires, d'artisans, de domestiques[1], etc. Nous ajouterons que le commerce est entièrement libre.

Élevons maintenant des barrières sur les confins du territoire de cette nation, et profitons-en pour établir sur ce territoire une industrie onéreuse[2] (en tissus de coton, par exemple), occupant soit directement, soit indirectement, 2 millions d'ouvriers.

Comme cette industrie, dans une situation normale, d'après Mac-Culloch, donnerait naissance à des produits pour une somme de 1200 millions de francs, nous porterons la production à une valeur de 1800 millions de francs, puisque ces mêmes produits se vendront 50 pour 100 en surplus de ceux que l'on recevait auparavant de l'étranger.

Les bénéfices, à raison de 10 pour 100, sur la production totale seront de 180 millions.

L'établissement d'une usine propice à cette industrie exigera donc pour frais de construction,

[1] Tous ces nombres sont proportionnels à ceux donnés par M. Block (*Charges de l'agriculture*) pour la Russie, et à peu près conformes à l'expérience.

[1] *Onéreuse,* c'est-à-dire que les produits de cette industrie doivent être vendus à un prix plus élevé que ceux de provenance étrangère.

Digitized by Google

achats de machines, fonds de roulement, etc., quelque chose comme 2 milliards; car on admet habituellement que le capital de création doit rapporter aux environs de 10 pour 100.

Précédemment 16 millions d'habitants, en se livrant à l'agriculture, produisaient 180 millions d'hectolitres de céréales ou de produits assimilés en valeur monétaire. Comme 2 millions d'hommes travailleront à la nouvelle industrie, la production en céréales se réduira d'un huitième ou de 22,500,000 hectolitres; et l'exportation, qui était auparavant de 20 millions d'hectolitres, ne pourra plus s'effectuer.

En suivant ces diverses hypothèses, et en ne perdant pas de vue les conséquences qui en résultent, nous allons comparer la *richesse évaluée* qu'avait ce pays avant les mesures prohibitives, avec la *richesse évaluée* qu'il aura après leur adoption.

Pour effectuer cette comparaison, reprenons l'équation de la *richesse évaluée* dans sa forme générale.

$$\begin{aligned} PR = {} & dMm\,(I - N) + d'M'm'\,(I - N') + \text{etc.} \\ & + Mm + M'm' + \text{etc.} + A - C \end{aligned}$$

Le pays, primitivement, ne produisant que du grain, ou des substances nutritives dont la valeur

Digitized by Google

a été assimilée à celle du grain, cette équation se simplifie et se réduit à

$$PR = dMm\,(I - N) + Mm + A - C$$

M désignant la quantité de grains supposés récoltés ou autrement 180 millions d'hectolitres.

Après l'établissement de l'industrie cotonnière, on aura

$$P'R' = d_0 M_0 m_0 (I - N_0) + d'M'm'(I - N') + M_0 m_0 + M'm' + A - C' - 2 \text{ milliards.}$$

Qu'on se rappelle que ces deux milliards ont été consacrés à l'industrie ci-dessus dénommée, et que, naturellement, ils doivent être portés dans l'équation avec un signe négatif.

M_0 est le chiffre désignant la quantité d'hectolitres de céréales nouvellement produites pendant une année, ainsi que le nombre d'hectolitres de céréales assimilés en valeur aux autres substances nutritives également produites durant le même temps

m_0 le prix de l'hectolitre.

M' la quantité de mètres de tissus obtenus annuellement.

m' le prix du mètre courant.

P', R', d_0, d', N_0, N', C', etc., ont des significations analogues aux lettres dépouillées de tout appen-

Digitized by Google

dice, qui forment la partie principale de ces annotations algébriques.

Tous les signes dont se composent les équations étant bien compris, nous devons reconnaître que le terme $d'M'm'(I—N')$, valeur de l'usine, est détruit par le terme — 2 milliards, valeur de ce qu'elle a coûté.

De plus, si l'on admet que le prix de la consommation est égal au prix de la production, ce qui diffère peu de la vérité,

$$C' = M_0 m_0 + M'm', \quad C = Mm$$

D'où il résulte, que comme il s'agit de savoir si, par suite de circonstances inhérentes à la prohibition, la nouvelle richesse évaluée P'R' est supérieure à l'ancienne PR, cela revient à s'assurer, en raison des éliminations que nous venons de faire, si $d_0 M_0 m_0$ $(I—N_0)$ peut être plus grand que dMm $(I—N)$; ou autrement, en substituant aux diverses lettres les valeurs que nous leur connaissons, si $d_0 m_0$ 157,500,000^h $(I—N_0)$ peut être plus grand que dm 180,000,000^h $(I—N)$.

C'est donc dans cette possibilité seulement que gît toute la question, car nous sommes loin de prétendre que la prohibition accroisse toujours la *richesse évaluée*; nous verrons même plus tard que, dans certains cas, cette même prohibition lui est préjudiciable.

Digitized by Google

Or les résultats de l'expérience prouvent qu'un faible déficit dans la production des grains occasionne une hausse hors de proportion avec le chiffre de ce déficit[1].

Voici les nombres recueillis par sir Gregory et rapportés par Tooke dans son *Histoire des prix*.

Un déficit dans la récolte de :		Au-dessus du taux ordinaire.
1 dixième	élève le prix de :	3 dixièmes.
2 —		8 —
3 —		1,6 —
4 —		2,8 —
5 —		4,5 —

D'après ce tableau, la hausse est d'environ trois dixièmes lorsque le déficit est d'un dixième.

Si l'on admet que d est égal à d_0, ce qui est désavantageux à la proposition que nous voulons établir, car dans les pays manufacturiers l'intérêt de l'argent est plus bas que dans les pays agricoles, la multiplication de 180 millions d'hectolitres par 10 francs, prix d'un hectolitre, donnera

[1] C'est un fait aujourd'hui bien constaté que pour le blé, de très-grandes différences de prix correspondent à des récoltes peu différentes en quantité. (Dupuit, ingénieur en chef des ponts et chaussées; art. *Péage*, Dict. d'écon. polit.)

Or c'est une remarque qui a été faite maintes fois, qu'un léger excédant ou un léger déficit dans l'approvisionnement d'une denrée nécessaire à la vie, suffit pour occasionner une perturbation considérable dans le prix. (Molinari.)

Digitized by Google

1800 millions, valeur monétaire moindre que 2520 millions, résultant de la multiplication de 157,500,000 hectolitres[1] par 16 francs, ou le prix précédent accru de trois dixièmes.

Ainsi dans ce cas la *richesse évaluée* devrait son accroissement à la prohibition même.

Il est donc prouvé que cette richesse *peut* s'accroître après la prohibition[2].

Dans nos calculs, nous avons supposé que N_0 était égal à N; mais si quelques personnes prétendaient que les frais de culture s'augmentant avec

[1] 157,500,000 différence entre 180,000,000 et 22,500,000.

[2] Pour simplifier les raisonnements, on a regardé P′ comme égal à P. Cependant il est certaines industries qui, en s'établissant dans un pays au moyen de la protection, font accroître la population, et P′ est plus grand que P. Il en résulte que les substances nutritives de ce pays sont alors bien moins abondantes relativement à la nouvelle population P′, qu'elles ne l'étaient par rapport à l'ancienne P (c'est-à-dire avant l'introduction de la nouvelle industrie), et qu'en conséquence notre démonstration, s'il est possible, est encore plus complète.

Si l'on prétendait qu'on ne peut élever une manufacture dans un pays agricole qu'en prélevant des capitaux sur l'agriculture (ce qui n'est possible qu'en lui enlevant des bras), et qu'ainsi il ne s'opère qu'un déplacement dans les travailleurs, nous répondrions que ce prélèvement n'est pas nécessaire.

Maintes fois, par suite d'un monopole décrété dans un pays, on a vu les capitaux déserter l'étranger, pour venir fonder la manufacture avantagée par ce monopole, et les produits de cette manufacture servir à payer non-seulement les intérêts de ces capitaux et les ouvriers expérimentés que l'on avait fait venir de loin, mais servir en surplus à donner de beaux bénéfices aux industriels.

Digitized by Google

le prix des subsistances, le capital terre ne prend pas plus de valeur, nous les renverrions à l'expérience qui constate que la rente des domaines s'élève presque toujours, lorsque les denrées agricoles haussent de prix.

Dans les pays manufacturiers, où les substances alimentaires produites par le sol ne sont pas suffisantes, la *richesse évaluée* provient déjà en forte partie du perfectionnement de l'agriculture[1], qui accroît la production territoriale. Cette *richesse évaluée* résulte encore du prix des produits de la terre, prix qui surpasse celui des marchandises similaires dans les pays agricoles, de tous les frais que nécessite le transport de ces marchandises, des pays agricoles aux pays manufacturiers où elles doivent se consommer.

Cet accroissement dans le prix de la viande et des céréales est donc tout à l'avantage de la *richesse évaluée* de ces derniers pays.

Nous ne saurions trop insister sur cette différence de prix des substances nutritives chez les diverses nations, et sur la cause à laquelle on doit l'attribuer; car c'est tout naturellement, en reproduisant la cause de l'accroissement des prix que l'on parviendra à augmenter la *richesse évaluée*.

Il *peut* donc y avoir, avec la protection, accrois-

[1] Voyez la Hollande, la Belgique, l'Angleterre.

Digitized by Google

sement dans la *richesse évaluée* totale, bien que la *richesse d'usage* générale ait pu diminuer, attendu que certaines marchandises ont renchéri ; *toutefois* il n'est pas démontré que l'essor de la *richesse évaluée* d'un pays soit toujours favorisé par la protection d'une manufacture quelconque. Dans le paragraphe suivant, on verra dans quel cas cette protection est utile ou préjudiciable.

Digitized by Google

§ 2.

La protection accordée, dans certains cas, à diverses manufactures situées dans un pays agricole, diminue la *richesse évaluée* de ce pays.

Une objection puissante faite par Smith aux protectionnistes, et qui jusqu'ici n'a pas reçu de solution satisfaisante, va trouver dans nos équations une explication des plus simples, une réponse des plus catégoriques.

Voici cette objection formulée en quelques lignes :

Si vous prétendez que la protection est utile, n'est-il pas absurde de penser qu'une nation puisse fabriquer avantageusement pour elle, avec des mesures prohibitives, et au moyen de serres chaudes, des substances exotiques qu'elle pourrait se procurer par le commerce extérieur à un taux cent fois moindre?

Un peuple assez inepte pour créer des établissements qui produiraient aussi chèrement ne ferait-il pas une perte énorme de richesse?

En émettant cette opinion, Smith faisait preuve d'un esprit très-judicieux, car, grâce à la protec-

Digitized by Google

tion, une manufacture à produits onéreux ne peut être fondée utilement dans un pays, que si elle rencontre certaines circonstances favorables.

Pour les déterminer, reprenons l'équation de la *richesse évaluée* d'un pays agricole.

$$PR = dMm(I - N) + Mm + A - C$$

M désignant la quantité d'hectolitres de grains, dont la valeur est égale à celle de toutes les substances nutritives que produit le pays.

Le sens des autres lettres comme précédemment.

Si ce pays se livre à une fabrication onéreuse d'objets manufacturés, sa nouvelle *richesse évaluée* sera :

$$P'R' = d_0M_0m_0(I - N_0) + d'M'm'(I - N') + M_0m_0 + M'm' + A - C' - K$$

K étant le capital employé pour fonder la nouvelle industrie.

P′ la nouvelle population.

M_0 la quantité d'hectolitres de grains représentant en valeur les substances nutritives que ce pays produit après l'établissement de la protection ; M_0 et M s'appliquant aux mêmes substances.

m_0 le nouveau prix de l'hectolitre.

R′ la nouvelle *richesse évaluée* individuelle.

M′ la quantité des nouveaux articles manufac-

Digitized by Google

turés, que l'on confectionne au moyen de la protection.

m' le prix de l'unité de ces nouveaux articles.

N_0, N', d_0, d', etc., conservant les significations que nous leur avons toujours données.

Primitivement, les habitants échangeaient, par exemple, une unité de M contre dix unités de M', qui leur arrivaient de l'extérieur. Dans la nouvelle situation qui leur est faite par la protection, les unités de M' renchérissent, et ils ne peuvent plus en avoir que deux pour une unité de M.

Ceci posé, que faut-il faire pour savoir si le système protecteur est favorable à la *richesse évaluée?* Tout simplement discuter les expressions algébriques de P'R' et de PR, et reconnaître dans quel cas

$$d_0M_0m_0(1-N_0)+d'M'm'(1-N')+M_0m_0+M'm' \\ -C'-K$$

sera plus grand que

$$dMm(1-N)+Mm-C$$

Précédemment nous avons simplifié ces expressions, en supposant

$$K=d'M'm'(1-N') \qquad M'm'+M_0m_0=C' \\ Mm=C$$

Digitized by Google

En sorte qu'il suffisait de comparer le terme $d_o M_o m_o$ (I—N_o) avec le terme dMm (I—N).

Mais, si m' prix des nouveaux objets fabriqués, est très-élevé, s'il est devenu 10 fois, 100 fois ce qu'il était, lorsque l'on tirait les unités de M' de l'étranger, $d'M'm'$ (I—N') ne reste plus égal à K, et la *richesse évaluée* peut très-bien décliner.

En effet :

1° Le nouveau prix m' des articles que l'on tirait de l'étranger avant la protection prend de telles proportions, que la plupart des consommateurs ne peuvent les acheter.

Alors $d'M'm'$ (I—N') au lieu d'être égal à la somme en espèces K, qui a été nécessaire pour fonder les nouvelles manufactures, s'annihile en partie.

De là, perte presque entière du capital employé, car ce n'est pas suffisant de vouloir élever le prix des marchandises, pour assurer l'existence de l'établissement où on les fabrique, il faut encore avoir du débit.

2° Si la nouvelle industrie n'emploie que peu de personnes, elles sont sans action par leurs consommations pour accroître la valeur $M_o m_o$, et par suite le capital $d_o M_o m_o$(I—N_o); le prix des subsistances nutritives ne pouvant s'accroître que par la concurrence d'un grand nombre de consommateurs.

3° Si le nouvel article fabriqué est très-cher,

Digitized by Google

et que les produits agricoles n'aient pas enchéri en conséquence, les agriculteurs seront forcés de donner beaucoup plus des denrées dont M désigne la quantité, pour acquérir les marchandises qu'ils tiraient de l'étranger avant la protection, marchandises dont le nombre est indiqué par M'.

D'où résulte pour les agriculteurs une dépossession désastreuse qui augmente leurs frais et diminue leur *richesse évaluée*. Et les industriels ne profitent pas de cette dépossession, attendu que, par la concurrence qu'ils se font entre eux, ils ne peuvent s'appliquer que des gains seulement rémunérateurs.

4° Les nouveaux produits étant très-coûteux, la contrebande s'exerce fructueusement sur eux, et le capital $d'M'm'$ (I—N') éprouve encore, pour ce motif, de fortes atteintes. Car si l'on veut vendre, il faut absolument baisser les prix, et se priver des bénéfices sur lesquels on comptait.

Quant aux suppositions $M'm' + M_0 m_0 = C'$ et $Mm = C$, nous dirons que les consommations ne sont pas chaque année, dans une nation, rigoureusement égales à la production, et qu'il se fait d'ordinaire tous les ans, sur cette même production une réserve qui accroît le capital national. Or, si les marchandises sont plus chères en raison de la protection, le prix des objets consommés augmente, et la réserve nationale annuelle diminue.

Digitized by Google

Un État marcherait à sa ruine, en encourageant une industrie factice dont il faudrait payer les produits un prix énorme.

Pour qu'une industrie puisse s'établir artificiellement et utilement dans un pays agricole, il faut :

I. Qu'elle occupe un assez grand nombre d'individus pour faire hausser le prix des subsistances ;

II. Que le capital de création ne puisse pas être employé d'une manière plus fructueuse, en routes, chemins de fer, ponts ou autres établissements;

III. Que le prix des produits protégés ne s'élève pas trop haut, car :

1° La contrebande empêcherait que ces produits ne prissent une valeur rémunératrice, ce qui ferait baisser la valeur du capital employé ;

2° La somme prélevée sur les regnicoles, pour payer cette plus-value des produits, accroîtrait les frais généraux des fabrications de toute espèce, et nuirait encore au capital national en diminuant les réserves que l'on peut faire chaque année.

Le plus souvent la création d'un établissement industriel à produits onéreux peut être assimilée à celle d'une route, soit pour les services qu'elle rend, soit pour les dépenses qu'elle nécessite.

D'abord le sol sur lequel la route repose ne donne plus naissance à aucun produit. Ensuite il a fallu rétribuer des ouvriers pour fossoyer, niveler, affermir, afin que ce sol soit rendu viable.

Digitized by Google

Cette route coûte donc; cependant son avantage est incontestable, parce qu'elle ouvre des débouchés.

Il en est de même des manufactures qui n'existent que par la protection : c'est en ouvrant des débouchés aux articles fabriqués d'un pays, qu'elles peuvent *quelquefois* le dédommager largement de la perte qu'elles lui font éprouver d'un autre côté.

Si, pour établir la route dont il a été parlé, il était nécessaire de trancher des montagnes, de combler des vallées, de traverser des fleuves, en faisant des dépenses prodigieuses, qui ne seraient pas en rapport avec le service qu'elle rendrait, il faudrait bien se donner de garde d'y travailler.

C'est ainsi que certaines industries trop onéreuses qui consisteraient à faire mûrir dans les pays du nord le café, la vanille, etc., ne doivent être encouragées par aucun gouvernement.

Pour savoir si la spécialité d'industrie à laquelle on se livre est favorable à la *richesse évaluée*, on comparera, à l'aide de nos équations, d'une part le préjudice que cette industrie fait éprouver au pays forcé de consommer des marchandises à prix plus élevé, et d'autre part le bénéfice qu'elle lui rapporte indirectement.

C'est cette comparaison qui fera décider la question.

Digitized by Google

En général, ce que nous venons de dire sur les manufactures implantées de vive force dans les pays agricoles ne pourrait s'appliquer aux pays très-commerçants ou très-industriels.

Ainsi fonder en Hollande et en Angleterre, où les subsistances nutritives ordinaires entrent rationnellement avec de faibles droits, des manufactures ne pouvant subsister sans protection, ce serait, dans un grand nombre de cas, un acte qui ne serait pas motivé au point de vue de la *richesse évaluée* absolue de ces nations.

Peu de mots vont nous suffire pour le démontrer.

La production des grains en Europe est d'environ 3 milliards d'hectolitres. Si l'on ajoute à cette quantité 2 milliards d'hectolitres environ, pour les pays situés en Afrique, en Amérique et en Asie, qui peuvent facilement communiquer entre eux et avec l'Europe, on arrivera au total énorme d'environ 5 milliards d'hectolitres.

De plus, à notre époque, et pendant bien des années encore, cette production demeurera tout à fait subordonnée à la consommation; c'est-à-dire qu'elle s'accroîtra au fur et à mesure que les besoins deviendront plus grands.

Les céréales abandonnées librement à leurs cours normaux ne prendraient donc pas, en Hollande et en Angleterre, une valeur plus élevée,

Digitized by Google

en raison du petit accroissement de population résultant de l'industrie protégée, car, immédiatement, il y aurait ailleurs un plus grand développement de culture qui s'opposerait à une hausse dans le prix des subsistances. En conséquence, les agriculteurs indigènes dont les produits éprouvent déja une plus-value provenant de l'importation coûteuse des denrées alimentaires qu'ils ne peuvent fournir, ne bénéficieraient qu'infiniment peu de ce nouvel ordre de choses ; tandis que la *richesse évaluée* de ces deux nations s'abaisserait de toute la perte occasionnée par le maintien des industries protégées.

Par exemple, supposons qu'au moyen de serres chaudes et de mesures prohibitives, il soit possible de faire fructifier en Angleterre du poivre à 100 francs la livre, lorsqu'il est si facile de se le procurer, en le recevant de l'Inde, au centième de ce prix; évidemment l'Angleterre éprouverait, sans compensation sensible, une perte sèche de 99 francs par livre de poivre [1].

[1] Néanmoins, si, dans un pays manufacturier, la protection d'un genre de fabrication avait une telle importance, qu'à défaut de cette protection, les habitudes nationales pourraient être transformées, dénaturées complétement (prenons pour exemple la substitution du vin à la bière en Angleterre), ce ne serait qu'après un mûr examen que l'on devrait prendre une décision.

Nous ferions une remarque semblable relativement à un pays classé dans la même catégorie, si des droits élevés étaient frappés à

Digitized by Google

S'il s'agissait de la Russie, de la Pologne, des États-Unis, où les céréales, dans leur abondance, dépassent d'une manière notoire les besoins de la population, on raisonnerait la plupart du temps d'une autre manière, par rapport aux industries que la prohibition ou la protection pourraient faire prospérer. Toutefois, la culture du poivrier serait dans ces pays, folle, ruineuse, et devrait y être proscrite, pour les raisons que nous avons données ci-dessus.

Que l'on veuille bien se reporter (page 215) à la discussion de l'expression

$$d_0 M_0 m_0 (I - N_0) + d' M' m' (I - N') + M_0 m_0 + M' m' - C' - K' > d M m (I - N) + M m - C$$

expression au moyen de laquelle toutes les difficultés relatives à l'importation et à l'exportation peuvent être tranchées; on s'assurera que nous avons tenu compte du dommage que fait éprouver à la *richesse évaluée* d'une nation une industrie réclamant la prohibition, et que ce dommage est pris en grande considération, pour décider si une industrie imposée par la force, et n'ayant qu'une vie factice, est utile ou non au développement de la *richesse évaluée*.

l'entrée sur des produits tout à la fois très-recherchés et d'une utilité douteuse, bien que cependant ces produits fussent distincts des marchandises nationales.

Digitized by Google

Que faut-il donc faire pour accroître le plus possible la *richesse évaluée* dans les pays presque entièrement agricoles, et obtenir des profits qui puissent, en se capitalisant comme fruits de l'épargne, comme réserve de force, comme élément de puissance, donner à ces pays le maximum de *richesse évaluée* qu'ils sont susceptibles d'acquérir? Dans nombre de cas, on doit mettre obstacle à ce que la population se livre tout entière et exclusivement aux travaux de l'agriculture, afin de faire consommer sur place la viande et les céréales produites par le sol[1].

Il s'établira alors infailliblement une concurrence de demandes, qui déterminera une hausse dans les prix. Cette hausse profitera sans partage aux agriculteurs indigènes, et ne servira plus à rémunérer, sans accroissement du capital national, les intermédiaires chargés et de la vente au dehors et des frais de transport.

[1] Aux États-Unis, pays nouvellement civilisé, où la population s'accroît par elle-même, et par l'immigration d'une manière prodigieuse, où le commerce et la navigation ont pris un très-grand essor, évidemment ces maximes ne sont pas applicables.

Digitized by Google

§ 3.

Une nation agricole ou manufacturière peut avoir avantage à frapper certaines marchandises étrangères, de droits non-seulement fiscaux, mais encore protecteurs, lorsque ces marchandises donnent lieu, en tenant compte des frais de fabrication et des journées de travail qui s'y rapportent, à des échanges qui amoindrissent relativement la *richesse évaluée* de cette nation.

Dans le chapitre précédent et dans celui des échanges, nous avons montré que les peuples manufacturiers, en commerçant avec les peuples agricoles, acquéraient une *richesse évaluée* bien supérieure à celle de ces derniers, parce que dans les échanges, la marchandise fournie par le peuple manufacturier exigeait, en général, moins de journées de travail, toutes choses étant égales d'ailleurs.

Nous dirons maintenant qu'en se rendant compte, au moyen de calculs analogues aux précédents, de l'effet produit sur la *richesse évaluée* d'un peuple quelconque, manufacturier ou agricole, par l'importation de certaines marchandises, il peut très-bien arriver que cet effet lui soit défavorable.

Un article de provenance étrangère vient-il

Digitized by Google

amoindrir relativement la *richesse évaluée* d'une nation, il y a lieu maintes fois pour cette nation de le frapper de taxes à son entrée, afin d'en diminuer la consommation. De cette manière, les bénéfices et la *richesse évaluée* du peuple qui fabrique cet article se réduiront simultanément.

C'est principalement aux objets de luxe qu'il est convenable d'appliquer cet accroissement des taxes à l'entrée; car une certaine action, assimilable à celle du monopole, s'exerce presque toujours sur le prix de ces marchandises, et, en élevant ce prix, accroît le salaire journalier des ouvriers qui les ont fabriquées, ou le bénéfice de leurs patrons.

En voici un exemple :

Une modiste parisienne vend, au prix de 100 francs, une coiffure qui n'a exigé qu'un jour de travail, et dans laquelle entrent seulement des matières premières pour 35 francs. Si le marché a été passé avec une Française, malgré le haut prix de la main-d'œuvre, il n'y a pas de diminution dans la *richesse évaluée* de la France, et rien n'empêche les choses de suivre leur cours naturel.

Mais lorsque la coiffure est payée par une étrangère, le rapport entre les *richesses évaluées* de la France et de la nation à laquelle cette étrangère appartient, est altéré au préjudice de cette nation. Surtout si, la modiste ayant traité avec une

Digitized by Google

dame russe, le règlement définitif s'est opéré au moyen d'un échange de 5 hectolitres de froment russe contre la marchandise parisienne; car ces 5 hectolitres, à raison de 20 francs l'un, auront réclamé une bien plus grande quantité de journées de travail, tous autres frais de fabrication compensés[1].

Si la Russie avait réglé définitivement l'acquisition de la coiffure, au moyen d'une peau de martre zibeline, dont la possession ne lui aurait peut-être coûté primitivement que la charge d'un seul coup de fusil, il serait bien possible que la proportion entre les *richesses évaluées* des deux pays ne se fût pas modifiée.

Les Anglais ont tenu compte, malheureusement par rapport à la France, des considérations sur lesquelles nous venons d'appeler l'attention.

Ainsi, les vins de France, à leur entrée en Angleterre, sont taxés à la somme énorme de 150 francs par hectolitre.

Un chapeau, un bonnet en étoffe, fabriqués dans notre pays, payent, chacun, à la douane anglaise, 8 fr. 50, quand bien même la valeur réelle de ces objets serait au-dessous de cette somme.

[1] Voyez ce qui a été dit, page 169, sur le nombre de journées de travail que les Russes appliquent à la production d'un hectolitre de froment.

Digitized by Google

Et la protection de la *richesse évaluée* relative de nos voisins s'effectue encore au moyen des frais de transport de ces diverses choses, du lieu de production au lieu de consommation, frais qui accroissent le prix de ces mêmes choses, et empêchent qu'il n'en soit acheté une forte quantité.

La Turquie use de singuliers errements économiques. Les marchandises étrangères payent 5 pour 100 à l'entrée, et les marchandises indigènes soldent au gouvernement un droit de 12 pour 100, à la sortie[1]. Il en résulte forcément que ce pays, par la maladresse des gouvernants, est condamné à la pauvreté.

La main d'œuvre a beau être bon marché, le fabricant ne peut livrer que peu de produits à l'étranger, puisque leur prix doit s'élever à la sortie.

Comme la Turquie est dans une situation à ne pouvoir exciter la jalousie des puissances étrangères, l'intérêt de ces dernières est contraire à ce qui est. Il serait préférable, pour elles, que la Turquie produisît beaucoup, parce qu'alors il en résulterait des échanges très-nombreux avec l'extérieur, qui augmenteraient tout au moins la *richesse d'usage* générale.

[1] Lettres sur la Turquie, par *Ubicini*.

Digitized by Google

Dans ces déductions, nous avons presque toujours généralisé nos raisonnements, et n'avons fait que très-rarement des applications particulières à telle ou telle marchandise spéciale.

En agissant autrement, nous aurions donné de trop grandes proportions à un ouvrage qui n'a pour but que d'asseoir certains principes économiques sur des bases solides[1]. Nous dirons cependant qu'*en général* nos théories portent à recommander la liberté pour le commerce des grains, et à ne faire protéger cette espèce de marchandises que par les manufactures.

[1] Ainsi, par exemple, nous croyons démontrer d'une manière irréfutable que les systèmes du libre échange et de la protection ne s'excluent en aucune manière, et que l'application de l'un ou de l'autre de ces systèmes à un pays, dépend de sa position géographique, de son commerce, de son industrie et encore des diverses aptitudes de ses habitants.

Digitized by Google

§ 4.

De l'introduction du *free trade* dans un pays soumis, depuis longues années, à la protection.

D'après ce qui a été dit sur la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage*, on pourrait penser que, le plus ordinairement, si le libre échange fait perdre, aux habitants d'un pays depuis longtemps au régime de la protection, une partie de leur *richesse évaluée*, en compensation, il augmente leur *richesse d'usage*.

— Que l'on se détrompe !

En décrétant le libre échange dans une nation, ces deux espèces de richesses peuvent très-bien alors décliner à la fois.

Nous nous gardons bien d'affirmer qu'elles diminueront toujours, car, si le système protecteur avait été sottement appliqué, bien au contraire, au moment de son abandon, l'une et l'autre de ces richesses grandiraient.

En effet, par impossible, prenons pour exemple un pays du nord de l'Europe qui, dans le but de prohiber les produits de l'Inde et de l'Amérique

Digitized by Google

méridionale, aurait remplacé par des procédés factices, incomplets et en même temps très-onéreux, le soleil brûlant de ces contrées, si nécessaire à la végétation de certaines plantes.

— Eh bien! le délaissement d'une pratique aussi déraisonnable, pour adopter le libre échange, serait favorable à la *richesse d'usage* et à la *richesse évaluée*[1].

Mais, dans le cas où les mesures protectrices auraient été judicieusement appliquées, le résultat serait tout autre. Ces mesures auraient fait surgir une population[2] nouvelle qui serait loin d'être dénuée de bien-être, et si, par suite du libre échange, l'ouvrage venait à manquer dans les manufactures où une partie de cette population travaillerait, les deux espèces de richesses décline-raient ensemble.

Ce que nous venons d'avancer, dans son application à la *richesse évaluée*, ne sera certainement pas démenti, car assez d'explications probantes en ont été données antécédemment; mais quant à la *richesse d'usage*, comme le libre échange fait diminuer maintes marchandises de prix, et qu'il semble que, par suite, cette richesse doive

[1] Voyez p. 119 et suiv.

[2] Le système de la protection, établi dans de mauvaises conditions, pourrait faire diminuer la population d'un pays.

Digitized by Google

s'accroître, nous allons faire toucher au doigt qu'il est loin d'en être ainsi.

L'équation de la *richesse d'usage* est

$$U = \frac{Mm + M'm' + \text{etc.}}{P\,(am + a'm' + \text{etc.} + l)}$$

Supposons que M′ représente la quantité de mètres de cotonnades fabriquées dans le pays protégé, et m' le prix du mètre.

Si on laisse entrer des tissus en coton, coûtant moitié moins que les tissus indigènes, les fabriques du pays s'arrêteront, $M'm'$ s'annulera presque.

De plus, la population qui travaillait aux manufactures de coton, étant très-malaisée, se réduira aux plus dures privations, et si M représente la quantité d'hectolitres de froment produits, m le prix de l'hectolitre, Mm s'amoindrira.

Le numérateur diminuera donc, puisque les deux termes, Mm et $M'm'$, décroîtront à la fois.

Il est vrai qu'au dénominateur, m, m', etc., se réduiront aussi ; mais le numérateur, en raison du terme de la forme $M'm'$ dont chaque facteur s'apetisse, s'abaissera beaucoup plus vite que le dénominateur, ou seulement m, m', prennent des valeurs plus petites (a, a', etc. étant des constantes),

Digitized by Google

et entraînera dans sa décadence U, la *richesse d'usage*.

— Mais, dira-t-on : les cotonnades seront à meilleur marché? Nous répondrons qu'il peut fort bien arriver qu'avec un hectolitre de grains (nouveau prix) on ne puisse acheter autant de cotonnades qu'auparavant, malgré le rabais de ces dernières marchandises.

Dans ce raisonnement, nous avons admis que P était constant, et c'est avec raison.

En effet, lorsqu'une population est atteinte par la misère, ce n'est qu'après un bien long temps qu'elle se réduit, d'elle-même, au nombre suffisant pour retrouver le bien-être qu'elle a perdu. Et la durée des affligeantes épreuves qu'elle subit dépend, en grande partie, et de l'attachement que cette population conserve à son pays, et de sa tendance à se multiplier : or tout le monde sait combien les mœurs, les coutumes d'un peuple sont lentes à se modifier.

Avec l'application du libre échange, un peuple *pourra* donc traverser les crises les plus funestes, pour arriver au point où sa *richesse d'usage* moyenne devra s'accroître, s'il est vrai toutefois qu'il se trouve dans des conditions où le libre échange est admissible[1]. Par ce langage qui est

[1] Le nouveau traité avec l'Angleterre n'est pas du libre échange :

Digitized by Google

bien loin d'être absolu, nous laissons pressentir que dans certaines circonstances une nation n'a rien à redouter du libre échange.

Ainsi, est-elle très-industrielle? Peut-elle lutter avec succès contre les peuples étrangers dans la fabrication des objets manufacturés?

Que cette nation se rassure! — En succédant à la protection, le libre échange, en général, dans cette circonstance, est, tout à la fois, favorable à la *richesse évaluée* et à la *richesse d'usage*.

L'examen des équations de ces richesses rend parfaitement compte de ce phénomène économique. Il explique encore ce qui aurait lieu dans l'hypothèse suivante.

Supposons que l'électricité, ou même une substance matérielle, en se combinant avec un liquide très-abondant, l'eau, par exemple, permettent de fabriquer, à un prix extrêmement réduit, tout le vin dont on a besoin dans l'univers. Certainement la *richesse d'usage* du monde entier, et principalement celle des peuples qui achètent cette boisson à grands frais, s'accroîtra.

Mais les 2 millions de cultivateurs et de propriétaires qui, en France, vivent de la vigne (en admettant que le terrain où elle végète ne puisse être adapté à aucune autre culture), verront

c'est simplement une diminution de protection, soit du côté de la France, soit du côté de l'Angleterre.

Digitized by Google

leur *richesse d'usage* diminuer prodigieusement.

De plus, il serait bien possible que ces 2 millions d'individus, en pesant par leur misère sur les 34 autres millions que nourrit encore ce pays, n'amoindrissent immédiatement la *richesse d'usage* moyenne de chacun de ses habitants.

Le libre échange introduit dans une contrée soumise au régime protecteur depuis longtemps, semble, au premier abord, dans ses résultats économiques, avoir une grande analogie avec les résultats que l'on observe quand on substitue au travail des hommes celui des machines.

Nous allons montrer, cependant, qu'il existe une très-grande différence entre ces deux résultats.

Lorsque les prix des marchandises diminuent dans un pays, en raison des perfectionnements qui sont introduits dans les fabriques, la *richesse d'usage* s'accroît; car dans son équation, les quantités des marchandises M, M', etc., augmentent, et font accroître, comme nous l'avons déjà dit, cette espèce de richesse, malgré la diminution des prix de l'unité de ces marchandises, m, m', etc., qui influencent de la même manière le numérateur et le dénominateur de cette équation.

Incidemment, nous ferons observer, à la suite de ce raisonnement, qu'il est de la plus grande utilité, pour un peuple chez lequel règne la protection, que les machines employées par ses in-

Digitized by Google

dustriels soient au plus haut degré de perfection; puisque sa *richesse d'usage* en dépend. Sous ce régime, les droits d'entrée des marchandises étrangères doivent être gradués, de manière qu'un progrès incessant et une activité constante président toujours aux fabrications nationales.

Pour revenir à notre sujet, il est certain qu'au moment où les machines d'invention récente commencent à fonctionner, elles peuvent causer de grands maux aux ouvriers; mais comme, en général, elles n'agissent que sur la situation de quelques milliers d'entre eux (car les perfectionnements les plus efficaces ne s'obtiennent que bien lentement), le malheur éprouvé n'est pas immense, absolu, sans remède. N'avons-nous pas vu, après quelque temps de misère, les travailleurs qui étaient inoccupés sur un point se caser ailleurs?

Sans vouloir méconnaître les souffrances momentanées que produisent les machines, on ne peut contester, en les considérant sous une autre face, qu'elles font obtenir de grands avantages.

Ces machines donnent une impulsion heureuse et presque subite à la *richesse évaluée* d'un pays, et bientôt même à sa *richesse d'usage;* puisque les ouvriers se remettant assez promptement à la besogne, les marchandises baissent de prix.

Voyons actuellement quelles sont les conséquences du *free trade* introduit tout à coup, sans

Digitized by Google

préparation aucune, dans un pays où la protection s'est exercée pendant longues années.

Déjà, il doit y avoir, à la suite d'une mesure économique ainsi brusquée, une bien plus grande quantité de travailleurs sans emploi, que lorsqu'il s'agissait des machines, et nous nous sommes étendu assez longuement sur les maux qui s'ensuivent, pour qu'il soit inutile d'y revenir.

Mais, quand bien même on pourrait faire émigrer avec facilité ces travailleurs forcément oisifs, d'ordinaire, contrairement à ce qui résulte de l'emploi des machines, il y aura diminution dans la *richesse évaluée*, puisque la production indigène aura décru [1].

Des divers détails dans lesquels nous sommes entré, il résulte qu'en général un pays engagé dans les voies protectionnistes ne peut, sans beaucoup d'imprudence, revenir subitement sur ses pas pour suivre résolûment et insoucieusement les principes du libre échange.

[1] Il faut ici se rappeler que lorsque la protection a été parfaitement raisonnée, elle fait accroître la *richesse évaluée*.

Digitized by Google

§ 5.

Sanction donnée par l'expérience à nos théories.

I

Si, comme nous l'avons déjà dit, tous les peuples du monde étaient réunis dans une confraternité parfaite; s'ils ne constituaient qu'une seule et unique famille, la liberté du commerce serait en général une bonne chose, parce que les satisfactions s'acquérant habituellement au moindre prix[1], la *richesse d'usage* obtiendrait son maximum.

Malheureusement il n'en est pas ainsi.

Ne voit-on pas partout les idées de domination, et non de justice, prévaloir dans les relations extérieures? Chaque nation ne vise-t-elle pas constamment à l'agrandissement du territoire sur lequel elle est assise, pour y puiser des moyens d'oppression plus certains? C'est de l'histoire que nous écrivons, et, malheureusement encore, de l'histoire moderne.

Aussi la pratique conduit-elle presque tous les

[1] Le libre échange ne fait pas toujours baisser les prix, il les accroît souvent, en exerçant une action pareille à celle d'une route que l'on ouvre dans un pays sans débouchés; mais, par le libre échange, chaque membre de la famille humaine obtient le plus ordinairement, avec moins de travail, les objets qui lui sont ou nécessaires ou agréables.

Digitized by Google

peuples, quand ils ne sont pas dans des conditions industrielles spéciales, à adopter le système protecteur qui accroît leur force, leur importance; et se gardent-ils bien d'abaisser les barrières qui les isolent, lorsqu'ils pourraient ainsi souvent acquérir une vie douce, facile, c'est-à-dire une très-grande *richesse d'usage !*

Or, voyez ce qui se passe habituellement dans le monde et quelle sanction complète nos théories reçoivent de l'expérience !

Des lignes de douane existent à l'entrée de chaque pays, et des droits protecteurs y sont presque partout prélevés sur les marchandises de provenance étrangère; c'est que les peuples qui y résident, conduits par la pratique, recherchent la *richesse évaluée*. Dans l'intérieur de ces pays, au contraire, la circulation des marchandises est parfaitement libre[1]; c'est qu'alors il ne s'agit plus d'établir une supériorité en *richesse évaluée*, d'une province sur une autre; mais de rendre tous les nationaux heureux, autant qu'il est possible[2].

[1] Les octrois n'existent qu'à titre d'établissements fiscaux et non protecteurs.

[2] Quelquefois, il est vrai, une province, d'un vaste empire, très-éloignée des centres de consommation, pourrait avoir besoin pour l'accroissement de sa *richesse d'usage* (voyez p. 119 et suiv.), d'industries protégées, en raison des frais onéreux de transport qui grèvent ses productions naturelles, mais c'est toujours dans des cas exceptionnels.

Digitized by Google

Un petit peuple, qui ne doit son existence indépendante qu'au bon vouloir des États du premier ordre, et dont l'action guerrière sur les nations voisines est presque insensible, a naturellement un grand intérêt à ne rechercher que la *richesse d'usage*, au moyen du libre échange.

Si même il est industriel, commerçant, et si une position favorable lui permet d'être navigateur, il cumulera, au moyen du libre échange, souvent tout à la fois, et la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée*.

Mais la Russie, pays agricole, qui compte au nombre des grandes puissances de l'Europe, compromettrait sa haute position, si elle se laissait aller à des errements pareils.

Il est remarquable que Montesquieu, dans un chapitre de l'*Esprit des lois*, intitulé : « *Avec quelle nation il est désavantageux de faire le commerce*; » avait eu la prévision des vérités que nous venons d'établir; car il conclut que le commerce libre est désavantageux aux nations pauvres, c'est-à-dire aux nations agricoles.

J. B. Say a donc sacrifié aux erreurs que renferme sa théorie de l'échange, lorsqu'il reproche à ce penseur illustre une opinion qui est au contraire la preuve d'un très-profond jugement.

Digitized by Google

II

Dans les voies de protection où la plupart des gouvernements sont engagés, voies dont nous avons fait reconnaître souventefois l'utilité, et que nous nous gardons bien d'approuver et de préconiser en tout, partout et toujours, en général ils ne marchent qu'en aveugles, ou autrement, en trébuchant à chaque pas; l'appareil protecteur dont ils se servent ne fonctionnant pas le plus habituellement d'une manière rationnelle.

Néanmoins, les exemples ne nous manqueront pas pour démontrer que cet appareil, malgré ses défectuosités, et bien que son application soit déplorable au point de vue de la *richesse d'usage* générale ou du bien-être de tous, a cependant pu enrichir certaines nations.

Le système continental, inventé par Napoléon Ier pour ruiner l'Angleterre, avait tellement indisposé le monde, qu'à la chute de l'Empire, la liberté du commerce fut acclamée de toutes parts.

Dans ces circonstances favorables, le nom de J. B. Say, propagateur du libre échange quand même, devint européen. Son Traité d'économie

Digitized by Google

politique fut traduit dans toutes les langues, et ses doctrines furent généralement acceptées.

Lui-même, par des qualités de style et un talent incontestable d'exposition, avait donné, à l'ensemble de ses publications, une autorité que les idées qu'il patronnait ne méritaient pas à tous égards.

Plusieurs États, entre autres la Russie, l'Allemagne et les États-Unis, s'empressèrent d'adopter ses principes.

Mais, quelques années plus tard, le comte de Nesselrode, grand ministre du Czar, déclara que les produits russes ne trouvaient plus de débouchés à l'étranger; que les fabriques du pays étaient ruinées ou près de l'être; et il remplaça le système du libre échange par celui de la protection, dont le gouvernement moscovite paraît se bien trouver.

Les États-Unis et l'Allemagne imitèrent cet exemple, et ne semblent pas décidés à l'abandonner [1].

[1] Nous avons lu avec étonnement, dans plusieurs ouvrages sur l'économie politique, que les États-Unis ont adopté le libre échange. Le dernier tarif de leurs douanes, que nous rapportons, tarif qui a été revisé le 3 mars 1857, par un acte du congrès, est non-seulement la preuve du contraire, mais encore, malgré plusieurs écarts, son économie générale s'accorde jusqu'à un certain point avec nos théories; sauf, bien entendu, que nous ne garantissons pas la parfaite convenance des chiffres décrétés, cette déter-

Digitized by Google

Quant à la France, elle a persisté bien plus que tous les autres États dans les idées napoléoniennes; car ses tarifs contiennent un plus grand nombre de prohibitions, et cependant la situation de son industrie ne lui donne pas complétement tort. Toutefois le moment nous paraît venu, où cette nation pourrait, avec raison et dans certains sens, modifier ses taxes douanières, pour augmenter,

mination demandant une étude particulière de la situation des usines et fabriques d'un pays, et des relations de ce pays avec l'étranger.

Voici les principaux articles de ce tarif :

« Payeront 30 pour 100 d'entrée :

Le verre et le cristal taillés, les meubles en acajou, etc.; les vins et imitations de vins, les conserves de viande et de légumes, etc.

Payeront 24 pour 100 d'entrée :

Les tissus fins de soie, de laine et de coton, la parfumerie, la tabletterie, les broderies, les peaux ouvrées, les vêtements de toutes sortes, les modes et fleurs artificielles; les poteries en faïence, porcelaine et terre commune; les pendules et horloges, l'orfévrerie et la bijoûterie, etc.

Payeront 19 pour 100 d'entrée :

Certains tissus de soie, coton, etc., ayant reçu moins de façons que dans l'*article précédent.*

Payeront 15 pour 100 d'entrée :

L'amidon, le beurre, les caractères d'imprimerie, le froment, les tissus de lin et de chanvre, la sellerie commune, etc.

Payeront 8 pour 100 :

Les fourrures non apprêtées, etc.

Payeront 4 pour 100 :

Les acides acétique, sulfurique, etc., le caoutchouc concret, l'étain propre à être travaillé, la gutta-percha brute, la garancine, etc.

Seront exempts de tous droits :

Les animaux vivants de toute espèce; les baies, noix, fleurs et

Digitized by Google

d'une manière plus intense, et sa *richesse évaluée* et sa *richesse d'usage*.

Il est vrai que l'Angleterre semble ne vouloir pas persévérer dans ses anciens errements de protection. Mais les nouveaux principes économiques qu'elle a embrassés, merveilleusement adaptés au développement de sa prospérité financière, de sa prépondérance industrielle, résultent, en grande partie, des diverses théories fondamentales de cet ouvrage[1].

végétaux, exclusivement employés pour la teinture (*pourvu qu'ils n'aient reçu aucune préparation*), les engrais, l'ivoire brut, la laine brute, la soie grége, le plâtre de Paris, » etc.

Si l'on fait attention que la *richesse évaluée* des États-Unis repose principalement, 1° sur la production du coton, 2° sur la culture des terres; 3° sur le commerce extérieur; 4° sur l'immigration des nombreux ouvriers qui viennent chaque année s'y fixer, 5° (*horrendum dicere !*) sur la production des esclaves nécessaires à la culture du cotonnier; on reconnaît que ce tarif, qui est très-modéré pour les marchandises servant d'outils, ainsi que pour les marchandises brutes, et qui exempte même ces dernières de tous droits, tandis qu'il fait payer 24 et 30 pour 100 pour les marchandises de luxe et celles où il entre beaucoup de façons d'un haut prix, a pour but d'accroître, d'après nos théories, les principales sources de *richesse évaluée* que nous avons énumérées.

C'est ainsi que les pompes et la saignée ont été en usage longtemps avant que l'on connût et la pesanteur de l'air et la circulation du sang.

Quant à dire que l'économie de ce tarif a été empruntée au libre échange, nous répondrons qu'il faut être aveugle pour ne pas voir qu'elle est basée, en raison de la différence dans les taxes, sur le principe de la protection du travail national, principe opposé au système du libre échange, qui ne reconnaît que des droits fiscaux.

[1] Nous ferons ici la même remarque que lorsqu'il a été question

Digitized by Google

Lorsque cette puissance possédait, naguère, les colonies de l'Amérique du Nord, l'essor de sa production manufacturière n'étant alors qu'assez faible, elle tenait ces colonies dans un tel état d'asservissement sous le rapport des arts manufacturiers, qu'en dehors des confections domestiques et des métiers vulgaires, on n'y tolérait aucune espèce d'usines.

En 1750, une fabrique de chapeaux, établie dans le Massachussets, provoqua l'attention et la jalousie du gouvernement anglais, qui déclara dommageables toutes les fabrications coloniales faisant concurrence à la mère patrie.

Vingt ans plus tard, lord Chatham, alarmé par les premiers essais métallurgiques de la Nouvelle-Angleterre, soutint qu'on ne devait pas permettre qu'il se fabriquât une tête de clou dans les colonies.

La maxime favorite des ministres de George III était : « Moins un peuple exportera de céréales, et « plus il en importera, et en même temps plus il « exportera de marchandises manufacturées, plus « il aura de *richesse*[1] *évaluée*. »

des droits d'importation pour les États-Unis; ce n'est que la coordination générale du système dont nous voulons parler, et non de tel ou tel chiffre du tarif des douanes.

[1] Richesse était, pour ces ministres, synonyme de *richesse évaluée*.

Digitized by Google

Dans leurs discours parlementaires, ils reproduisaient cette maxime sous toutes les formes. Et, en effet, son adoption a été la cause de l'extrême *richesse évaluée* de la nation qu'ils ont si habilement dirigée.

Après avoir longtemps cherché, dans l'intérêt de l'aristocratie seule, à restreindre l'importation des grains et de toutes les autres marchandises, l'Angleterre, reconnaissant qu'elle faisait fausse route, parce qu'elle était devenue puissance manufacturière du premier ordre, a changé ses allures, en adoptant, en fait de commerce, des mesures moins protectionnistes.

Mais, pour cela, bien qu'elle ait plus d'intérêt que toutes les autres nations à admettre le libre échange, elle est loin de méconnaître les pertes qu'elle éprouverait en acceptant complétement ce système.

En voici la preuve irrécusable :

1° Les cent cinquante francs de droits que la douane anglaise prélève à l'entrée sur l'hectolitre des vins de France ne sont pas uniquement des droits fiscaux, puisqu'elle n'exige que soixante-quinze francs pour les vins des possessions anglaises.

2° Les tissus de soie étrangers sont frappés d'un droit de 15 pour 100; mais ceux de provenance anglaise payent seulement 5 pour 100.

Digitized by Google

3° Le beurre étranger 12 fr. 25 c. les 100 kilogrammes; le beurre de provenance anglaise, 6 fr. 12 c. les 100 kilogrammes.

4° Le fromage étranger, 6 fr. 16 c. les 100 kilogrammes; le fromage de provenance anglaise, 3 fr. 70 c. les 100 kilogrammes.

5° La drèche est prohibée à l'importation.

6° La bière reçoit, ainsi que le houblon, un *drawbach* à l'exportation : 5 à 10 fr. pour l'hectolitre de bière, 45 fr. pour les 100 kilogrammmes de houblon[1].

7° La culture de cette dernière denrée est protégée par des droits tellement élevés, qu'ils équivalent à peu près à la prohibition : 62 fr. 30 c., à l'entrée, pour 100 kilogrammes de houblon.

8° Pour certains bois, on paye un droit d'importation de 6 fr. 60 c. à 90 fr. le mètre cube; pour les mêmes bois de provenance anglaise, le droit est de 0 fr. 90 c. à 2 fr. 50 c.

Passons à un autre ordre de faits.

Le fer, le zinc, l'acier, le cuivre, etc., à l'état brut, sont exempts de tous droits; mais quant aux objets fabriqués avec ces métaux, ils doivent acquitter environ 25 fr. les 100 kilogrammes.

[1] Grâce à la prime d'exportation, il a été expédié d'Angleterre en Belgique, année 1858, 8,000 balles de houblon. Aussi les producteurs belges ont-ils réclamé de leur gouvernement une protectoin contre l'invasion de ce produit.

Digitized by Google

Le coton, la laine, la soie, le chanvre, le lin, à l'état brut, ainsi qu'un grand nombre d'autres matières premières, sont libres à l'importation; mais ces matières fabriquées payent, à l'entrée du royaume, 5, 10, 20, 100 pour 100, *ad valorem*, et plus, suivant la supériorité industrielle des peuples d'où elles tirent leur origine.

Ainsi le tarif pour les étoffes de coton ne s'élève qu'à 5 pour 100, tandis que, pour les tissus de soie, il est de 15 pour 100; et, au choix de la douane, ce tarif peut varier de 8 fr. 28 c. à 33 fr. 08 c. le kilogramme; ce qui augmente les droits d'importation d'une manière très-sensible.

On doit, à l'entrée, pour une robe confectionnée avec une étoffe dans laquelle il entre de la soie, 37 fr. 50 c., et ce droit est souvent supérieur à la valeur réelle du vêtement.

Ne résulte-t-il pas de ces faits, dont l'exactitude est incontestable, que les Anglais, bien loin d'embrasser avec sincérité et d'une manière absolue les principes du libre échange, qui consistent à ne mettre sur les marchandises étrangères que des droits fiscaux proportionnels à la valeur de ces marchandises, aggravent plus ou moins ces droits, suivant la protection que réclament leurs fabrications?

Nos intelligents voisins, au lieu de rester rigoureusement dans les voies du *free trade*, suivent donc de préférence nos théories, et n'adoptent en fait de

Digitized by Google

liberté commerciale que ce qui est utile à l'accroissement de leur prospérité financière.

Toutefois il est probable que l'Angleterre se montrerait conciliante et ferait le sacrifice de tous les droits protecteurs dont elle frappe, à l'importation, nos vins et nos marchandises de luxe qui sont nos plus grandes sources de richesses, si on lui permettait d'introduire, avec droit infime, ses propres marchandises en France. Car elle pourrait se dédommager, lors des nouveaux échanges, en employant son habileté manufacturière et commerciale, ainsi que la grandeur de son crédit, à obtenir une balance favorable dans le nombre des journées de travail, en tenant compte des autres frais de fabrication[1].

Divers publicistes se sont autorisés de l'exemple de la Suisse pour soutenir la convenance du libre échange; nous sommes entré déjà dans tant de détails relativement aux tarifs de douane de l'Angleterre et des États-Unis, que nous craignons de fatiguer le lecteur par un examen de la même nature.

Nous nous contenterons de dire que la Suisse est tout à la fois un pays agricole et très-manufactu-

[1] Nous sommes loin de condamner tout nouveau traité de commerce avec l'Angleterre; seulement il devrait être basé sur les théories que nous développons.

Digitized by Google

rier; d'où il suit qu'en prenant ce pays pour exemple, on sanctionne encore nos doctrines.

Du reste, la Suisse, pour protéger ses productions viticoles, met des droits très-élevés sur les vins étrangers (ce qui établit qu'elle n'est pas complétement libre échangiste). Et nous avons encore démontré, dans le troisième paragraphe de ce chapitre, que ce mode était parfaitement acceptable dans certains cas, pour accroître la *richesse évaluée* d'une nation.

III

Il est tout naturel que, pourvu d'instruments nouveaux, nous ayons pu rendre palpables des vérités qui se sont quelquefois fait jour, mais sur lesquelles planaient le doute et l'incertitude. Ces vérités étaient repoussées par l'école économique moderne, moins au point de vue pratique qu'au point de vue scientifique.

Cependant, nous devons le dire, les fondateurs et maîtres de cette école ont fait souvent l'aveu que le sol sur lequel ils marchaient manquait de consistance.

J. B. Say convient avec franchise que certains faits se sont montrés rebelles à son système.

Digitized by Google

Mac-Culloch soutient qu'il n'y a pas d'économie politique, que cette science est encore à créer, qu'elle n'a été jusqu'ici qu'une *astrologie*, et qu'il faut maintenant une *astronomie*.

D'après M. Bianchini, l'économie politique n'a même pas su définir clairement le mot *richesse*, et elle a laissé également dans le vague la signification de la plupart des termes dont elle se sert dans ses démonstrations.

Rossi s'exprime ainsi à propos des termes indiquant les principales notions que la science économique a dû emprunter à la langue usuelle, comme *valeur*, *travail*, *capital*, *salaire*, *revenu*, etc.:

« Ces mots, la science les a adoptés; mais il n'y « a pas encore accord parfait sur le sens et la « portée de ces expressions. C'est-à-dire, en « d'autres termes, que la science, même dans ses « *principes fondamentaux*, n'est pas encore défini- « tivement arrêtée; car le premier signe de toute « science qui a atteint ce degré de perfection, c'est « une nomenclature acceptée, reconnue, et désor- « mais hors de toute contestation. »

Voici l'opinion de M. Dunoyer : « L'économie « politique, qui a un certain nombre de principes « assurés, qui repose sur une masse considérable « de faits exacts et d'observations bien déduites, « *paraît loin encore néanmoins d'être une science ar-* « *rêtée*. On n'est complétement d'accord ni sur

Digitized by Google

« l'étendue du champ où doivent s'étendre ses re-
« cherches, ni sur l'objet fondamental qu'elles
« doivent se proposer. On ne convient ni de l'en-
« semble des travaux qu'elle embrasse, ni de celui
« des moyens auxquels se lie la puissance de ces
« travaux, ni du sens précis qu'il faut attacher à
« la plupart des mots dont est formé son vocabu-
« laire; et la science, riche de vérités de détail,
« *laisse infiniment à désirer dans son ensemble, et,*
« *comme science, elle paraît loin encore d'être con-*
« *stituée. Il pourrait être donné de tout ceci bien des*
« *preuves.* »

Maintenant, l'économie politique, appuyée sur les équations de la *richesse évaluée*, de la *richesse d'usage*, et encore sur les vraies théories de l'échange, nous paraît devoir, dans l'avenir, formuler mathématiquement des conclusions qui seront vérifiées par l'ensemble de tous les faits authentiquement reconnus.

Nous avons omis à dessein, dans cette discussion sur le libre échange, de faire valoir certaines considérations favorables à la protection, et qui, maintenant, n'ont plus besoin qu'on insiste sur elles. Ainsi il n'est plus sérieusement contesté qu'un gouvernement puisse introduire dans le pays qu'il administre une industrie d'abord onéreuse, mais susceptible de se naturaliser dans la suite.

Digitized by Google

La science économique, désormais, tout en regardant la protection comme nuisible dans l'intérêt du monde entier, ne devra donc plus, en principe absolu, la repousser quand il s'agira de l'intérêt particulier d'un État.

A certains peuples, cette science devra recommander le système protecteur, toutefois en fournissant des instructions détaillées, pour que ce système ne leur soit jamais préjudiciable.

Ce sera l'examen appofondi d'une multitude de circonstances dépendantes de la nature du sol, de l'industrie des populations, du commerce intérieur et extérieur, etc., qui tranchera nettement la question soit dans le sens du libre échange, soit dans celui de la protection, ou bien encore qui fera user de moyens termes.

Les droits qui frapperont les marchandises étrangères pourront être réglés d'après une échelle de graduation, en rapport avec l'action que leur trafic exerce, et sur la *richesse évaluée*, et sur la *richesse d'usage* qu'il ne faudra pas négliger; action qui sera déterminée par les équations de ces richesses. Néanmoins il sera nécessaire encore de consulter le chapitre relatif à la classification des marchandises, chapitre où l'on démontrera que la *richesse évaluée* est d'une nature plus ou moins consistante, suivant l'espèce des marchandises fabriquées ou échangées.

Digitized by Google

CHAPITRE VII

DU CRÉDIT

---

§ 1er.

Ce que c'est que le Crédit.

Les auteurs ont donné diverses définitions du crédit.

Suivant les uns, c'est la métamorphose des capitaux stables et engagés en capitaux mobiles et circulants. Suivant les autres, le prêt qui s'effectue sur une simple obligation écrite constitue le crédit dans le véritable sens du mot. Nous dirons toutefois que généralement on semble, avec J. B. Say, regarder le crédit comme étant la *faculté* d'emprunter.

Toutes ces définitions donnent une idée du cré-

Digitized by Google

dit, mais elles ne le caractérisent pas dans son acception la plus large.

Consultons nos deux meilleurs dictionnaires (celui de l'Académie et celui de Bescherelle); l'un et l'autre s'accordent pour dire que : « Le crédit, « c'est la réputation de solvabilité d'un indi- « vidu. »

Le crédit personnel est donc une qualité[1], un attribut passif, et non une *faculté*[2], une puissance, un attribut actif, comme le prétend J. B. Say.

La faculté d'emprunter dérivera, il est vrai, du crédit, mais ce ne sera pas le crédit lui-même.

Lorsque l'on donne, pour contracter un emprunt, une chose en garantie, la faculté d'emprunter provient de la chose, et non de la personne. Cette faculté est la conséquence de la réputation de solvabilité[3] qui s'attache à la chose.

De cet exposé il faut conclure que l'on peut admettre deux espèces de crédits : l'un le crédit personnel, l'autre le crédit matériel.

Le crédit personnel sera la réputation de sol-

[1] Qualité (ce qui fait qu'une chose est bonne ou mauvaise, grande ou petite, blanche ou noire, etc.).

[2] Faculté (puissance de faire, pouvoir).

[3] On s'est servi par extension du mot *solvabilité*, pour désigner le pouvoir qu'a la chose, ou plutôt son propriétaire, de rembourser l'emprunt qu'elle garantit. Ce pouvoir n'est pas dû seulement à la valeur actuelle de la chose, mais il dépend encore de beaucoup d'autres considérations qui seront développées plus tard.

Digitized by Google

vabilité de la personne, le crédit matériel la réputation de solvabilité de la chose ; ou autrement, l'un sera la confiance dans la personne, l'autre la confiance dans la chose. Et la faculté d'emprunt, qui, d'après nous, diffère du crédit, puisque cette faculté en est seulement le résultat, croîtra avec d'autant plus d'énergie que la confiance dans la personne ou dans la chose sera plus grande ; en sorte qu'il suffira de faire croître le crédit des personnes et des choses pour augmenter leurs facultés d'emprunts.

En considérant le crédit à ce point de vue, son étude nous conduira à des résultats remarquables.

Nous parlerons en premier lieu des transformations qu'opère le crédit.

Une chose par elle-même sans valeur appréciable, un carré de papier revêtu de caractères imprimés et de signes distinctifs irrécusables, c'est-à-dire un billet de banque, reçoit souvent du crédit tout à fois personnel et matériel[1] une valeur monétaire très-élevée. Il en est de même des actions, des obligations, de plusieurs titres

[1] Le billet de banque est garanti par une compagnie dont la probité, l'intelligence et la richesse sont notoires.

(Crédit personnel.)

Le billet de banque est encore garanti par un dépôt de numéraire ou de toutes autres valeurs.

(Crédit matériel.)

Digitized by Google

notariés ou sous signatures privées, des warrants, etc.

Les lettres de change, les billets à ordre, sont dans une catégorie différente; ils doivent leur valeur uniquement au crédit personnel.

Toutes ces marchandises, dont le prix dépend soit du crédit matériel, soit du crédit personnel, soit en même temps de l'un et de l'autre, prennent la dénomination de valeurs fiduciaires. Certains objets révérés par divers cultes, et qui ne sont le produit d'aucun travail, devraient être dénommés de la même manière, mais, bien qu'ils ne le soient pas, ce sont néanmoins de vraies valeurs fiduciaires, car leur valeur est due au crédit de la chose.

Ainsi un morceau de bois informe peut obtenir, comme valeur fiduciaire, par suite des croyances religieuses, un prix des plus élevés. N'a-t-on pas vu, au douzième siècle, Louis IX emprunter à l'État de Venise des sommes considérables sur le bois de la vraie Croix et sur la sainte Couronne d'épines? Ces ligneux, autant du moins qu'il est possible de se servir d'expressions profanes pour spécifier des objets aussi sacrés, n'ont-ils pas été transformés par le crédit (confiance dans la chose) en une marchandise des plus précieuses?

Après les choses saintes, dont la valeur monétaire résulte de la ferveur des croyants, nous par-

Digitized by Google

lerons des objets tenant leur prix de la vogue générale, c'est-à-dire encore du crédit.

Il est impossible de prescrire des règles à l'aide desquelles on puisse reconnaître la supériorité d'un ajustement sur un autre, au point de vue de l'ornementation toujours capricieuse de l'étoffe, ou sous le rapport de l'élégance et de la grâce dans la forme; puisque la mode, par des transitions difficiles à suivre, impossibles à prévoir, se diversifie de mille manières et varie presque de jour en jour.

Et cependant toutes les nations civilisées reconnaissent à la France le droit de prononcer des arrêts en fait de goût, ou autrement accueillent de préférence et à grand prix les frivolités qu'elle fabrique.

Ces frivolités ne sont-elles pas encore, en grande partie, des valeurs fiduciaires, puisqu'elles doivent leur prix aux croyances générales [1]?

Plus la valeur des marchandises dépendra particulièrement de la confiance qu'elles inspirent, plutôt que des frais exigés rigoureusement pour leur fabrication, ou du revenu qu'elles seront susceptibles de rapporter, plus aussi ce seront des valeurs fiduciaires.

[1] Il y a un tel prestige attaché aux lieux où l'on confectionne des marchandises, que la plupart des aiguilles fabriquées en France sont vendues comme provenant de l'Angleterre, quoiqu'elles valent bien en réalité celles de ce dernier pays.

Digitized by Google

En conséquence, divers articles de luxe, tels que : les perles, les diamants, les rubis, etc., dont le prix est moins relatif au travail qu'ils ont nécessité avant d'être mis en circulation, qu'à la vogue dont ils jouissent, sont en partie des marchandises fiduciaires; et les objets d'un usage commun : le fer, le plomb, les étoffes grossières, etc., dont le prix se rapporte plutôt au coût de la main-d'œuvre qu'à la rareté des matières premières, sont des produits plus positifs qui n'ont presque aucune valeur fiduciaire.

De là une différence à établir dans la nature du commerce des divers pays.

L'Angleterre ne fabrique, la plupart du temps, que des marchandises à valeur positive, et ne s'ouvre des débouchés que parce que ses productions sont au prix le plus réduit.

La France, ne confectionnant, en général, que des objets de luxe, livre au commerce extérieur une sorte d'articles qui tiennent beaucoup plus de la valeur fiduciaire.

Nous reviendrons plus tard sur cette différence dans la nature du commerce, différence dont on doit tenir compte quand il s'agit de prendre des mesures qui doivent accroître la prospérité financière des nations.

La faculté d'emprunt n'est pas toujours proportionnelle à la valeur monétaire de la marchandise.

Digitized by Google

On prêtera moins, à égalité de prix, sur des céréales difficiles à conserver et très-encombrantes que sur des masses de plomb. Il est même des articles, tels que les objets d'art, qui étant d'une valeur échangeable élevée, n'ont qu'une très-médiocre faculté d'emprunt, en raison de la difficulté de les apprécier exactement[1].

Les marchandises d'un usage général, telles que : les métaux, les tissus communs en fil et coton, jouissent, relativement à leurs prix, d'une grande faculté d'emprunt qui se modifie, du reste, avec l'encombrement qu'elles occasionnent, et la difficulté de leur conservation[2].

A Paris, le mont-de-piété, en raison des marchandises presque sans aucune valeur fiduciaire qui composent uniquement son trafic, donne sur ces marchandises à peu de chose près ce qu'elles valent (bien entendu en déduisant de leur valeur l'intérêt de l'argent qu'il avance, les frais d'administration, les chances de perte, le tout pendant une année); car les ventes aux enchères, effectuées au bout de la période de temps fixée ci-dessus, ne lui laissent que des bénéfices très-restreints[3].

[1] A Paris, le mont-de-piété ne prête pas sur les objets d'art.

[2] Les marchandises volumineuses exigent de vastes et coûteux magasins, les fourrures sont difficiles à conserver.

[3] L'intérêt d'un capital prêté à un individu doit varier prodigieusement suivant les risques que cet individu fait courir. Mais, en prenant l'intérêt minimum que l'on peut réclamer à plusieurs per-

Digitized by Google

Quant aux valeurs qui sont fiduciaires à un haut degré : les coupons de la dette publique, les actions, les obligations, etc., la Banque de France, en prêtant à court terme sur ces titres (trois mois seulement), n'avance que moitié ou trois quarts de la cote du jour, suivant leur plus ou moins de solidité. Et encore se réserve-t-elle le droit de faire des appels de fonds aux emprunteurs, aussitôt qu'une baisse vient à se déclarer; ce qui réduit singulièrement la durée du prêt.

Le crédit des choses et des personnes s'accroît avec la sécurité générale et l'assistance accordée par la législation, pour faire recouvrer l'objet emprunté ou son équivalent en numéraire.

Tout ce qui, dans un pays, est de nature à attirer les riches étrangers, à empêcher que les indigènes opulents n'aillent résider ailleurs; ainsi, un beau climat, des mœurs douces et faciles, des plaisirs nombreux[1],etc., augmentent dans ce pays le crédit des choses et des personnes.

sonnes riches qui, en empruntant, se déclarent solidaires, celui qu'il faut demander par suite d'un objet mis en gage, doit être nécessairement plus élevé; attendu que ce dernier intérêt doit comprendre la prime de risque les frais d'emmagasinage, le coût de l'expertise, etc.... Et c'est ce qui explique comment l'intérêt des avances faites par le mont-de-piété de Paris est de 9 pour 100 et plus.

Le prêt sur un immeuble, ou, autrement dit, le prêt hypothécaire, ne contraint à aucuns frais de garde. Aussi est-il plus modéré.

[1] Il n'y a que très-peu de crédit dans les colonies françaises et

Digitized by Google

De même les voies de circulation, en facilitant le déplacement des capitaux, en faisant mieux apprécier les individus et les choses, accroissent le crédit matériel et personnel. Une contrée sans débouchés, sans communications, ne peut avoir qu'un crédit très-restreint.

La densité d'une population, son amour pour le travail, ses goûts industriels et commerciaux, son économie, sont encore très-favorables au crédit.

Pour mieux faire apprécier le crédit, nous insisterons sur quelques-uns de ses principaux caractères.

1° Un peuple fabrique des marchandises dont l'excellence est généralement reconnue. Leur perfection vient-elle à s'altérer? Grâce au crédit, ces marchandises conserveront encore longtemps, dans le commerce, une grande supériorité sur les similaires d'une autre provenance.

2° Si des marchandises doivent en grande partie leur valeur, soit à la réclame des journaux, soit à l'intérêt que porteront à ces marchandises un homme riche[1] ou une compagnie puissante,

espagnoles de l'Amérique, que l'on quitte après avoir fait fortune. On y prête ordinairement à 10 et 12 pour 100. Le crédit se développera probablement avec plus de facilité en Algérie.

[1] La renommée du vin de *Johannisberg* ne serait pas aussi grande, si le propriétaire du cru où on le récolte n'avait été le prince de Metternich.

La musique si populaire de Boïeldieu a exercé une grande influence sur la célébrité du vin de Chambertin.

Digitized by Google

c'est au crédit qu'il faut encore attribuer ce résultat.

3° On doit, en outre, faire honneur en partie au crédit, des richesses de certains pays où les croyances religieuses et artistiques attirent une multitude de voyageurs. Rome, la Mecque, que visitent de nombreux pèlerins; Paris, l'Italie, la Suisse, rendez-vous de tant de touristes, tiennent de cet agent énergique une portion de leur prospérité financière.

On reproche, non sans raison, au crédit d'être la source de maintes piperies, et de donner lieu trop souvent à des trafics où l'homme expose sa fortune et son honneur.

Les transactions au comptant sont moins susceptibles de compromettre l'honneur et la fortune, mais elles conduisent à l'apathie et détruisent même toute vigueur commerciale.

Il est à remarquer que les marchandises les plus indispensables, telles que le pain, la viande, la chaussure, etc., qui, pour des raisons d'humanité, devraient être données à crédit, sont celles dont la vente a lieu le plus ordinairement au comptant. Dans les échanges qui s'y rapportent, le fournisseur fait la loi à l'acquéreur.

L'usage du crédit est réservé principalement aux marchandises moins essentielles dont il faut

Digitized by Google

activer la négociation, parce que le besoin ne s'en fait pas impérieusement sentir.

La somme vénale des valeurs fiduciaires qui ont cours dans une nation est en général le thermomètre de son opulence.

Digitized by Google

§ 2.

Billets de banque [1].

Les transactions qui s'opèrent dans des pays avancés en civilisation, comme la France et l'Angleterre, et que l'on ne peut estimer à moins de trois ou quatre cents milliards par an, rencontreraient, si elles devaient avoir lieu au comptant, des difficultés extrêmes, surtout avec la petite quantité de numéraire existante dans ces deux pays. C'est au crédit, et aux institutions qui en relèvent, que l'on doit de pouvoir effectuer ces immenses transactions avec facilité.

Sans doute, la monnaie métallique fut une invention des plus utiles [2] pour parfaire les échanges. Mais, lorsque l'union et la sécurité, succédant à la discorde et à la violence, présidèrent, pour le bien de l'humanité, au gouvernement des États,

[1] Que l'on ne compte pas trouver ici un traité complet du billet de banque. Nous voulons faire seulement sur cette valeur fiduciaire quelques remarques qui nous seront utiles dans le cours de cet ouvrage.

[2] Lord Lauderdale prétend qu'il n'est peut-être pas de machine qui économise autant de travail que la monnaie.

Digitized by Google

les promesses verbales, les sous seings privés, les contrats hypothécaires, les billets à ordre, etc., enfin les billets de banque, tous instruments d'échange dérivant du crédit, vinrent successivement aider le numéraire, et même le remplacer avec avantage dans une foule de circonstances.

Incontestablement, à toutes époques, le crédit a existé entre personnes que la proximité mettait en relation, et même entre certaines autres; car il est impossible de concevoir une société dans laquelle les services seraient toujours échangés simultanément, ou presque immédiatement. Aujourd'hui, avec la perfection des empreintes, avec les marques et signes distinctifs, inventés par l'industrie, avec la garantie offerte par des tiers, on est parvenu à faire naître le crédit entre deux individus placés aux extrémités du monde, et n'ayant jamais eu aucun rapport entre eux.

On admettait jadis à l'échange, contre des objets matériellement utiles, d'autres objets dont la valeur ne reposait que sur les croyances religieuses ou sur des sentiments naturellement sacrés. Ainsi, un fils mettait en gage les restes mortels de ses aïeux; ainsi, des choses tenant à l'observance d'un culte servirent souvent de garantie. De là, aux lettres de change où l'homme engage tout à la fois sa liberté, son honneur commercial, et ensuite à la création du billet de banque,

Digitized by Google

véritable monnaie, puisqu'il est réalisable à tout instant, il semble qu'une faible distance était à franchir. Mais les idées les plus simples, celles qui paraissent offrir le moins d'efforts à l'imagination, n'apparaissent souvent au monde qu'à de très-longs intervalles. Aussi n'est-ce qu'après une longue série de siècles que l'on est parvenu à cette merveilleuse invention du billet de banque!

Nous avons vu quelle était l'influence du crédit sur la valeur de certaines marchandises. Son action sur les billets de banque est autrement énergique : il les transforme complétement.

De carrés de papier sans importance aucune, ces billets s'élèvent, de par le crédit, jusqu'à l'autorité souveraine de la monnaie. Dès aujourd'hui, ils remplacent, dans beaucoup de pays, une grande partie du numéraire; et peut-être un jour ce sera leur destination dans le monde entier.

En traitant des billets au porteur et à remboursement immédiat, nous sommes forcé de dire quelques mots des banques qui les émettent. Pour être plus facilement compris, nous aurons presque toujours en vue la banque de France.

Une société au capital de 180 millions, reconnue pour sa solvabilité, émet contre espèces, ou en recevant des lettres de change à trois signatures et à court terme, pour 700 à 800 millions de

Digitized by Google

billets payables à présentation. Lorsque ces billets ont été dispersés de tous côtés, si chacun des porteurs arrivait au même instant pour en demander le remboursement, il est manifeste que la société banquière se trouverait sous le coup d'une liquidation désastreuse; bien que, d'après une mesure de prudence sanctionnée par l'expérience, ces mêmes billets ne composent qu'une somme environ trois fois plus forte que celle représentée par les métaux précieux qui forment l'encaisse.

Cependant le crédit qu'inspire cette société, en raison de la richesse, de la probité, de l'intelligence commerciale qui distinguent son comité directeur, en raison aussi des bénéfices évidents que lui procure l'émission presque gratuite d'une monnaie dont la facilité de transport est si grande, fait que personne ne redoute le sinistre que nous avons signalé. Ce sinistre, dont la menace paraît incessante, est toujours éloigné par le crédit lui-même.

Sauf un cas de panique générale, l'existence d'une pareille société ne pourrait être compromise que par un établissement financier qui, méchamment, à un jour donné, pourrait avoir réuni une somme en billets à vue et au porteur supérieure à l'encaisse, et demanderait le remboursement de cette somme à l'instant même.

Et encore, dans de telles circonstances, la si-

Digitized by Google

tuation de la banque n'offrirait que peu de dangers; car le gouvernement[1] ne manquerait pas d'apporter sa médiation puissante, en décrétant le cours forcé, et bientôt après, les rentrées qui s'effectueraient dans la courte période de un, deux et trois mois, viendraient successivement permettre de remplir tous les engagements.

Comme les billets de banque se substituent parfaitement au numéraire, attendu que leur conversion en espèces peut avoir lieu à chaque instant, ils apportent, par la somme monétaire qu'ils remplacent, et par les éminentes qualités de transport qu'ils possèdent, de nouvelles facilités pour les transactions. Semblables à une manne céleste, en se répandant sur le pays, ils fécondent l'industrie et accroissent la prospérité publique.

On l'a dit avec raison, un billet de banque, création du crédit, n'est pas une richesse en surplus, attendu qu'il n'est que la représentation d'une marchandise. Ce serait donc faire double emploi, lorsqu'on établit le bilan de la *richesse évaluée* d'un État, que de porter en ligne de compte toutes les marchandises, et encore les billets de banque.

[1] En France, les recettes de l'État s'élèvent, par année, à un capital d'environ 2 milliards. Les dépenses ne sont guère moindres. Une somme en billets de 700 à 800 millions, déjà parfaitement garantie par les valeurs de la banque, serait facilement absorbée par cette immense circulation qui se monte à environ 4 milliards.

Digitized by Google

Mais de ce que le billet de banque doit être omis dans une recherche pareille, il n'en est pas moins cause de richesse, puisque, par son intermédiaire, la Banque peut et prêter de 700 à 800 millions de francs, au lieu des 180 millions qui composent son actif, et faire monter ses actions au double et au triple de leur valeur primitive.

Le billet de banque, dans son caractère comme richesse, peut être comparé au vent dont l'impulsion fait mouvoir les ailes d'un moulin à farine. Ce vent, richesse gratuite, n'entre en aucune manière dans le capital de l'industrie meunière, représenté seulement par des actions et des obligations, bien que ce capital soit dû presque en totalité à l'heureuse action du vent.

Il en est de même du billet de banque. Richesse gratuite, comme le vent, il ne figure ni dans les capitaux de la Banque, ni dans ceux de l'État, et cependant c'est par son moyen que la Banque donne de beaux bénéfices à ses actionnaires, et que l'État voit s'accroître sa prospérité.

Pour mieux apprécier les diverses fonctions du billet de banque, arrêtons nos regards sur les pays où il est à peu près inconnu : les Indes, la Chine, la Turquie, par exemple. Le numéraire y prend une valeur énorme, facile à constater par les intérêts de 15, 20 et 30 pour 100 qui y sont habituels; et cependant les transactions n'y sont que

Digitized by Google

minimes, comparées à celles de la France et de l'Angleterre. Si l'intérêt de l'argent, dans ces deux derniers pays, est bien moindre, c'est que le billet de banque vient heureusement s'y ajouter aux autres facilités qu'offre le crédit pour accomplir les échanges.

Nous sommes loin d'avoir énuméré tous les services que rend le billet de banque. Entre autres, comme dans tout ce qui concerne le négoce, il se substitue avantageusement aux métaux précieux, dont l'emploi est toujours onéreux pour le pays qui les détient; le billet de banque permet, dans maintes circonstances, qu'on expédie ce numéraire au dehors. Et alors on fait avec profit doucement peser sur l'étranger le joug dont on s'est débarrassé.

Que l'on ne s'y trompe point, ce joug, pour être d'or, n'en est pas moins souvent une machine défectueuse, et les travaux de nos économistes l'ont suffisamment démontré.

Nous sommes donc redevables aux billets de banque d'une multitude de bienfaits. Il est nécessaire toutefois que la banque qui les émet maintienne ses émissions dans une limite convenable; car, si cette limite était franchie, la production ne serait plus en rapport avec la consommation, ce qui est toujours funeste ; ensuite le peu de garantie réelle que les billets au porteur offriraient,

Digitized by Google

jetterait l'alarme dans le public, et de là pourraient surgir de vrais désastres.

Les billets de banque ne sont donc pas sans inconvénient; mais les meilleures institutions du monde sont aussi celles qui, avec une mauvaise application, ont donné lieu aux plus grands maux. Quoi de plus respectable et de plus sublime que la religion! Cependant, sous le rapport terrestre, lorsqu'elle est desservie par des ministres qui, sous des dehors hypocrites, couvent des projets de domination, bien loin d'être utile, elle ne tend qu'à bouleverser les sociétés.

Un prince plein de dévouement pour ses sujets, s'il n'allie pas une grande énergie à un sens droit, ne peut-il pas précipiter son peuple dans des catastrophes épouvantables?

Qu'un esprit de prudence vienne donc présider à la création des billets de banque, qu'il les modère dans l'essor qu'ils voudront prendre, et l'on donnera une vive impulsion à la production des richesses.

Digitized by Google

§ 3.

Billets de banque et Numéraire

Nous avons vu que les billets de banque, comme machines applicables aux transactions, pouvaient remplacer avec avantage les métaux précieux. Toutefois la manière dont chacun de ces deux instruments de négociation réagit sur la richesse publique est très-distincte.

En effet, une nation peut absorber des métaux précieux en quantité illimitée. Tout ce qui résultera de leur agglomération, c'est une hausse dans le prix d'une multitude d'objets; et comme les salaires, les honoraires, les traitements s'élèveront en conséquence, après un certain temps, le jeu des institutions financières ne sera que très-faiblement altéré. A la vérité, cette agglomération ne pourra se maintenir qu'autant que les autres pays se seront pourvus d'espèces dans la même proportion; car s'il en était autrement, les métaux précieux, obéissant à une loi d'équilibre, se disperseraient bien

Digitized by Google

vite en allant hors des frontières rechercher un emploi plus avantageux.

C'est ainsi que jadis la Hollande occupait son immense numéraire en prêts aux gouvernements étrangers, et qu'aujourd'hui la Suisse semble vouloir entrer dans la même voie, en s'intéressant à toutes les grandes entreprises de l'Europe.

Quant aux billets de banque, il ne peut en exister chez une nation qu'un nombre limité, au maximum ce que le crédit et les transactions intérieures comportent. Dès que le billet de banque n'a plus de service à rendre au pays où il est émis, comme moyen de transport ou d'échange, il s'annihile, en retournant à la compagnie qui l'a garanti.

Il existe encore d'autres différences entre ces deux éléments de richesse :

Le numéraire tout à la fois gradue la valeur des marchandises, et par lui-même est une marchandise ayant valeur intrinsèque. Aussi après l'achat fait avec le numéraire, il reste deux choses ayant la même valeur : le métal précieux et la marchandise contre laquelle il a été troqué ; tandis qu'une chose ayant été échangée contre un billet, il ne reste, après la transaction, que la chose qui puisse compter au nombre des richesses de l'État, car le billet, comme on le sait, est un instrument de négociation qui, en essence et en principe, n'a aucune valeur par lui-même.

Digitized by Google

C'est donc principalement à mesurer la valeur des marchandises que servent les billets de banque, et avec un avantage d'autant plus grand, que les espèces qu'il faut nécessairement transporter pour effectuer un payement sont plus nombreuses.

Il est à remarquer que, lorsque les sommes à acquitter sont fortes, on remplace le numéraire par du papier, et que, lorsqu'elles ont peu d'importance, c'est au contraire une composition métallique (la monnaie de billon), valant moins sous le même poids que l'or et l'argent, qui est substituée à ces dernières marchandises.

Digitized by Google

§ 4.

Le Crédit fait accroître la *richesse évaluée* des nations; il n'exerce pas la même action sur leur *richesse d'usage*.

Divers économistes prétendent que le crédit n'augmente pas la richesse d'une nation; ainsi nous trouvons dans les œuvres de J. B. Say, qui fait autorité dans cette matière, le passage suivant :

« On s'imagine quelquefois que le crédit mul-
« tiplie les capitaux. Cette erreur, qui se trouve
« fréquemment reproduite dans une foule d'ou-
« vrages, dont quelques-uns sont même écrits
« *ex professo*, sur l'économie politique, suppose
« une ignorance absolue de la nature et des fonc-
« tions des capitaux. »

Le même auteur dit encore :

« Le crédit ne crée pas les capitaux, c'est-à-dire
« que, si la personne qui emprunte pour employer
« productivement la valeur empruntée, acquiert
« par là l'usage d'un capital, d'un autre côté, la
« personne qui prête perd l'usage de ce capital. »

Cette opinion sur le crédit, assez généralement répandue, nous paraît erronée. Si nous parvenons

Digitized by Google

à la combattre avec succès[1], ce sera principalement à notre définition du crédit et à l'expression algébrique de la *richesse évaluée* que nous le devrons.

Nous allons étudier, en premier lieu, l'action exercée sur la *richesse évaluée* d'une nation par les diverses valeurs, filles du crédit et dites, par cette raison, valeurs fiduciaires.

Reprenons l'équation de la *richesse évaluée* dans sa forme générale :

$$PR = dMm(I - N) + Mm + A - C$$

le terme Mm étant à peu près détruit par C, puisque la production annuelle est sensiblement égale à la consommation pendant le même temps; il s'agit de reconnaître l'influence des valeurs fidu-

[1] D'après Rossi, le capital *est un produit épargné destiné à la reproduction;* d'après J. B. Say, *c'est la simple accumulation des produits;* et les définitions du capital non-seulement varient avec chaque auteur, mais encore chacun d'eux, dans ses écrits, n'emploie pas toujours ce mot dans le même sens. Il nous aurait donc été très-difficile d'établir la proposition ci-dessus, si elle avait été énoncée de cette manière : *Le crédit fait accroître les capitaux d'une nation.* Aussi nous avons substitué à ce mot capital qui jusqu'ici n'a eu qu'une signification vague, l'expression de *richesse évaluée* dont nous connaissons la définition précise au moyen d'une formule mathématique; et nous ne combattons que les publicistes chez lesquels le mot capital reçoit une acception à peu près semblable à celle que nous avons admise pour *richesse évaluée.*

Digitized by Google

ciaires sur les deux termes *dMm* (I—N) et A, qui représentent les capitaux d'une nation.

Or comment agissent ces valeurs? Absolument comme de nouveaux outils qui seraient créés dans un pays pour accroître sa production et sa *richesse évaluée*. L'investigation à laquelle nous allons nous livrer va rendre cette vérité palpable.

Voyons d'abord les billets de banque :

1° Si toutes les transactions se faisaient en échangeant toujours marchandises contre matières d'or ou d'argent, il faudrait, dans des pays tels que la France et l'Angleterre, une masse de numéraire bien plus considérable que celle qui s'y trouve. C'est aux billets de banque que l'on doit en partie cette épargne. Les espèces sonnantes économisées par cette valeur fiduciaire se placent à l'étranger, et rapportent un intérêt ou revenu net qui augmente la valeur du terme *dMm* (I—N).

2° Si l'on porte les yeux sur la banque de France par exemple, n'a-t-on pas vu ses actions monter au triple, au quadruple du chiffre primitif, en raison des 700 à 800 millions de francs en billets que son crédit lui a permis d'émettre; et en même temps n'est-on pas certain que le pays tire lui-même un grand bénéfice de cette émission? De là, encore, un accroissement dans la valeur des deux termes A et *dMm* (I—N).

3° Lorsque les billets de banque ont cours à l'é-

Digitized by Google

tranger, et que, malgré leurs remboursements successifs, il s'en maintient au dehors pour une certaine somme, évidemment, cette somme sera rentrée en numéraire ou en marchandises dans l'intérieur du pays où ils ont été émis; et ce pays devra pour ce motif aux billets de banque une augmentation dans sa *richesse évaluée*.

4° Les billets émis par les banques, en faisant baisser le taux de l'intérêt, activent le commerce, l'industrie, et par cette raison procurent derechef de grands et très-grands profits, qui feront nécessairement accroître les nombres représentés par les expressions dMm(I—N) et A.

Passons maintenant aux titres fiduciaires désignés par le nom d'actions, d'obligations.

Ils servent déjà, comme chacun sait, à accumuler les petits capitaux pour fonder de grandes entreprises; mais leur utilité est plus grande encore.

Pour apprécier cette utilité tout entière, considérons une terre d'un seul tenant et de quelques milliers d'hectares. Il est incontestable que si cette terre ne peut se morceler de manière que toutes les parcelles soient à la convenance de nombreux acquéreurs, elle subira, en se vendant, de grandes réductions dans son prix.

Eh bien, les actions et obligations qui ont permis de réunir une forte somme en numéraire, pour constituer une industrie, maintiennent en-

Digitized by Google

core à un haut prix le capital de cette industrie par l'état de division où elles l'entretiennent constamment. Ces titres ont donc un effet analogue à celui des billets de banque sur le terme $dMm(I—N)$.

Quant aux lettres de change, l'industriel qui présenterait toutes les garanties convenables d'ordre, de probité, d'intelligence, et qui posséderait même des richesses importantes, toutefois non réalisées en métaux précieux, serait quelquefois bien impuissant pour produire, s'il était abandonné à ses seules ressources. Avec le secours de la lettre de change, il se procure du numéraire, et donne un nouvel essor à ses fabrications.

La lettre de change permet encore au consommateur qui a délai pour payer, de renouveler plus fréquemment ses acquisitions. La demande s'accroissant, l'industriel multiplie ses bénéfices; nouvelle cause d'augmentation pour la *richesse évaluée*.

En définitive, les titres fiduciaires peuvent être assimilés à des machines construites presque sans frais; ces machines, dans les fonctions qu'on leur fait remplir, remplacent avec profit les métaux précieux, parce que ces derniers éléments de richesse coûtent cher, sont incommodes à déplacer, et présentent en outre maints autres inconvénients. Ces machines accroissent donc le re-

Digitized by Google

venu M*m* (I—N) et conséquemment le capital *d*M*m* (I—N).

Ainsi, nous nous garderons de dire que les richesses d'un État sont augmentées par la valeur propre, la valeur intrinsèque des titres fiduciaires; mais nous certifierons qu'elles leur doivent une rapide expansion, parce que ces titres servent utilement et énergiquement d'agents, de moyens, de facteurs, d'instruments, d'outils, de machines, pour produire ces mêmes richesses.

Le crédit sur lequel reposent les titres fiduciaires est donc bien la cause d'un accroissement dans la *richesse évaluée;* ce sera, si l'on veut, une cause indirecte, mais toujours une cause incontestable.

II

Bien plus, le crédit par lui-même est directement producteur de richesses.

En effet, examinons ce qui se passait anciennement en France :

Avant François Ier, comme la terre était d'une possession assez mal assurée, surtout lorsqu'elle n'appartenait pas à de grands personnages qui avaient assez de pouvoir pour la sauvegarder,

Digitized by Google

elle se vendait habituellement au taux de dix fois la rente en argent. Le crédit des choses et des personnes[1], qui s'est toujours accru en même temps que les institutions auxquelles nous devons notre état social se sont perfectionnées, a fait singulièrement hausser les biens-fonds de valeur, puisque souvent on les achète, de nos jours, sur le pied de 2 1/2 pour 100 de revenu. La *richesse évaluée* relative à la valeur du territoire a donc tenu son accroissement du crédit, ou autrement a été créée par son action.

Dans ce temps, déjà assez éloigné, dont il a été parlé ci-dessus, les gouvernants et les particuliers thésaurisaient, attendu que l'or et l'argent, se dissimulant avec facilité (ce qui était, pendant cette période de semi-barbarie, la qualité la plus essentielle d'une richesse), avaient une importance énorme. On jugera de cette importance par les faits suivants : Les prêts d'argent s'effectuaient très-difficilement à cette époque en France au taux de 15 pour 100[2], et les lois permettaient même l'emprunt hypothécaire à 10 pour 100.

[1] Le crédit, confiance dans la solvabilité d'une personne, ou dans la valeur d'une chose. Voyez le premier paragraphe.

[2] Du douzième au quatorzième siècle, les Lombards et les juifs prirent en France et en Angleterre, la plupart du temps, 20 pour 100 d'intérêt par an. (*Anderson*, Origin of commerce.) Philippe IV, roi de France, fixa, en 1311, le taux de l'intérêt à 20 pour 100, et pour les foires de la Champagne à 15 pour 100 seulement. (Ordonnan-

Digitized by Google

Grâce à sa baguette magique, le crédit a rendu le numéraire moins indispensable, et, tout à la fois, a fait accroître, par une conséquence naturelle, la valeur des immeubles et des autres marchandises qui s'apprécient d'après ce même numéraire. Ce résultat a nécessairement été favorable à la *richesse évaluée;* car on sait combien les métaux précieux que possède un peuple ont toujours été insignifiants comme valeur par rapport à toutes les autres richesses de ce peuple.

Quand le crédit d'un pays renaît après une révolution, est-ce que les capitaux de ce pays ne sont pas notablement augmentés? Peut-on comparer les capitaux de la France actuelle à ceux qu'elle possédait de 1848 à 1849?

ces de France.) A Milan, en 1197, 15 pour 100 passaient pour un taux très-modéré. (*Giulini*, Memorie di Milano.) En Toscane, vers 1234, 20 pour 100 paraissent avoir été le taux ordinaire. (*Raumer*, Geschichte der Hohenstaufen). Le taux légal de l'intérêt était à Modène, en 1270, de 20 pour 100. (*Muratori*, Antiquitates. ital.) Les Florentins appelèrent les juifs dans leur ville à la même époque, afin de modérer le taux énorme de l'intérêt, et ceux-ci promirent de ne point dépasser 20 pour 100. (*Cibrario*.) Le taux de l'intérêt fixé par les lois de Jaroslaw en Russie (1054 ans après Jésus-Christ) était de 40 pour 100. *Karamsin*, Russ. Gesch.)

Le taux légal de l'intérêt était fixé en Angleterre, d'après l'acte 37 d'Henri VIII, à 10 pour 100.

En France, au commencement du seizième siècle, le taux de l'intérêt était de $\frac{1}{10}$, depuis 1567 $\frac{1}{12}$, en 1601 (Sully) $\frac{1}{15}$, en 1634 (Richelieu), $\frac{1}{18}$, en 1665 (Colbert), $\frac{1}{20}$. (*Forbonnais*, Recherches et Considérations.)

Digitized by Google

Il y a quelques années, les capitaux sûrement placés à Paris ne rapportaient que 2 1/2 à 3 pour 100. Cinquante-sept conseils généraux, sur soixante et un, déclarèrent alors que le taux de l'intérêt hypothécaire de leurs départements dépassait 5 pour 100; dix-sept évaluaient ce taux en moyenne de 6 à 7 pour 100, y compris les frais; douze, de 7 à 10 pour 100; quelques-uns parlèrent de 12, 15, ou même 22 pour 100, pour de petites sommes et à courte échéance.

Quel accroissement de *richesse évaluée* pour la France, si les départements jouissaient du même crédit que Paris!

Certains auteurs objectent qu'un particulier ne peut jamais obtenir par le crédit que des capitaux appartenant à un autre particulier, et dont celui-ci se prive en les prêtant, et qu'ainsi le crédit ne sert jamais qu'à transférer la possession et l'usage des capitaux d'une main à l'autre.

Cette opinion est-elle soutenable, lorsque l'on ne peut se refuser à admettre que le crédit permet d'avoir des espèces plus aisément, c'est-à-dire à intérêt réduit, et qu'en conséquence il change le rapport entre le capital et l'intérêt, accroît ce rapport, et par suite le capital?

Ce ne seront pas, il est vrai, les métaux précieux qui se multiplieront, et leur quantité ne deviendra pas plus grande, parce que le crédit gran-

Digitized by Google

dira; mais tel domaine, tel immeuble qui se vendait au taux de dix fois le revenu, prendra une valeur double, triple; attendu que son prix, sans être déterminé précisément par la proportion entre le numéraire et l'intérêt qu'il rapporte, incontestablement augmentera ou diminuera avec cette proportion.

On lit encore dans quelques ouvrages : « Le « crédit, être moral, peut-il rien créer, rien en« fanter, et s'il n'a rien créé, peut-il faire autre « chose que de déplacer les capitaux ?

Toutes ces difficultés naissent des définitions imparfaites données au crédit et à la richesse. Si les crédits personnels et matériels sont les réputations de solvabilité de la personne et de la chose, à mesure que ces crédits s'augmenteront, la fortune de cette personne et la valeur de cette chose s'accroîtront : d'où l'on peut conclure que le crédit développe la *richesse évaluée*.

III

Nous apporterons encore quelques autres preuves de la proposition qui vient d'être démontrée.

La faculté d'emprunt qui résulte du crédit matériel, faculté susceptible d'être exercée, par

Digitized by Google

exemple, au moyen d'un dépôt au mont-de-piété, d'un contrat hypothécaire, fait souvent obtenir des ressources supérieures à celles qui proviendraient d'une vente[1].

Le crédit matériel est donc encore là l'origine d'un accroissement dans la valeur du terme $dMm(I—N)$.

Si des objets saints, des articles de luxe, acquièrent, grâce au crédit ou aux croyances générales, une excessive valeur monétaire, le terme A devient de plus en plus grand[2] et le capital national prend en même temps une valeur plus considérable.

Tous nos raisonnements établissent donc de la manière la plus irréfutable que le crédit, ainsi que nous l'avons défini, en s'appliquant d'une part aux personnes et d'une autre part aux objets matériels de toute nature, qu'il s'agisse d'immeubles, de choses concernant les croyances religieuses, les arts, etc., contribue, dans son accroissement ou sa diminution, à augmenter ou amoindrir la valeur des deux termes $dMm(I—N)$ et A, et par conséquent la *richesse évaluée* des nations.

[1] La vente sur le moment serait peut-être désastreuse, tandis qu'en attendant six mois, un an, dix ans, on peut effectuer cette vente avec plus de profit ou moins de perte.

[2] Les marchandises comprises dans A sont celles qui, en général, mises en réserve, ne rapportent aucun intérêt. Ainsi les métaux précieux, les dentelles, les tableaux, etc.

Digitized by Google

Parmi toutes les causes que nous avons énumérées comme servant à fonder le crédit, une des principales est la sécurité publique.

Qu'elle soit compromise, immédiatement toutes les marchandises d'un peuple perdent de leur valeur, et sa *richesse évaluée* s'anéantit en grande partie?

Un pays comme l'Angleterre, dans lequel la sécurité est entière et durable, doit avoir un immense crédit. Aussi de toutes parts y affluent d'énormes capitaux, et si leur concurrence ne faisait pas trop diminuer l'intérêt qu'ils rapportent, ce pays en posséderait bien davantage encore[1].

Il devient facile alors de s'expliquer comment les révolutions politiques, les iniquités d'un despote, sont préjudiciables à la prospérité financière d'un pays. En détruisant le crédit, ne sapent-elles pas la *richesse évaluée?*

Ainsi la justice, l'amour de l'ordre, la stabilité des institutions sont des sources de richesses. Quel enseignement pour les populations!

Cette étude du crédit nous montre encore pour-

[1] Les gouvernements dont la solidité est minée incessamment par des factions puissantes, tels que ceux du continent, semblent presque toujours occupés à chercher un équilibre instable sur une corde roide. Dans cette situation précaire, ils ne peuvent fonder des institutions fiduciaires qui fonctionnent avec le même succès qu'en Angleterre.

Digitized by Google

quoi la législation, en général assez douce pour les banqueroutiers, sévit au contraire avec tant de rigueur contre cette espèce de malfaiteurs qui s'emparent avec violence du bien d'autrui. C'est que les faillites étant la conséquence du crédit : poursuivre trop rigoureusement les banqueroutiers, ce serait nuire au crédit lui-même. Que l'on accorde la même indulgence aux individus qui s'approprient brutalement, à force ouverte, la fortune des autres : le crédit général, qui repose en très-grande partie sur l'inviolabilité de la propriété, ne pouvant se maintenir, la *richesse évaluée* d'une nation déclinerait avec la plus grande rapidité.

IV

Le crédit n'a pas sur la *richesse d'usage* la même influence que sur la *richesse évaluée*.

Rien de facile comme de le prouver.

L'équation de la *richesse d'usage* est :

$$U = \frac{Mm + M'm' + \text{etc.}}{P\,(am + a'm' + \text{etc.} + l)}$$

Si les prix des marchandises m, m' diminuaient toujours par suite du crédit, les marchandises néan-

Digitized by Google

moins se multipliant, bien certainement la *richesse d'usage* s'accroîtrait; mais, comme parfois le crédit fait augmenter ces prix, il est bien possible que les marchandises dont la quantité est représentée par M, M′, ne s'accroissent pas en nombre suffisant pour que la *richesse d'usage* grandisse.

Il se peut donc très-bien que le crédit, en se développant, fasse diminuer la *richesse d'usage*.

Cette diversité d'actions que le crédit exerce sur la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage* est sans doute l'origine des ténèbres qui étaient répandues sur le sujet que nous traitons, et nous devons sa simplification et son éclaircissement à l'examen particulier auquel nous avons soumis chacune de ces deux espèces de richesses.

Digitized by Google

CHAPITRE VIII

DE LA CLASSIFICATION DES RICHESSES

---

§ 1er.

Répartition des richesses en huit groupes principaux.

Il aurait été plus méthodique de porter notre examen, dès le commencement de cet ouvrage, sur les nuances et sur les caractères tranchés qui distinguent les richesses de toute nature, afin de les classer en diverses catégories. Mais nous avons modifié l'ordre naturel dans le but d'arriver le plus vite possible à la discussion des importantes questions que nous avons traitées : questions concernant la *richesse d'usage*, la *richesse évaluée*, le libre échange, le crédit, etc.

La nouvelle étude que nous allons entreprendre, en nous fournissant l'occasion de présenter quelques aperçus nouveaux sur l'importance rela-

Digitized by Google

tive des richesses, et sur le rôle réservé à chacune d'elles dans l'ensemble des phénomènes qui constituent la vie agricole, commerciale et industrielle des nations, nous permettra d'éclaircir certains points encore obscurs de la science économique.

Les richesses diffèrent essentiellement entre elles, et il n'est pas indifférent pour les particuliers et les États de posséder les unes ou les autres, bien entendu, à égalité de valeur monétaire.

Ainsi deux acquisitions, pour la même somme d'argent, l'une en vaisselle plate, l'autre en objets de mode, ne procureront pas à celui qui en serait devenu le possesseur une *richesse évaluée* équivalente. Entre deux marchandises coûtant le même prix, se trouve quelquefois, si l'on a pour but d'accroître sa fortune, la même différence qu'entre la proie et son ombre.

Afin de traiter avec clarté notre sujet, nous avons divisé les richesses en huit groupes principaux; chacun d'eux comprenant celles qui se rapprochent le plus dans leur manière d'être.

Sans doute il existera encore nombre de disparates entre les richesses comprises dans chaque groupe, et il sera difficile de résumer brièvement et avec exactitude leurs principaux caractères; mais des divisions et des subdivisions trop multipliées, tout en présentant certaines facilités, auraient l'inconvénient grave d'obliger à des redites inutiles.

Digitized by Google

TABLEAU DE CLASSEMENT DES RICHESSES.

PREMIER GROUPE.

Métaux : Or, argent, fer, zinc, etc.

Matières brutes : Coton, chanvre, lin, laine, etc.

Matières confectionnées : Toiles communes de coton, de laine, de chanvre, de lin, etc. Eaux-de-vie, viandes salées ou fumées, etc.

Ces richesses, d'un emploi universel, d'un transport facile[1], ne s'altèrent en général que peu par l'action du temps.

DEUXIÈME GROUPE.

Céréales de toute espèce; bétail vivant ou abattu; vins communs, cidre, bière, etc.

Ces richesses, très-recherchées, sont d'un transport onéreux. Elles durent en général peu de temps, et réclament beaucoup de soins pour être préservées de toute altération.

TROISIÈME GROUPE.

Valeurs foncières : Maisons, terres en culture, canaux, chemins de fer, routes, usines de diverses natures, etc.

[1] Il s'agit ici, comme dans tous les autres groupes, du transport de richesses qui ont la même valeur monétaire.

Digitized by Google

Richesses gratuites : Climats heureux; plages favorablement exposées; sites pittoresques; air, eau, rayons du soleil, etc.

Ces richesses se présentent avec un caractère particulier, celui de ne pouvoir se déplacer. Souvent elles sont très-productives.

QUATRIÈME GROUPE.

Valeurs fiduciaires : Actions et obligations industrielles; contrats hypothécaires; titres de rentes sur l'État, etc.

Ces richesses, créations du crédit, par la mobilité qu'elles donnent à toute espèce de marchandises, par la facilité avec laquelle elles permettent d'en fractionner la valeur, agissent avec puissance pour accroître la prospérité financière d'un État.

CINQUIÈME GROUPE.

L'habitation des maisons soldée par un loyer; l'emploi des capitaux payé par un intérêt; les travaux de l'homme de peine, de l'industriel, etc., rémunérés avec un salaire ou un traitement, etc.

Ces diverses choses doivent être placées au nombre des richesses, puisqu'elles ont toutes une utilité.

SIXIÈME GROUPE.

1° Étoffes de luxe en soie, laine, coton, lin, chan-

Digitized by Google

vre, etc.; diamants, pierres précieuses, etc.; vins fins; objets de mode, futilités, etc.;

2° Les créations du savant, du poëte, de l'artiste; créations prenant une forme matérielle; ainsi : les statues, les tableaux, les livres, les objets de curiosité, etc.

Les richesses appartenant au sixième groupe ne s'adressent en général qu'aux consommateurs riches; aussi les appelle-t-on richesses de luxe. Elles sont assez souvent d'une durée très-courte et d'un échange difficile, surtout dans les moments de crise.

SEPTIÈME GROUPE.

Richesses qui n'ont de prix que dans une nation. Elles se rapportent soit aux habitudes nationales, soit au culte, soit à l'histoire particulière de cette nation.

Exemples : Le caviar, sorte de nourriture très-recherchée chez certains peuples, et qui n'aurait aucune valeur pour d'autres; un fauteuil qui vaudrait seulement en France, parce qu'il aurait appartenu à Molière, etc.

HUITIÈME GROUPE.

La capacité, le talent, le génie, l'esprit commercial et industriel, etc.

Ces diverses choses sont incontestablement des richesses; nous en traiterons d'une manière spéciale.

Digitized by Google

§ 2.

Caractères distinctifs des richesses comprises dans les cinq premiers groupes.

L'ordre de classement des groupes, les explications qui accompagnent chacun d'eux, n'indiquent que très-superficiellement les attributs particuliers des diverses richesses que ces groupes renferment. Nous allons préciser davantage l'importance de chacune d'elles.

PREMIER GROUPE.

Les richesses comprises dans le premier groupe : l'or, l'argent, le fer et autres métaux; le coton, la laine, etc.; les tissus communs, etc., sont universellement demandées. Elles sont relativement légères, peu encombrantes, peu altérables, d'un transport facile. Envoyées sur tous les marchés du monde, elles sont échangeables et réalisables au plus haut degré. Ces caractères procurent au détenteur de ces richesses l'avantage de voir leur valeur monétaire ne s'abaisser que faiblement;

Digitized by Google

même quand il les posséderait pendant un très-long temps.

Les richesses de cette sorte, en cas de mévente, peuvent, sans risque de perte, attendre, ou aller solliciter dans toutes les parties du monde, soit les besoins, soit le bon vouloir des consommateurs, pour trouver un placement avantageux. Aussi assurent-elles de forts bénéfices à leurs possesseurs. Bien qu'elles ne composent pas à elles seules toutes les richesses, elles constituent néanmoins un des éléments les plus essentiels et les plus énergiques de la grandeur des peuples.

Nous ferons cependant quelques réserves sur les espèces métalliques.

Les partisans de la balance du commerce, en cherchant à se rendre compte de la nature des richesses que les peuples échangent entre eux, sont sans doute dans la bonne voie; mais ils ne peuvent arriver qu'à des conclusions contradictoires et inacceptables, lorsqu'ils prétendent que l'or et l'argent sont préférables à toutes autres marchandises.

Ce désir ardent que l'on a de s'approprier les métaux précieux, cette espèce de culte qu'on leur rend dans tous les pays, tient à l'opinion très-répandue et parfois fort contestable, que celui qui se défait de sa marchandise pour les posséder gagne, tandis que celui qui livre son or perd; fâ-

Digitized by Google

cheux préjugé, qui tire son origine des avantages que présentent la facilité de transport, la durée, la valeur universellement acceptée, et les autres qualités que chacun reconnaît à l'or et à l'argent.

A tout considérer, si les métaux précieux sont très-utiles à divers points de vue, examinés sous d'autres faces, ce ne sont que des richesses d'un ordre secondaire.

Déjà, dans la discussion de la *richesse évaluée*, nous avons montré qu'il était préjudiciable à une nation d'en accumuler une grande quantité, soit pour trafiquer, soit dans le but de thésauriser, et, qu'en conséquence, il était judicieux parfois de les échanger contre d'autres marchandises. Nous allons nous assurer encore, en nous fondant sur d'autres motifs, qu'à égalité de valeur, l'or et l'argent ne sont pas, dans certains cas, des richesses par excellence.

Soyez paisible possesseur d'un domaine qui, chaque année, vous rapporte des produits de diverses sortes. Quand bien même le prix des marchandises nécessaires à la subsistance, au vêtement, à l'abri, viendrait à hausser, vous trouverez en général, sans sortir de chez vous, de quoi satisfaire vos besoins les plus essentiels.

Quelle différence si, au lieu de cet immeuble, vous avez une somme d'argent équivalente ! Les satisfactions que vous pourrez vous donner, en

Digitized by Google

cas de hausse dans le prix des marchandises, seront assurément bien moins nombreuses.

Ensuite quelle heureuse insouciance de l'avenir, quelle quiétude, pour le détenteur de la propriété territoriale! En effet, les coffres les mieux fermés, les placements les plus solides, les gardiens les plus fidèles, ne garantiront jamais, à notre époque de civilisation, votre or et votre argent de la rapacité des malfaiteurs avec autant de certitude qu'un sol, même de médiocre étendue. Et, d'autre part, ne voit-on pas habituellement les familles riches, seulement en numéraire, s'appauvrir à la deuxième génération, et celles qui possèdent des terres, traverser des siècles, en conservant toujours la même position de fortune relative [1].

On peut ajouter encore que les métaux précieux favorisent bien plus les mauvaises passions [2], les excès de toute sorte, l'avarice, la prodigalité, etc., que la plupart des autres richesses.

[1] En Angleterre, les maisons d'éducation gratuite, qui, dans l'origine, ont dû leur fondation à des legs en argent, dont elles retiraient l'intérêt chaque année, ne peuvent plus entretenir aujourd'hui qu'une minime partie des élèves qu'elles avaient autrefois. Plusieurs même ont dû se fermer. Celles de ces maisons qui ont été dotées primitivement en terres n'ont décliné en aucune sorte.

[2] C'est pour cette raison que Morus, dans son *Utopie*, fait porter des chaînes d'or aux galériens, afin de rendre ce métal méprisable.

Pline regrette les échanges en nature.

Digitized by Google

DEUXIÈME GROUPE.

Les richesses du second groupe, telles que : les céréales, la viande, le vin, et autres substances nutritives, sont indispensables à l'homme; puisqu'elles seules, en répondant directement, sans aucun intermédiaire, à nos exigences naturelles, peuvent réparer nos forces. Mais ces richesses ne possèdent pas les importantes qualités de durée, de mobilité, etc., que nous avons reconnues aux précédentes qui composent le premier groupe.

Celles-là ont beau être d'une nécessité impérieuse, absolue pour l'existence, quand on a besoin d'en effectuer l'échange, on ne peut ordinairement trouver un débouché que dans un rayon très-court, à partir de la localité où on en fait la récolte; et cela, en raison des difficultés de vente, que l'on rencontre dans le poids, l'encombrement et le peu de durée de ces richesses.

Des frais considérables, occasionnés par le transport, par l'emmagasinement, par les primes de risques, etc., venant s'ajouter au coût de la production ; il peut arriver que le détenteur, dans l'échange auquel il est forcé (l'imminence de la décomposition souvent ne permettant pas d'attendre), ne recueille aucun bénéfice, ou même ne rentre pas dans ce qu'il a déboursé.

Digitized by Google

Cependant ces richesses, dans leur consommation, sont productives la plupart du temps à un degré très-éminent. Aussi font-elles accroître énormément la population, lorsqu'elles sont multipliées dans un pays. Toutefois nous rappellerons qu'il a été établi dans le cours de cet ouvrage que cette population vit en général dans une situation d'infériorité en *richesse évaluée*, comparativement aux peuples qui possèdent en abondance les richesses du premier groupe.

Nous avons traité *in extenso*, dans le chapitre v, de l'énorme avantage que les peuples manufacturiers avaient sur les peuples agricoles, au point de vue de la *richesse évaluée;* nous n'y reviendrons pas.

TROISIÈME GROUPE.

Le troisième groupe comprend : 1° les maisons, terres en culture, canaux, chemins de fer, etc.; 2° les climats heureux, les sites pittoresques, l'air, l'eau, les rayons du soleil, etc.

Nous le répétons, ces richesses, très-productives de leur nature, ont pour caractère spécial de ne pouvoir être déplacées. C'est un inconvénient sans doute, mais elles n'en constituent pas moins, à un haut degré, la puissance des peuples, et le mode de formation de l'équation de la *richesse éva-*

Digitized by Google

luée nous l'a démontré. Dans ce chapitre nous reviendrons encore sur les richesses gratuites, et nous insisterons sur l'opportunité, sur l'urgence d'en tenir compte dans la science économique.

QUATRIÈME GROUPE.

Le quatrième groupe se compose des actions et obligations industrielles, des billets de banque, des lettres de change, etc.

Les richesses comprises dans ce groupe sont encore très-favorables, comme nous l'avons déjà vu, à l'accroissement de la *richesse évaluée*. Les peuples chez lesquels ces titres sur papier ne circulent que difficilement manquent d'outils, d'instruments créateurs, et leurs destinées ne peuvent s'élever à une grande hauteur.

Tout en appréciant à un haut degré l'utilité des valeurs fiduciaires, surtout du billet de banque, une nation ne devra donner une très-grande extension à l'usage de ces valeurs que si ses manufactures produisent des marchandises qui permettent, en toutes circonstances, de rappeler le numéraire avec beaucoup de facilité. Ces marchandises, classées dans le premier groupe de notre tableau, sont remarquables par la facilité de leur écoulement et la solidité de leurs prix, même en temps de crise.

En conséquence la France, qui produit spécia-

Digitized by Google

lement des objets de luxe[1], se gardera d'une trop nombreuse monnaie de papier, car dans un moment donné, en temps de guerre générale par exemple, ses productions, en raison de leur nature, s'échangeront avec plus de difficulté contre du numéraire que celles de certains autres peuples[2].

Remarquons-le en passant, l'espèce de la marchandise réagit sur le crédit. Ainsi, une partie de la prodigieuse élévation qu'il a prise en Angleterre est due aux articles que l'on y fabrique.

Nous dirons encore qu'avec ces articles dont la valeur ne subit en général que peu de dépréciation, on ne doit que faiblement redouter les déceptions que le crédit peut quelquefois entraîner avec lui[3].

CINQUIÈME GROUPE.

L'habitation des maisons, l'emploi des capitaux, etc.; les travaux de l'homme de peine, de l'industriel, etc.

[1] L'état du commerce spécial et extérieur de la France, présenté par l'administration des douanes pour l'année 1855, indique une valeur de 1,557 millions à la sortie, et de 1,594 millions à l'entrée. En discutant les indications qu'il fournit, on s'aperçoit que les marchandises de luxe figurent à l'exportation pour la somme énorme d'environ 1,250 millions.

[2] Le peuple anglais, par exemple.

[3] L'Angleterre ne fonde pas uniquement son crédit sur la nature

Digitized by Google

Si les loyers sont généralement chers, c'est que la valeur monétaire des immeubles dont ils payent l'usage, et par suite la *richesse évaluée* qui s'attache à ces immeubles, est considérable; et au contraire, si l'intérêt des espèces est élevé, c'est en général la marque d'une modique *richesse évaluée*.

La hausse des salaires, en réduisant le produit net, fait décroître la *richesse évaluée* d'une nation; toutefois cette hausse dans les salaires est souvent l'indice d'une importante *richesse d'usage*, bien que des salaires très-faibles puissent se rencontrer avec une *richesse d'usage* très-notable; mais alors cette modicité dans les salaires dénote toujours un pays où la *richesse évaluée* est médiocre.

des marchandises qu'elle fabrique. Elle le doit à plusieurs autres causes, et, entre autres, aux mœurs, aux institutions, qui sont, pour ce pays, le gage d'une longue sécurité.

Digitized by Google

§ 3.

Les richesses de luxe, considérées soit au point de vue de la possession, soit à celui de la consommation, sont moins aptes que les autres[1] à développer la *richesse évaluée*.

SIXIÈME GROUPE.

Le sixième groupe se rapporte aux marchandises de luxe; ces marchandises sont :

1° Les étoffes très-façonnées en soie, lin, laine, chanvre; les diamants, les pierres précieuses, les vins fins, les futilités, etc.

2° Les créations du savant, du poëte, de l'artiste; créations prenant une forme matérielle; ainsi : les statues, les tableaux, les livres, les objets de curiosité, etc.

A égalité de valeur, les richesses comprises dans les cinq premiers groupes sont bien supérieures aux richesses de luxe[2] pour constituer la *richesse évaluée* des particuliers et celle des nations.

[1] La fabrication des objets de luxe, pour les personnes qui peuvent débiter presque aussitôt qu'elles ont confectionné, est au contraire souvent très-avantageuse. On a pu s'en assurer dans la théorie des échanges.

[2] Les richesses dont on traite comme étant des richesses de luxe

Digitized by Google

1° Parce que ces marchandises d'une valeur peu constante éprouvent surtout dans les circonstances critiques de très-grandes diminutions dans leur prix;

2° Parce que leur réalisation est parfois très-difficile;

3° Parce que, en se consommant, elles ne procréent presque aucune utilité.

En effet, voyons d'abord les objets d'art, tels que : statues, tableaux, curiosités, etc.

Si l'on considère combien les impressions de la foule sont fugitives et versatiles en fait d'arts, si l'on tient compte des nombreux caprices, des bizarreries inexplicables qui lui font tantôt rechercher, tantôt dédaigner les styles byzantin, grec, roman, moyen âge, renaissance, etc., on demeure convaincu qu'en fondant uniquement sa fortune sur cette nature de richesse, on serait exposé à des éventualités bien terribles.

Les étoffes de luxe en soie, laine, coton, etc., ont peut-être encore des valeurs moins solides.

ne prennent pour nous ce nom qu'à cause de leur consommation, qui est effectuée seulement par un petit nombre de gens riches. Aussitôt que, par suite d'une modification dans les habitudes sociales, ces richesses sont consommées abondamment par toutes les classes de la société, elles ne font plus partie des marchandises de luxe. Ainsi, naguère, on pouvait regarder le sucre, le café, le thé, comme des articles de luxe. Actuellement, ces espèces de richesses paraissent devoir être classées, dans certains pays, parmi les objets de première nécessité.

Digitized by Google

Voyez les efforts que font les détenteurs de ces objets pour parvenir à les écouler. N'est-ce pas pour en effectuer plus facilement la vente, qu'a été créé cet art vénal et perfide de la réclame, dont les merveilles s'étalent dans nos feuilles quotidiennes avec tant d'impudeur?

A quoi sont destinés ces magasins splendides, ces somptueux étalages? Pourquoi forme-t-on ces escouades de commis, voyageurs ou sédentaires? N'est-il pas évident que le commerçant est édifié sur la valeur intrinsèque des objets de luxe lorsqu'il se croit forcé de recourir, pour solliciter les acheteurs, à toute cette mise en scène? L'ardeur qu'il met à activer la vente est en raison inverse de l'utilité réelle de la marchandise.

Entrez dans ce petit réduit, orné d'un simple grillage à fines mailles, au travers desquelles le jour pénètre difficilement, c'est un changeur, autrement dit un marchand d'or et d'argent, qui y réside. Quel contraste dans les moyens commerciaux! Examinez cet homme, c'est à peine s'il laisse échapper quelques paroles pour vous répondre. Chez lui, vous n'entendrez pas ces épithètes laudatives de *magnifique*, de *délicieux*, d'*admirable*, qui s'élèvent en chœur dans les magasins de nouveautés. La simple exhibition de sa marchandise l'en dispense. A la suite de quelques phrases brèves, si votre marché se conclut, la petite porte

Digitized by Google

grillée, qu'il a ouverte pour vous transmettre, presque à regret, ce que vous lui réclamez, se ferme, et vous êtes reconduit.

Cet exposé s'appliquerait, avec peu de variantes, aux négociants en fer, cuivre, métaux de toutes sortes ; tissus communs de chanvre, coton, laines, etc.

Que signifie cette différence dans les procédés de l'échange, suivant qu'il s'agit d'objets durables, d'un emploi universel, ou d'objets peu essentiels, éminemment éphémères, qui ne sont destinés qu'à la consommation d'une très-petite classe de la société : les personnes riches?

C'est que la vente des premiers se fait sans efforts, ou bien est susceptible d'être retardée sans danger. Pour les seconds, au contraire, la réalisation est difficile, et l'attente préjudiciable.

Une étoffe nouvelle plaît à chacun; on admire généralement ses dispositions, son éclat, — mais la faveur du jour ne la garantira pas d'un triste lendemain.

Soyez détenteur de marchandises comprises dans ce sixième groupe, si vous voulez réaliser du numéraire pour fonder une entreprise, en apportant sur le marché vos vins fins, vos coupons de dentelles, vos soieries, vos objets d'art, vous reconnaîtrez bien vite la perte énorme qu'il faudra subir; perte infiniment supérieure à celle qu'é-

Digitized by Google

prouverait l'heureux possesseur des richesses comprises dans le premier groupe; car moyennant une légère concession, celles-ci trouveraient presque aussitôt un échange avantageux.

Mais, il y a plus, qu'il arrive une crise commerciale, les articles de luxe deviennent à peu près invendables, et peuvent être en quelque sorte rayés de la liste des marchandises, tandis que celles qui sont renfermées dans le premier groupe ne sont soumises qu'à une baisse de prix relativement insignifiante.

On voit donc combien il importe de distinguer entre richesses et richesses et de les classer d'après la solidité de leur valeur, si l'on veut se rendre compte de l'intérêt qu'un pays peut avoir à se nantir de telle ou de telle production. D'où nous concluons que bien qu'on ne puisse refuser le nom de richesse aux objets compris dans le sixième groupe, à taux égal, ces objets sont d'un ordre inférieur pour produire la *richesse évaluée*.

Les richesses du sixième groupe présentent encore des caractères particuliers. Ainsi : des étoffes richement façonnées peuvent défendre l'homme des intempéries des saisons; quelquefois des liqueurs précieuses, obtenues à grands frais, peuvent lui être salutaires, mais ce n'est jamais qu'avec une destruction inutile de valeurs importantes, puisque l'on peut parvenir aux mêmes

Digitized by Google

résultats avec des étoffes communes et des boissons saines, cotées à un prix inférieur.

Les objets de luxe, dans leur emploi pour l'usage ordinaire de la vie, entraînent donc une déperdition considérable de richesse, relativement à l'effet utile qu'ils produisent; aussi ne sont-ils généralement achetés que par les personnes opulentes. Le numéraire du consommateur passe, au moyen de l'échange, dans les mains des fabricants qui sont convenablement rémunérés; et il ne reste, pour ainsi dire, à ce consommateur que la carcasse d'un feu d'artifice qu'il a tiré pour son unique plaisir.

Il en serait différemment, si ces marchandises de luxe étaient consommées à l'étranger.

Quant à la plupart des richesses renfermées dans les premiers groupes, elles sont caractérisées presque toujours par une destination ou une consommation dont résulte une utilité pondérable, matérielle. Sous forme de vins communs, de grains, de tissus vulgaires en toile, en laine, etc., ces richesses contribuent avec le moins de frais possible, en se transformant, à alimenter l'espèce humaine et à la garantir des intempéries des saisons. A l'état de métaux convertis en machines, elles viennent encore, malgré la détérioration continuelle qu'elles subissent, nous aider dans nos travaux, à titre d'agents reproducteurs.

Digitized by Google

Le service de ces utiles richesses produit ainsi de toutes manières un avantage matériel pour le manufacturier, le commerçant, le consommateur, ainsi que pour le pays auquel elles appartiennent.

Au point de vue de la France, qui confectionne avec une si rare perfection et une telle profusion les marchandises du sixième groupe, il est de son intérêt de se débarrasser le plus vite possible de ces gracieuses futilités, de ces délicates bagatelles, de ces liqueurs exquises, qui entrent avec tant d'abondance dans la spécialité de sa production; et tout stock de ces marchandises, comme toute consommation exagérée que ses habitants en feraient, serait préjudiciable à sa puissance.

Le sentiment public, que n'ont jamais éclairé des études spéciales sur la différence des richesses, a montré de tout temps sa prédilection pour les valeurs monétaires. C'est là une grave erreur, comme déjà nous l'avons fait remarquer. Mais une école célèbre, en se refusant mal à propos à reconnaître ce que cette prédilection pouvait avoir parfois de bon, a peut-être pour cette raison compromis son influence[1]; car il serait dif-

[1] On ne saurait méconnaître que la plupart des économistes modernes n'ont pas prêté une attention suffisante aux propriétés qui distinguent l'argent des autres marchandises, comme cela résulte

Digitized by Google

ficile d'expliquer autrement pourquoi ses principes les plus incontestables, au lieu de se propager avec rapidité, restent souvent méconnus de longues années.

surtout de la théorie sur la balance commerciale qui domine depuis *Hume* et Adam Smith. Sous ce rapport, on ne saurait regarder comme dépourvue de toute raison la réaction semi-mercantile de Ganilh (*Théorie de l'économie politique*); Saint-Chamans (*Nouvel essay sur la richesse des nations*); Colton (*Public economy for the United States*), qui fait ressortir d'une manière très-nette la différence de *Money as the subject* et *Money as the instrument of trade*.

WOLOWSKI, membre de l'Institut.

Digitized by Google

§ 4.

Les nations civilisées, bien que la consommation des richesses de luxe ne contribue que faiblement à développer leur *richesse évaluée*, doivent user dans une certaine limite de ces richesses.

Nous venons de reconnaître l'infériorité des richesses de luxe sous le rapport de la possession et de la consommation pour constituer la richesse évaluée des peuples et des particuliers. Elles peuvent cependant se relever dans notre estime, si nous les envisageons à un autre point de vue, c'est-à-dire en tenant compte de la perfection qu'elles donnent à nos organes, en appréciant les délicieuses satisfactions qu'elles procurent aux peuples parvenus à une civilisation avancée.

A la naissance des sociétés, une peau de bête pour vêtement, des aliments grossiers, un abri informe, suffisaient à l'homme, car il n'avait alors de soucis que pour ses besoins les plus essentiels. Mais à mesure que son aisance s'est accrue, soit par la conquête des animaux, soit par la domination qu'il a su établir sur la matière, la sphère de ses convoitises s'est agrandie. Ses désirs sont devenus plus ardents, plus nombreux, et leur réa-

Digitized by Google

lisation lui a donné chaque jour des jouissances nouvelles.

Ces jouissances, qui sont loin d'être d'une nécessité absolue, doivent-elles être sacrifiées parce que les consommations au moyen desquelles on les satisfait, sont moins propres que d'autres à assurer la puissance des États? Telle n'est pas notre opinion. Nous en appelons à l'élite des populations, et même à toutes les personnes dont le manque d'éducation n'a pas oblitéré le sens et la raison.

L'artiste qui nous fait éprouver des jouissances ineffables à la vue d'un paysage animé, d'un tableau d'histoire, doit-il être exilé parce que son art ne donne pas naissance à une baïonnette, à quelques grains de blé? Le compositeur dont les œuvres harmonieuses excitent en nous les plus doux transports doit-il être banni, comme il l'eût été à Lacédémone où l'on ne voulait tenir compte que de la force musculaire?

Même un cuisinier qui est parvenu, par ses combinaisons heureuses, à flatter notre goût, n'a-t-il pas sa raison d'être? Voudrait-on assimiler la nourriture de l'homme à celle de la brute?

Avec l'usage des richesses de luxe, la créature humaine se transforme. Ses goûts, ses appétits prennent une délicatesse extrême. Le vin n'est plus un liquide alcoolisé dont l'action nous enivre, ou seulement stimule nos organes : c'est

Digitized by Google

un nectar dont l'application sur notre palais engendre les impressions les plus suaves. L'amour n'est plus seulement une rencontre de deux êtres de la même espèce, ordonnée par la nature ; les sensations immatérielles les plus exquises viennent le purifier de ce qu'il a de trop terrestre et même de grossier.

Un chapeau de femme orné des étoffes les plus riches, assorties avec l'art qui distingue les bonnes faiseuses, ne donne-t-il pas à la personne, jeune, jolie et élégante qui le porte, un charme qui ravit tous ceux qui la considèrent? Si l'on dépossédait la beauté réunie à la grâce, de ce fragile ornement pour accroître les richesses de l'État, ne serait-ce pas priver nos sens d'une vive satisfaction?

Au moyen de toutes ces délectations, ne développe-t-on pas dans notre organisation de nouvelles facultés qui relèvent notre nature?

Il est incontestable qu'en se livrant sans mesure à ces voluptés, l'homme gaspille un temps qu'il pourrait employer fructueusement. Il sacrifie à son plaisir des richesses qui, par l'échange, seraient utiles à la force des États. Mais s'il ne goûte les douceurs de la vie qu'avec modération, s'il répond seulement aux intentions du Créateur, qui, en lui donnant des sens et tous les objets qu'ils peuvent percevoir, ne l'a soumis qu'à

Digitized by Google

cette règle : *use et n'abuse pas;* il remplit une des conditions de son existence sur la terre.

Concluons donc que si la consommation des marchandises de luxe est nuisible à l'accroissement de la *richesse évaluée*, ce n'est pas une raison suffisante pour les proscrire. Une nation sagement gouvernée pourra user de ces marchandises dans certaines limites.

Digitized by Google

§ 5.

Richesses qui n'ont de valeur que dans la nation dont on veut apprécier la *richesse évaluée*.

SEPTIÈME GROUPE.

Parmi les richesses que possède un pays, il en est qui ne sont susceptibles d'être échangées que dans son intérieur. Les unes sont improductives, les autres productives.

Dans les premières, nous rangerons certains tableaux, certaines statues, dépourvus de valeur artistique, mais représentant les traits d'un homme cher à la population.

Ce seront encore des objets mobiliers d'une provenance particulière : les tabatières faites avec le bois du chêne de Stratford sous lequel Shakspeare venait se reposer, tabatières qui ont pris une certaine valeur en Angleterre ; la guitare ayant appartenu à la célèbre tragédienne Rachel, etc.

Ainsi que les billets de banque, ainsi que les lettres de change, ces objets peuvent constituer la fortune d'un particulier ; mais ils n'accroissent

Digitized by Google

en aucune manière la *richesse évaluée* d'un État.

Dans les richesses productives de l'ordre ci-dessus doivent être comprises certaines boissons (nous citerons, par exemple, le cidre, marchandise qui ne s'exporte pas); certaines chaussures, telles que les sabots en usage seulement dans quelques contrées; etc.

Ces espèces de richesses devront être introduites pour leur valeur dans l'équation de la *richesse évaluée*, mais en y faisant figurer seulement les quantités que l'on consomme annuellement, car s'il y avait des excédants dans la production, ces excédants ne pourraient entrer dans l'expression de cette richesse.

Digitized by Google

§ 6.

Des richesses immatérielles : la capacité, le talent, le génie, l'esprit commercial et industriel, etc.

HUITIÈME GROUPE.

Les publicistes discutent encore pour savoir si il faut admettre les richesses immatérielles qui figurent dans notre huitième groupe au nombre de celles que la science économique doit comprendre. Nous sommes particulièrement heureux de rencontrer, parmi les écrivains qui sur ce point partagent nos idées, un éminent publiciste, M. Dunoyer, dont on nous saura gré de citer ici quelques pages pleines de logique et d'éloquence.

« Toutes les professions utiles, quelles qu'elles « soient, celles qui travaillent sur les choses, « comme celles qui opèrent sur les hommes, font « un travail qui s'évanouit à mesure qu'on l'exé- « cute, et toutes créent de l'utilité qui s'accumule « à mesure qu'elle s'obtient..,.. Très-assurément, « la leçon que débite un professeur est consommée « en même temps que produite, de même que la « main-d'œuvre répandue par le potier sur l'ar-

Digitized by Google

« gile qu'il tient dans ses mains; mais les idées « inculquées par le professeur dans l'esprit des « hommes qui l'écoutent, la façon donnée à leur « intelligence, l'impression salutaire opérée sur « leurs facultés affectives, sont des produits qui « restent, tout aussi bien que la forme imprimée « à l'argile par le potier. Un médecin donne un « conseil, un juge rend une sentence, un orateur « débite un discours, un artiste chante un air ou « déclame une tirade; c'est là leur travail; il se « consomme à mesure qu'il s'effectue, comme tous « les travaux possibles; mais ce n'est pas là leur « produit, ainsi que le prétend à tort J. B. Say : « leur produit, comme celui des producteurs de « toute espèce, est dans le résultat de leur travail, « dans les modifications utiles et durables que les « uns et les autres ont fait subir aux hommes sur « lesquels ils ont agi, dans la santé que le méde- « cin a rendue au malade, dans la moralité, l'in- « struction, le goût qu'ont répandus le juge, l'ar- « tiste, le professeur. Or ces produits restent, ils « sont susceptibles de se conserver, de s'accroître, « de s'accumuler, et nous pouvons acquérir plus « ou moins de vertus et de connaissances, de même « que nous pouvons imprimer à des portions quel- « conques de matière quelqu'une de ces utilités « qui sont de nature à se fixer dans les choses, et « qui leur donne plus ou moins de valeur.

Digitized by Google

« Il est vrai que l'instruction, le goût, le talent,
« sont des produits *immatériels;* mais en créons-
« nous jamais d'autres? et n'est-il pas surprenant
« de voir J. B. Say en distinguer de matériels et
« d'immatériels, lui qui a si judicieusement re-
« marqué que nous ne pouvons créer pas plus
« qu'anéantir la matière, et qu'en toutes choses
« nous ne faisons jamais que produire des utilités,
« des valeurs? La forme, la figure, la couleur
« qu'un artisan donne à des corps bruts sont des
« choses tout aussi immatérielles que la science
« qu'un professeur communique à des êtres intel-
« ligents; ils ne font que produire des utilités l'un
« et l'autre, et la seule différence réelle qu'on
« puisse remarquer entre leurs industries, c'est
« que l'un tend à modifier les choses et l'autre à
« modifier les hommes.

« On ne peut dire que le travail du professeur,
« du juge, du comédien, du chanteur, *ne s'atta-*
« *che à rien*, ni *qu'il n'en reste rien* : il s'attache aux
« hommes sur qui il opère, et il en reste les mo-
« fications utiles et durables qu'il leur a fait subir;
« de même que le travail du fileur, du tisserand,
« du teinturier, se réalise dans les choses qu'ils
« subissent, et y laisse les formes, la figure, les
« couleurs qu'il leur a imprimées.

« On ne peut pas dire que les valeurs réalisées
« dans les hommes, que la capacité, l'industrie,

Digitized by Google

« les talents qu'on leur a communiqués *ne sont pas* « *susceptibles de se vendre;* ce qui ne se vend pas, au « moins dans les pays assez civilisés pour n'avoir « plus d'esclaves, ce sont les hommes dans lesquels « l'industrie humaine les a développés ; mais « quant aux talents que ces hommes possèdent, ils « sont très-susceptibles de se vendre, et ils sont « en effet continuellement vendus; non pas, je le « reconnais volontiers, en nature et en eux- « mêmes, mais sous la forme des services, du tra- « vail, de l'enseignement qu'on emploie d'ordi- « naire à les inculquer à autrui.

« On ne peut pas dire davantage que les valeurs « que le travail parvient à fixer dans les hommes « *ne sont pas de nature à s'accumuler;* il est aussi « aisé de multiplier en nous-mêmes les modifi- « cations utiles dont nous sommes susceptibles, « que de multiplier, dans les choses qui nous en- « tourent, les modifications utiles qu'elles peuvent « recevoir.

« On ne peut pas dire non plus qu'*il y a du désa-* « *vantage à les multiplier;* ce qu'on ne pourrait « multiplier sans désavantage, ce sont les frais « réservés pour obtenir une espèce quelconque de « produits; mais quant aux produits eux-mêmes, « on ne peut pas dire qu'il y ait du désavantage à « les accroître; on ne voit pas plus les hommes se « plaindre d'avoir trop d'industrie, de goût, d'ima-

Digitized by Google

« gination, de savoir, de vertu, qu'on ne les voit « se plaindre de posséder trop d'utilités de quel- « que autre espèce.

« On ne peut pas dire que *la dépense faite pour « obtenir ces produits est improductive.* Ce qui serait « improductif, ce seraient les frais que l'on ferait « inutilement pour les créer; mais, quant aux « frais nécessaires pour cela, ils ne sont pas impro- « ductifs, puisqu'il en peut résulter une véritable « richesse, et une richesse supérieure à ses frais « de production : il n'est sûrement pas rare que « des talents acquis vaillent plus que la dépense « faite pour les acquérir; il n'est pas impossible « qu'un gouvernement fasse naître, par une admi- « nistration active, ferme, éclairée de la justice, « des habitudes sociales d'un prix infiniment supé- « rieur à la dépense qu'il faut faire pour obtenir « un si précieux résultat.

« On ne peut pas dire, enfin, *que ces produits « n'ajoutent rien au capital national :* ils l'augmen- « tent aussi réellement que peuvent le faire des « produits de toute autre espèce. Un capital de « connaissances ou de bonnes habitudes ne vaut « pas moins qu'un capital d'argent ou de toute « autre espèce de valeurs. Une nation n'a pas seu- « lement des besoins physiques à satisfaire : il est « de sa nature d'éprouver beaucoup de besoins « intellectuels et moraux; et, pour peu qu'elle ait

Digitized by Google

« de culture, elle placera la vertu, l'instruction,
« le goût, au rang de ses richesses les plus réelles
« et les plus précieuses. Ensuite ces choses, qui
« sont de vraies richesses par elles-mêmes, par les
« plaisirs purs et élevés qu'elles procurent, sont,
« en outre, des moyens absolument indispensables
« pour obtenir cette autre espèce de valeurs que
« nous parvenons à fixer dans les objets matériels.
« Il ne suffit pas, en effet, pour créer celles-ci, de
« posséder des ateliers, des outils, des machines,
« des denrées, des monnaies; il faut des forces,
« de la santé, de la science, du goût, de l'imagi-
« nation, de bonnes habitudes privées et sociales,
« et les hommes qui travaillent à la création et aux
« perfectionnements de ces produits peuvent, à
« juste titre, être considérés comme producteurs
« des richesses improprement dites matérielles,
« tout aussi bien que ceux qui travaillent directe-
« ment à les créer. Il est sensible, en un mot, que,
« si une nation accroît son capital en étendant ses
« cultures, en améliorant ses terres, en perfection-
« nant ses usines, ses instruments, ses bestiaux,
« elle l'accroît, à plus forte raison, en se perfec-
« tionnant elle-même, elle qui est la force par
« excellence, la force qui dirige et fait valoir toutes
« les autres.

« Le moyen, après cela, qu'on veuille bien nous
« le dire, de soutenir que les hommes qui em-

Digitized by Google

« ploient directement leur activité à la culture de « leurs semblables créent des produits *qui s'éva- « nouissent en naissant!* La vérité, pour ces tra- « vailleurs comme pour tous, c'est que, dans « l'œuvre de la production, il n'y a que leur travail « qui s'évanouisse, et que, quant à leurs produits, « ils sont aussi réels que ceux des classes les plus « manifestement productrices. Que peut-on faire « de mieux, en effet, pour accroître le capital « d'une nation, que d'y multiplier le nombre des « hommes sains, vigoureux, adroits, instruits, ver- « tueux, exercés à bien agir et à bien vivre? Quelle « richesse, même alors qu'il ne s'agirait que de « bien exploiter le monde matériel, pourrait pa- « raître supérieure à celle-là? Quelle richesse est « plus capable d'en faire naître d'autres? Or, voici « précisément celle que produisent toutes les clas- « ses de travailleurs qui agissent directement sur « l'homme, à la différence de celles qui ne travail- « lent pour lui qu'en agissant sur les choses. »

Puisque nous venons de nous appuyer sur une autorité des plus respectables, il est juste que nous rapportions aussi les arguments qui nous combattent. Et, pour qu'on ne nous accuse pas d'atténuer leur force en les décolorant, nous extrairons du *Manuel d'économie politique* de M. Baudrillard, professeur au Collége de France, le passage dans lequel il essaye de réfuter, en général,

Digitized by Google

les partisans de la richesse immatérielle, et, en particulier, M. Dunoyer lui-même.

« Ces auteurs, dit-il, ont-ils réussi à prouver « que toutes les utilités produites peuvent être « réputées des richesses? Nous ne le croyons pas, « et, adoptant l'opinion soutenue notamment par « Smith, Malthus, Droz, John Mill, nous allons « essayer pour notre compte de démontrer la pro- « position contraire.

« Lorsqu'on dit que la médecine et la chirurgie « sont productives d'utilité, on est compris aisé- « ment, parce qu'on se sert d'un terme juste.

« Lorsqu'on dit qu'elles sont productives de ri- « chesse, on emploie un langage énigmatique. « Même après de savantes explications, vous ferez « difficilement comprendre que remettre un mem- « bre, arracher une dent, faire l'opération de la « cataracte, ce soit produire de la richesse. Le but, « en effet, que le chirurgien et le médecin se pro- « posent, ce n'est pas d'enrichir leur pays ni leurs « malades, mais d'être utiles à l'humanité souf- « frante. Que le malade guéri soit un homme la- « borieux ou un paresseux et un prodigue, il im- « porte peu; les services rendus par le médecin au « malade qui peut-être profiteront au développe- « ment de la richesse, qui peut-être lui seront nui- « sibles, si celui auquel ils sont rendus consomme « plus qu'il ne produit, ne sauraient être réputés

Digitized by Google

« des travaux productifs de richesse. Direz-vous « que la santé elle-même est une richesse, parce « qu'elle est un bien, un très-grand bien? Assuré- « ment on a le droit de s'exprimer ainsi métapho- « riquement, de même que c'est par figure que « l'on parle des *trésors* de la bonne conscience, « sans prétendre leur attribuer par ce terme au- « cune qualification économique. Tout ce que l'on « peut dire à ce dernier point de vue, c'est que « la santé confère la *possibilité* de créer de la ri- « chesse, possibilité plus ou moins vague, simple « *condition* favorable, qui ne saurait passer pour « constituer une richesse par elle-même. — On « ajoute que les jouissances auxquelles les hommes « mettent un prix doivent par cela même figurer « parmi les richesses, puisqu'on les achète. — « Notre réponse sera simple. Les plaisirs que pro- « curent une littérature et un art pervers et le li- « bertinage sont souvent payés fort cher; celui « qui les mettrait au nombre des richesses d'un « pays, et qui, par exemple, compterait les courti- « sanes parmi les richesses des nations, ferait ce- « pendant violence au sens commun; car ce serait « mettre au nombre des richesses les causes mêmes « qui les détruisent[1]. »

L'élégante réponse de M. Baudrillard nous con-

[1] Baudrillard, *Manuel d'économie politique*, p. 57 et 58,

Digitized by Google

vainc d'autant moins, qu'aux excellents arguments de M. Dunoyer, nous croyons pouvoir en ajouter d'autres, sans doute d'une infériorité incontestable au point de vue de la forme, mais qui, appuyés sur des considérations d'une nouvelle espèce, nous paraissent être encore, s'il est possible, plus concluants, plus décisifs.

En effet, jetez vos regards sur l'ensemble des richesses qui composent notre tableau de classification ; suivez la chaîne qui les unit, est-ce que la liaison qui existe dans toutes les parties de cette chaîne ne vous force pas à admettre les richesses immatérielles? Si vous acceptez seulement les unes, où vous arrêtez-vous? A quel anneau rompez-vous la continuité?

Les richesses du tableau de classement peuvent être assimilées aux diverses teintes du spectre solaire, spectre qui reproduit successivement toutes les nuances, en passant par des dégradations insensibles. Il vous plaît d'admettre au nombre des couleurs le jaune et le vert, pourquoi rejeter le violet et le rouge?

Dans leur nature, les richesses se diversifient de mille manières et varient même jusqu'à l'infini.

Transportables ou non : les immeubles, les métaux; encombrantes ou non : les céréales, le billet de banque; pesantes ou légères : le plomb, le liége; brutes ou façonnées : la mine de fer, une serrure;

Digitized by Google

informes ou appréciables par un goût éclairé : une pierre brute ou le chef-d'œuvre d'un artiste.

Les unes tombent sous le sens de la vue : les couleurs; les autres sous celui du tact : les étoffes moelleuses. Certaines doivent toute leur valeur à la confiance : le billet de banque, la lettre de change; tandis qu'on peut en citer, telles que l'or et l'argent, qui portent leur appréciation avec elles-mêmes.

Tantôt, comme valeurs fiduciaires, elles composent seulement la fortune des particuliers, sans pouvoir être comptées au nombre des richesses de l'État; tantôt sous forme d'immeubles, de métaux, elles constituent tout à la fois et la fortune individuelle et la fortune générale.

Quoi! on reconnaîtrait une si grande diversité dans les richesses, on ne ferait aucune difficulté d'admettre parmi elles les statues, les tableaux, les objets d'art, qui n'ont aucune valeur par leur poids, et on refuserait de considérer comme richesse les utilités impondérables?

D'une part, le livre, qui donne une forme matérielle à la pensée de l'écrivain, à la leçon du professeur, serait considéré comme une richesse, et d'autre part, chose singulière, on ne voudrait pas que le talent nécessaire pour écrire, que l'aptitude à composer une leçon, fussent des richesses?

Digitized by Google

Il y a, dans les conclusions de nos adversaires, contradiction, incohérence. Notre classification des richesses, et les courtes observations qui viennent d'être faites, le prouvent complétement.

Cette obstination, cette opiniâtreté de quelques économistes à vouloir rayer du cadre de l'économie politique et les richesses intellectuelles et les richesses gratuites matérielles, a tenu en grande partie à ce que, jusqu'ici, il n'avait pas été possible de les évaluer monétairement.

Sans doute, il était incontestable qu'elles rendaient autant de services que le plomb, par exemple. Mais ce métal, d'après son poids et le cours du jour, valait quarante ou cinquante francs les cent kilogrammes, et on pouvait se rendre compte de son prix; tandis qu'on manquait d'instruments pour mesurer ou apprécier en numéraire la bienfaisante influence de l'air et du soleil, ainsi que l'action du génie d'un industriel. En conséquence, on jugeait inutile de faire entrer le génie, l'air et les rayons du soleil dans la science économique. L'exclusion de ces dernières espèces de richesses a donc tenu plutôt à une difficulté de calcul qu'à une incompatibilité inconciliable.

Maintenant, au moyen des équations de la *richesse évaluée* et de la *richesse d'usage*, au moyen de la distinction que nous avons faite entre la richesse des particuliers et la richesse des États,

Digitized by Google

on peut supputer aisément la valeur monétaire des accords harmonieux, tout aussi bien que la valeur monétaire du talent qui les produit. Les richesses gratuites : l'air, l'eau, le soleil; les richesses intellectuelles : le talent, le génie, venant prendre place dans les équations de la *richesse évaluée* générale et individuelle, sont toutes, au même titre que les richesses matérielles et échangeables, du domaine de la science économique.

En persistant à repousser les richesses intellectuelles, on se place sur cette route sans issue où l'on cheminait, quand il était reçu généralement, tantôt que l'or et l'argent étaient les seules richesses, tantôt que l'agriculture était la seule source des richesses.

Selon nous, il faut maintenant admettre parmi les richesses, non-seulement les agents matériels donnés gratuitement par la nature, non-seulement les facultés intellectuelles, et leurs produits immatériels, mais encore les qualités morales : l'honneur, le désintéressement, la probité [1], etc.

Nos équations, comme nous l'avons vu, tiennent compte de ces qualités morales, mais, à

[1] Non-seulement ces qualités morales entrent comme éléments dans la formation de la *richesse évaluée*, mais encore nous avons vu, au chapitre VII, qu'elles accroissent le crédit, et par suite la *richesse évaluée*.

Digitized by Google

défaut de ces équations, le bon sens seul suffirait pour prononcer en pareille circonstance.

Et, dans le fait, ces richesses se transmettent comme un héritage. Pour les familles riches et aisées, ce n'est pas la partie la moins précieuse de leur patrimoine. Pour les familles pauvres, nous ne dirons pas que cette richesse soit équivalente à toute autre, mais elle ne peut manquer de produire de la richesse matérielle; car, dans le commerce, dans les affaires, c'est un titre de confiance, une garantie de sécurité, partant une valeur.

L'honneur, la probité sont à la fois une richesse personnelle et une richesse publique. Une richesse personnelle, car un négociant connu pour sa probité, pour sa scrupuleuse loyauté, l'emporte en toutes circonstances sur ses rivaux moins haut placés dans l'estime générale. Les transactions de toute sorte lui seront plus faciles; son crédit sera plus vaste et plus durable; le débit de sa marchandise sera plus assuré; ses entreprises auront, grâce à l'appui qu'il sera certain de trouver partout, des chances de succès que ne sauraient avoir les spéculations d'un homme d'une probité douteuse.

De même dans le monde, quoi qu'en puissent dire les pessimistes, un accueil favorable attend toujours l'homme honnête, délicat et laborieux. Pendant un temps, des intrigants peuvent le primer; la religion publique pourra être surprise à

Digitized by Google

son détriment et au profit de quelque fourbe ; mais tôt ou tard la vérité se fera jour et la probité emportera tous les suffrages.

C'est de plus une richesse publique. Une contrée, dont les habitants jouiront d'une réputation méritée de probité, imposera partout le respect, la sympathie et la confiance. Et c'est là pour cette contrée un merveilleux élément de prospérité.

Au contraire, lorsque dans un pays industriel les négociants recourent pour s'enrichir à des moyens immoraux ; lorsqu'ils livrent à la consommation des produits mal fabriqués ou falsifiés ; lorsqu'ils cherchent à tromper l'acheteur sur la quantité ou la qualité des choses mises en vente, soyez bien assuré que, sur tous les marchés où ils se présenteront, leur mauvaise réputation ne tardera pas à les suivre, si même elle ne les a pas devancés. En conséquence leurs marchandises subiront partout de la dépréciation, et cette dépréciation ne manquera pas de s'étendre sur tous les produits de même provenance.

Et quand bien même ces négociants feraient exceptionnellement preuve de loyauté, de bonne foi, de générosité, chacun ne manquera pas de s'écrier, comme Laocoon : *Timeo Danaos et dona ferentes!*

La sagesse populaire dit : *Bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée*. Elle a cent fois raison.

Digitized by Google

En effet, la richesse matérielle est caduque; un revers de fortune, un accident peut la détruire; tandis que les richesses morales et intellectuelles, la probité, le talent, l'amour du travail, d'ordinaire ne nous abandonnent pas. Elles nous éclairent de leur reflet; nous signalent à la bienveillance de nos semblables, et sont entre nos mains un moyen constant de créer et d'acquérir.

Comment ne pas reconnaître là tous les caractères de la plus précieuse et de la plus productive des richesses?

Digitized by Google

CHAPITRE IX

DU COMMERCE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR.

---

§ 1.

Quelques mots sur le système mercantile.

Turgot définit ainsi le commerce :

« Le double intérêt, dit-il, qu'ont le producteur « et le consommateur, le premier, de trouver à « vendre, et l'autre, de trouver à acheter, et ce- « pendant de ne pas perdre un temps précieux à « attendre l'acheteur ou à chercher le vendeur, a « dû faire imaginer à des tiers de s'entremettre « entre l'un et l'autre. C'est l'objet de la profession « des marchands qui achètent la denrée de la main « du producteur, pour en faire des magasins dans « lesquels le consommateur vient se pourvoir. Par « ce moyen, l'entrepreneur, assuré de la vente et

Digitized by Google

« de la rentrée de ses fonds, s'occupe sans inquié-
« tude et sans relâche à de nouvelles productions;
« et le consommateur trouve à sa portée, et dans
« tous les moments, les choses dont il a besoin. »

Mais nombre de peuples se sont aperçus que le commerce fait de telle ou telle sorte était plus ou moins productif; aussi ont-ils cherché à le réglementer, pour accroître le plus possible leurs bénéfices. Sans doute ce n'était pas toujours à tort, et nous croyons l'avoir démontré; toutefois, ceux qui ont suivi les errements de l'école mercantile dans cette réglementation se sont abusés singulièrement.

Necker, avec cette école, a prétendu « que pour
« un peuple la balance du commerce paraît favo-
« rable lorsque la somme de ses exportations est
« plus considérable que celle de ses importations,
« et qu'elle lui annonce une perte lorsque au con-
« traire il a plus acheté que vendu. »

Telle était cette décevante doctrine qui régnait en souveraine sur beaucoup de nations, à l'époque où les préjugés sur la valeur de l'or avaient tant de force.

Des marchands habitués à calculer, chaque soir, leurs profits par la quantité d'argent comptant qu'a produit la vente du jour, ou des particuliers accoutumés à juger de leur fortune par les revenus qu'ils touchent en espèces, pouvaient penser que

Digitized by Google

les affaires d'une nation devaient être considérées sous le même aspect. De là, en partie, cette opinion exagérée sur l'avantage qu'un peuple trouve dans l'agglomération des métaux précieux.

De nos jours, les travaux des économistes ont rendu sensibles les inconséquences de cette doctrine, et fait apercevoir que ses enseignements n'étaient qu'une espèce de mirage en dialectique. Pour notre part, nous espérons avoir fait ressortir leur fausseté, par nos discussions sur la *richesse évaluée*, la *richesse d'usage*, les échanges et la classification des marchandises.

Un peuple, dans ses aspirations à la richesse, ne cherchera donc pas à entasser beaucoup d'or et d'argent. Il s'efforcera uniquement d'acquérir la faculté d'en faire venir, à tout instant et à volonté, la plus grande quantité possible. Et cette faculté, comme nous le savons, se mesurera sur le développement qu'il aura donné à sa *richesse évaluée*.

Digitized by Google

§ 2.

Le commerce intérieur est plus favorable à l'accroissement de la *richesse évaluée* que le commerce extérieur.

Nous distinguerons deux espèces de commerce extérieur, celui dans lequel on échange les productions nationales contre celles de l'étranger, et celui qui consiste à prendre dans le monde entier les marchandises sur le lieu de production où elles sont à bas prix, et à les transporter sur tous les marchés où, étant inconnues et rares, elles ont une grande valeur.

Les causes de l'énorme bénéfice qui résulte souvent de cette dernière espèce de commerce ont été indiquées précédemment. Dans l'antiquité, Tyr, Carthage, Athènes, Corinthe; dans le moyen âge, Venise, Gênes, Pise, Florence et les villes hanséatiques; dans les temps modernes, le Portugal, l'Espagne, la Hollande et l'Angleterre, déposent unanimement de la puissance de ces causes pour asseoir et fonder la richesse des peuples[1].

[1] Les habitants des divers pays que nous avons cités ont joué, par

Digitized by Google

Bien que cette seconde espèce de commerce porte le nom de commerce extérieur, nous n'avons voulu parler dans le thème de ce paragraphe que de la première.

Nous chercherons donc ici seulement à établir qu'en général, un pays s'enrichit davantage lorsque les habitants, en payant *au même prix* les marchandises qu'ils consomment, les tiennent plutôt des producteurs nationaux que de l'étranger.

En effet, supposons qu'au moyen d'un chemin de fer, d'un canal, d'un accroissement de population, etc., une localité achète à une autre située dans le même pays pour 100,000 francs de produits en sus des emplettes ordinaires. Cette acquisition occasionnera un retour de marchandises pour la même somme. Il y aura donc eu généralement pour 200,000 francs de fabrication en surplus, et ce pays bénéficiera autant par la première vente que par la vente en retour.

Telles sont les conséquences du commerce intérieur.

rapport au monde entier, le rôle actuellement échu, presque dans chaque nation, aux israélites. En France, on a calculé que la richesse moyenne de ces derniers était dix fois plus grande que celle de tous les autres citoyens en général adonnés à l'agriculture.

Est-ce à l'échange de leurs produits que les israélites doivent cette prépondérance de fortune? Non. C'est, en général, au trafic de l'argent, et à celui des marchandises fabriquées soit par les autres nationaux, soit par l'étranger.

Digitized by Google

Quant au commerce extérieur, si une nation achète au dehors des objets pour 100,000 francs, elle ne pourra les solder qu'avec la fabrication d'autres objets se montant à la même somme. Elle n'aura donc produit que pour 100,000 francs.

Et encore, selon l'espèce de marchandises, ou selon la prépondérance en habileté commerciale de la puissance avec laquelle vous trafiquez, il se pourra que le commerce avec cette puissance ait diminué relativement votre *richesse évaluée*, et contribué ainsi à votre dégradation future.

Il est manifeste, du reste, que nous arriverions au même résultat, si l'on supposait que l'on a vendu au lieu d'avoir acheté.

Si un peuple, en voulant confectionner des marchandises pour accroître son commerce intérieur, les produisait plus chèrement que celles qu'il pourrait recevoir de l'étranger, il y aurait alors lieu d'informer; et nos théories de la protection et du libre échange feraient reconnaître si, dans l'intérêt de la *richesse évaluée* générale, il faudrait encourager la fabrication de ces mêmes marchandises.

Par une déduction logique de ses principes, l'école mercantile soutenait une opinion diamétralement opposée à la nôtre. D'après elle, le commerce intérieur n'avait qu'une minime impor-

Digitized by Google

tance, tandis que le commerce extérieur, qui, en général, fait rentrer les métaux précieux, était éminemment plus favorable à la production des richesses. On voit que cette école n'était pas mieux inspirée en traitant cette question qu'en raisonnant sur la balance du commerce.

Digitized by Google

§ 3.

Certains échanges, faits dans l'intérieur d'un pays, accroissent sa *richesse évaluée*. Certains autres n'ont d'action que sur la *richesse évaluée* des personnes qui contractent ensemble.

Le commerçant, tout en agissant dans ses intérêts propres, lorsqu'il prend la marchandise chez le producteur ou partout ailleurs, et qu'il la place chez l'individu qui en donne le plus haut prix, peut souvent encore servir ceux de l'État.

Supposons que, dans une contrée dont les relations d'affaires sont peu étendues, un cheval ne vaille que 200 francs, prix basé sur les services que cet animal est appelé à y rendre; si, à l'aide du commerce qui a la connaissance des besoins de diverses localités, ce cheval a été vendu 1,000 fr., le trafic a fait quintupler sa valeur, et l'État et le producteur auront profité de cette plus-value.

Ce raisonnement ne peut s'appliquer à toute espèce de marchandises; car un diamant appartiendrait tour à tour à vingt propriétaires, avec perte ou profit, que, par suite de ces échanges qui pourraient être utiles aux uns, préjudiciables aux

Digitized by Google

autres, il n'y aurait pas la moindre valeur de plus dans un pays. Toutefois, le commerce serait producteur de richesse, s'il avait fait connaître la valeur de cet étincelant et précieux minéral[1].

Les propositions que nous venons d'établir pourraient recevoir une démonstration mathématique; mais ce qui a été dit nous paraît suffisant pour enlever toute incertitude à leur égard.

Le commerce intérieur est donc procréateur de richesse dans certaines circonstances, et, dans d'autres, il ne profite qu'à des intérêts particuliers.

[1] L'un des beaux diamants de la couronne de France, que Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, perdit autrefois dans une bataille qu'il livra aux Suisses, fut trouvé par un berger qui crut faire un bon marché en le livrant au prix de trois francs à un curé; et ce diamant, dont la valeur est fixée maintenant à environ un million, fut revendu par le curé vingt francs.

Dans les échanges successifs qui ont eu lieu, jusqu'à l'époque où l'on a connu le véritable prix de la marchandise, le commerce a été producteur de richesse. Maintenant, que cette pierre précieuse soit vendue plusieurs fois chaque année un peu plus, un peu moins d'un million, ces divers trocs ne serviront que des intérêts particuliers et ne seront d'aucune utilité à l'État.

Digitized by Google

§ 4.

Des jeux de bourse.

A mesure que le nombre des marchandises s'accroît dans une nation, il s'élève une nouvelle classe de hauts commerçants qui n'achètent plus les marchandises en gros pour les diviser, afin d'en faire une distribution plus facile aux consommateurs; ces commerçants traitent de groupes de marchandises fabriquées ou à fabriquer, dans le seul but de gagner sur les cours qu'elles doivent prendre à une époque déterminée.

Ce négoce, espèce de jeu, est légal dans certaines limites; et l'entraver, lorsqu'il ne dégénère pas en manœuvres frauduleuses, serait attenter à la liberté des transactions. Sans doute des imprudents peuvent être victimes d'une telle espèce d'opérations: mais, partout où la liberté existe, ce n'est jamais sans quelques inconvénients.

Les marchés à terme, car c'est ainsi que l'on appelle ce négoce, accroissent, on doit le reconnaître, la *richesse évaluée* d'une nation.

Digitized by Google

En voici la raison. Lorsque ces marchés s'appliquent à certaines marchandises, chacun sait qu'ils en élèvent les prix [1]; or ces marchandises prenant, à solidité égale, une valeur supérieure à celles dont on ne trafique pas de la même manière, accroissent nécessairement le chiffre de la *richesse évaluée*, lorsqu'on introduit leurs nouveaux prix dans son expression analytique.

On dira peut-être qu'en jouant ainsi sur certaines marchandises, on se sert de capitaux qui se seraient portés ailleurs, qu'ainsi il en résulte une baisse sur d'autres valeurs, et, en définitive, une compensation qui empêche la *richesse évaluée* d'un pays de croître. En raisonnant ainsi, on oublie que les marchés à terme sont entièrement fondés sur le crédit, puisque chacune des parties contractantes a délai pour s'acquitter. Les payements peuvent donc très-bien s'effectuer sans emploi de capitaux spéciaux. Il suffit que l'on possède des valeurs mobilières ou immobilières susceptibles d'être réalisées aux échéances.

[1] A la Bourse de Paris, le 4 pour 100, qui ne se vend d'ordinaire qu'au comptant, n'est-il pas toujours d'un prix moins élevé relativement à son intérêt, que le 3 pour 100 sur lequel le jeu s'exerce avec tant de frénésie? Et cependant ces deux fonds publics offrent la même sécurité.

La hausse des valeurs soumises aux jeux de bourse provient de ce que la spéculation rend la réalisation de ces valeurs plus facile.

Digitized by Google

§ 5.

Un grand commerce extérieur est, en général, l'indice d'une importante *richesse évaluée;* mais il ne peut servir à mesurer exactement cette richesse.

Une nation qui fait un grand commerce extérieur possède, en général, une importante *richesse évaluée.* D'abord ce commerce est souvent la conséquence de fabrications très-multipliées; ensuite, quand il en serait indépendant, si cette nation pratique avec intelligence le trafic des marchandises à l'extérieur, bien qu'elle ne les ait pas fabriquées, elle se livre très-souvent à une industrie des plus profitables.

En effet l'histoire nous apprend que cette industrie, dans tous les temps, a excité au suprême degré la convoitise des peuples, leur rivalité, et a provoqué les actes les plus sanguinaires.

Ils attachaient une grande importance à leur trafic extérieur, ces Phéniciens qui, suivis dans l'Océan par un vaisseau romain, l'attirèrent sur des récifs en s'y engageant eux-mêmes[1]. Ces mar-

[1] Ce fait héroïque est tiré de *Strabon,* qui ajoute que les Phéni-

Digitized by Google

chands asiatiques jugèrent, dans un élan patriotique, qu'il n'y avait pas à hésiter entre une mort certaine, et l'éventualité de laisser à des concurrents la connaissance des lieux où ils allaient chercher les marchandises sur lesquelles ils spéculaient.

Que de cités, que d'États ont dû leur grandeur au commerce extérieur, et leur décadence à la perte de ce commerce que des peuples rivaux leur ont enlevé, tantôt avec le glaive, tantôt seulement avec de l'habileté!

Amalfi, ville d'Italie, si riche et si puissante, du huitième au douzième siècle, fut dévastée par les Pisans, qui voulurent s'emparer de son trafic, et ces derniers à leur tour furent subjugués pour le même motif par les Génois. Plus tard, ce fut encore par la violence que le sceptre du commerce dans la Méditerranée passa de Gênes à Venise.

Par les échanges extérieurs, la Hanse des villes du Nord, avant la découverte du nouveau monde, acquit une telle puissance, que plusieurs fois elle disposa des couronnes de Suède et de Danemark.

La prospérité dont les Portugais, les Hollandais, les Anglais ont été redevables au négoce exté-

ciens se rendaient aux îles Cassitérides pour y chercher du plomb et de l'étain, et que leur chef, ayant eu l'adresse de se sauver, reçut de ses compatriotes une récompense tout à la fois pécuniaire et honorifique.

Digitized by Google

rieur, et les luttes acharnées auxquelles ce négoce a donné lieu, sont trop connues pour que nous nous y arrêtions.

Le commerce dont nous venons de parler est en général celui que font les peuples navigateurs. Il en est un autre, toujours extérieur, sur lequel nous avons déjà appelé l'attention dans ce paragraphe, et qui consiste à placer à l'étranger les objets que l'on fabrique chez soi. Ce dernier genre de commerce contribue encore puissamment à accroître l'opulence d'un pays.

C'est par le placement à l'extérieur du produit de ses fabriques que Florence a acquis, dans le moyen âge, des richesses immenses. Le revenu de cette petite république s'élevait alors à 15 millions de ducats, et était supérieur à celui de l'Angleterre sous Élisabeth.

Mais, de quelque nature que soit le commerce à l'étranger, la suprématie en force, en puissance, a presque toujours appartenu aux peuples chez lesquels il a été le plus florissant. Cette suprématie étant en rapport avec la *richesse évaluée* de ces peuples, ainsi que nous l'avons vu au chapitre v, on doit en tirer la conséquence que la *richesse évaluée* d'un pays peut, en général, se juger par la multitude de ses échanges extérieurs.

Toutefois, comme il faut tenir compte du trafic intérieur et de beaucoup d'autres éléments de

Digitized by Google

prospérité financière, pour apprécier cette *richesse évaluée*, nous ne pouvons certifier que, dans une nation, cette espèce de richesse est toujours exactement proportionnelle au commerce extérieur. Voyez Hambourg, les transactions de cette ville avec le dehors se montent à un milliard de francs pour 236,000 habitants; en admettant la proportionnalité ci-dessus dans sa rigueur, cette ville aurait le cinquième de la *richesse évaluée* de la France[1]; ce qui est faux de tous points. Le commerce extérieur est donc plutôt un indice que la mesure certaine de la puissance d'une nation.

[1] Le commerce général extérieur de la France se monte à environ 5 milliards.

Digitized by Google

§ 6.

Rapport qui existe, chez divers peuples, entre le commerce intérieur et le commerce extérieur. Appréciation de la *richesse évaluée* des peuples au moyen de ce rapport.

Le rapport entre le commerce intérieur et le commerce extérieur varie chez les divers peuples. En France, le commerce intérieur est bien plus important que le commerce extérieur.

En effet, sur une quantité de marchandises, évaluée 12 milliards de francs, que cette nation fabrique, 3 milliards sont consommés par les producteurs, 2 milliards 500 millions sont envoyés à l'étranger; restent 6 milliards 500 millions de marchandises qui, achetées et vendues, donnent un chiffre de 13 milliards d'affaires au minimum. En réalité, il se fait peut-être sur ces 6 milliards 500 millions de marchandises des transactions pour une somme de 300 ou 400 milliards; car le même article peut passer à plusieurs fois dans cent mains différentes; mais, dans cette appréciation, nous évaluons le chiffre des négociations au plus bas.

L'exportation se montant à 2 milliards 500 mil-

Digitized by Google

lions, et l'importation lui étant à peu près égale, le chiffre des échanges à l'extérieur est de 5 milliards, d'où nous tirons la conséquence que le commerce extérieur est moins de moitié ou le tiers environ du commerce intérieur le plus restreint.

L'Angleterre produit des marchandises pour environ 14 milliards de francs, dont 2 milliards sont consommés sur place et sans commerce. Sur les 12 milliards restants, 4 milliards sont envoyés à l'étranger. Restent donc 8 milliards, qui donnent lieu à 16 milliards de trafic intérieur au minimum.

Le commerce extérieur étant de 8 milliards (dont 4 milliards pour l'importation et 4 milliards pour l'exportation) est la moitié du commerce intérieur.

Dans d'autres contrées, telles que la Hollande, les villes hanséatiques, etc., le commerce extérieur est souvent deux, trois et même dix fois plus considérable que le commerce intérieur.

La Russie ne fait au dehors qu'un commerce très-restreint; car il ne s'élève qu'à environ 1 milliard, importation et exportation comprises. Si, comme l'assure Tegoborski, elle produit des marchandises pour une somme de 9 milliards, dont 4 milliards environ sont consommés par les producteurs, et 500 millions sont envoyés à l'étran-

Digitized by Google

ger, il resterait 4 milliards 500 millions de marchandises, qui donneraient lieu, au minimum, à un trafic intérieur de 9 milliards. Et le rapport entre le commerce intérieur et le commerce extérieur serait seulement d'un neuvième.

On voit ainsi que, bien qu'on ne puisse juger exactement, par le rapport entre ces deux commerces, de la *richesse évaluée* des nations, cependant ce rapport est un indice du plus ou moins de développement de cette richesse.

Nous concluons donc :

1° Que très-souvent le commerce, ou autrement la vente d'une marchandise, est plus favorable à la *richesse évaluée* d'un pays, lorsque cette vente a lieu à l'intérieur plutôt qu'à l'extérieur de ce même pays ;

2° Que le commerce extérieur bien compris accroît la *richesse évaluée* d'une nation, mais que, mal entendu, il peut contribuer à la diminuer relativement ;

3° Que la *richesse évaluée* d'un pays ne s'accroît pas, parce que les transactions de toute nature y sont nombreuses, mais seulement parce que ces transactions augmentent la production et font trouver à la marchandise sa vraie valeur ;

4° Que les jeux de bourse accroissent la *richesse évaluée* d'une nation ;

5° Que l'importance du commerce extérieur a

Digitized by Google

été, dans tous les temps, le signe d'une grande *richesse évaluée*, mais non une mesure absolue de cette richesse;

6° Que le rapport plus ou moins grand qui existe entre le commerce extérieur et le commerce intérieur d'un pays est en général une indication de la quantité de *richesse évaluée* qu'il possède, mais que ce rapport n'en est pas non plus une mesure certaine.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE X

INFLUENCE D'UNE DESTRUCTION DE MARCHANDISES DANS UN PAYS SUR LA RICHESSE DE CE MÊME PAYS.

---

§ 1er.

La destruction de marchandises appartenant à un pays fait toujours décroître sa *richesse d'usage*. Cette destruction accroît parfois sa *richesse évaluée*.

Lorsque dans un pays une quantité de marchandises d'une certaine nature vient à s'anéantir par suite d'un sinistre, il est incontestable qu'il en résulte un dommage pour la partie de la population, appelée à les consommer; mais cet anéantissement est à la fois une cause de bénéfice pour l'autre partie qui fabrique ou importe les marchandises de même espèce.

L'action simultanée de ce dommage, d'une part, et de ce bénéfice, d'autre part, soit sur la *richesse évaluée*, soit sur la *richesse d'usage* du pays

Digitized by Google

où le sinistre a eu lieu va faire l'objet de notre examen.

Généralement la *richesse évaluée* diminue; son équation,

$$PR = dMm\,(I - F) + d'M'm'\,(I - F') + \text{etc.} + Mm + M'm' + \text{etc.} + A - C$$

va nous le démontrer.

Supposons qu'une partie des objets dont M et M' désignent le nombre vienne à disparaître, c'est une consommation qui s'opère sur la masse des marchandises, un accroissement de C. Et à défaut de circonstances[1] où les marchandises restantes prendraient, à elles seules, plus de valeur que n'en avait la totalité avant la destruction, la *richesse évaluée* décroîtrait sans aucun doute.

Quant à la *richesse d'usage,* elle est toujours atteinte; la forme de son équation,

$$U = \frac{Mm + M'm' + \text{etc.}}{P\,(am + a'm' + \text{etc.} + l)}$$

ne permet aucune hésitation à cet égard.

En effet si M et M' diminuent, U la *richesse d'usage* s'amoindrira nécessairement; car, quelles que soient les nouvelles valeurs de m et m', ces

[1] Plus tard, nous tiendrons compte de ces circonstances.

Digitized by Google

valeurs agiront de la même manière sur le numérateur et le dénominateur de l'équation, tandis que la diminution de M et M′ fera diminuer le numérateur de la *richesse d'usage*.

Il est donc bien acquis qu'un sinistre dans une nation préjudicie toujours à sa *richesse d'usage* et parfois est fatal à sa *richesse évaluée*.

Digitized by Google

§ 2.

Dans certaines circonstances, pour augmenter la *richesse évaluée* d'une nation, il peut être utile de détruire une partie des marchandises peu essentielles qui s'y trouvent.

Nous avons reconnu qu'une destruction de marchandises était parfois préjudiciable à la *richesse évaluée* d'un peuple; cependant il peut arriver qu'un accroissement de cette sorte de richesse en soit la conséquence.

Pour le démontrer, supposons que l'anéantissement d'une partie de marchandises de même espèce fasse hausser le prix de l'unité de cette marchandise.

Les termes de la seconde partie de l'équation de la *richesse évaluée*,

$$PR = dMm(I - N) + \text{etc.} + Mm + \text{etc.} + A - C$$

sont, à n'en pas douter, susceptibles de prendre une plus grande valeur, et de faire accroître la *richesse évaluée*, malgré la diminution de M et M'; puisque les termes $Mm + M'm' + \text{etc.}$ pourront augmenter plus que C ne diminuera.

Digitized by Google

Ainsi, dans les siècles derniers, on a vu les Hollandais, alors seuls possesseurs des épices, telles que le girofle, la cannelle, le gingembre, le poivre, etc., faire sombrer de nombreuses cargaisons de ces précieux produits pour en accroître la valeur[1]. Mus, par un odieux égoïsme, ces marchands sacrifiaient le bien-être général à la spéculation.

Les départements de la Gironde et de la Côte-d'Or, lorsque la récolte des vins dits d'extra est plusieurs années de suite très-abondante, nous fournissent encore la preuve qu'une trop grande quantité de produits peut être préjudiciable à la *richesse évaluée ;* car, sous un semblant de prospérité générale, l'appauvrissement et la gêne des propriétaires de ces contrées est réelle.

Et on se l'expliquera avec facilité en considérant que ces produits viticoles, habituellement destinés à la petite classe des gens riches, doivent nécessairement subir une réduction de prix énorme pour entrer dans la consommation de la classe moyenne de la société; réduction qui permet à peine aux possesseurs des grands crus de couvrir

[1] La compagnie hollandaise des Indes orientales fit arracher, en 1652, une grande partie des plants d'épices. (*Saalfeld*, Geschichte des hollandischen colonial Wesens). Depuis, il est arrivé qu'on a brûlé aux Indes de grandes masses d'épices. (*Huysers*, Beschryving der Oostindischen Etablissementen). De pareils procédés ont été également mis en œuvre pour le tabac américain. (*Douglass*, Summary.)

Digitized by Google

tout à la fois et les frais ordinaires et ceux que nécessite une exubérance dans la récolte.

De là on peut conclure que le gouvernement d'un pays où l'on découvrirait une mine très-riche en pierres précieuses ne serait pas quelquefois mal inspiré en sacrifiant une partie de ces gemmes si recherchées. Et, s'il est vrai que l'empereur du Brésil, détenteur d'une quantité énorme de diamants, ne livre chaque année au commerce qu'une faible partie de la production du pays, dans l'espoir que plus tard ses débouchés s'agrandiront, cette direction économique, relative à des objets qui n'intéressent que la vanité, ne peut qu'être approuvée.

Remarquons que, si l'indigne expédient dont les Hollandais ont usé peut quelquefois se légitimer par son influence heureuse sur la *richesse évaluée*, ce ne peut être que lorsqu'il s'applique aux marchandises peu essentielles, parce qu'alors la *richesse d'usage* en souffre très-peu.

Quant aux céréales, la nature se charge déjà fatalement d'en soutenir la valeur vénale, soit par les myriades de vers rongeurs, d'insectes dévorants auxquels elle les livre, soit par les désagrégations chimiques qu'elle opère à tout instant. Ainsi, qu'on se garde bien, de l'aider encore à amoindrir la *richesse d'usage*, au moyen d'une destruction irréfléchie !

Digitized by Google

Du reste, par cette destruction, comme nous allons le voir, la *richesse évaluée* ne serait pas augmentée; et un acte pareil serait en pure perte inhumain, barbare, conséquemment injustifiable.

En effet, supposons qu'une récolte exceptionnelle donne beaucoup plus de grains à un pays qu'il n'est nécessaire pour sa consommation annuelle; si on anéantit ce qui excède la production normale, on ne fera, en général, augmenter les prix que d'une manière peu sensible; car la mercuriale d'une nation suit de bien près celle des peuples voisins. Mais, quand bien même on obtiendrait une cherté réelle profitable aux producteurs, sans que les approvisionnements indispensables fussent compromis, est-ce qu'il ne faudra pas élever le salaire de tous les travailleurs qui ne peuvent vivre qu'avec les céréales? Il y aura donc de toute nécessité un accroissement dans les frais de production, et, par suite, une diminution de *richesse évaluée*.

L'expérience, le bon sens, nos équations de la *richesse évaluée* et de la *richesse d'usage* s'accordent donc pour légitimer la proposition que nous avons cherché à établir; à savoir : que, dans le but d'accroître la *richesse évaluée* d'un pays, il peut être parfois utile de sacrifier des objets peu essentiels (ces objets seront, par exemple, des diamants, des pierres précieuses, etc.), mais qu'il faut se donner

Digitized by Google

de garde de toucher aux subsistances les plus habituelles, car on arriverait ainsi non-seulement à faire diminuer la *richesse d'usage*, mais souvent encore la *richesse évaluée*.

Digitized by Google

CHAPITRE XI

LES INTERÊTS DES PEUPLES SONT SOUVENT ANTAGONISTES.

---

§ 1er.

Un peuple peut tirer profit des calamités qui arrivent aux autres peuples.

I

Les écrivains les plus accrédités de l'école économique moderne professent qu'un peuple gagne à la prospérité des autres peuples, et qu'il souffre de leurs calamités.

Voici comment J. B. Say s'exprime à ce sujet :

« Une seconde conséquence du même principe[1], c'est que chacun est intéressé à la prospérité de tous, et que la prospérité d'un genre d'industrie est favorable à la prospérité de tous les autres. En effet, quels que soient l'industrie qu'on cultive,

[1] Les produits s'échangent contre les produits.

Digitized by Google

le talent qu'on exerce, on en trouve d'autant mieux l'emploi, et l'on en tire un profit d'autant meilleur, qu'on est plus entouré de gens qui gagnent eux-mêmes. Un homme à talent que vous voyez tristement végéter dans un pays qui décline trouverait mille emplois de ses facultés dans un pays productif où l'on pourrait employer et payer sa capacité. Un marchand placé dans une ville industrieuse et riche vend pour des sommes bien plus considérables que celui qui habite un canton pauvre où dominent l'insouciance et la paresse. Que feraient un actif manufacturier, un habile négociant dans une ville mal peuplée et mal civilisée de certaines portions de l'Espagne ou de la Pologne? Quoiqu'il n'y rencontrât aucun concurrent, il y vendrait peu, parce qu'on y produit peu; tandis qu'à Paris, à Amsterdam, à Londres, malgré la concurrence de cent marchands comme lui, il pourra faire d'immenses affaires. La raison en est simple : il est entouré de gens qui produisent beaucoup dans une multitude de genres, et qui font des achats avec ce qu'ils ont produit, c'est-à-dire avec l'argent provenant de la vente de ce qu'ils ont produit.

« Telle est la source des profits que les gens des villes font sur les gens des campagnes, et que ceux-ci font sur les premiers : les uns et les autres ont d'autant plus de quoi acheter qu'ils produisent

Digitized by Google

davantage. Une ville entourée de riches campagnes y trouve de nombreux et riches acheteurs, et, dans le voisinage d'une ville opulente, les produits de la campagne ont bien plus de valeur. C'est par une distinction futile qu'on classe les nations en nations agricoles, manufacturières et commerçantes. Si une nation réussit dans l'agriculture, c'est une raison pour que ses manufactures et son commerce prospèrent; si ses manufactures et son commerce sont florissants, son agriculture s'en trouvera mieux.

« Une nation, par rapport à la nation voisine, est dans le même cas qu'une province par rapport à une autre province, qu'une ville par rapport aux campagnes : elle est intéressée à la voir prospérer, et assurée de profiter de son opulence. »

Bastiat, comme il appert d'un extrait de ses œuvres que nous allons rapporter, partage la même opinion. Toutefois on peut supposer qu'il ne la croyait pas justifiée par un assez grand nombre de faits, car dans cet extrait se trouve une prière qu'il adresse aux jeunes gens, prière qui témoigne que ses convictions n'étaient pas complétement arrêtées :

« L'expérience, dit-il dans ses *Harmonies économiques*, ne confirme-t-elle pas cette vérité : *L'homme a d'autant plus de chances de prospérer qu'il est dans un milieu plus prospère?*

Digitized by Google

« De toutes les harmonies qui se rencontrent sous ma plume, celle-ci est certainement la plus importante, la plus belle, la plus décisive, la plus féconde. Elle implique et résume toutes les autres. C'est pourquoi je n'en pourrai donner ici qu'une démonstration fort incomplète. Heureux si elle jaillit de l'esprit de ce livre! Heureux encore si elle en sortait du moins avec un caractère de probabilité suffisante pour déterminer le lecteur à s'élever par ses propres efforts à la certitude!

« Car, il n'en faut pas douter, c'est là qu'est la raison de décider entre l'organisation naturelle et les organisations artificielles; c'est là, exclusivement là, qu'est le problème social. Si la prospérité de tous est la condition de la prospérité de chacun, nous pouvons nous fier non-seulement à la puissance économique de l'échange libre, mais encore à sa force morale. Il suffira que les hommes comprennent leurs vrais intérêts, pour que les restrictions, les jalousies industrielles, les guerres commerciales, les monopoles tombent sous les coups de l'opinion; pour qu'avant de solliciter telle ou telle mesure gouvernementale, on se demande non pas : Quel bien m'en reviendra-t-il? mais: Quel bien en reviendra-t-il à la communauté?...

« Il est évident, ce me semble, qu'on ne peut ni résoudre, ni même aborder le problème social à

Digitized by Google

aucun de ses points de vue, avant d'avoir choisi entre ces deux maximes :

« Le profit de l'un est le dommage de l'autre.

« Le profit de l'un est le profit de l'autre.

« Car si la nature a arrangé les choses de telle façon que l'antagonisme soit la loi des transactions libres, notre seule ressource est de vaincre la nature et d'étouffer la liberté. Si, au contraire, ces transactions libres sont harmoniques, c'est-à-dire si elles tendent à améliorer et égaliser les conditions, nos efforts doivent se borner à laisser agir la nature et à maintenir les droits de la liberté humaine.

« Et c'est pourquoi je conjure les jeunes gens à qui ce livre est dédié de scruter avec soin les formules qu'il renferme, d'analyser la nature intime et les effets de l'échange. Oui, j'en ai la confiance, il s'en rencontrera un parmi eux qui arrivera enfin à la démonstration rigoureuse de cette proposition : *Le bien de chacun favorise le bien de tous, comme le bien de tous favorise le bien de chacun;* — qui saura faire pénétrer cette vérité dans toutes les intelligences, à force d'en rendre la preuve simple, lucide, irréfragable. — Celui-là aura résolu le problème social ; celui-là sera le bienfaiteur du genre humain. »

Les écrivains qui patronnent cette doctrine, fausse à nos yeux : qu'un peuple gagne toujours lors-

Digitized by Google

que les autres s'enrichissent, et qu'il perd infailliblement lorsqu'ils s'appauvrissent, nous mettent, par leur célébrité, dans la nécessité de faire nos efforts pour dévoiler la faiblesse des raisonnements sur lesquels ils s'appuient, et ce n'est pas sans espoir de convaincre nos lecteurs.

Il faut l'avouer, c'est avec peine que nous nous y résolvons, car, en raison de sa moralité, il est désolant que cette doctrine à notre époque ne puisse être adoptée dans le monde entier.

L'économique serait alors une science humanitaire. D'après ses enseignements, les hommes seraient appelés à vivre avec délices dans une confraternité générale. Loin d'être jaloux les uns des autres ils devraient s'aider mutuellement, parce que le deuil de l'un serait le deuil de l'autre, parce que les succès seraient toujours communs.

Mais si, dans l'état actuel, ces notions, irréprochables au point de vue de la moralisation du genre humain, sont mensongères lorsqu'on veut les appliquer à un peuple particulier, il serait dangereux de les propager.

Du reste, ne doit-on pas avoir toujours pour première et suprême affection la vérité ?

Amicus Plato, sed magis amica veritas.

Au lieu de procéder par raisonnements rigoureux, comme dans les sciences exactes, certains

Digitized by Google

publicistes, jugeant par sentiment, se passionnent pour une idée; et alors, s'étayant d'un petit nombre de faits, ils veulent à toute force faire partager leurs convictions, à l'aide d'expressions colorées, de phrases parfaitement cadencées, et enfin d'un style brillant, chaleureux, éloquent même.

Certes, dans un discours, en sachant grouper habilement les chiffres, et présenter les faits sous un jour séduisant, on peut fasciner, entraîner une assemblée et surprendre traîtreusement son vote (nous pourrions en citer de nombreux exemples); mais, dans un livre, où la forme, pour capter le lecteur, n'emprunte aucun prestige à la mélodie de la voix, à la puissance du geste, cet art perfide ne peut avoir aucun succès décisif. Du reste, son emploi finit par compromettre la science la plus positive.

Nous ne chercherons donc pas à appuyer nos arguments de sentimentalisme, de mouvements passionnés, d'apprêts ou de précautions oratoires, tristes moyens de persuasion, que nous serions, du reste, pour toute espèce de raisons, très-inhabile à faire valoir. Toutefois nous espérons que si notre dialectique doit avoir le défaut d'être très-aride, du moins elle aura le grand avantage de nous conduire sûrement à la vérité.

Sans doute, si on ne considérait que l'intérêt de

Digitized by Google

l'humanité tout entière, constituée comme une seule famille, il nous serait bien facile, avec les formules dont nous disposons, de donner la démonstration après laquelle soupirait le noble cœur de Bastiat. Réellement alors tout sinistre arrivé dans une partie quelconque du globe porterait atteinte à la *richesse d'usage* générale, seul genre de richesse qu'il faudrait avoir en vue.

En effet, si, dans l'équation de la *richesse d'usage*,

$$U = \frac{Mm + M'm' + \text{etc.}}{P\,(am + a'm' + \text{etc.} + l)}$$

une portion de M s'anéantit, en général m s'accroît.

Le numérateur et le dénominateur sont dès lors affectés de la même manière par l'accroissement de m, tandis que le numérateur décroît en raison de la diminution de M.

U, la *richesse d'usage*, s'amoindrit donc.

Ainsi l'anéantissement d'une marchandise dans l'univers fait diminuer la *richesse* moyenne *d'usage* de chacun.

Mais si le bien-être du monde entier ne doit pas être le but des divers gouvernements, bien plus si nous parvenons à démontrer qu'ils sont contraints quelquefois, pour ne pas sacrifier les populations qu'ils administrent, d'adopter malheureusement cette devise égoïste :

Digitized by Google

Chacun pour soi, chacun chez soi,

et de prendre, en conséquence, des mesures préjudiciables aux nations étrangères, ne peut-il pas s'ensuivre que J. B. Say et Bastiat se sont égarés dans leurs déductions? Ne pourrait-on pas en conclure encore que l'économie politique, au lieu de faire progresser toujours l'humanité dans les voies du bien, du bon, du beau et de l'honnête, a quelquefois la fonction d'apprendre à chaque peuple comment il peut habilement utiliser, à son profit et même au préjudice de ses voisins, les éléments de richesse répandus chez lui ou chez ces derniers? Alors, il faudrait le reconnaître, cette science, loin d'être entièrement humanitaire, serait forcée, de temps en temps, de descendre du magnifique piédestal de libéralisme qu'on lui a dressé!

II

Non! Un peuple ne souffre pas toujours des calamités qui arrivent aux autres peuples. Au contraire, il en profite bien souvent.

Lorsque les Anglais ont fait pénétrer l'opium, à coups de canon, dans un pays où une sage pré-

Digitized by Google

voyance le défendait, étaient-ils guidés par ce précepte évangélique :

Aimez-vous les uns les autres?

Quoi! le gouvernement chinois aurait méconnu son avantage le plus certain en prohibant ce produit abrutissant, ce poison dont l'écoulement est si favorable aux Indes anglaises? Et ce serait par pure bienveillance, par tendre affection que l'on aurait usé de la force à son égard?

Quand l'Angleterre suscite des révolutions sur le continent (en admettant toutefois comme fondées les accusations que l'on porte contre elle) pour détruire l'industrie manufacturière qui s'y élève, industrie dont la rivalité l'offense, serait-ce seulement dans l'intérêt de l'humanité?

Nous avons vu dans la théorie des échanges que, par suite de l'organisation commerciale, les contrées industrielles troquent une journée de leurs ouvriers contre plusieurs journées de travailleurs appartenant aux peuples qui produisent le grain avec excès, les frais de matières premières, d'outils, d'intérêt d'argent, etc., étant compensés, et qu'ainsi les *richesses évaluées* de ces derniers peuples s'amoindrissent relativement de plus en plus. Eh bien! alors que les publicistes anglais incitent les nations agricoles à persévérer dans le même

Digitized by Google

travail, en se fondant sur leur aptitude toute spéciale pour la culture de la terre, c'est-à-dire à s'appauvrir relativement de plus en plus, est-on bien sûr qu'aucun esprit de lucre ne se cache sous des conseils qui paraissent si amicaux?

A d'autres! Nous ne sommes pas assez candide pour le croire.

Ces faits généraux, quoique très-démonstratifs par eux-mêmes, ne sont pas les seuls à alléguer pour montrer que bien souvent nos richesses proviennent des calamités d'autrui.

C'est avec tristesse que nous le constatons. Dans une même nation, les diverses classes ont des intérêts antagonistes, comme dans le monde entier les nations en ont entre elles. Et si les propriétaires fonciers désirent, en général, pour accroître les revenus de leurs terres, que les ouvriers soient nombreux et se contentent de peu, le plus souvent, les peuples, d'après les calculs d'un égoïsme fort bien raisonné, cherchent à se supplanter les uns les autres dans la production des marchandises qui donnent le plus de bénéfices.

L'histoire n'est-elle pas à toute époque le témoignage irrécusable des artifices diplomatiques, ou des luttes sanglantes auxquelles se sont livrées les nations pour conquérir la suprématie commerciale?

Cicéron prétend que la ruine de Carthage ne fut résolue que pour anéantir son trafic.

Digitized by Google

Sans avoir besoin de recourir aux temps antérieurs à notre ère, n'est-ce pas pour un intérêt matériel, et dans un but d'odieuse cupidité, que les républiques d'Italie, au moyen âge, ont abusé indignement de leurs forces pour se détruire les unes par les autres?

Venise avait décrété que l'ouvrier qui irait porter à l'étranger le secret de ses fabriques de verreries serait mis à mort par l'assassinat.

Quel fut le principal motif des guerres que se firent entre eux les Espagnols, les Portugais, les Hollandais, les Anglais, après la découverte du nouveau monde? le désir de se dépouiller mutuellement de leurs facultés productives.

Que les gouvernements parfois manquent de jugement dans les conflits qu'ils élèvent, dans les législations qu'ils décrètent; que leurs tendances soient souvent contraires à leurs intérêts; nul doute qu'il n'en soit maintes fois ainsi! Mais l'expérience de tous les siècles constate qu'un peuple profite souvent des calamités qui arrivent à d'autres peuples, quand bien même il n'aurait pas été la cause directe de ces calamités par une agression violente.

Toutefois la thèse opposée serait parfaitement fausse; car le malheur du prochain n'est pas toujours un bonheur pour nous. Nombre de fois, au contraire, nous avons un grand intérêt à la prospé-

Digitized by Google

rité d'autrui, et, en souhaitant l'appauvrissement des riches, lorsqu'il n'y a pas dépossession en notre faveur, c'est infailliblement nous nuire à nous-mêmes.

Aussi les États-Unis savent parfaitement qu'ils ont tout à gagner en cherchant, dans les temps actuels, à développer le travail et à accroître la richesse de leurs voisins les sauvages.

De cet exposé bien que sommaire, mais puisé à d'excellentes sources, il résulte que le mal d'autrui nous est tantôt avantageux, tantôt nuisible. Dans quelles circonstances en profitons-nous? voilà le sujet qui nous reste à traiter.

Digitized by Google

§ 2.

Une destruction de certaines marchandises à l'étranger peut être ou préjudiciable ou favorable à une nation, suivant la nature de industries auxquelles cette nation se livre.

Supposons qu'il s'agisse de marchandises telles que les céréales, et qu'un déficit se déclare en France dans nos récoltes : le grain haussera de prix; les sacrifices que nous serons forcés de faire, pour obtenir des substances alibiles, restreindront toutes les autres dépenses; et ce que nous réclamions chaque année en tissus, en articles manufacturés de toute espèce, non essentiels, se réduira nécessairement. Les producteurs de ces dernières marchandises, soit nationaux, soit étrangers, seront donc privés d'un débouché sur lequel ils comptaient; tandis que les pays qui produisent les céréales en excès s'estimeront heureux en voyant notre empressement à acquérir leurs produits.

Ainsi l'Angleterre, la Hollande, la Belgique, souffriront de ne pouvoir effectuer avec nous les échanges ordinaires, tandis que la Russie, les États-Unis, la Pologne, trouveront dans le sinistre qui nous aura frappés une occasion de bénéfices.

Digitized by Google

Si maintenant des marchandises manufacturées venaient à s'anéantir dans un pays agricole, ce dommage pourrait être utile à certains peuples industriels, car il leur permettrait d'écouler plus facilement leurs produits. Néanmoins si le sinistre, au lieu de s'appliquer aux marchandises manufacturées, atteignait les denrées alimentaires que l'on a l'habitude d'exporter, il nuirait tout à la fois et à ce pays agricole et aux peuples industriels.

Ces diverses remarques expliquent la conduite des généraux anglais qui, à la tête de leurs armées, incendiaient, même chez leurs alliés, les fabriques et leurs produits, et se gardaient bien de causer le moindre dommage aux établissements agricoles et aux matières premières appartenant aux divers royaumes amis ou ennemis qu'ils traversaient.

Sans doute la moyenne de la *richesse d'usage* du monde entier est atteinte par suite d'une perte petite ou grande, quelque part qu'elle ait lieu. Mais quant à la *richesse évaluée*, particulière à chaque pays, et souvent aussi à sa *richesse d'usage*, en général une mauvaise récolte de céréales chez une nation manufacturière est préjudiciable à tous les peuples industriels et favorable aux peuples agricoles; et une destruction de marchandises manufacturées dans une contrée agricole est profitable aux contrées industrielles appelées à y porter remède.

Digitized by Google

§ 3.

Lorsqu'une nation étrangère prospère, il n'est pas suffisant que la nation dont on fait partie prospère en même temps.

Quelques idées nous restent à émettre pour terminer cette discussion.

Il existe dans le monde deux nations en rivalité depuis des siècles, l'Angleterre et la France. Est-il suffisant pour cette dernière nation de participer à la prospérité de la première? Non; c'est le rapport des *richesses évaluées* de chacune de ces puissances qui doit fixer les regards de l'homme d'État.

Si la *richesse évaluée* de l'Angleterre progresse chaque année géométriquement, tandis que celle de son émule ne grandit qu'en suivant une proportion arithmétique, la différence entre ces *richesses évaluées* augmentera incessamment, et en même temps une inégalité dans la force et l'influence politique de ces deux pays, se fera de plus en plus sentir.

L'histoire est là qui, malheureusement, à ce sujet, nous donne un triste enseignement. Les reve-

Digitized by Google

nus de la France, qui sont maintenant inférieurs à ceux de l'Angleterre, du temps de Law étaient trois fois plus grands[1]; et cependant ils ont été constamment en progrès.

En se reportant à cette dernière époque, le revenu de l'Écosse[2], qui était alors le tiers de celui de la Grande-Bretagne, n'en est plus, après un accroissement incontesté, que la vingtième partie.

Ainsi, parfois un peuple devra prélever de fortes taxes à l'entrée sur certaines marchandises, seulement dans le but de s'opposer au développement par trop rapide de la prospérité d'une nation qu'il redoute.

Ces considérations n'ont pas échappé à notre opulente et habile voisine, elle sait qu'une grande somme de *richesse évaluée* viendrait s'accumuler chez nous si elle laissait une circulation sans entraves aux nectars de nos coteaux; aussi elle ne favorise que l'échange des marchandises qui sont dans une catégorie particulière, et elle se garde bien de toucher réellement aux vieilles institutions dont sa grandeur relève[3].

[1] Lettres de Law. — Revenu est le mot dont Law se sert, et nous n'avons pu le changer. Mais du sens qui est donné à ce mot, il résulte qu'alors la *richesse évaluée* de la France était environ trois fois plus grande que celle de l'Angleterre; tandis que maintenant cette dernière nation l'emporte sur notre France en *richesse évaluée*.

[2] Lettres de Law.

[3] Voyez le chapitre VI.

Digitized by Google

La prospérité des puissances de second ordre, la Suisse, la Belgique, le Piémont, les Deux-Siciles, etc., qui, par elles-mêmes, ne pèsent que médiocrement dans la balance européenne, doit être envisagée sous un autre aspect. En tant que leurs richesses ne s'accroissent pas aux dépens des nôtres, nous devons voir avec plaisir tout ce qui est favorable à ces puissances.

Les intérêts des peuples peuvent donc être antagonistes, malgré les aspirations d'une philanthropie sans doute très-louable, mais qui pourrait être plus éclairée.

Lorsque Montaigne[1], Bacon[2], Voltaire[3], prétendaient qu'une nation bénéficiait toujours des calamités dont souffraient les étrangers, ils étaient certainement dans l'erreur ; mais nombre d'écrivains, qui ont combattu ces hommes illustres, en soutenant la thèse opposée, se trompaient également.

C'étaient les préjugés d'un âge encore dans l'ignorance de la *richesse évaluée* et de la *richesse d'usage*.

[1] « La perte de l'un est le profit de l'autre. »
MONTAIGNE.

[2] « Quidquid alicubi adjicitur, alibi detrahitur. »
BACON.

[3] Souhaiter la grandeur de notre patrie, c'est souhaiter du mal à ses voisins. Il est clair qu'un pays ne peut gagner sans qu'un autre perde.
VOLTAIRE.

Digitized by Google

En nous résumant, voici quelques propositions dont on ne peut contester l'exactitude :

1° Lorsqu'un pays par suite d'un fléau, tel qu'un incendie, une inondation, un désordre dans les saisons, etc., perd quantité de marchandises, la nation qui est appelée à les fabriquer et à les fournir, bénéficie de cette perte. Le bénéfice de la fourniture est, en général, d'autant plus grand que le pays frappé est plus prospère.

2° Une destruction de marchandises, survenue dans un pays quelconque, diminue la *richesse d'usage* moyenne du monde entier.

3° Lorsque les habitants d'une contrée sont apathiques, paresseux, ils ne peuvent avoir qu'une faible *richesse évaluée*. Alors il est désirable pour les nations étrangères que ces habitants, en devenant laborieux, accroissent leur *richesse évaluée*, car, par leurs travaux, ils augmenteront le nombre des marchandises qui s'échangent sur le globe, et, par suite, la *richesse d'usage* générale.

4° Si la contrée dont il vient d'être parlé avait une production tellement prépondérante, que sa *richesse évaluée* fût devenue formidable, dangereuse pour les nations étrangères, il serait sans doute préjudiciable à la *richesse d'usage* de ces nations, mais profitable à leur force, à leur puissance, à leur *richesse évaluée* relative, que la production de cette contrée fût arrêtée.

Digitized by Google

5° Deux peuples en commerçant ensemble, bien qu'ils profitent mutuellement de leur prospérité respective, doivent, s'il est possible, prendre des mesures pour que, dans le trafic qu'ils font entre eux, la *richesse évaluée* de l'un ne s'accroisse pas dans une plus forte proportion que la *richesse évaluée* de l'autre.

Digitized by Google

CHAPITRE XII

LE DISSIPATEUR FAIT ACCROITRE LA *RICHESSE D'USAGE* DU PAUVRE.

Le pauvre apprécie très-logiquement ses intérêts, lorsqu'il blâme les gens riches dont la dépense habituelle est médiocre, et lorsqu'il honore les personnes qui tiennent un grand état de maison.

Dans plusieurs ouvrages économiques, on traite le peuple d'inintelligent, parce qu'il accueille de toutes ses sympathies le prodigue qui dépense tous ses revenus, voire même son capital, en jouissances de luxe, et qu'en même temps il stigmatise l'opulent et économe personnage qui, réduisant ses dépenses personnelles, place ses revenus pour augmenter son capital.

Bastiat lui-même regarde cette prédilection de la multitude pour le dissipateur comme un préjugé, et il essaye d'en donner la preuve dans le

Digitized by Google

pamphlet qu'il a intitulé : *Ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas*, pamphlet dont nous allons rapporter quelques extraits.

« Quoi de plus populaire que ces sentences :

« Thésauriser, c'est dessécher les veines du « peuple.

« Le luxe des grands fait l'aisance des petits....

« Essayons de rectifier cette vue incomplète.

« Mondor et son frère Ariste, ayant partagé l'hé- « ritage paternel, ont chacun cinquante mille « francs de rente. Mondor pratique la philan- « thropie à la mode; c'est ce qu'on nomme un « bourreau d'argent. Il renouvelle son mobilier « plusieurs fois par an, change ses équipages tous « les mois ; on cite les ingénieux procédés auxquels « il a recours pour en avoir plus tôt fini : bref, il « fait pâlir les viveurs de Balzac et d'Alexandre « Dumas.

« Aussi, il faut entendre le concert d'éloges qui « toujours l'environne : « Parlez-nous de Mondor ! « vive Mondor ! C'est le bienfaiteur de l'ouvrier ; « c'est la providence du peuple. A la vérité, il se « vautre dans l'orgie, il éclabousse les passants ; « sa dignité et la dignité humaine en souffrent « quelque peu... Mais, bah ! s'il ne se rend pas « utile par lui-même, il se rend utile par sa for- « tune. Il fait circuler l'argent ; sa cour ne désem- « plit pas de fournisseurs qui se retirent toujours

Digitized by Google

« satisfaits. Ne dit-on pas que si l'or est rond,
« c'est pour qu'il roule? . . . . . .

« *Épargner, c'est dépenser.*

« Quel est le but d'Ariste, en économisant dix
« mille francs? Est-ce d'enfouir deux mille pièces
« de cent sous dans une cachette de son jardin?
« Non certes, il entend grossir son capital et son
« revenu. En conséquence, cet argent qu'il n'em-
« ploie pas à acheter des satisfactions personnelles,
« il s'en sert pour acheter des terres, une maison,
« des rentes sur l'État, des actions industrielles,
« ou bien il le place chez un négociant ou un
« banquier. Suivez les écus dans toutes ces hypo-
« thèses, et vous vous convaincrez que, par l'inter-
« médiaire des vendeurs ou emprunteurs, ils vont
« alimenter du travail tout aussi sûrement que si
« Ariste, à l'exemple de son frère, les eût échangés
« contre des meubles, des bijoux et des chevaux.

. . . . . .

« *Quant aux ouvriers et fournisseurs*, (la dé-
« pense d'Ariste) *a des effets absolument identiques à*
« *une dépense égale faite par Mondor. Cela est évi-*
« *dent de soi ; n'en parlons plus.* »

Dans cette circonstance le spirituel économiste nous paraît s'être laissé emporter par sa brillante imagination. Sans doute, Ariste, dont Bastiat oppose la conduite à celle de Mondor, accroît par ses façons d'agir, bien plus que ce dernier, la fortune

Digitized by Google

de l'État, mais il est beaucoup moins utile que son frère, comme nous allons le voir, aux classes nécessiteuses.

En effet, si, en affectant ses revenus à un usage productif, le riche parcimonieux procure du travail aux pauvres, pense-t-on qu'un travail simplement humanitaire soit le but définitif de sa dépense? Qu'on se détrompe, cet homme calcule, il est toujours en quête de ce qu'on appelle une bonne affaire, c'est-à-dire une affaire dans laquelle les capitaux rendront le plus possible !

Ainsi, dans les manufactures fondées, en totalité ou en partie, à l'aide de ses revenus économisés, le riche de cette espèce ne donnera que le salaire indispensable, le salaire à prix débattu; car tout accroissement dans les frais de production diminuerait ses bénéfices.

On se méprendrait encore étrangement, si l'on supposait que les articles, même très-nombreux, qui seront fabriqués dans les manufactures dont il a été parlé, viendront accroître l'aisance du pauvre. Le plus souvent, au fur et à mesure de la naissance des produits, une population, se contentant de la ration qui lui a été mesurée, s'élèvera[1] pour les consommer, et chaque travailleur ancien

[1] On a dit depuis longtemps avec grande vérité : « A côté d'un pain naît un homme. »

Digitized by Google

et nouveau n'aura pas la jouissance d'un lot de marchandises plus considérable que celui qui lui échéait précédemment.

La *richesse d'usage* du pauvre ne s'accroîtra donc que très-légèrement par suite des entreprises industrielles du riche parcimonieux.

Les dépenses fastueuses du riche prodigue, qui, pour paraître magnifique, étale un grand luxe, ont des conséquences tout autres. Observez ce dissipateur : comme tout est vanité, ostentation, dans son existence, il se gardera bien de ce qui sent l'économie, la lésinerie ; car il ne se soucie en aucune sorte d'accroître sa fortune, mais de savourer dans toute leur plénitude les délices de la vie. Ce n'est pas lui qui débattra le gage de ses domestiques, la rémunération de ses ouvriers. Pourrait-il être mesquin dans ses rapports avec des salariés qui, l'approchant chaque jour, le prônent et se font l'écho de ses largesses ? Toutes les personnes qui l'environnent, ou sont parfois en rapport avec lui, participeront donc à son opulence, à l'importance de son train de maison.

Molière, dans la scène du *Bourgeois gentilhomme* où le tailleur répond à chaque libéralité nouvelle par les qualifications les plus flatteuses, a parfaitement saisi cette action que l'homme du peuple exerce avec tant de facilité sur l'individu essentiellement glorieux dont nous venons de parler.

Digitized by Google

Si vous portez un intérêt réel à l'ouvrier, ne lui donnez pas un travail qui vous enrichisse, en ne faisant que lui assurer la continuation de sa modique existence, mais une occupation assez rémunérée pour le doter d'une grande *richesse d'usage*. Et cette *richesse d'usage*, l'ouvrier la trouvera dans un emploi utile à son bien-être des capitaux dépensés, ou, autrement, dans une excessive prodigalité.

Voyez ces centaines de millions accumulés dans les diverses banques, le plus souvent par ce riche que le vulgaire traite de vilain, de ladre, de sordide ; qu'attendent-ils? Une destination lucrative, c'est-à-dire un placement dans lequel le travailleur sera payé de manière à accroître le plus possible l'intérêt du capital et le capital même. Que ces trésors appartiennent à un personnage d'une générosité extravagante ; n'est-il pas certain qu'en les dépensant follement, il élèvera la solde journalière du pauvre?

A la vérité un industriel opulent, dont les usines prospèrent, peut s'attirer les bénédictions de ses employés par la largesse des émoluments qu'il leur accorde ; mais, à mesure qu'il prend plus vivement à cœur leur bien-être, leur félicité, en perdant de vue ses bénéfices propres, il entre de plus en plus dans les voies du dissipateur qu'idolâtre le peuple.

Digitized by Google

Ainsi, le principe de Bastiat : *Épargner, c'est dépenser*, est faux dans l'esprit comme dans la lettre.

Épargner, ce n'est pas dépenser : c'est substituer la production du capital épargné, ou l'attente de cette production, à la dépense.

Le pauvre a donc mille fois raison dans ses soi-disant préjugés. Et c'est la distinction entre la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée* qui nous le fait reconnaître.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE XIII

AVANTAGE QU'UN PAYS RETIRE DU SÉJOUR QU'Y FONT LES ÉTRANGERS.

Nous lisons dans le *Traité d'Économie politique* de J. B. Say le passage suivant :

« Lorsqu'un voyageur étranger arrive en « France, et qu'il y dépense 10,000 francs, il ne « faut pas croire que la France gagne 10,000 francs. « Elle donne à l'étranger des produits pour la « somme qu'elle reçoit de lui. Elle fait avec lui un « échange qui peut être avantageux pour elle; « c'est un commerce où elle est payée comptant, « où elle rentre plus promptement peut-être dans « ses avances que de toute autre manière ; *mais* « *ce n'est rien autre chose qu'un commerce*, même « lorsqu'on lui donne de l'or.

« On n'a pas jusqu'à présent considéré la chose « sous ce point de vue. Partant toujours de ce

Digitized by Google

« principe, que la seule valeur réelle est celle « qui se montre sous la forme d'un métal, on « voyait à l'arrivée d'un voyageur une valeur de « 10,000 francs apportée en or ou en argent, et « l'on appelait cela un gain de 10,000 francs; « comme si le tailleur qui habillait l'étranger, le « bijoutier qui le décorait, le traiteur qui le nour- « rissait, ne lui fournissaient aucune valeur en « échange de son argent, et faisaient un profit « égal au montant de leurs mémoires.

« L'avantage qu'un étranger procure est *celui « qu'on retire de toute espèce d'échange*, c'est-à-dire « de produire les valeurs qu'on reçoit en retour, « par des procédés plus avantageux que si on les « produisait directement. Il n'est point à dédai- « gner; mais il est bon de le réduire à sa juste « valeur, pour se préserver des folles profusions « aux prix desquelles on s'est imaginé qu'on de- « vait l'acheter.

« Dans le commerce avec les étrangers on perd « le *principal* des choses consommées, pour faire « gagner à quelques marchands leurs *profits* sur « ce principal; *profits qu'ils auraient faits tout de « même en donnant un cours plus utile à leurs ca- « pitaux et à leur industrie.* »

D'après l'illustre auteur, si un grand nombre de familles étrangères venaient habiter la France et y dépenser chacune 50,000 francs par année,

Digitized by Google

le bénéfice annuel de la France ne serait que d'environ 6 pour 100[1] de la somme dépensée, ou autrement de 3,000 francs par famille. Les notions que nous avons données sur la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage*, les nouvelles facilités qui résultent de leurs expressions analytiques pour calculer la richesse d'une nation, vont nous permettre de démontrer que ce bénéfice est bien plus considérable.

En effet, examinons comment est employée annuellement cette somme de 50,000 francs :

1°	à solder un logement.	5,000 fr.
2°	*Idem.* la nourriture	15,000
3°	*Idem.* l'acquisition de marchandises manufacturées. .	20,000
4°	*Idem.* des concerts, spectacles, fêtes de toute espèce. .	10,000
	TOTAL.	50,000 fr.[2]

Passons successivement en revue ces diverses dépenses :

1° La somme de 5,000 francs mentionnée ci-dessus appliquée chaque année à un loyer de

[1] 6 pour 100 est habituellement le bénéfice que prélèvent les commerçants sur la vente des marchandises.

[2] Dans ce total, pour le logement, la nourriture, les marchandises manufacturées, etc., est comprise la dépense des domestiques que cette famille emploie.

Digitized by Google

maison est véritablement la cause déterminante qui donne à cette maison une valeur d'environ 100,000 francs, somme qui s'accroîtra ou diminuera, si le crédit dont jouit la localité où se trouve cet immeuble est plus ou moins développé.

Mais, dira-t-on, cette maison aurait été louée à des nationaux dans le cas où des étrangers ne seraient pas venus l'habiter? Oui, sans doute, mais à un prix inférieur, et la *richesse évaluée* du propriétaire n'aurait pas été la même. En Italie, par exemple, plusieurs villes, telles que Pise, Florence, etc., dont la prospérité fut très-grande autrefois, contiennent un grand nombre de palais qui, sans l'affluence des touristes, perdraient peut-être moitié de leur valeur.

Nous ajouterons qu'en France, sur les bords de la mer, dans certaines localités favorisées de la mode, on voit le prix des habitations, par suite des nombreux baigneurs qui s'y rendent depuis un petit nombre d'années, hausser dans des proportions qui étonnent. Et, à l'appui, nous citerons Trouville, où les maisons et les terrains à bâtir se vendent aujourd'hui un prix trois et quatre fois plus élevé qu'il y a quinze ans.

Nous ne pourrons donc être taxé d'exagération, en admettant que, lorsqu'un grand nombre d'étrangers vient se fixer dans une ville, la location des appartements qu'ils occupent, et, en consé-

Digitized by Google

quence, le capital immeuble de ces appartements peuvent très-bien s'accroître d'un cinquième.

Si donc le loyer de la maison dont il a été parlé est annuellement de 5,000 francs, il a bien pu s'élever de 1,000 francs grâce à la concurrence de la population nomade, et le capital immeuble s'augmenter de 20,000 francs[1].

2° Le plus ordinairement la production des subsistances donne aux agriculteurs un produit net qui est environ moitié de la valeur du produit brut. 15,000 francs de denrées alimentaires consommées annuellement donneront donc lieu à un revenu net de 7,500 francs, et par suite à un capital de 150,000 francs, résultant encore en partie de la présence des étrangers.

On objectera que ces denrées auraient pu être exportées. Mais, si à l'exportation le cultivateur préfère la consommation sur place, c'est que les prix de ces denrées se sont accrus en raison des demandes plus nombreuses qui lui sont faites. Ajoutons qu'il existe partout quantité de produits qui ne sont pas susceptibles d'exportation, tels que certains fruits, certaines récoltes maraîchères, etc., qui, entrant dans l'alimentation des voyageurs,

[1] Nous sommes en vérité trop modéré dans cette évaluation. L'exemple de Trouville nous montre que dans beaucoup de circonstances cette somme de 20,000 francs pourrait être portée au double, au triple, et à un chiffre encore plus élevé.

Digitized by Google

augmentent, par l'échange, la richesse du pays où on les récolte.

D'après cet exposé, nous montrerons de nouveau beaucoup de réserve en supposant que le revenu net de 7,500 francs, dont il a été parlé, a pu s'accroître, grâce à chaque famille étrangère, de 5 pour 100, ou de 375 francs qui correspondent à un accroissement de capital d'environ 8,000 francs.

Si un pays ne produisait pas les substances nutritives qui lui sont nécessaires, comme on serait obligé d'importer ce que consommeraient les étrangers pour leur nourriture, en exportant des articles manufacturés d'un prix équivalent, le bénéfice serait encore plus grand que ci-dessus, car nous avons vu, dans la théorie de l'échange, combien il y a de profit habituellement à permuter des objets fabriqués contre des matières premières[1].

3° Les 20,000 francs que nous avons portés en achat d'articles manufacturés vont encore accroître très-notablement la *richesse évaluée* du pays où cette dépense s'effectue. En effet, si nous évaluons le revenu net des industriels au dixième du prix des produits, ou à 2,000 francs, ce revenu renouvelé

[1] Les substances nutritives sont classées, en général, parmi les matières premières.

Digitized by Google

chaque année, créera un capital d'environ 40,000 francs. Et notons que pour l'espèce de marchandises dont il s'agit, espèce à fabrication en général illimitée, un surplus dans la consommation fait plutôt baisser qu'augmenter les prix, et n'empêche pas l'exportation qui avait lieu précédemment.

4° Restent les 10,000 francs employés en fêtes, spectacles, concerts, etc. Ces 10,000 francs qui rémunèrent des artistes et des ouvriers de toute sorte sont échangés par eux pour subvenir à leur existence. De cet échange résultent de nouveaux produits nets annuels pour les agriculteurs, les industriels, les propriétaires de maisons; produits que nous ne pouvons apprécier à moins de 1,000 francs : soit derechef un capital de 20,000 francs.

Additionnons les capitaux créés dans un pays par une famille étrangère riche, lorsqu'elle vient s'y fixer avec un certain nombre d'autres familles ayant également de grandes fortunes.

1° En raison du logement.	20,000 fr.
2° *Idem.* de la nourriture. . . .	8,000
3° *Idem.* de la consommation des objets manufacturés.	40,000
4° En raison des spectacles, concerts, fêtes de toute espèce.	20,000
TOTAL. . . .	88,000 fr.

Digitized by Google

Ainsi, dans des circonstances assez ordinaires, une grande quantité de familles étrangères résidant dans un pays accroissent chacune la *richesse évaluée* de ce pays d'une somme de 88,000 francs. Et encore, afin d'épargner au lecteur des détails trop minutieux, nous avons omis de mentionner quantité de petits profits prélevés habituellement sur les voyageurs, profits dont l'action est favorable au développement de la *richesse évaluée*.

Nous sommes alors bien loin de cette somme de 3,000 francs à laquelle J. B. Say restreignait en tout et pour tout le bénéfice annuel d'un pays relativement à chacune des familles dont nous avons analysé les dépenses.

Bien plus, si, par les agréments de toute sorte qu'elle offre à ses visiteurs, une contrée est assez heureuse pour qu'ils y séjournent temporairement, de telle manière que, malgré des départs successifs, elle en conserve toujours une certaine quantité, la *richesse évaluée* moyenne de ces visiteurs devra être ajoutée à la *richesse évaluée* de cette contrée[1] lorsque l'on voudra calculer sa *richesse évaluée* totale.

Cette conclusion résulte de l'équation de la

[1] La *richesse évaluée*, obtenue de cette manière, ne pourra servir toutefois à déterminer l'impôt que cette contrée est susceptible de supporter ; parce que les immeubles et autres valeurs des voyageurs étrangers échappent à l'action direct du fisce et ne peuvent être atteints qu'au moyen des taxes sur les consommations.

Digitized by Google

richesse évaluée et des considérations qui ont été émises lors de sa discussion.

Ce que nous avons dit d'un pays s'applique naturellement à une cité et aux diverses parties qui la composent. Le quartier de Paris dit les Champs-Élysées, dont la *richesse évaluée* a décuplé depuis dix ans, doit-il uniquement cette prospérité au profit de 6 pour 100 qui a été prélevé chaque année sur les dépenses des personnes riches qui sont venues l'habiter? Certainement non. Mais le séjour de ces mêmes personnes dans une localité qui les attire a nécessité la construction de maisons qui ont donné de la valeur aux terrains; ensuite les dépenses relatives à la nourriture, à l'habillement, aux plaisirs des nouveaux habitants, ont fait naître dans ce quartier des établissements de toute espèce qui l'ont enrichi.

Le grand avantage qu'une contrée retire incontestablement des étrangers qui viennent y séjourner, doit nous faire apprécier au juste la perte qu'elle subit, lorsque ses regnicoles les plus riches s'en éloignent. Combien donc l'absentéisme est préjudiciable à ces communes rurales où les grands propriétaires terriens ne se rendent même pas pour toucher leurs revenus!

Cette question de l'absentéisme, comme on le voit, est très-grave et mérite toute la sollicitude des gouvernements.

Digitized by Google

Quant à l'absentéisme des possesseurs de la richesse immatérielle, souvent il n'est pas moins préjudiciable que celui dont on vient de traiter[1].

Occupons-nous maintenant de la *richesse d'usage*, et reconnaissons si des étrangers opulents en demeurant dans un pays, font accroître ou diminuer cette espèce de richesse.

Sans aucun doute leur présence donne une plus-value au prix de toutes les subsistances, et il semblerait au premier abord que la *richesse d'usage* devrait décroître.

Mais dans l'équation de la *richesse d'usage*

$$U = \frac{rm + r'm' + \text{etc.}}{am + a'm' + \text{etc.} + l}$$

à mesure que les prix m, m', etc., s'élèvent, le nombre des produits en denrées alimentaires r, r', etc., qui incombent à chaque individu, s'accroît en même temps, soit par l'importation, soit par une amélioration dans la culture, au moyen des espèces que ces étrangers donnent en échange de la nourriture qu'on leur fournit. A cet égard, la *richesse d'usage* peut donc très-bien ne pas diminuer.

Relativement aux marchandises manufacturées,

[1] On sait tout le tort que l'*Édit de Nantes* a fait à la France, sous le rapport des capitaux immatériels qui ont émigré.

Digitized by Google

comme leurs prix, loin de hausser, s'affaiblissent, attendu que, les demandes étant plus considérables[1], la fabrication est augmentée, cette population du dehors est toujours favorable à la *richesse d'usage*.

Au contraire, des étrangers pauvres et sans industrie venant demeurer dans une contrée, feraient diminuer la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée*, parce que la consommation nouvelle ne serait pas accompagnée de reproduction.

Les vérités que nous venons d'établir n'étaient pas restées complétement inaperçues, car certaines cités, malgré de lourdes charges, n'ont pas craint de s'endetter encore, soit pour subventionner leurs théâtres, soit pour embellir leurs promenades, afin d'inviter les étrangers à séjourner parmi elles. — Mais jusqu'ici on ne se rendait pas un compte bien exact de l'accroissement que cette résidence faisait acquérir à la *richesse évaluée* et à la *richesse d'usage*.

Nos théories se prêtent si merveilleusement à expliquer les phénomènes économiques de toute nature, qu'il nous paraît bien difficile de méconnaître qu'elles reposent sur des bases dont la solidité est à toute épreuve.

[1] Nous avons vu précédemment (chap. III) que plus un manufacturier fabriquait, plus ses frais généraux diminuaient, et plus ses produits pouvaient être vendus bon marché.

Digitized by Google

Digitized by Google

ANNEXES

ANNEXE N° 1

Les maisons destinées uniquement aux logements, en se multipliant par trop dans un pays, d'une part sont moins demandées, et, pour cette raison, perdent de leur valeur; d'une autre part, comme en devenant plus nombreuses elles exigent des frais d'entretien de plus en plus considérables qui amoindrissent la *richesse évaluée* de ce pays[1], on doit en conclure que la construction et l'entretien d'une trop grande quantité d'habitations est préjudiciable à la *richesse évaluée* d'une nation.

Ce raisonnement, applicable aux édifices ne servant qu'à abriter l'homme, est inadmissible quand il s'agit des établissements industriels. En effet, le produit brut de ces établissements figure dans l'expression de la *richesse évaluée*, en entrant dans les termes $Mm + M'm' +$ etc., ce qui n'a pas lieu pour le loyer des maisons du genre désigné ci-dessus; ensuite, des manufactures peuvent très-bien, en s'élevant les unes à côté des autres, se prêter aide et assistance, au lieu de se nuire.

[1] Voir la page 67.

Digitized by Google

ANNEXE N° 2

I

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE M. MICHEL CHEVALIER SUR L'AMÉRIQUE DU NORD

Il y a aux États-Unis un fait qui saisit l'étranger à son débarquement, et qui est bien de nature à imposer silence à ses sentiments d'orgueil national, surtout s'il est Anglais : c'est l'aspect d'aisance générale que présente le pays. Tandis que les sociétés européennes sont toutes plus ou moins rongées de la plaie du paupérisme qui les mine, sans que les hommes les plus habiles aient pu jusqu'ici y appliquer un baume réparateur, il n'y a pas de pauvres ici, du moins dans les États du Nord et de l'Ouest, qui ont su se garantir de la lèpre de l'esclavage. S'il s'en rencontre quelques-uns, ce n'est qu'une imperceptible minorité d'individus sans conduite, la plupart gens de couleur, ou ce sont des aventuriers fraîchement débarqués qui n'ont pu encore se décider aux habitudes d'une vie laborieuse. Ici, rien n'est plus aisé que de vivre en travaillant, et de bien vivre. Les objets de première nécessité, pain, viande,

Digitized by Google

sucre, thé, café, chauffage, sont généralement à plus bas prix qu'en France, et les salaires y sont doubles ou triples. Je me trouvais, il y a quelques jours, sur la ligne d'un chemin de fer en construction, on y faisait des terrassements. Ce genre de travail, qui n'exige que de la force sans adresse, est habituellement exécuté aux États-Unis par des Irlandais, nouveaux arrivés, qui n'ont d'autres ressources que leurs bras, d'autre talent que la vigueur de leurs muscles. Ces Irlandais sont nourris et logés, et voici quelle est leur nourriture : trois repas par jour ; à chaque repas, de la viande très-abondamment, et du pain de froment, du café et du sucre à deux de leurs repas, et du beurre une fois le jour. On leur distribue dans le courant de la journée six à huit verres de wiskey, selon qu'il fait plus ou moins chaud. Ils reçoivent en outre, en argent, un salaire qui s'élève à 40 cents (2 fr. 13 c.) dans les circonstances les plus défavorables, souvent à 3 francs, et quelquefois à 4 francs. En France, le même travail vaut communément 1 franc 25 centimes, et les ouvriers ont à se nourrir.

Ce fait positif, incontestable, de l'aisance générale est ici à côté d'un autre qui en rehausse singulièrement l'importance, etc.

Digitized by Google

II

On lit dans les œuvres de M. de Bonald :

« Pour pouvoir appeler richesse de la nation les richesses individuelles, il faudrait que tous les individus participassent à cette richesse, puisque la nation se compose de tous les individus sans exception, et que, la richesse n'étant pas une chose abstraite, il est assez difficile de concevoir qu'une nation soit riche, lorsqu'une partie considérable de ses enfants est dans l'extrême besoin. Cependant cela est ainsi. *Et, même dans toute l'Europe, il n'y a nulle part plus d'indigents que chez les nations qu'on appelle opulentes.* »

III

M. Le Play, dans ses Observations sur les divers ouvriers européens, explique ainsi comment ceux du Nord et de l'Orient ont un bien-être plus grand que ceux de l'Occident :

« Le nom d'ouvrier (d'après la définition de M. Le Play) s'applique à toutes les personnes exerçant un travail manuel autre que le service personnel du maître, participant plus ou moins de la condition du proprié-

Digitized by Google

taire ou du chef d'industrie, ayant pour principal moyen d'existence la rétribution accordée à ce travail. »

Cette définition comprend la grande majorité de la population.

« Sauf quelques anomalies accidentelles, les occupations des ouvriers (de l'Occident), leurs recettes et dépenses restent invariables à toutes les époques de l'année, en sorte que la situation d'une famille a pu souvent être résumée par l'établissement d'un budget hebdomadaire. Il en est autrement dans le reste de l'Europe... Indépendamment du salaire proprement dit, les ouvriers y reçoivent ordinairement des usufruits de propriétés immobilières, des droits d'usage sur les propriétés contiguës à leurs habitations, enfin une multitude de services, de denrées et d'objets de consommation. Ces allocations en nature offrent une diversité infinie selon les lieux, les temps, les professions et les conditions sociales. Elles n'ont pas seulement pour objet de rétribuer l'ouvrier en proportion du travail accompli, elles tendent aussi à lui assurer en toute éventualité des moyens de subsistance proportionnels aux besoins de la famille.

« Ces modes de rétribution jettent une extrême variété dans les recettes et les dépenses de chaque famille. Ils fournissent en outre à tous ses membres l'occasion d'exercer une multitude d'industries accessoires dont les produits, venant se joindre à ceux du travail principal, contribuent encore à introduire de la complication dans le budget domestique.

« C'est ainsi qu'il existe peu de familles qui ne cumulent, avec l'occupation spéciale de leurs chefs, quel-

Digitized by Google

ques-unes de celles que fournissent les cultures propres à la localité, l'exploitation des animaux domestiques, la fabrication des tissus dans l'intérieur du ménage, la chasse, la pêche, la cueillette des fruits et des plantes sauvages, les récoltes de combustibles, les spéculations qui se rattachent aux travaux mêmes de la famille et à diverses entreprises de commerce et de transport, etc.

« L'ouvrier européen (du Nord et de l'Orient), dans l'état actuel de la civilisation, n'est donc point, tant s'en faut, un simple salarié; presque toujours il participe en outre de la condition du propriétaire et du chef d'industrie. . . . . .

« Si les institutions anciennes se prêtaient moins que celles qui ont été récemment établies dans l'Occident à l'essor de l'industrie et à l'élévation rapide des individualités éminentes, elles offraient en revanche à toutes les classes de la société une sécurité dont le défaut se fait cruellement sentir aujourd'hui, surtout aux individualités inférieures et aux classes imprévoyantes.

. . . . . .

« Le système des *fabriques collectives* est fondé sur l'alliance intime de l'industrie manufacturière et du travail agricole. Il assure le bien-être des ouvriers, partout où il s'est conservé intact. Lorsqu'au contraire, ainsi qu'il est arrivé, on a cru pouvoir abandonner ce principe tutélaire et consacrer exclusivement les ouvriers au travail industriel : ceux-ci, en s'agglomérant dans les villes, sont tombés dans un état de pénurie devenu en quelque sorte l'état normal de la population, et qui constitue l'une des plus affligeantes particularités de la civilisation occidentale. »

Digitized by Google

ANNEXE N° 3

I

Dans le passage suivant, Ganilh réfute avec assez de bonheur les théories sur l'échange de J. B. Say :

« Des écrivains recommandables, dit-il, professent et enseignent qu'il suffit de produire pour consommer et échanger, et que si les produits ne sont pas échangés et consommés, c'est qu'on ne produit pas assez.

« Ils se persuadent que, s'il y avait assez de produits, il y aurait toujours des consommateurs.

« Sans doute la production *donne* le pouvoir, mais elle est impuissante sur la volonté qui ne reçoit d'impulsion que du besoin ou de la jouissance.

« Il y a entre la production et la consommation des rapports qui ne se manifestent que par l'échange. Lui seul règle l'état de la production ou de la consommation; fait connaître si l'on a trop et pas assez produit; subordonne la production à la consommation, et la consommation au pouvoir et à la volonté de consommer. »

Digitized by Google

II

M. Wolowski, dans une note sur Roscher, s'exprime ainsi, relativement à la théorie de J. B. Say sur l'échange :

« Imaginons un pays dont les agriculteurs produisent au delà de leurs propres besoins pour cent millions de francs de blé par an, et ouvrent ainsi un débouché de cent millions. Par suite de trois très-abondantes récoltes, et faute de moyens d'exportation, il se produit un trop-plein du blé au marché, tel, que l'approvisionnement total, quoique plus considérable, a pourtant une valeur en échange moins grande que d'habitude. Celle-ci sera tombée, par exemple, à soixante-dix millions de francs. Les habitants de la campagne ne peuvent plus acheter aux habitants de la ville que pour soixante-dix millions de marchandises, et la ville souffrira également du trop-plein de la production.

« On ne saurait, en laissant l'argent de côté, établir un échange direct entre le blé et les produits manufacturés, de manière que ces derniers obtiennent en échange une grande quantité de blé. En effet, personne ne peut étendre sa consommation de blé au delà de ce que son estomac absorbe, et il est fort difficile d'emmagasiner le blé pour le revendre plus tard quand les prix auront remonté. »

FIN

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

Préface de la seconde édition. I

Introduction. — Avant-propos et exposé sommaire. 1

Chapitre premier. — *Ce que l'on appelle une richesse.* . . . 17

Chapitre II. — *De la richesse des particuliers et de celle des nations.* 23

§ 1. De la richesse dans les temps anciens et dans les modernes. 23

§ 2. Diverses appréciations de la richesse des peuples. . 27

§ 3. Définitions de la *richesse évaluée* et de la *richesse d'usage*. 30

§ 4. Distinction entre la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage*. 32

§ 5. Équation de la *richesse évaluée* et discussion de cette équation. 42

§ 6. Observations sur l'emploi de l'équation de la *richesse évaluée*. 61

§ 7. Équation de la *richesse d'usage* et sa discussion. . . 76

§ 8. Évaluation de la fortune des particuliers. 87

Chapitre III. — *Caractères de la richesse évaluée et de la richesse d'usage*. 91

Digitized by Google

§ 1. La *richesse d'usage* et la *richesse évaluée* d'une nation ne s'accroissent pas et ne diminuent pas toujours en même temps. 91

§ 2. La *richesse d'usage* d'une nation n'est pas d'autant plus grande que les prix des marchandises y sont de moins en moins élevés. Quant à la *richesse évaluée*, cette dernière progresse avec le prix des subsistances, et s'affaiblit avec l'élévation du prix des marchandises manufacturées. 110

§ 3. La puissance d'une nation peut être mesurée, jusqu'à un certain point, par sa *richesse évaluée*. . . . 123

CHAPITRE IV. — *De l'échange*. 135

§ 1. Généralités sur l'échange. 135

§ 2. Lorsque deux peuples contractent librement un échange, le rapport entre leurs *richesses évaluées* peut être modifié par cet échange. 148

§ 3. L'effet des échanges internationaux sur les *richesses évaluées* des peuples aurait pu être pressenti au moyen de l'action journalière que les échanges d'individu à individu, dans une même nation, exercent sur les fortunes respectives de ces mêmes individus. 158

CHAPITRE V. — *De la richesse évaluée chez les peuples industriels et agricoles*. 165

§ 1. Les populations agricoles sont dans une situation moins favorable que les populations industrielles, pour acquérir la *richesse évaluée*. 165

§ 2. Les peuples producteurs de grains restent pauvres en commerçant avec les peuples industriels, tandis que ces derniers s'enrichissent. 174

§ 3. A la suite de nombreux échanges entre les villes et les campagnes, la prépondérance politique finit par appartenir aux villes. 179

§ 4. L'action exercée sur les *richesses évaluées* des villes et des campagnes par leur commerce réciproque peut aisément faire pronostiquer ce que devien-

Digitized by Google

nent les *richesses évaluées* de deux nations qui trafiquent ensemble. 192

Chapitre VI. — *Protection. — Libre échange*. 197

§ 1. La protection des manufactures dans un pays qui est principalement agricole peut accroître, dans certains cas, sa *richesse évaluée*.. 197

§ 2. La protection accordée, dans certains cas, à diverses manufactures situées dans un pays agricole, diminue la *richesse évaluée* de ce pays. 213

§ 3. Une nation agricole ou manufacturière peut avoir avantage à frapper certaines marchandises étrangères, de droits non-seulement fiscaux, mais encore protecteurs, lorsque ces marchandises donnent lieu, en tenant compte des frais de fabrication et des journées de travail qui s'y rapportent, à des échanges qui amoindrissent relativement la *richesse évaluée* de cette nation. 224

§ 4. De l'introduction du *free trade* dans un pays soumis, depuis longues années, à la protection.. 229

§ 5. Sanction donnée par l'expérience à nos théories. . . 237

Chapitre VII. — *Du crédit*.. 253

§ 1. Ce que c'est que le crédit.. 253

§ 2. Billets de banque.. 264

§ 3. Billets de banque et Numéraire. 272

§ 4. Le crédit fait accroître la *richesse évaluée* des nations; il n'exerce pas la même action sur leur *richesse d'usage*. 275

Chapitre VIII. — *De la classification des richesses*. 289

§ 1. Répartition des richesses en huit groupes principaux. 289

§ 2. Caractères distinctifs des richesses comprises dans les cinq premiers groupes. 294

§ 3. Les richesses de luxe, considérées soit au point de vue de la possession, soit à celui de la consommation, sont moins aptes que les autres à développer la *richesse évaluée* 305

§ 4. Les nations civilisées, bien que la consommation des

Digitized by Google

richesses de luxe ne contribue que faiblement à développer leur *richesse évaluée*, doivent user dans une certaine limite de ces richesses. 311

§ 5. Richesses qui n'ont de valeur que dans la nation dont on veut apprécier la *richesse évaluée*. 315

§ 6. Des richesses immatérielles : la capacité, le talent, le génie, l'esprit commercial et industriel, etc.. . . 317

CHAPITRE IX. — *Du commerce intérieur et extérieur*. . . . 333

§ 1. Quelques mots sur le système mercantile.. 333

§ 2. Le commerce intérieur est plus favorable à l'accroissement de la *richesse évaluée* que le commerce extérieur. 336

§ 3. Certains échanges, faits dans l'intérieur d'un pays, accroissent sa *richesse évaluée*. Certains autres n'ont d'action que sur la *richesse évaluée* des personnes qui contractent ensemble. 340

§ 4. Des jeux de bourse. 342

§ 5. Un grand commerce extérieur est, en général, l'indice d'une importante *richesse évaluée ;* mais il ne peut servir à mesurer exactement cette richesse.. 344

§ 6. Rapport qui existe, chez divers peuples, entre le commerce intérieur et le commerce extérieur. Appréciation de la *richesse évaluée* des peuples au moyen de ce rapport. 348

CHAPITRE X. — *Influence d'une destruction de marchandises dans un pays, sur la richesse de ce même pays*.. . . . 353

§ 1. La destruction de marchandises appartenant à un pays fait toujours décroître sa *richesse d'usage*. Cette destruction accroît parfois sa *richesse évaluée*. 353

§ 2. Dans certaines circonstances, pour augmenter la *richesse évaluée* d'une nation, il peut être utile de détruire une partie des marchandises peu essentielles qui s'y trouvent. 356

CHAPITRE XI. — *Les intérêts des peuples sont souvent antagonistes*. 361

Digitized by Google

§ 1. Un peuple peut tirer profit des calamités qui arrivent aux autres peuples. 361

§ 2. Une destruction de certaines marchandises à l'étranger peut être ou préjudiciable ou favorable à une nation, suivant la nature des industries auxquelles cette nation se livre. 374

§ 3. Lorsqu'une nation étrangère prospère, il n'est pas suffisant que la nation dont on fait partie prospère en même temps. 376

CHAPITRE XII. — *Le dissipateur fait accroître la richesse d'usage du pauvre.* 381

Le pauvre apprécie très-logiquement ses intérêts, lorsqu'il blâme les gens riches, dont la dépense habituelle est médiocre, et lorsqu'il honore les personnes qui tiennent un grand état de maison.. 381

CHAPITRE XIII. — *Avantage qu'un pays retire du séjour qu'y font les étrangers.* 389

ANNEXE n° 1. 401

ANNEXE n° 2. 402

ANNEXE n° 3. 407

FIN DE LA TABLE

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google